

UNIVERSITÉ DE PARIS — FACULTE DE DROIT

L'Organisation de la Police EN TUNISIE

« Il n'est aucune institution dont
le but véritable ne soit et ne doive
être la sécurité de tous. »

GUIZOT.

ÉTUDE

De Droit Administratif comparé et de Législation Coloniale

THÈSE POUR LE DOCTORAT

Présentée et soutenue le Jeudi 24 février, à 3 heures du soir

PAR

Numa F. LÉAL

Président : M. P. LESEUR, professeur.

*Suffragants : { MM. BERTHELEMY } professeurs.
PERREAU*

PARIS
H. CHACORNAC, ÉDITEUR
9, Rue de l'Eperon, 9

1910

THÈSE
POUR LE DOCTORAT

UNIVERSITÉ DE PARIS — FACULTÉ DE DROIT

L'Organisation de la Police EN TUNISIE

« Il n'est aucune institution dont
le but véritable ne soit et ne doive
être la sécurité de tous. »

GUIZOT.

ÉTUDE

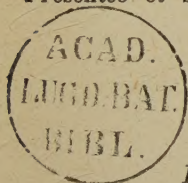
De Droit Administratif comparé et de Législation Coloniale

THÈSE POUR LE DOCTORAT

Présentée et soutenue le Jeudi 24 février, à 3 heures du soir

PAR

Numa F. LÉAL



Président : M. P. LESEUR, professeur.

Suffragants : { MM. BERTHELEMY
PERREAU } professeurs.

PARIS
H. CHACORNAC, ÉDITEUR
9, Rue de l'Eperon, 9

1910

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.

A MON PÈRE

AVANT-PROPOS

La Régence de Tunis offrait, — à l'époque lointaine déjà ! — où, soumise à nos armes victorieuses, elle remettait à la France la direction de ses destinées, — le spectacle d'un pays où tout était à créer ou à modifier, législation, organisation administrative, outillage économique.

Nous savons comment le Gouvernement Tunisien, après s'être éclairé des conseils des représentants du Gouvernement de la République, a réalisé le programme grandiose qu'il s'était imposé. Nous savons avec quelle intelligence, avec quel sentiment élevé de ses devoirs, il a favorisé l'action colonisatrice de la France.

Combattre le régime qui mettait le droit au service de la force, — le *Faustrecht*, — garantir la sécurité des biens et des personnes, organiser la propriété foncière, telles étaient les premières réformes à accomplir.

La plus considérable de ces innovations avait pour objet de faire cesser l'état d'anarchie qui régnait dans la Régence avant 1881. En effet, la colonisation ayant pris la première place dans les préoccupations du Gouvernement, il était nécessaire que nous prissions des mesures de précaution que le Bey était manifestement hors d'état d'assurer par ses propres forces.

Pour encourager nos colons et conserver en Tunisie ceux de nos compatriotes qui s'étaient expatriés, le Gouvernement établit sur des bases solides la propriété foncière, créa un outillage économique, organisa la justice française. Et notre action dans ce pays, ayant pris un essor vigoureux, la paix bienfaitrice assura à la Tunisie un avenir brillant.

Mais, si l'ordre public est le produit d'un état général satisfaisant, encore faut-il que cet ordre public soit maintenu. C'est une chose admirable que de répandre la civilisation par la

colonisation. Mais comment coloniser si l'insécurité fait délaisser les charrues, abandonner les exploitations minières et agricoles, fuir les travailleurs !

« Il n'est, disait Guizot, aucune institution dont le but véritable ne soit et ne doive être la sécurité de tous. »

C'est alors que se révèle la nécessité d'une bonne organisation policière. La Police, oui, voilà bien l'auxiliaire véritable de la civilisation et du progrès humain. Longtemps elle a été un moyen de compression brutale, un instrument odieux aux mains des gouvernements tyranniques. Mais, aujourd'hui, combien son rôle est noble et désintéressé ! Et nous avons tenté de le démontrer, car, nous le proclamons bien haut, l'œuvre de la Police en Tunisie est peut-être sans précédent dans l'histoire de la civilisation moderne.

Nous nous sommes donc proposé, après avoir signalé l'état de choses déplorable qui existait dans la Régence avant l'établissement du Protectorat Français, d'examiner comment et dans quelles conditions le Gouvernement a accompli son devoir le plus impérieux, celui de

garantir la sécurité des biens et des personnes et de faciliter, par suite, l'exploitation du sol.

Jusqu'en 1897, la police tunisienne fut municipale ; depuis, elle est exercée directement par l'Etat. Elle a donc été soumise à deux régimes bien différents, à deux impulsions. Et, en les étudiant, nous dirons par là même lequel de ces deux régimes est le meilleur.

Mais il ne faudrait pas voir dans cet ouvrage une thèse tendancieuse ; nous avons toujours craint, en effet, que l'on nous reprochât de discrediter l'ancienne organisation de la police tunisienne et de légitimer systématiquement les réformes opérées depuis 1897. Loin de nous un pareil calcul.

Cependant, nous avons crû devoir laisser dans ce livre une large place à la critique. Il nous a semblé nécessaire, en effet, après avoir étudié chaque question, de la discuter : c'est là le meilleur moyen d'en faire ressortir l'importance et d'en dégager les conséquences. Il nous a paru utile aussi, afin de donner de l'organisation policière en Tunisie une idée précise, d'aller pas à pas, de dire ce qu'elle était à l'origine, de voir les résultats qu'elle a donnés, les

modifications qu'elle a subies. Aussi bien, la législation dont nous nous sommes fait le modeste commentateur présente-t-elle une évolution intéressante.

Nous insistons pour que l'on ne nous accuse pas de partialité. Aussi est-ce sans crainte que nous soumettons cette étude à ceux qui voudront bien nous lire, et particulièrement aux colons, — ces forces vives du pays. —

Nous savons que les colons, comme d'ailleurs les indigènes, rendent justice à un état de choses qui favorise leurs intérêts matériels et leur assure une sécurité absolue. Nous désirons grandement aussi qu'ils reconnaissent le juste milieu dans lequel nous avons essayé de nous tenir.

Ce livre est le fruit de quatre années d'études continues ; les considérations précédentes nous ont puissamment encouragé à le soumettre au jugement du public.

Nous étant souvenu du conseil de Boileau,

— Vingt fois sur le métier remettez votre ouvrage ;
Polissez-le sans cesse et le repolissez, —

nous n'avons pas craint de remanier plusieurs fois la composition de cet ouvrage, avant de le

livrer à la publicité. Ce travail n'a d'ailleurs pas été inutile, en raison de l'abondance et de la complexité de la législation tunisienne. Cette législation, pour ainsi dire improvisée, a dû être revue et corrigée plusieurs fois, parfois totalement refaite, suivant les enseignements de l'expérience et les exigences mieux connues de la situation. Il est d'ailleurs certain que partout et toujours, surtout dans les pays neufs, comme la Tunisie, la législation est essentiellement perfectible.

Et, puisque nous parlons de la législation tunisienne, il nous est agréable de remercier ici M. P. Zeys, Président du Tribunal de première instance de Senlis, dont le *Code Annoté de la Tunisie* nous a permis de consulter les documents si divers et si nombreux composant la législation de ce pays. En outre, il nous eût été difficile de réunir certains textes indispensables à cette étude, s'il ne nous avait autorisé à prendre livraison des suppléments de 1906-1907-1908 encore en librairie à l'heure où nous écrivons ces lignes.

Nous sommes redevable à la bienveillance de MM. Roy et Blanc, Secrétaires Généraux du Gouvernement Tunisien, de M. le Colonel Fou-

cher, Chef du Service et du Personnel des Affaires indigènes à la Résidence Générale de France, d'avoir pu dépouiller les Archives de la Direction de la Sûreté publique et celles du Service des Affaires indigènes.

On trouvera dans cet ouvrage d'assez nombreuses références aux livres sur l'histoire et l'organisation politique de la Tunisie. Parmi ceux-ci, nous nous faisons un devoir de signaler ceux de M. Loth sur *le Peuplement italien en Tunisie et en Algérie* et *la Tunisie et l'œuvre du Protectorat français*.

Enfin, nos remerciements les plus vifs vont à tous ceux qui, directement ou indirectement, ont bien voulu nous communiquer les renseignements et les notes indispensables à cette étude.

Et nous sommes reconnaissant à M. Paul Leseur, chevalier de la Légion d'honneur, Professeur à la Faculté de Droit de Paris, de nous avoir fait le grand honneur d'accepter la présidence de cette thèse.

Ses conseils ne nous ont fait défaut en aucune occasion.

Nous n'avons certes point l'outrecuidance de penser que nous avons atteint le but que nous

nous sommes proposé : la Faculté seule est compétente pour le dire. Mais nous tenons à déclarer que cette étude, longtemps mûrie, est sincère : puisse cet aveu nous faire bénéficier de l'indulgence du jury.

N. F. L.

Neuilly-sur-Seine, Février 1910.

INTRODUCTION

I

La Situation de la Tunisie avant l'établissement du Protectorat

Les auteurs qui ont étudié l'histoire de la Tunisie ont été unanimes à reconnaître combien fut sage et réfléchie la politique qui devait conduire à l'établissement du Protectorat de la France sur ce pays.

Effectivement, la Tunisie avait un passé : « On ne pouvait pas la considérer comme une terre neuve qu'il suffisait d'occuper ». (1)

Habitée par une population nombreuse dont les traditions religieuses, les mœurs politiques, les

(1) « La Tunisie. » Histoire et description. 1896 Tome II. p. 1.

habitudes sociales différaient complètement des nôtres, on ne pouvait la doter tout à coup des organes de la civilisation moderne.

Il fallait, à moins de vouloir entretenir sur pied une nombreuse armée pour réprimer d'incessantes révoltes, éviter à tout prix de froisser le sentiment religieux de ses habitants. S'il est vrai que le maintien des usages islamiques est dû à l'autorité du Coran, il est peut-être exagéré de prétendre qu'on ne peut s'élever contre les prescriptions dogmatiques et que « les réformes seraient sacrilèges ». (1)

Toutefois, « l'islamisme, après treize siècles d'existence, en est encore à la période de mélange et de confusion entre les attributions du pouvoir spirituel et du pouvoir temporel. Qu'il s'agisse des actes les plus vulgaires de sa vie quotidienne, de ses rapports avec ses semblables ou de ses devoirs envers Dieu, le musulman règle toutes ses lois et coutumes d'après deux documents religieux : le Coran et la Sonna. » (2)

Cela permet de comprendre la persistance des traditions gouvernementales que l'on trouve sous la souveraineté beylicale, jusqu'au moment où la France établit, en 1881, son protectorat sur la Tunisie.

(1) « La Tunisie », op. cit. Tome II. p. 4.

(2) O. Houdas, professeur à l'Ecole des Langues orientales, « L'Islamisme » 1904.(Avant-propos, p. 5).

Vers la fin du XVII^e siècle, une révolution générale créa l'indépendance des souverainetés barbaresques en substituant la souveraineté locale à l'autorité ottomane, dont l'action ne s'était pas restreinte, en Tunisie, qu'aux villes du littoral (1).

A la suite de cette révolution, Houssein-ben-Ali, Agha de la Kasbah, imposa son autorité. Proclamé Bey par ses troupes en 1705, il fut le fondateur de la dynastie actuelle.

Cet affermissement du pouvoir local n'entraîna dans l'ordre politique aucun changement. La source de la souveraineté était toujours personnelle ; l'administration resta rudimentaire et se contenta presque exclusivement de veiller au maintien de l'ordre. Tous les six mois, une colonne militaire parcourait le pays ; à l'origine, le bey accompagnait les troupes, rendait la justice, percevait l'impôt. Maintenues par des forces supérieures, les tribus se plièrent peu à peu à l'hégémonie des nouveaux princes. Somme toute, les conséquences du nouveau régime profitèrent à la Tunisie. En même temps que la politique des Beys acquérait plus de stabilité, leur intérêt s'identifiait davantage avec celui des populations. Ils réprimèrent les désordres, et, grâce à la paix qu'ils firent régner, la production

(1) En sens contraire : « La Tunisie » op. cit. Tome II. p. 4. Il y avait des garnisons turques dans les villes de l'intérieur aussi bien que sur la côte. (Ex. : Kairouan, Béja, Le Kef, etc.)

agricole et le commerce extérieur retrouvèrent un élan de prospérité.

Au cours du XVIII^e siècle, les circonstances politiques favorisèrent cette œuvre de réparation intérieure. La Tunisie restait isolée. La Porte était incapable de rétablir sa souveraineté. La Méditerranée n'était plus le théâtre des guerres de jadis, car les puissances européennes dirigeaient leurs expéditions coloniales vers l'Amérique ou vers les Indes. Les Beys n'étaient en lutte qu'avec les deys d'Alger, dont aucun n'était trop puissant ; ils gagnaient plus qu'ils ne perdaient à ces guerres de pillage fréquentes mais rarement prolongées. Vers la fin du XVIII^e siècle, Alger, avec son territoire à peine soumis, apparaissait plutôt comme un repaire de brigands, tandis que la Régence de Tunis, délimitée dans ses frontières, plus pacifique et plus riche, représentait un gouvernement. Des relations consacrées par des traités de paix ou d'alliance s'étaient peu à peu développées avec les Européens.

Avec le XIX^e siècle, une période nouvelle commence pour la Tunisie. Les guerres napoléoniennes avaient détourné de l'Afrique l'attention des puissances européennes. Celles-ci s'inquiétèrent, après les traités de 1815, des actes de brigandage des pirates barbaresques. Les flottes de la France et de l'Angleterre se montrèrent plus souvent dans les eaux de la Goulette. Les Beys furent sommés de

renoncer à la course (1) et de rendre la liberté aux nombreux chrétiens qu'ils retenaient prisonniers.(2) De nombreux traités précisèrent les droits et les garanties des commerçants étrangers.

Les conséquences de ces interventions eurent leur répercussion sur les événements intérieurs. Les Européens, en effet, commencèrent à entretenir avec la Tunisie des relations suivies ; beaucoup s'y installèrent à demeure et formèrent dans les villes maritimes, sous la protection consulaire, des colonies importantes.

En présence de cette nouvelle situation, le Gouvernement tunisien dut améliorer la législation ;

(1) C'est le 21 Septembre que fut notifié au Bey le protocole arrêté par les grandes Puissances de l'Europe, le 18 Novembre 1818, à Aix-la-Chapelle, relativement aux Corsaires barbaresques. Le Bey fut mis dans l'obligation de prendre par écrit l'engagement de ne plus avoir ses bâtiments en course, sous peine d'attirer inévitablement sur lui « les armes de toute l'Europe ». (Voir Narcisse Faucon : « La Tunisie avant et depuis l'occupation française » 1893. Tome I. pp. 178 et S.

(2) Les grandes Puissances réunies en Congrès, à Vienne, pour établir sur de nouvelles bases l'équilibre européen, avaient décidé de mettre un terme aux déprédations et aux violences exercées par les corsaires barbaresques. Lord Exmouth, chargé de notifier aux Régences d'Alger, de Tunis et de Tripoli les décisions du Congrès, parut dans les eaux de Tunis le 11 Avril 1816, obtint la mise en liberté de 800 esclaves, et força le bey à s'engager par écrit, au nom de la Régence, à abolir à jamais l'esclavage des chrétiens dans ses Etats. (V. Narcisse Faucon. ouvr. cit. Tome II. pp 176 et S.

en effet, les devoirs de l'Administration se multipliaient ; les charges financières s'accroissaient, les relations entre indigènes et Européens donnaient naissance à des conflits de plus en plus nombreux.

Cette évolution intérieure était à peine commencée lorsque, le 27 juillet 1827, on reçut au Bardo la nouvelle officielle que la guerre venait d'éclater entre la France et Alger. La sensation produite par cet évènement, prélude de la future domination française en Algérie, fut immense au sein de la population tunisienne, ainsi qu'à la Cour du Bey. Mais, tandis que celui-ci voyait avec satisfaction une nation aussi puissante que la France se charger de réfréner l'insolence et d'amoindrir la puissance d'un voisin qu'il considérait comme un ennemi, le peuple de Tunis, au contraire, ne voyait là qu'une lutte de musulman à chrétien, une guerre sainte, en un mot. Hussein-bey résista avec fermeté aux clameurs de la rue et même aux conseils de ses ministres. Cependant, aux premiers jours de l'année 1828, le bruit s'était généralement répandu que Hussein-bey, cédant aux pressantes sollicitations du dey d'Alger, s'était décidé à faire cause commune avec lui contre la France. Notre consul général, M. Mathieu de Lesseps, eut alors une conférence avec le bey et obtint de lui une déclaration parfaitement nette, d'après laquelle le souverain témoignait toute sa confiance à la France (1).

(1) V. Narcisse Faucon, Ouvr. déjà cité. — Tome II pp. 181 et S.

Nous étions d'ailleurs intéressés au maintien de l'ordre de choses tel qu'il était établi. Il nous importait que le Gouvernement beylical pût exercer une police sérieuse, maintenir la tranquillité et mettre des entraves à la contrebande de guerre qui alimentait les insurrections algériennes. A ces titres divers, l'indépendance des beys et la bonne administration de leur Etat nous étaient également indispensables.

Les rapports économiques entre la France et la Tunisie étaient devenus de plus en plus fréquents ; notre établissement dans une région voisine régulièrement parcourue par les Tunisiens et habitée par leurs coreligionnaires avaient créé entre les sujets du bey et nous des liens permanents. Au surplus, nos mœurs, nos idées, notre organisation militaire, nos procédés administratifs excitaient chez eux une grande curiosité, rendue plus vive par le prestige que la victoire exerce sur les imaginations orientales. (1).

Le premier novateur fut le bey Ahmed. Mais son règne fut plutôt néfaste. Il s'opposa pendant toute sa vie à l'application en Tunisie de l'acte de Gul-

(1) A un autre point de vue, notre établissement en Algérie marque le début d'une ère nouvelle. C'est le premier effort de l'expansion colonisatrice des puissances occidentales en Afrique, la première manifestation du mouvement de pénétration qui prépare, à l'époque contemporaine, la transformation politique et sociale de ce continent.

kané, par lequel le sultan de Turquie venait d'octroyer à ses peuples les réformes libérales, connues sous le nom de « Tanzimât ». (1)

Ce n'est que sous le règne de son successeur, Mohammed-Bey (2), que l'esprit nouveau pénétra jusque dans la structure gouvernementale. Le « Pacte Fondamental » fut promulgué. Il n'est pas sans intérêt d'en citer le passage suivant : « Une complète sécurité est garantie formellement à tous nos sujets, à tous les habitants de nos Etats, quelles que soient leur religion, leur nationalité et leur race. Cette sécurité s'étendra à leur personne respectée, à leurs biens sacrés et à leur réputation honorée. Cette sécurité ne subira d'exceptions que dans les cas légaux dont la connaissance sera dévolue aux tribunaux ; la cause nous sera ensuite soumise, et il nous appartiendra soit d'ordonner l'exécution de la sentence, soit de commuer la peine, soit de prescrire une nouvelle instruction. »

La liberté individuelle et l'égalité des citoyens furent proclamées ; la loi organique du royaume tunisien, le code civil et criminel, le code de police, le code administratif, le code militaire et d'autres copies plus ou moins heureuses de nos lois furent promulgués coup sur coup. On créa un tri-

(1) Engchelhardt, La Turquie et le Tanzimât. Tome I. p. 35. et S.

(2) Mohammed-Bey (1855-1859) entretint avec la France des relations amicales.

bunal de première instance, une Cour d'appel, un Conseil de guerre, une assemblée législative, des Ministères et tous les rouages extérieurs du régime parlementaire.

Malheureusement, l'impopularité de cet essai de régime parlementaire, l'exagération croissante des charges fiscales provoquèrent, en 1864, une insurrection qui rétablit l'ancien régime. En 1873, le général Khérédine, premier ministre, qui avait succédé au concussionnaire Mustapha Khasnadar, voulut reprendre les idées du bey Mohammed. Mais l'intrigue de cour le renversa sans parvenir à faire disparaître les institutions qu'il avait fondées. (1)

Après sa chute, en 1874, les intérêts les plus graves de nos nationaux, la tranquillité même de l'Algérie, ont été compromis par les manœuvres hostiles de son successeur.

Pendant que se déroulaient ces événements, l'Italie rêvait de faire de la Tunisie une colonie italienne. Mais la tentative des Italiens présentait pour l'Angleterre un gros danger ; le Gouvernement de la Reine pensait, en effet, que si l'Italie s'était implantée en Tunisie, elle serait devenue maîtresse du canal de Malte ; ses cuirassés l'auraient fermé à toutes les flottes venant de Gibraltar, comme à

(1) Ce n'est pas ce que prétend M. Faucon dans son ouvrage, où on peut relever de graves erreurs.

toutes celles venant de Toulon. Possédant la Spezia et Bizerte, elle aurait commandé souverainement le passage entre les deux grands bassins de la Méditerranée. Le canal de Suez et toutes les routes vers l'Est seraient tombées à sa discrétion. (1)

C'est ce danger qui amena l'Angleterre à une action parallèle avec nous au Quirinal en 1871, et c'est la réapparition de ce danger, plus grave encore, qui l'incitera, en 1878, à favoriser notre occupation en Tunisie.

Entre temps, un firman dû à l'initiative du ministre Khérédine réduisit la Tunisie à un pachalik. En cas de guerre, le bey devait fournir un contingent à la Sublime Porte, qui se réservait de traiter en son lieu et place avec les puissances étrangères. La monnaie tunisienne devait porter l'effigie du sultan. Seule l'Administration intérieure du pays était réglée par le Bey.

La France intervint alors; elle opposa son veto, déclarant le firman nul et non avenu. Mais cette décision n'émut guère le gouvernement beylical qui, devant la mansuétude de la France, restait indifférent en face de ses remontrances.

En voici la preuve :

En 1868, une caravane algérienne avait été pillée par les Hammamas; des marchandises, « repré-

(2) V. Narcisse Faucon. *op. cit.* Tome II. pp. 241 et S.

sentant la somme relativement considérable de 69.526 francs » avaient été enlevées. Notre chargé d'affaires à Tunis, le vicomte de Botmiliau, en avait réclamé en vain le remboursement. (1) Pendant la même année, des actes d'agression avaient été commis par des bandes armées ; de nouvelles réclamations furent faites qui n'amenèrent aucun résultat appréciable. Dans la nuit du 23 au 24 décembre 1869, certaines fractions des Fraichiches et des Zeghalmas, comprenant environ 1.400 fantassins, surprirent et razièrent deux douars de Merazgas. Les indigènes algériens victimes de l'agression des Tunisiens eurent plusieurs morts et blessés ; leurs pertes matérielles furent estimées à une quarantaine de mille francs. Ce fait comportait un certain caractère de gravité, d'autant plus que la complicité des caïds tunisiens était flagrante. On ne pouvait le confondre avec les actes isolés de maraudage dont notre frontière était trop souvent le théâtre.

Le Comte Daru, alors ministre des Affaires étrangères, écrivit à M. de Botmiliau pour l'inviter à adresser au bey d'énergiques protestations : « Vous voudrez bien, disait-il, insister pour obtenir des garanties sérieuses contre le retour de faits aussi regrettables en même temps que le châtimement des coupables et la réparation pécuniaire légitimement due aux victimes de cet attentat. » (2)

(1) Notes du 20 Juin, 25 Septembre 1868 et 23 Janvier 1869,

(2) Lettre du 2 Mars 1870.

Notre chargé d'affaires fit les démarches utiles, mais il n'obtint rien. Animé de mauvaise volonté à notre égard, et d'ailleurs impuissant à réprimer les crimes et les délits que les autorités françaises lui avaient signalés, Mohammed-es-Sadok, bey de Tunis, accueillit nos réclamations par des faux-fuyants, nous accorda des réparations hors de proportion avec les dommages éprouvés, chercha à gagner du temps, demanda de nombreuses enquêtes contradictoires que l'impudente mauvaise foi des commissaires tunisiens empêchait toujours d'aboutir. (1).

Pendant ce temps, l'insurrection avait éclaté en Algérie. La Tunisie devint encore plus téméraire ; elle fournit aux insurgés tunisiens des fusils et de la poudre. Importée de Malte, sous pavillon étranger, cette poudre était débarquée nuitamment et transportée chez des recéleurs, à moins qu'elle ne fût confiée à des chameliers arabes qui la faisaient parvenir aux Algériens.

(1) A ce sujet, le Gouverneur Général de l'Algérie écrivait à notre chargé d'affaires à Tunis, le 10 Janvier 1868 : « Dans le courant de 1866, à propos d'une agression commise sur les Hamailas de Tébesa par des goums tunisiens, nous avons essayé de procéder par voie d'enquête contradictoire, faite par des délégués des deux pays, et les prétentions du Colonel Hassouna, délégué tunisien, ont amené la rupture de la Conférence, sans qu'aucun règlement ait été conclu. Il n'est pas douteux que si la razzia de Bir-el-Atar était soumise à des délégués, les mêmes exigences, les mêmes subterfuges employés par les agents de la Régence empêcheraient une solution. »

Au commencement de l'année 1871, Kablouti, l'un des principaux chefs de l'insurrection algérienne, désola la région de Souk-Ahras par le pillage, l'incendie et l'assassinat. Assiégé dans cette ville, il parvint à se sauver et à passer la frontière, entraînant avec lui quatre vingt spahis. Arrivé peu de temps après à Tunis, il fut reçu par le Bey qui lui promit la sûreté dans la Régence.

M. de Botmiliau se rendit auprès de Mohammed-Sadok et se plaignit vivement de l'accueil qu'il avait cru devoir faire à l'un de nos plus irréductibles adversaires. Dans la lettre qu'il adressa à M. de Rémusat, alors ministre des affaires étrangères, M. de Botmiliau déclara avoir tenu au bey le langage suivant : « Cet homme est un rebelle qui, après avoir prêté serment de fidélité à la France, a pris les armes contre elle, quand elle a été malheureuse, alors que son devoir au contraire était de combattre pour elle, comme l'ont fait tant d'autres Algériens (1). Pour nous, il n'est pas un ennemi ; c'est un criminel, justiciable de nos tribunaux. Je ne vous demande pas cependant de me le livrer, car je suis sans instructions, mais je demande que les

(1) Kablouti, qui avait été lieutenant de spahis au titre indigène, a été l'un des principaux chefs de l'insurrection de 1871, un des plus sauvages. Il a fait brûler au milieu de la rue des femmes et des enfants attachés sur des chaises goudronnées. On a retrouvé les cadavres calcinés.

armes et les chevaux de sa bande me soient remis. Ils nous appartiennent. Je demande en même temps que ses hommes ne puissent sortir de Tunis. Votre Altesse n'oubliera pas d'ailleurs que c'est à la tête de tribus tunisiennes, soulevées par lui, que Kablouti a franchi notre frontière. Nous serions en droit d'en demander compte au gouvernement dont ils relèvent » (1).

Le bey chercha à s'excuser et prétendit n'avoir reçu Kablouti que pour lui donner des conseils de prudence. Effectivement, il donna satisfaction à la France, en désarmant les rebelles et en les dispersant.

Après cette affaire, les attentats se renouvelèrent avec plus de force et plus de violence. Le bey s'en soucia fort peu. Les statistiques établissent que, de 1870 à 1881, le nombre des crimes et des délits commis par les tribus tunisiennes atteint le chiffre incroyable de 2.379, sur lesquels le gouvernement tunisien n'a donné de sanction pénale qu'à cinq affaires ! « Pour toutes les autres les coupables, en dehors de ceux atteints directement par nous, n'ont pas été punis ; ils en ont été quittes pour des restitutions et des dommages-intérêts. Enfin, 412

(2) Lettre du Vicomte de Botmiliau, chargé d'Affaires à Tunis, à M. de Rémusat, Ministre des Affaires Etrangères. (3 Oct. 1874).

faits sont restés obsolument sans répression et sans réparations pécuniaires » (1).

Il faudrait consacrer à cette étude de nombreuses pages, s'il fallait parler de tous les assassinats restés impunis, des vols dont les auteurs n'étaient même pas recherchés, des incursions continuelles des Kroumirs sur nos possessions algériennes, dues à l'impuissance du bey à les réprimer.

Il est cependant certains faits, empreints d'un caractère exceptionnel de gravité, qu'il convient de signaler.

Le 26 janvier 1878, un bateau français, jeté par la tempête sur la côte de Tabarka, avait été pillé de la façon la plus odieuse, et nos marins outragés et dépouillés. Cet acte de banditisme se passait à douze kilomètres de la frontière algérienne et à la portée des canons d'un fort tunisien qui gardèrent un silence prudent.

L'année suivante, un fait analogue se produisait (2), en violation de l'article 3 du traité du 3 août 1830 (3), et de toutes les capitulations.

(1) Lettre de M. Albert Grévy, Gouverneur Général de l'Algérie à M. Barthélemy Saint-Hilaire, Ministre des Affaires Étrangères. 20 Mai 1881. Livre Jaune de 1881. Supplément p. 63.

(2) Aggression des marins du stationnaire français « Le Forbin » qui avaient été envoyés à terre prendre du sable sur la plage de La Goulette. 9 Octobre 1879.

(3) L'article 3 du Traité du 3 Août 1830, passé entre Charles X, roi de France, et Hussein-Bey, est ainsi conçu : « Tout bâti-

En 1881, au moment de la mise en marche de nos colonnes, l'absence de sécurité était telle que jusque dans Tunis, des attentats étaient commis en pleine rue sur des membres du corps consulaire eux-mêmes.

Sur la frontière de l'Algérie, les violences et les razzias se multipliaient.

Malgré les stipulations de l'article 15 de la Convention anglaise du 9 juillet 1875, des convois d'armes et de munitions circulaient à travers la Régence.

Les caïds, placés à la tête des tribus, responsables du maintien de l'ordre, ne tentaient aucun effort pour établir la sécurité à l'intérieur de leurs circonscriptions administratives.

En outre, grâce au système de l'organisation judiciaire, qui était celui des pays de « Capitulations », les Consuls des différentes nations statuaient sur les conflits intéressant leurs nationaux ou leurs protégés et faisaient preuve d'une indul-

ment étranger qui viendrait à échouer sur les côtes de la Régence recevra autant que possible, l'assistance, les secours et les vivres dont il pourra avoir besoin. Le bey prendra les mesures les plus promptes et les plus sévères pour assurer le salut des passagers et des équipages de ces bâtiments et le respect des propriétés qu'il portera. Si des meurtres prouvés étaient commis sur des passagers ou équipages, ceux qui s'en seraient rendus coupables seraient poursuivis et punis comme assassins par la justice du pays, et le bey payerait, en outre, au Consul de la nation à laquelle la personne qui en aurait été la victime aurait appartenu, une somme égale à la cargaison du navire. »

gence coupable à leur égard ; leur spécialité consistait à multiplier le nombre de leurs protégés parmi les races sans nationalité définie et à « susciter des affaires » au Gouvernement de la Régence. Avec leurs juridictions et leurs prisons particulières, leurs gardes, leurs janissaires, leurs droits d'asile, les consuls paralysaient l'œuvre de la justice et compromettaient la sécurité publique, en se disputant la protection des agents d'affaires véreux, des vagabonds de toute nature, même des voleurs et des bandits.

Nous ferons plus loin le récit des abus sans nombre qui résultaient de ces justices concurrentes et qui ne cessèrent que le jour où les capitulations furent supprimées.

L'anarchie qui régnait alors dans la Régence avait entraîné, à sa suite, le régime de la force. Lorsqu'un individu se prétendait propriétaire d'un immeuble occupé par un autre, il s'y introduisait à la tête d'un groupe de Marocains et en chassait le possesseur. Si ce dernier était trop faible et se laissait vaincre, il était le plus souvent dépouillé de son bien pour toujours, alors même qu'il avait en face de lui son usurpateur (1)

(1) « Le procédé était employé en effet. Celui qui s'était mis en possession devenait défendeur devant les tribunaux. C'était à la partie adverse qu'incombait la preuve qu'elle était propriétaire. » Renseignement fourni par M. Roy, secrétaire général du gouvernement Tunisien (juillet 1909).

Dans l'intérieur de la Tunisie, des brigands avaient établi leurs avant-postes sur les routes et les pistes et assaillaient ceux qui avaient osé s'y aventurer.

La ville de Tunis était devenue une sorte de lieu d'asile pour de nombreux bandits, qui formaient l'écume des populations européennes de la Méditerranée et qui accouraient de tous côtés pour s'y livrer ouvertement et impunément à la contrebande et au vol. En plein jour, des magasins et des maisons étaient mis au pillage. De véritables batailles rangées s'engageaient dans les lieux publics entre les bandes rivales ; les passants épouvantés fuyaient devant des groupes d'hommes armés, et la police tunisienne assistait à tous ces crimes, à tous ces pillages, comme une spectatrice impuissante et résignée. (1)

Ainsi, aucune autorité ne se trouvait qui pût faire respecter la propriété et organiser la sécurité des routes et la tranquillité des citoyens. Dans les villes principales, les habitants en étaient réduits à faire eux-mêmes la police, en fournissant à tour de rôle des patrouilles ; dans les places qui étaient pourvues d'une garnison, le maintien de l'ordre public était assuré difficilement par celle-ci ; mais, en

(1) Tous ces renseignements sont de la plus rigoureuse exactitude et sont consignés dans les documents officiels déposés à la Direction de la Sûreté Publique (Archives) V. etiam « La Tunisie ». Histoire et description. Tome II. p. 66.

réalité, les soldats du bey se souciaient fort peu de la tranquillité des citoyens.

On se demande de quelle utilité pouvait être le corps des cinq cents « Zaptiés » ou sergents de ville préposés à la police de la ville de Tunis. Ces Zaptiés, choisis parmi les hommes recrutés pour l'armée beylicale, étaient répartis dans chaque quartier de la ville par groupes de huit; ils ne percevaient aucune solde; mais, lorsqu'ils procédaient à une arrestation, le requérant versait à leur caisse commune une somme fixe (1), répartie entre eux tous les dix jours. Pendant la nuit, un corps de « laoudja » ou gardiens de nuit (2) était adjoint aux zaptiés. Comme les zaptiés, les laoudja ne recevaient aucune rétribution; mais ils jouissaient de certains privilèges tels que l'exemption du service militaire, s'ils étaient originaires d'une localité soumise à l'imposition du service, de la « Medjba » ou impôt de capitation, et la participation aux services rétribués (mariages, fêtes particulières ou publiques, etc.)

Le nombre de ces gardiens de nuit était sujet à de nombreuses variations. Aucune discipline n'exis-

(2) Cette somme s'élevait à deux piastres, soit 1 fr. 20. Les zaptiers étaient en outre chargés des convocations « au civil et au criminel », de l'exécution des mandats d'arrêt, de la recherche des délinquants; chacun de ces actes leur rapportait 1 fr. 20.

(3) L'organisation du service des « laoudja » fut faite sous Ahmed Bey, arrière-prédécesseur de Mohammed-es-Saddok, il y'a environ 60 ans. (Archives de la Direction de la Sûreté Publique).

taît dans ce corps, seulement soumis à l'autorité de ses « cheikhs ».

Enfin, le bey avait à sa disposition une sorte de milice qu'il pouvait convoquer en cas d'expédition dans l'intérieur, ainsi que des spahis et des Hamba, qui composaient le Maghzen, et étaient préposés à la garde du Bardo et de la Goulette, résidences beylicales.

Les forces de police, zaptiés et laoudjs, relevaient du « Férik de la Driba » (1), qui n'était pas un personnage de comédie, comme se plaît à l'appeler M. Faucon. « C'était un homme de grande expérience, qui se faisait craindre et respecter. » (2). Les zaptiés, devons-nous cependant dire, n'ont pas laissé

(1) L'origine de la « Driba » remonte aux premières années de l'occupation Turque, c'est-à-dire au milieu du XVI^e siècle. Le dey, souverain du pays, administrait directement la ville de Tunis. Il rendait la justice dans le vestibule d'entrée (driba) de son palais : de là le nom de « Dribet ed doulatti » (doulatti est un mot turc qui signifie « Haut fonctionnaire ») et de « Driba » tout court, que porte encore aujourd'hui le tribunal du Férik. De nos jours, le soin de présider la Driba a été laissé par les Beys à un général de division (Férik), assisté ou remplacé en cas d'empêchement par un général de brigade (lioua). Ce dernier avait également quelques officiers de police pour le suppléer, car la Driba siégeait alors en permanence. La Driba est aujourd'hui un tribunal régulier de 1^{re} instance, composé d'un président, d'un vice-président et de juges. La ville de Tunis, les caïdats de la banlieue, de Tébourba, de Zaghuan, du cap Bon et de Bizertè sont de son ressort.

(2) Renseignement fourni par M. Roy, secrétaire général du gouvernement tunisien (juillet 1909).

de mauvais souvenirs dans la mémoire des Européens établis alors à Tunis. Mais l'ignorance profonde qu'ils avaient des choses de la police, les maigres rétributions qu'ils recevaient ne les incitaient pas à faire preuve d'un grand zèle. L'organisation était rudimentaire, mais on en tirait tout ce qu'elle pouvait donner, c'est-à-dire peu de choses.

Telle était la situation de la Tunisie au point de vue de la sécurité, à la fin de l'année 1880.

Il importait au plus haut point de faire cesser cet état de choses déplorable, de prendre des mesures énergiques, de mettre fin aux agissements du bey et de ses tribus, d'organiser une police forte et disciplinée, de sévir enfin avec rigueur contre les bandits qui répandaient la terreur dans toute la Régence.

Nous allons examiner comment les autorités françaises s'y prirent pour faire régner dans ce pays la sécurité qui, pendant si longtemps, lui avait fait défaut.

II

L'Etablissement du Protectorat

M. Ribot, ministre des affaires étrangères, disait, en 1890 : « Les circonstances qui nous ont amenés à comprendre la Tunisie dans notre sphère d'action immédiate sont encore dans toutes les mémoires, et on sait dans quelle situation se trouvait la Régence au moment où nous avons pris en main la gestion de ses intérêts (1).

Nous étions venus en effet dans ce pays pour y rétablir l'ordre dans toutes les branches du gouvernement, et surtout pour assurer dans la Régence, à nos nationaux d'abord, à tous les Européens ensuite, et enfin à notre frontière algérienne, la sécurité qui leur faisait défaut et que signalaient les

(1) Rapport sur la situation de la Tunisie, présenté en, 1890, au Président de la République, par M. Ribot, Ministre des Affaires Etrangères.

dispositions préliminaires du traité du 12 mai 1881.

Toutefois, l'expédition de 1881 n'avait pas été décidée sans donner lieu à de longues discussions dans les deux Chambres. Pendant que se multipliaient les interpellations et que des Commissions d'enquête étudiaient la question, la situation devenait intolérable en Tunisie. Plus clairvoyant, le Gouvernement, sur l'initiative de Jules Ferry, faisait aux deux Chambres, le 4 avril 1881, la déclaration suivante : « Cette situation, disait M. Jules Ferry après avoir rappelé les crimes des Kroumirs, cette situation impose au Gouvernement des devoirs qu'il saura remplir, et je viens dire au Sénat que toutes les mesures sont prises pour mettre un terme à une situation qui est, vous le savez aussi bien que moi, absolument intolérable, car elle dure depuis dix ans ; or, dix ans, c'est trop pour l'honneur de la France et pour le repos de nos possessions algériennes... Le Gouvernement de la République ne cherche pas de conquêtes, il n'en a pas besoin, mais il a reçu en dépôt, des gouvernements qui l'ont précédé, une magnifique possession algérienne que la France a glorifiée de son sang et fécondée de ses trésors. Il ira, dans la répression militaire qui commence, jusqu'au point où il faut qu'il aille pour mettre à l'abri, d'une façon sérieuse et durable, la sécurité et l'avenir de cette France africaine. »

Le Gouvernement l'emporta enfin. Trois jours plus tard, il sollicita de la Chambre le vote de cré-

ditions nécessaires à l'envoi d'un corps expéditionnaire : ils furent votés à l'unanimité (1).

Mohammed-es-Sadok avait résolu de nous tenir tête et de s'opposer par tous les moyens à l'entrée de nos troupes. Le 6 avril, M. Barthélémy Saint-Hilaire l'avait fait inviter de nouveau à coopérer avec nous à la répression des Kroumirs. Mais Mohammed-es-Saddok répondit le lendemain qu'il ne voulait « consentir pour aucune raison à l'entrée de nos troupes sur son territoire » (2).

Pour les besoins de la cause, le bey s'humilia encore devant le Sultan et se réclama de lui comme son vassal. La porte s'efforça d'intéresser l'Europe à la cause du Bey. Mais nos griefs étaient trop sérieux et l'Europe n'accueillit point la prétention des Turcs.

Les préparatifs de l'expédition durèrent près de trois semaines. Ce retard, voulu par le Gouvernement, avait pour but de réunir un corps expéditionnaire assez considérable pour en imposer aux Kroumirs sans qu'il fût besoin de livrer des combats inutiles et meurtriers. Le 24 avril, 26.000 hommes étaient rassemblés sur la frontière de la province de Constantine.

Il n'entre pas dans notre cadre de faire le récit

(1) 474 voix sur 476 votants à la Chambre ; 277 voix sur 277 votants au Sénat. (V. Journal Officiel-1881-Avril).

(2)V. Narcisse Faucon (Ouvr. cit. Tomé II pp. 277 et S.)

des engagements multiples qui eurent lieu entre les Français et les goums tunisiens. (1) La campagne, rapidement menée, prit fin le 11 mai, à la suite d'un combat assez vif que dut soutenir la colonne Logerot contre les Kroumirs, en se portant sur El-Fedj.

Le lendemain, le Gouvernement français rendit compte sommairement des résultats obtenus ; le même jour, le général Bréart, laissant ses troupes à quelque distance de Tunis, se rendait auprès du Bey avec M. Roustan et obtenait la signature de la convention connue sous le nom de « Traité du Bardo. » (2)

L'œuvre de relèvement et de progrès que la République Française avait décidé d'entreprendre en Tunisie commençait aussitôt. M. Roustan fut nommé Ministre-Résident à Tunis et prit sans tarder les premiers engagements nécessaires avec le Bey. Pendant ce temps, le général Bréart se dirigeait sur Béja pour compléter l'investissement du pays des Kroumirs, et se faisait livrer les réfugiés, condamnés, contumaces et tous les gens dangereux réclamés par nous. Le 3 juillet, les opérations furent terminées ; on ne laissa en Tunisie que douze mille

(1) Bibliographie : *Narcisse Faucon* : « La Tunisie depuis l'occupation Française » 1893. Tome II pp. 280 et S. — *Général Cosseron de Villenoisy* : « La France à Tunis » 1891.

(2) V. *Narcisse Faucon*, ouvr. cit. Tome II. pp. 288 et S. et *Joseph Reinach* : « Revue politique et littéraire, N° du 21 Mai 1884 : « La République opportuniste », p. 99.

hommes environ pour châtier quelques tribus encore insoumises et assurer la sécurité.

En mars 1882, M. Cambon remplaça M. Roustan, en qualité de Résident Général et continua la réorganisation de la Régence. Toutefois, aucune tentative n'était possible sans l'établissement d'une sécurité profonde.

Mais ici se pose une importante question de droit international public. Il s'agit de savoir si le Gouvernement de la République pouvait s'appuyer sur le traité du 12 mai 1881 pour procéder à la réforme de la police. Or, dans ce traité, nous ne trouvons aucune disposition autorisant l'immixtion de la France en matière administrative et plus particulièrement en matière de police. Et s'il est vrai que « le droit d'ingérence appartenant au protecteur dans le domaine de l'administration intérieure, découle des obligations internationales qu'il contracte par l'établissement du protectorat », et que, « lui refuser un tel droit, ce serait le mettre dans l'impossibilité de satisfaire à ses engagements et rendre illusoire la mission qui lui incombe », il n'est pas moins vrai que le protecteur ne peut, sans le consentement du protégé, procéder aux réformes nécessaires. L'Etat protégé, en effet, ne disparaît pas de la communauté internationale ; il conserve sa personnalité juridique malgré les pouvoirs attribués à l'Etat protecteur.

Nous ne pouvions donc nous baser sur le traité de 1881 pour nous immiscer dans l'administration

intérieure de la Tunisie : il était nécessaire d'obtenir le consentement du Gouvernement Tunisien à la réforme projetée comme à toutes celles concernant la justice et les finances. Ce consentement était d'ailleurs dans les idées d'Ali-Bey, prince éclairé et ami du progrès, autant que dans les nôtres.

C'est en vue d'arriver à ce résultat qu'est intervenue la convention passée à la Marsa, le 8 juin 1883, entre la France et la Tunisie, pour régler les rapports respectifs des deux pays dans la Régence. (1) Cette convention porte en effet, dans son article 1^{er} : « Afin de faciliter au Gouvernement Français l'accomplissement de son protectorat, S. A. le Bey de Tunis s'engage à procéder aux réformes administratives, judiciaires et financières que le Gouvernement Français jugera utiles. »

La portée très large de cette convention nous a permis de régler toutes les questions concernant l'administration intérieure de la Régence.

En nous plaçant au point de vue plus spécial de la police, la stipulation qui fait l'objet de l'article 1^{er} de la convention du 8 juin 1883 maintient sans doute au profit du Bey le droit de faire les décrets et règlements et de prendre les arrêtés concernant la Sûreté publique ; mais la France collabore dans une si large mesure à cette œuvre, — puisque c'est

(1) P. Zeys. « Code annoté de la Tunisie » Tome II p. 1058, N° 1577.

elle qui conseille les réformes que le souverain tunisien s'engage à accomplir, — qu'en fait le bey est obligé d'acquiescer à toutes les propositions émanant du Gouvernement Français. En somme, l'initiative des décrets, arrêtés et règlements appartient à la France : le Bey ne conserve que le droit de sanction.

Ainsi, lorsque les autorités françaises veulent faire un décret ou un arrêté concernant la police, on procède de la façon suivante : le directeur de la Sûreté Publique soumet à l'approbation du Secrétaire général du Gouvernement Tunisien la création ou la réforme à opérer. Le Secrétaire général en arrête définitivement le texte et le présente à la signature du Premier Ministre, si c'est un arrêté, ou au sceau du Bey s'il s'agit d'un décret. (1)

Par décret du 10 novembre 1884, (2) le Président de la République a délégué le Résident Général à l'effet d'approuver au nom du Gouvernement français la promulgation et la mise à exécution, en Tunisie, des décrets rendus par le Bey. Les décrets beylicaux, quoique pris sur l'initiative des autorités françaises, doivent donc être approuvés par le Résident pour avoir force obligatoire à l'égard des Français et des étrangers.

(1) Décret du 4 Février 1883. — P. Zeys, « Code annoté ».

(2) P. Zeys. « Code Annoté » p. 897. N^o 1492 ; et « Officiel » 1884-453.

En résumé, il est facile de se rendre compte de l'importance de la convention de 1883. L'expression « réformes administratives » a une portée telle que le Gouvernement français a pu procéder à l'accomplissement de toutes les réformes jugées nécessaires dans le domaine de la Sûreté Publique, aussi bien que dans celui de toutes les autres branches de l'administration.

III

La Sécurité et les Services de Police de 1881 au 17 Avril 1897, date du Décret instituant auprès du Gouvernement Central une Direction de la Sûreté Publique.

Selon les préliminaires du Traité du 12 Mai 1881, établissant le Protectorat français en Tunisie, le « Gouvernement de la République française et le Gouvernement beylical, voulant empêcher à jamais les désordres qui se sont produits récemment sur les frontières des deux Etats et sur le littoral de la Tunisie, et désireux de resserrer leurs anciennes relations d'amitié et de bon voisinage, ont résolu de conclure une convention à cette fin, dans l'intérêt des deux hautes parties contractantes... »

Ces préliminaires confirment l'état de choses existant auparavant ; les articles qui les suivent tracent les bases de notre protectorat sur la Tunisie. Ils sont dans tous les cas la preuve que, à par-

tir de 1881, le bey ne règne plus que nominale-
ment.

Cette situation, fortifiée par la convention de 1883, était d'ailleurs nécessaire pour que la France pût entreprendre l'œuvre de relèvement qu'elle s'était proposée. Il fallait mettre de l'ordre dans les finances, organiser la justice et la police, en un mot créer tous les rouages d'une bonne administration.

Mais, avant de procéder à toute organisation, il fallait s'inspirer de cette belle maxime de Guizot, à savoir « qu'il n'est aucune institution dont le véritable but ne soit et ne doive être la sécurité de tous ». Cela était d'autant plus urgent que la colonisation devait nécessairement se développer dans la Régence. Or, aucune tentative de ce genre n'est possible si le colon n'a pas la certitude que sa personne et ses biens seront respectés. « Il entend que les fruits de son labeur et de son économie soient protégés contre les ennemis du dehors et les ennemis du dedans. Sans doute, dans les colonies pas plus que dans la métropole on ne peut défendre l'individu contre les crimes individuels : la haine, la convoitise du bien d'autrui sont d'irréductibles passions, dont il est plus facile de punir que de prévenir les effets. Mais, dans les pays neufs on a autre chose que celà à redouter. La civilisation y survenant dérange des habitudes séculaires ; toute une classe d'habitants était en possession de piller, à tout le moins de pressurer les travailleurs paisibles ;

ils sentent que l'établissement des Européens les menace dans ces odieux privilèges, et ils s'efforcent, durant les premières années, de maintenir ces privilèges, même par la force. A cette lutte pour les intérêts privés, se joint parfois le souci des intérêts publics : le patriotisme offensé colore d'un beau prétexte la défense des appétits menacés. Pour toutes ces causes, on voit, au lendemain de la conquête, surgir de toutes parts des bandes d'hommes armés, que nous appelons des pirates et qui n'ont, d'ailleurs, rien de commun avec les façons de héros que l'histoire a décorés de ce nom. Leurs incursions et leurs attaques, tant qu'elles durent, apportent un obstacle invincible au succès des entreprises des colons et au progrès de la colonisation. Nul ne peut, sans folie, aller dans ces régions encore insoumises exposer sa vie et risquer sa fortune ; la plus élémentaire prudence commande d'attendre le jour où la sécurité des colons sera garantie, et le devoir évident de la Métropole est de prendre sans retard les mesures qui la garantiront. »

Ainsi s'est exprimé M. J. Chailley-Bert (1) : On ne peut parler avec plus de justesse et plus de clarté des obligations qui incombent au pays annexant ou au pays protecteur.

(1) Extrait de la Conférence faite le 19 Mars 1896 sous le patronage de « l'Union Coloniale Française » et la présidence de M. Delcassé, député, ancien Ministre des Colonies et des Affaires Etrangères, par M. J. Chailley-Bert, Secrétaire de « l'Union ».

D'autre part, en vertu du pacte de protectorat, la France devenait « ipso facto » responsable vis-à-vis des puissances tierces en cas d'attentats commis contre des sujets de ces puissances.

Il fallait donc que la France, qui avait envoyé ses soldats en Tunisie pour faire cesser l'état d'anarchie qui régnait dans ce pays, se pressât d'assurer une complète sécurité.

Au début, il eût été ridicule de songer à l'organisation d'un corps de policiers chargé de maintenir l'ordre dans l'intérieur de la Régence. Il s'en fallait de beaucoup que les esprits fussent apaisés, que les bandits fussent tous châtiés et mis hors d'état de nuire. Si, chaque jour, on voyait diminuer le nombre et la portée des actes d'hostilité contre la domination française, on n'en constatait pas moins dans le Sud quelques indices d'insoumission, dus surtout aux excitations partant de Tripoli et de Constantinople. Pour ne citer qu'un exemple, le « Djéwaïb », journal officieux de la Porte, répandu à foison dans le Nord de l'Afrique et particulièrement en Tunisie, promettait aux Arabes qu'une guerre européenne prochaine faciliterait une lutte contre la France : « La nuit est « en grossesse », disait-il, et il serait fort possible que la France fût obligée de faire la guerre en Europe... Il faut résister durant l'hiver, en attendant l'heure du grand combat. » (1).

(1) « L'année politique » 1882. — p. 26.

Voilà pourquoi la paix publique était encore troublée. Le soin de l'assurer incombait tout naturellement aux troupes laissées en Tunisie, en vertu de l'article 2 du traité en 12 mai 1881, aux termes duquel : « En vue de faciliter au Gouvernement de la République française l'accomplissement des mesures qu'il doit prendre pour atteindre le but que se proposent les deux hautes parties contractantes, S. A. Le Bey de Tunis consent à ce que l'autorité militaire française fasse occuper les points qu'elle jugera nécessaires pour le rétablissement de l'ordre et la sécurité de la frontière et du littoral... » (1)

Des officiers de renseignements furent chargés « d'assurer la sécurité du corps d'occupation, de faire respecter l'autorité du souverain, de prévoir et de réprimer au besoin toute cause ou toute tentative de désordre. » (2)

Aux termes des Instructions du général commandant le Corps d'occupation, « ils doivent : 1^o : se tenir au courant de toutes les nouvelles politiques circulant dans leur circonscription et les signaler sans délai à leur chef hiérarchique avec leur avis sur l'importance qu'il convient d'y attacher ; 2^o : étudier l'organisation politique et administrative des popu-

(1) Zeys : « Code Annoté de la Tunisie ». Tome II, p. 1056. N^o 1575.

(2) Instructions du Général commandant le corps d'occupation, relatives aux attributions des officiers de renseignements ; 1^{er} Juillet 1882. V. Zeys « Code Annoté » Tome I, p. 57, N^o 81.

lations indigènes vivant dans leur cercle...; 3^o : connaître les chefs indigènes en fonctions, leur caractère, leurs relations..... Il entre dans leur devoir de s'assurer si les chefs de tribus ne se conduisent pas de façon à exaspérer leurs administrés, au point de leur faire prendre les armes..... Dans les circonstances urgentes, et lorsque la sécurité publique lui paraîtra compromise par l'attitude d'un chef tunisien, le commandant du cercle pourra... prendre des mesures provisoires pour l'empêcher de nuire et s'emparer même de sa personne... 4^o : prendre de concert avec les agents du Gouvernement tunisien, les mesures voulues pour assurer la police et la sécurité des routes et marchés, surveiller la contrebande de guerre... 5^o : procéder à l'arrestation des auteurs des crimes ou délits commis contre la sécurité publique et le corps d'occupation, faire les premières informations et rendre compte immédiatement à leur chef hiérarchique, qui donnera ou provoquera les ordres voulus pour assurer la répression des coupables...»

De tels pouvoirs accordés aux officiers de renseignements et l'ardeur étonnante du corps d'occupation amenèrent une pacification rapide. Les dissidents réfugiés en Tripolitaine, sous la direction d'Ali-ben Khalifa, firent leur soumission en grand nombre; peu à peu, les tribus rentrèrent sur le territoire tunisien pour se soumettre aux autorités françaises.

Néanmoins, cette police militaire ne donna pas de très bons résultats quant à la recherche des criminels de profession ; les officiers de renseignements rendirent certes de signalés services, mais il leur manquait l'initiative, l'expérience, en un mot tout ce qui contribue à faire d'un homme un bon policier.

Il fallut donc songer à créer un corps spécial composé de véritables policiers, hiérarchisé et soumis à l'autorité directe du pouvoir central,

En 1882, le « Férik de la Driba » mourut. Cet événement fut le point de départ réel de l'organisation d'une police française dépendant du Gouvernement. A Tunis, la direction des Zaptiés, assumée jusqu'ici par ce haut fonctionnaire, fut confiée à un commissaire de police du cadre métropolitain.

Mais toute tentative était inutile en présence du régime des capitulations. Si la police arrêtait dans la rue, en pleine nuit, un voleur, elle devait avant tout s'assurer de sa nationalité, et, s'il n'était pas arabe, elle devait le conduire immédiatement à son Consul pour le prier de faire justice. Si un malfaiteur européen était signalé au Gouvernement par les intéressés, on ne pouvait l'appréhender, au risque de le laisser échapper, qu'en présence des janissaires de son consul, si celui-ci consentait à les fournir ; sinon, les poursuites étaient suspendues. « Encore, si les Européens seuls avaient pu compter sur les privilèges consulaires, il n'y aurait eu que

demi-mal ; mais à côté d'eux, bien plus gênants qu'eux, pullulait une race à part : les *protégés*. On ne sait pas assez en France ce qu'on entend en Orient par un « protégé » ; on lit dans les journaux, de temps à autre, qu'un Européen a été maltraité par un fonctionnaire musulman, mais qu'aussitôt le consul a protesté, obtenu le châtimement du coupable et une réparation morale ou matérielle en faveur de la victime ; ce qu'on ne sait pas, c'est que, très souvent, cet Européen est un nègre, un arabe ou un juif indigène qui ne parle aucune des langues de notre continent, mais s'est affublé d'une nationalité d'emprunt pour échapper au droit commun... »(1) Cette population de vagabonds se rencontre dans tous les ports de la Méditerranée et jouit de nombreux privilèges. Il est alors naturel que les indigènes soient tentés d'avoir leur part de ces privilèges, quand ils les voient si généreusement distribués ; beaucoup d'entre eux s'adressent à celui des consuls qu'ils espèrent persuader pour être placés sous sa juridiction ; ceux qui réussissent sont déclarés « protégés », c'est-à-dire que du jour au lendemain ils ne sont plus soumis à leurs juges naturels, qu'ils sont dispensés des impôts les plus lourds, exempts du service militaire. (2)

La suppression des capitulations, qui établissaient autant de juridictions souveraines que d'Etats re-

(1) Narcisse Faucon. Ouvr. cit. Tome II, p. 342.

(2) « Revue des deux Mondes » 15 Février 1887 ; p. 803 et 804.

présentés à Tunis et qui entravaient l'œuvre de la justice et de la police, s'imposait donc au plus haut point. Mais le traité du Bardo ayant déclaré que la France garantissait les traités conclus par le Bey, (1) des négociations avec toutes les puissances semblaient nécessaires, quoique l'Autriche en Bosnie et en Herzégovine, comme l'Angleterre à Chypre, eussent de leur propre autorité, en 1878, aboli les capitulations dans ces provinces.

Le 27 Mars 1883, était voté par le Parlement un projet de loi créant un tribunal de première instance à Tunis et six justices de paix dans la Régence. (2) La compétence de ces tribunaux ne s'étendait encore qu'aux procès entre Français et aux procès mixtes où un Français est défenseur ; mais l'article 2 permettait de rendre toutes autres personnes justiciables de la juridiction française, en vertu d'un simple décret beylical : cet article visait l'abrogation éventuelle des capitulations.

D'ailleurs, dans la séance du 4 Mars 1883, M. Challemel-Lacour avait déclaré au Sénat que « toutes les puissances, sauf uné, se sont montrées parfaitement

(1) Traité du 12 Mai 1881. Art. 4. V. Zeys « Code Annoté » Tome II p. 1056.

(2) La loi française du 27 Mars 1883, sur l'organisation de la juridiction française en Tunisie, a été promulguée dans la Régence par le Décret du 18 Avril 1883.

V. Journal Officiel Tunisien 1883-53 ; Zeys « Code Annoté », Tome I. p. 747.

disposées à renoncer au bénéfice des capitulations, du moment où des garanties suffisantes leur seraient données par l'organisation judiciaire française en Tunisie. » (1)

Avant d'entamer des négociations avec les Puissances, le Gouvernement de la République avait obtenu du bey « que les nationaux des puissances amies dont les tribunaux consulaires seraient supprimés, deviendraient justiciables des tribunaux français dans les mêmes cas et les mêmes conditions que les Français eux-mêmes. » (2). Cette promesse du bey a contribué dans une large mesure à l'abolition des juridictions consulaires. (3).

« Mesures de défiance et de protection dirigées contre un gouvernement Oriental, elles devaient disparaître le jour où ce gouvernement, contrôlé et guidé par la France, devenait entre ses mains un instrument de progrès. » Après des pourparlers qui obtinrent un plein succès, les Puissances donnèrent leur adhésion à la réforme. Le Tribunal consulaire de l'Angleterre fut fermé le 1^{er} janvier 1884.

« La Colonie maltaise fit remettre au Résident une adresse de félicitations couverte de 217 signatures, et un groupe de citoyens anglais vinrent le compli-

(1) Journal Officiel (Mars 1883) Narcisse Faucon p. 370.

(2) Décret du 5 Mai 1883 (27 djoumadi-et-tani 1300) V. Bompard, « Législation de la Tunisie » Paris-Leroux. 1888 : p. 269; et Zeys « Code annoté » p. 499.

(3) V. Fitoussi : « l'Etat tunisien », Thèse 1901-Paris p. 171.

menter et lui exprimer toute leur satisfaction de l'abolition du tribunal consulaire. C'est, disaient-ils, une des plus importantes réformes que nous attendions, qui vient d'être accomplie et qui contribuera à la régénération de ce pays. » (1).

Le 25 janvier de la même année, un arrangement intervint entre les cabinets de Rome et de Paris. Puis la Suède, la Norvège, le Danemark, l'Espagne, l'Allemagne, la Belgique, le Portugal, la Grèce, l'Autriche-Hongrie, la Russie et les Pays-Bas abolirent successivement leurs tribunaux consulaires.

Les juridictions consulaires supprimées, la justice française définitivement organisée, on pouvait songer à réorganiser les services de police et à assurer enfin la sécurité publique. C'est alors qu'intervint le décret du 1^{er} avril 1885, relatif à l'organisation des communes dans la Régence (2). Le décret créa un commissariat central de la ville de Tunis et, dans les autres villes, plaça sous l'autorité des présidents de municipalités cinq commissaires et un certain nombre d'agents de police rétribués par elles ; au Président de la Municipalité appartenait seul le droit de donner les ordres nécessaires pour assurer le fonctionnement régulier de l'administration et de la justice. D'après le même

(1) Narcisse Faucon. op. cit. Tome I, p. 376.

(2) V. Officiel Tunisien 1885-539 ; et P. Zeys « Code Annoté » Tome II p. 625.

décret, ce fonctionnaire municipal était chargé, sous l'autorité de l'Administration supérieure, des mesures de sûreté générale, de publier de nouveau les lois et les règlements de police et de rappeler les habitants à leur observation. La police municipale avait un triple but : elle consistait à assurer le bon ordre, la santé et la salubrité publiques ; elle devait réprimer les atteintes à la tranquillité, telles que les risques et disputes accompagnées d'ameutement dans les rues, le tumulte exercé dans les lieux d'assemblée publique, les attroupements, les bruits et rassemblements nocturnes qui troublent le repos des habitants et tous les actes de nature à compromettre la tranquillité publique ; assurer le maintien du bon ordre dans les endroits où il se fait de grands rassemblements d'hommes, tels que foires, marchés, réjouissances et cérémonies publiques, spectacles, jeux, cafés, quartiers mal famés, etc. (1).

Cette nouvelle organisation des services de police ne donna pas les résultats qu'on s'en était promis, et les attentats contre les personnes et les propriétés continuèrent. Dans la Tunisie entière, des criminels échappaient à la vindicte publique, et l'on peut attribuer cette impunité à l'insuffisance du personnel aussi bien qu'à la négligence des membres qui le composaient.

(1) Décret du 1^{er} Avril 1885. — Article 25.

Une statistique établie au Parquet de Tunis le 23 février 1887, pour l'administration de la justice criminelle française en 1886, constate que sur 1.538 affaires criminelles ou correctionnelles soumises à l'examen du parquet, 637 ont dû être classées sans suite ; la plus grande partie de ces affaires (70 % environ) provenaient de la ville même de Tunis, et 30 % du reste de la Régence (1).

L'autorité restait impuissante devant les exploits odieux de cette armée roulante du crime dont les éléments principaux se recrutaient en pays étrangers. Certains caïds et khalifas faisaient preuve d'une indulgence coupable en n'appliquant pas aux infractions les peines qui y étaient attachées et en laissant les faits délictueux sans répression. La circulaire suivante, adressée à ces agents par le Premier Ministre, le 13 avril 1886, (2) confirme, malheureusement, ce que nous avançons : « Je suis informé que, souvent, les caïds et les khalifas, saisis d'une affaire pénale, se contentent, quand il s'agit de vols de faire restituer les objets volés, et qu'en cas de coups et blessures, ils exhortent les parties à l'arrangement, laissant ainsi sans répression le fait délictueux. Cet état de choses ayant pour conséquence d'encourager les malfaiteurs, S. A. le Bey a prescrit d'appli-

(1) Rapport du Procureur de la République au Résident Général, du 23 Février 1887. (Archives de la Direction de la Sûreté Publique, N° 5448).

(2) V. P. Zeys « Code Annoté » Tome I. p. 115.

quer à toutes les infractions les peines qui y sont attachées. Ainsi, quand le fait constitue une simple contravention, vous infligerez au contrevenant un emprisonnement de un à quinze jours, suivant le cas. L'affaire et la condamnation seront inscrites sur votre registre. et vous en aviserez le Ministère. Si l'infraction constitue un délit ou un crime, vous la renverrez à l'Ouzara et mention de cet envoi sera fait sur le registre précité. Il vous est interdit, dans tous les cas, d'infliger des amendes à vos administrés. » Mais il ne faut rien exagérer. L'envoi de la circulaire de 1886 ne prouve pas que le mal ait été si profond. En rappelant ce document, nous ne voulons pas critiquer l'administration des Caïds. On sait, en effet, qu'il suffit qu'un ou deux fonctionnaires se négligent dans quelques cas particuliers pour motiver l'envoi d'une circulaire. C'est ainsi qu'une Administration tient ses agents en haleine.

Il semble cependant que la sécurité aurait pu être mieux assurée. Le décret du 1^{er} octobre 1884 (1) avait, en effet, placé à côté des caïds, des Contrôleurs Civils chargés) non pas d'administrer eux-mêmes, mais d'observer, de surveiller, de conseiller.

Vivement émue de cette situation, l'Administration étudia les moyens propres à enrayer le mal

(1) « Journal Officiel » 1884-417 ; et P. Zeys « Code Annoté », Tome I. p. 194.

qui sévissait dans la Régence. Des enquêtes nombreuses démontrèrent que les pouvoirs de surveillance, de police, de contrôle et de répression étaient trop fractionnés.

Effectivement, la décentralisation des pouvoirs de police, à ce point de vue, engendrait des conflits, et portait ainsi, au progrès de la sécurité publique et, partant, au succès de la colonisation, un préjudice très important.

En présence du découragement des colons, le Gouvernement se décida à étudier le remaniement nécessaire si l'on voulait attirer les Français en Tunisie et conserver ceux de nos concitoyens qui avaient eu le courage de s'expatrier.

Il fut démontré qu'il était nécessaire de centraliser entre les mains d'une autorité unique toutes les forces tendant à la sécurité du pays. Toutefois, l'idée d'une centralisation des services de police souleva diverses objections. D'aucuns émirent l'avis que la France, ayant seule la responsabilité de l'administration de la Régence, doit posséder seule les pouvoirs de police préventive et répressive. Certains ne voulaient pas que l'on touchât à la loi du 27 mars 1883, sur l'organisation de la juridiction française en Tunisie, et désiraient s'en tenir à la législation alors existante.

D'après le premier système, les Parquets auraient joui de l'initiative de toutes les mesures propres à atteindre le but poursuivi. Mais il n'entraînait pas

dans les vues du Gouvernement d'admettre ce système. Une commission chargée d'étudier la réorganisation de la police, se prononça pour l'application pure et simple de la loi du 27 mars 1883. Si l'on s'en tient, en effet, à la loi de 1883, l'administration du Protectorat est suffisamment armée pour mener à bien l'œuvre de sécurité. Car, aux termes de la loi du 21 juillet 1887, les Contrôleurs Civils, délégués du Résident Général, ont la haute police de leur circonscription et doivent s'assurer par tous les moyens de la tranquillité de la région dont ils ont l'administration.

Mais ici se place une objection assez fondée pour que l'on puisse repousser ce dernier système : les Contrôleurs Civils n'étant par secondés par des agents de surveillance, sont dans l'impossibilité presque absolue d'exercer d'une manière efficace la haute police dont ils ont la charge et la responsabilité.

On proposa enfin l'augmentation des forces de police, la création d'une sorte de gendarmerie volante composée d'agents français et indigènes. « Ces agents, revêtus de leur uniforme et répartis dans les différents contrôles, auraient pour principale mission de parcourir le pays dans tous les sens, de faire des patrouilles dans les régions particulièrement troublées, de recueillir tous renseignements utiles sur les personnes réputées dangereuses, de surveil-

ler leurs agissements, d'arrêter les vagabonds et les gens suspects. » (1).

Ces propositions furent vivement critiquées. On invoqua les errements pratiqués en Algérie, et il se trouva des hommes demandant que l'on rendit les tribus responsables et solidaires des crimes restés impunis ! Atteinte suprême au grand principe de la personnalité des peines. Ce que disait le comte Randon dans une circulaire du 29 juillet 1844 est toujours vrai : « Il est bien plus utile, bien plus exemplaire de châtier les véritables coupables, que de faire rentrer dans les caisses de l'Etat quelques milliers de boudjouks payés par les innocents. »

Dans un rapport présenté en 1897 à la Conférence Consultative, M. Gallini demandait que, dans le cas où les coupables ne seraient pas livrés, les Caïds fussent rendus responsables des assassinats et des vols commis dans leurs tribus. « En effet, disait M. Gallini, la pénalité édictée, dans ce cas, contre les caïds, n'a rien de choquant ; elle doit être considérée comme le juste châtiment de leur négligence ; car c'est aux fonctionnaires qui jouissent des avantages et des prérogatives du pouvoir, qu'il appartient de veiller plus que tous les autres au maintien de l'ordre et à la répression des brigandages. » Nous repoussons cette proposition aussi fortement

(1) Rapport de M. Gallini, délégué de Sousse à la Conférence consultative. — 25 Novembre 1897. (Archives de la Direction de la Sûreté Publique. N° 712).

que la précédente. L'imputation dirigée contre les caïds est purement gratuite. Il n'y a pas eu d'acte sérieux de brigandage depuis 1883, à moins que l'on entende par « acte de brigandage » les vols et les assassinats individuels.

Le docteur Peyssonnel traçait ainsi le portrait des caïds en 1724 : « Les beys ont sous eux des caïds qui sont des intendants et exacteurs des deniers royaux, et ces caïds, qu'on met dans chaque ville et dans chaque tribu, sont de petits tyrans qui ont un diminutif de l'autorité des beys, pillent, volent, font mourir les pauvres arabes, suivant leur fantaisie et leur autorité. (1) Mais cette constatation, très vraie en 1724, ne l'est plus aussi rigoureusement depuis que le décret du 4 octobre 1884 a institué un corps de Contrôleurs civils (2) ; cependant, des griefs assez importants ont été relevés à l'encontre de ces fonctionnaires indigènes. Les nombreuses circulaires adressées par le Premier Ministre aux Caïds prouvent que certains de ces administrateurs ne secondaient pas les efforts du Gouvernement. L'une d'elles

(1) Peyssonnel. Relation d'un voyage sur les côtes de Barbarie en 1724 et 1725.

(2) Ces fonctionnaires n'administrent point ; leur rôle consiste à surveiller et à conseiller les chefs indigènes ; à exercer des droits de haute police et, au moyen de tournées personnelles, à se tenir constamment au courant de l'ensemble des faits qui se produisent dans leur circonscription.

disait (1) : « Je vous ai déjà recommandé de veiller avec le plus grand soin au maintien de la tranquillité publique et de la sécurité dans votre caïdat. A cet effet, je vous ai indiqué une série de mesures en faisant appel à votre expérience et à votre initiative pour les compléter par celles que les circonstances rendraient utiles. Je constate néanmoins que les crimes et les délits sont encore fréquents... Parmi les devoirs de votre charge, le plus essentiel est d'assurer de la façon la plus complète le respect des personnes et des propriétés... »

Une autre circulaire du même jour (25 Décembre 1897) (2), rappelle aux Caïds « les instructions formelles et les recommandations pressantes » qui leur furent données à maintes reprises « au sujet de la surveillance à exercer sur les repris de justice et les gens mal famés et dont les moyens d'existence sont inconnus. »

Ces circulaires, véritables actes d'accusation contre certains Caïds négligents, n'étaient pas toujours observées et souvent le Gouvernement était tenu en échec par ces fonctionnaires peu scrupuleux. Toutefois, comme nous l'avons déjà fait remarquer, cette circulaire n'autorise pas à conclure du

(1) Circulaire du 25 Décembre 1897, adressée par le Premier Ministre aux Caïds, relative à la sécurité dans leurs circonscriptions. V. Journal Officiel Tunisien. 1898-427.

(2) V. Paul Zeys. « Code Annoté » p. 119. et Journal Officiel Tunisien. 1898-427.

particulier au général, en bonne critique ; et nous nous hâtons d'ajouter que ces observations ne visaient pas tout le corps des caïds, mais seulement quelques uns de ses membres.

D'autre part, les rapports qui s'étaient établis entre les Européens et les indigènes étaient de nature à donner naissance, fatalement, à des conflits nombreux. Si l'on considère que les Arabes, même aujourd'hui, ont peu le respect de la propriété privée, qu'ils continuent avec insouciance leurs traditions de vaine pâture (1), on peut facilement comprendre le malaise qui régnait alors dans les milieux agricoles.

Des gardes-champêtres avaient été institués par le Décret du 15 Décembre 1896 (2) ; mais la protection que les colons comptaient trouver dans l'institution de ces agents était complètement illusoire.

Il était donc nécessaire au plus haut point de procéder à un remaniement complet de l'organisation de la police. La colonisation, le commerce, l'industrie souffraient de cet état de choses déplorable.

D'ailleurs, la Régence commençait à être envahie par de nombreux immigrants, venus principalement

(1) Il suffit de parcourir les Annales judiciaires tunisiennes pour trouver la preuve de cette assertion. C'est par milliers que l'on compte les procès relatifs aux délits de pacage et de violation de la propriété.

(2) Décret du 15 Décembre 1896 sur la « Police rurale », (Chap. II. Art. 34 à 46). Journal Officiel Tunisien 1896-707 ; et P. Zeys, « Code Annoté de la Tunisie » p. 776.

de l'île de Malte, de la Sicile et de la Grèce ; il était donc urgent de prendre des précautions et d'exercer une surveillance constante à l'égard de cette population cosmopolite, dont la présence sur le sol tunisien pouvait, à certains degrés, intéresser la sécurité générale.

Nous avons vu plus haut que, des nombreux vœux émis par la Conférence consultative et des rapports présentés par l'administration, découlait cette idée principale que les forces de police de tout le territoire tunisien devaient être concentrées entre les mains d'une seule autorité. Ce fut aussi l'opinion du Résident général, M. Millet (1), qui, ému de la désorganisation lamentable dans laquelle se trouvait la police municipale, des plaintes de tous genres causées par l'arbitraire et les vexations des agents subalternes, des manques de tenue et de discipline constamment renouvelés de ce personnel, de l'impossibilité d'obtenir, au point de vue administratif, un renseignement exact, reconnut qu'il était nécessaire de « donner à la police une direction unique et d'en faire, en quelque sorte une police nationale, une police relevant de l'Etat. » (2)

(1) Rapport de M. Millet, Résident Général, à M. Hanotaux, ministre des Affaires étrangères (24 juin 1895). Archives de la Direction de la Sûreté publique.

(2) Rapport de M. Léal, commissaire spécial de la Métropole, envoyé en mission en Tunisie, à M. Millet, Résident général, sur « la réorganisation de la police dans la Régence », 6 janvier 1897. — Archives de la Direction de la Sûreté publique. N° 1056.

Les hommes de gouvernement qui se sont le plus intéressés à cette question ont, en effet, tous reconnu que s'il est une branche de l'administration qui exige la centralisation, c'est bien celle de la Police ; par voie de conséquence, ils ont été unanimes à apprécier que, pour pouvoir arriver à une organisation sérieuse de ce service, il fallait, avant tout, établir une unité de direction, une unité d'action qui, seule, permet l'étude utile des matériaux de tous genres fournis chaque jour par les divers agents de cette administration.

C'est d'ailleurs cette nécessité de centralisation et de direction qui, en France, a amené tout d'abord la création des commissaires centraux, puis la direction préfectorale pour chaque département.

L'état d'infériorité ou, tout au moins, d'hésitation, dans lequel paraissait se trouver la police avant le décret du 17 avril 1897, résultait du fait que, au milieu des transformations multiples opérées dans la législation tunisienne, la police était restée sans hiérarchie bien établie, sans direction bien suivie, et soumise à des impulsions diverses qui étaient autant d'obstacles à la marche régulière des nombreux services dont elle est chargée.

Nulle cacophonie n'était comparable à celle que présentait l'ensemble des services de police. Au lieu d'être reliés entre eux, d'avoir une tâche bien définie, ils étaient sans cohésion, agissaient chacun à sa guise et se cantonnaient jalousement dans leurs attributions respectives, d'ailleurs mal déterminées.

Absorbées par les affaires innombrables de l'administration, les autorités supérieures n'avaient pas le temps nécessaire, soit pour suivre l'ensemble du service de la police, soit pour le diriger d'une façon sérieuse. Il en résultait forcément pour ce service une sorte d'isolement, d'abandon qui pesait sur lui.

Ce qu'il fallait créer, en Tunisie, c'était une organisation à peu près identique à celle qui existe pour l'agglomération lyonnaise : une direction de police établie auprès du gouvernement local, centralisant, sans en excepter aucun, tous les rouages destinés à concourir au service si important de la sûreté publique, c'est-à-dire une direction établie avec l'unité de commandement et d'action, sans laquelle une police ne saurait d'ailleurs utilement fonctionner, et fondée sur la hiérarchie, l'obéissance et la discipline.

Cette direction, — qui, partout où elle existe, en Suisse, en Italie, à Paris, à Lyon, à Marseille, représente l'action gouvernementale et dirige les divers agents de cette administration dans l'application des mesures prescrites en vue d'assurer à la fois la sûreté de l'Etat et celle des particuliers, par le maintien de l'ordre matériel et de l'ordre moral, — n'a cessé de donner les meilleurs résultats ; l'expérience qui en a été faite jusqu'à présent permet de la considérer comme le système le plus pratique.

Il est vrai qu'une police ainsi constituée n'obéit plus qu'à une seule impulsion, celle de l'Etat. Aussi,

est-ce peut-être là le seul motif qui en ait empêché son adoption générale en France.

Cependant, la police n'est-elle pas essentiellement et naturellement une affaire de l'Etat, et n'est-ce pas à elle qu'incombe l'exécution des lois et règlements et le soin d'assurer le bon ordre, la sûreté de l'Etat et des citoyens ? Elle doit donc être avant tout une institution d'Etat, et ses divers agents ne doivent relever que de l'Etat et être nommés par lui.

L'organisation administrative et politique de la Régence de Tunis permettait assurément la mise en pratique du système qui fonctionne depuis si longtemps et avec de si heureux résultats en Suisse. Et puisque, d'après l'article 1^{er} de la convention du 8 juin 1883, afin de faciliter au Gouvernement français l'accomplissement de son protectorat, le Bey s'engageait à procéder à toutes les réformes que la France jugerait utiles, il fallait enfin en venir à celle de la police, qui semble être la plus nécessaire, sinon la seule qui puisse permettre de procéder aux autres.

On pouvait facilement remédier à l'état de choses existant avant le décret du 17 avril 1897, en conservant, à certaines modifications près, les mêmes bases d'organisation administrative, en rapprochant d'une façon plus intime les divers rouages des services de police, en coordonnant et en améliorant les services existants.

C'est ainsi qu'il était nécessaire tout d'abord de rattacher au budget de l'Etat les dépenses de

police et de créer auprès du Gouvernement tunisien une direction de la Sûreté publique ayant dans ses attributions la police générale de toute la Régence.

Relevant directement du Résident Général et du Secrétaire général du gouvernement tunisien, le Directeur de la police devait être le chef hiérarchique de tous les commissaires et agents de police de la Régence ; il était nécessaire qu'il correspondît avec eux et leur imprimât, sous l'autorité gouvernementale, la direction qui leur faisait défaut. Il suffisait pour cela que le décret de nomination portât que tous les services de police ressortiraient du directeur, et qu'il aurait la haute police de toute la Régence.

Enfin, il était utile que l'instruction professionnelle du personnel de la police, commissaires et agents, ne fût pas négligée. L'ignorance et l'inexpérience de ces agents avant 1897 étaient la conséquence de l'abandon dans lequel les laissait l'autorité compétente et la cause des nombreux crimes et délits qui se commettaient. Le plus souvent, ils ignoraient les lois et règlements et étaient portés à ne pas dépasser les confins de la police municipale ou judiciaire et à n'être que des agents d'exécution, oubliant qu'ils ont aussi un rôle d'observateurs en tout ce qui concerne la sûreté de l'Etat, la sécurité publique et les intérêts moraux et matériels des populations.

Néanmoins, il fallait, pour éviter des conflits possibles et préjudiciables à la bonne harmonie de tous

les services de police, régler les rapports de la Direction de la Sûreté Publique avec les Contrôles Civils. Les instructions générales du 22 juillet 1887 (1) donnaient aux Contrôleurs civils institués en Tunisie la haute police dans leur circonscription respective. D'autre part, le décret du 23 juillet 1885, qui avait créé un Commissariat central à Tunis, portait que le titulaire de ce poste relevait de l'Administration générale, et le plaçait sous l'autorité du Procureur de la République, pour la police judiciaire, et sous celle du Président de la Municipalité pour la police municipale.

La création d'une direction de police ne devait pas avoir pour conséquence *immédiate*, de modifier les instructions générales aux Contrôleurs civils et les termes du décret de création du Commissariat central de Tunis. En effet, il était nécessaire que, dans l'intérêt de la Régence, où la population est en grande majorité indigène et où, dans certaines villes, la population européenne est presque insignifiante, les commissaires de police, — pouvant parfois manquer d'expérience, — pussent être surveillés par des fonctionnaires d'un rang plus élevé, capables de les diriger au besoin et de stimuler leur initiative, le cas échéant.

Cependant, c'est avec juste raison que le décret

(1) Circulaire adressée aux Contrôleurs civils sur leurs attributions, le 22 juillet 1887. V. P. Zeys, « Code annoté », p. 195.

du 22 juillet 1887 n'a pas visé le Contrôleur Civil de Tunis, qui n'a pas autorité sur la ville de Tunis.(1).

En tout cas, une organisation dans laquelle le Contrôleur Civil de Tunis aurait trouvé sa place à côté du directeur de la Sûreté Publique, aurait été absolument irrationnelle. Lui confier des pouvoirs de police aurait été une faute d'autant plus lourde que l'on se serait mis en contradiction formelle avec le principe même de l'organisation projetée, qui reposait uniquement sur l'unité de direction et de commandement.

(1) Cette considération importait peu au Résident général, M. Millet, puisque dans une note en date du 14 décembre 1896, il disait, après avoir énuméré les éléments de la police de la ville de Tunis : « ... A ce système qui ne reçoit que des impulsions multiples ou agissant de trop haut, j'ai décidé de substituer un contrôle unique afin de coordonner les différents éléments, de subordonner ces services à un agent qui soit en contact constamment avec la population, qui puisse agir autrement que par l'étude des dossiers et par des ordres écrits donnés dans un bureau, qui puisse procéder personnellement sur place à des vérifications et à des constatations lorsque ce sera nécessaire. Le Contrôle civil de Tunis m'a paru en situation d'exercer cette action... » Suivent des dispositions subordonnant directement le commissaire central de Tunis au Contrôleur civil de cette ville, pour la police générale de la capitale et de sa banlieue, plaçant le Président de la municipalité sous l'autorité du Contrôleur civil, pour la police municipale, et mettant le service des renseignements indigènes sous la direction de ce contrôleur. (Archives de la Direction de la Sûreté publique. N° 3472.) Cette combinaison ne présentait que des inconvénients, d'autant plus que le Contrôleur civil de Tunis n'avait aucune expérience des choses de police. Elle n'a, heureusement, pas été mise en pratique.

Le Directeur de la police ne pouvait pas être placé sous les ordres du Contrôleur Civil de Tunis, ni celui-ci sous les ordres du premier, car on aurait créé alors deux pouvoirs concurrents, c'est-à-dire une source perpétuelle de conflits ; et cela, indépendamment des nombreux inconvénients qui seraient résultés d'ordres souvent contradictoires et dont l'exécution aurait été impossible. En outre, on aurait difficilement compris l'attribution des pouvoirs de police à un contrôleur civil n'ayant ni l'expérience, ni la connaissance des affaires de police, et qui semble surtout avoir été institué pour le contrôle de l'administration indigène.

Cependant, nous devons à la vérité de dire que ces idées furent méconnues, — pendant quelques semaines, il est vrai, — par M. Millet. D'après le système du Résident Général, le Contrôleur Civil avait une place prépondérante dans le service de la Police et était, dans une certaine mesure, le chef hiérarchique du Directeur de la Sûreté. « Le Contrôleur civil de Tunis, disait M. Millet, dans une note adressée au Secrétaire Général du Gouvernement Tunisien, sera investi d'attributions analogues, -- avec les différences nécessaires, -- à celles du préfet de police à Paris ou du préfet du Rhône à Lyon. Cela lui donne même la police de sûreté, en ce qui concerne Tunis et la banlieue... Les rapports généraux de police qui pourront être adressés au Résident Général par le Contrôleur Civil seront

transmis à Dar-el-Bey et dépouillés par le Chef de service spécial qui doit être une sorte de Directeur de la Sûreté. Mais, pour Tunis et la banlieue, le Contrôleur Civil, avec les moyens dont il dispose et son contact avec la population, est le mieux placé pour avoir une action efficace. J'attache beaucoup d'importance à cette combinaison et je vous prie de la faire réussir. » (1)

Nous nous sommes expliqué plus haut sur les graves inconvénients d'un pareil système dont l'application, à notre sens, n'aurait donné aucun résultat appréciable. Il eût encore mieux valu conserver l'ancienne organisation.

Telles étaient les réformes importantes à opérer. On le voit, il s'agissait d'un remaniement complet de l'organisation de la police, permettant à la machine administrative de se mouvoir d'elle-même, sans heurt et sans à-coup, pour le plus grand bien du service. En un mot, il fallait donner au bâtiment un pilote et un équipage uni et discipliné.

Cette réorganisation présentait de sérieuses difficultés dans un pays où la politique tient une si

(1) Ce système, évidemment inspiré par le Contrôleur civil de cette époque et exposé dans une note du Résident général au Secrétaire général du gouvernement tunisien, en date du 3 décembre 1897, (Archives de la Direction de la Sûreté, no 3428), fut bien vite rejeté par M. Millet lui-même, dès qu'il eût pris connaissance du rapport fourni, le 6 janvier 1897, par le Commissaire spécial de la Métropole envoyé en Tunisie pour étudier la question de la réorganisation de la police.

large place. Il fallait, en outre, combattre les prétentions de la Municipalité et du Contrôle Civil de Tunis qui voyaient, dans le remaniement projeté, une diminution de leurs attributions. Mais il n'était pas difficile à ceux qui connaissaient l'énergie et la volonté de M. Millet, de se rendre compte qu'il procéderait sans crainte comme sans faiblesse à la réforme si longtemps attendue.

A la suite de nombreux rapports adressés au Ministre des Affaires Etrangères, et après entente entre M. Hanotaux et le Ministre de l'Intérieur, il fut décidé qu'un Commissaire spécial de la Métropole serait envoyé en mission en Tunisie afin d'étudier sur place la réorganisation de la police.

L'enquête menée par ce fonctionnaire montra la nécessité urgente de procéder sans retard au rattachement de la police à l'Administration Générale.⁽¹⁾ Quelques mois plus tard, le 17 avril 1897, et conformément à l'autorisation de notre Ministre des Affaires Etrangères, le Résident Général soumettait à la signature de S. A. le Bey de Tunis un décret rattachant la police à l'Etat, et instituant auprès du Secrétariat Général du Gouvernement Tunisien, pour l'administration de ce nouveau service, une Direction de la Sûreté publique.

« Cette réorganisation, disait M. Millet ⁽²⁾, dont

(1) Rapport précité du 6 janvier 1897.

(2) Rapport de M. Millet, Résident général de France à Tunis, à M. Hanotaux, ministre des Affaires étrangères, 25 juin 1897. (Archives de la Direction de la Sûreté publique, n° 3340.)

nous attendons les plus heureux résultats, comporte diverses modifications de détail touchant les conditions de recrutement, de nomination et de classification du personnel de la police tunisienne. En ce qui concerne notamment les commissaires de police, il importe, tout d'abord de les recruter exclusivement à l'avenir dans les cadres de la Métropole et de les soumettre, pour l'avancement, aux mêmes conditions que leurs collègues de France. Il n'est pas moins nécessaire d'adopter pour eux la classification de la Métropole..... La Tunisie gagnerait à ce système de pouvoir demander et obtenir facilement de la Sûreté générale le retour en France des agents qu'un long séjour dans la Régence aurait fatigués, ou dont des considérations de service exigeraient le déplacement. Je ne verrais, en effet, que des avantages à pouvoir renouveler plus fréquemment un personnel destiné par ses fonctions mêmes à s'user sur place plus ou moins rapidement... »

Afin de bien montrer l'extrême importance de la réforme opérée, il est nécessaire de mettre sous les yeux du lecteur le texte même de ce décret (1) :

(1) « Officiel » 1897-259 ; et P. Zeys : « Code Annoté » Tome II. p. 775. N° 4390.

*Décret du 17 avril 1897 (15 Kâda 1314) rattachant
la police de Tunis et des autres communes de la
Tunisie à l'administration générale.*

Article 1^{er}. — La police de la Tunisie et des autres communes de la Tunisie est, à dater du 1^{er} juillet 1897, rattachée à l'Administration générale et rétribuée sur le budget de l'Etat.

L'Etat prête le concours de ses agents pour assurer le service de la police municipale.

Article 2. — Il est constitué près le Secrétariat général du Gouvernement Tunisien, une direction de la Sûreté publique. Le directeur de la Sûreté publique est nommé par décret rendu sur la proposition de notre premier ministre.

Article 3. — Le directeur de la Sûreté publique a, sous l'autorité du Secrétaire général du Gouvernement la direction de la police de la régence.

Article 4. — Le commissaire central à Tunis et, dans les autres localités de la Tunisie, les commissaires inspecteurs ou brigadiers de police, sont placés sous les ordres du Directeur de la Sûreté publique. Ils relèvent directement, pour la police judiciaire, des autorités judiciaires françaises ou tunisiennes dépositaires de l'action publique. Pour la police municipale, ils relèvent des présidents des municipalités, commissions municipales et commissions de voirie.

Article 5. — Un arrêté de notre premier ministre déterminera les conditions d'organisation, de recrutement, de nomination et de classification du personnel de la police.

Article 6. — Sont abrogés toutes dispositions contraires au présent décret.

*
* *

Quels, sont depuis 1897, les résultats de la nouvelle organisation au point de vue de la sécurité générale de la Régence et surtout au point de vue de la colonisation ? C'est ce que nous nous proposons de rechercher dans l'étude qui va suivre.

Nous diviserons cet ouvrage en deux parties. La première partie comprendra l'étude de l'institution de la Direction de la Sûreté publique et des divers organismes qui la composent. Nous aurons à examiner particulièrement les rapports de cette Direction avec le Gouvernement central et avec les Municipalités et à rechercher comment s'exerce l'action de chaque service relevant de la Direction de la Sûreté. Il ne sera pas sans intérêt de parler du budget de la police tunisienne, rattaché à celui de l'Etat par le décret de 1897 ; nous fournirons à ce sujet des statistiques qui mettront en lumière l'importance progressive de ce budget.

Nous nous sommes efforcé d'éviter l'abus des divisions et subdivisions, toujours utiles à l'auteur, mais qui rendent souvent difficile la lecture d'un ouvrage.

Il est cependant nécessaire d'étudier séparément la police judiciaire, la police administrative, qui comprend la police générale, la police municipale et la police rurale, et la police sanitaire, bien que ce dernier service ne fasse pas partie de la Direction de la Sûreté publique.

L'étude de ces divers rouages de la Direction de la Sûreté publique nous amènera à exposer plusieurs créations d'un intérêt juridique très marqué, comme la création des brigades mobiles, la surveillance des étrangers dans la Régence, des espions et des guides, la réglementation du commerce, de la détention et du port d'armes, la réglementation des débits de boissons, des bureaux de placement, du commerce des denrées alimentaires, etc.

L'examen des questions relatives à la police sanitaire, d'une importance capitale dans les pays orientaux, nous montrera comment sont réglementés les pèlerinages à la Mecque et quelles mesures sont prises par le Gouvernement Tunisien pour prévenir la propagation des fléaux si redoutables comme la peste, le typhus, le choléra, etc...

Dans une deuxième partie, forcément succincte, nous étudierons l'organisation de la police dans les territoires du Sud, police essentiellement militaire et qui a surtout pour but la protection du Corps d'occupation : nous verrons qu'elle est l'action des bureaux des affaires indigènes et des cercles militaires.

L'étude que nous allons entreprendre ne se bor-

nèra pas seulement à l'exposé de l'organisation de la police générale en Tunisie. Il n'est pas sans intérêt, en effet, de comparer diverses institutions de la police tunisienne à celles de la police métropolitaine. C'est ainsi que nous montrerons comment est organisée en Tunisie et en France la surveillance des étrangers ; l'examen de cette question, qui a certaines affinités avec l'économie politique, fera ressortir la supériorité de la législation tunisienne sur le système français ; cette supériorité se fera facilement jour par la simple comparaison du décret tunisien du 13 avril 1898 et des lois françaises du 2 octobre 1888 et du 8 août 1893 ; cette dernière loi, d'ailleurs relative au « séjour des étrangers en France » et à « la protection du travail national », n'assure guère que dans son titre la protection du travail national.

De même, nous verrons que la Tunisie connaissait les brigades mobiles bien avant la Métropole, et que la réglementation du commerce, de la détention et du port des armes dans la Régence est de beaucoup préférable au système français.

Il ne faut pas perdre de vue que la réorganisation de la Sûreté publique est due à l'accomplissement de la haute mission que la France s'est imposée en Tunisie, et qu'elle a eu aussi pour but le succès de la colonisation.

C'est en nous appuyant sur ces idées que nous terminerons l'étude délicate et complexe de cette importante question de législation coloniale.

PREMIÈRE PARTIE

L'ORGANISATION ET LES MODES D'ACTION
DE LA POLICE TUNISIENNE

LIVRE I^{er}

LA DIRECTION DE LA SÛRETÉ PUBLIQUE

La Direction de la Sûreté Publique constitue l'une des grandes divisions de l'Administration Générale du Gouvernement Tunisien. Aussi convient-il, pour la clarté du sujet, de bien préciser la situation dans laquelle se trouve placé ce service vis-à-vis de l'Administration Générale.

Lorsque, en 1881, il s'est agi de procéder à la réorganisation des rouages du Gouvernement tunisien, on ne conserva que deux des anciens Ministres tunisiens : le Premier Ministre, chargé de l'Administration Générale et le Ministre de la Plume, sorte de Premier Ministre Adjoint, s'occupant toutefois plus particulièrement des questions religieuses.

Mais, à côté du Premier Ministre, le Gouvernement français a placé un de ses agents, chargé des attributions de direction et de surveillance que le Protectorat a dévolues à la France (1). Ce haut fonctionnaire qui a le titre de Secrétaire Général du Gouvernement tunisien, a pour mission de faire prévaloir en toute circonstance dans le Gouvernement tunisien la pensée du Protectorat. Ses attributions, fixées par les décrets beylicaux du 4 février 1883, 24 octobre 1888, 12 août 1894 (2) sont les suivantes : a) la direction du personnel des bureaux de l'Administration Centrale ; b) la garde des Archives de l'Etat ; c) la remise au Premier Ministre de la correspondance préparée par les divers services publics ; son envoi aux destinataires ; d) la présentation et la promulgation des lois, décrets et règlements.

Trois sortes de services sont placés sous les ordres du Secrétaire général : 1^o les services indigènes proprement dits ; 2^o les municipalités et les services municipaux ; 3^o les services administratifs ; ces services comprennent : la section d'Etat, le bureau des communes, la direction des services judiciaires, le bureau de la comptabilité, la direction de la sûreté publique, les services d'hygiène et d'assistance publique. Toutefois, depuis 1907, le bureau des Com-

(1) D. du 4 février 1883. V. Bompard, op. cité, p. I.

(2) V. Paul-Zeys. Code annoté, pages 5 et 6.

munes, la Direction de la Sûreté publique, les services d'hygiène et d'assistance publique relèvent plus spécialement du Secrétaire général adjoint.

Le décret instituant la Direction de la Sûreté publique est entré en vigueur à dater du 1^{er} juillet 1897. Il a placé sous les ordres directs et immédiats du directeur de ce service les commissaires, inspecteurs, brigadiers et agents de police de toute la Régence. Le directeur de la sûreté publique, sous l'autorité du Secrétaire général du Gouvernement Tunisien, a seul qualité pour effectuer les nominations, mutations, révocations, avancement du personnel, organisation et création des postes, etc. Il en résulte qu'il assume la responsabilité de tous les actes et de toutes les opérations de ses subordonnés. Ce système est beaucoup plus rationnel que celui qui existe en France, — la police dite « d'Etat » mise à part. — Dans la métropole, en effet, toute l'autorité est entre les mains des maires, alors que toute la responsabilité incombe aux commissaires de police. Et l'on voit ce système paradoxal qui consiste à donner au commissaire de police, agent de l'Etat, sous les ordres du préfet, des subordonnés, agents du maire et nommés par lui. Cette responsabilité est d'autant plus grande que la direction de la Sûreté publique est en rapports constants avec tous les grands services de la Régences, notamment avec les parquets, les municipalités, les contrôles civils. Et si l'on songe que la Tunisie n'est pas, comme la France, un pays où la division du travail

administratif est nettement établie, on comprendra sans peine combien est étendue, complexe, délicate, la tâche qui incombe à cette Direction.

Actuellement, et sans examiner avec plus de détails des questions que nous retrouverons plus loin, la Direction de la Sûreté publique comprend deux sortes de services bien distincts :

1^o Les *services judiciaires*, dont la compétence s'étend à tous les rapports existant entre la Direction et les Parquets d'une part, et les commissariats et postes de police d'autre part, et à la tête desquels est placé un commissaire de police du cadre métropolitain ;

2^o Les *services administratifs*, à la tête desquels est également placé un commissaire de police du cadre métropolitain et qui a dans ses attributions toutes les affaires administratives, les archives, la comptabilité, le matériel, l'habillement, l'équipement et l'armement.

Elle comprend en outre :

1^o Le *Service du contrôle général*, créé en 1906, confié à deux fonctionnaires du cadre tunisien dont les attributions consistent dans l'inspection périodique de tous les services de police de la Régence, la surveillance du personnel, la façon dont il accomplit ses devoirs, etc. Au cours de leurs tournées, ces fonctionnaires examinent, en outre, le bien fondé de toutes les réclamations adressées à la Direction, et signalent le résultat de leurs observa-

tions ainsi que les modifications qui pourraient être apportées dans l'organisation et le fonctionnement de chaque commissariat ou poste de police.

2^o Les *commissariats* et *postes de police* de la Régence ;

3^o Le *Service Général*, dont le chef joint à sa qualité de Commissaire de police celle d'Officier de Paix ; à ce titre, il est presque exclusivement chargé d'assurer le service de la police municipale de la ville de Tunis ;

4^o L'*Inspection des gardes de police à cheval* de laquelle relèvent tous les postes de police montée de la Régence, spécialement chargés de la police rurale, aussi bien d'ailleurs que de la sécurité générale dans leur circonscription, et qui centralise toutes les affaires se rapportant à ce service ;

5^o La *brigade de police de sûreté* et les *brigades de police mobile*, au nombre de cinq, dirigées chacune par un commissaire de police du cadre tunisien, et dont la compétence s'étend, pour la première, à toute la Tunisie, et pour les autres, à des circonscriptions territoriales définies par le décret qui les a créées ;

6^o Le *Service Anthropométrique*, rattaché à la Direction de la Sûreté publique par arrêté du 15 février 1898, dont l'importance s'augmente chaque jour davantage.

Dans l'intérieur de la Régence, les commissariats et postes de police sont dirigés soit par un commis-

saire de police, soit par un brigadier ou par un garde de police à cheval, suivant l'importance de la localité ou de la région où il est installé.

A Tunis, l'organisation est différente.

Indépendamment des commissariats d'arrondissement, qui sont au nombre de six, il existe des services spéciaux, relevant d'ailleurs, comme les premiers, de la Direction de la Sûreté publique. Ce sont :

1^o Le *service général* ;

2^o Le *service des recherches*, qui se subdivise en deux brigades ;

3^o Le *service administratif*, chargé des enquêtes administratives et du contrôle des étrangers.

Tous ces services, aussi bien ceux de l'intérieur que ceux de la ville de Tunis même, sont dirigés par le Directeur de la Sûreté Publique, sous l'autorité du Secrétaire général. Ils agissent donc sous une impulsion unique et réalisent au suprême degré l'unité de direction et de commandement qui, autrefois, leur faisait défaut. C'est pourquoi, malgré les problèmes souvent fort difficiles et toujours plus nombreux qu'ils ont à résoudre, ils ont assuré le succès incontestable de la nouvelle organisation.

Nous diviserons ce livre en trois chapitres, et nous examinerons successivement : a) le Personnel ; b) le Service Anthropométrique ; c) le Budget.

CHAPITRE I

Le Personnel

Le Directeur de la Sûreté publique est nommé par décret rendu sur la proposition du Premier Ministre. Ce fonctionnaire peut appartenir au cadre métropolitain ou au cadre tunisien. Dans le premier cas, il est désigné par le Gouvernement français, sur les indications du Ministère de l'Intérieur et la proposition du Résident Général, mais rétribué sur le budget tunisien. Diverses notes et correspondances déposées aux Archives de la Direction de la Sûreté publique démontrent que l'on a souvent discuté la question de savoir si ce fonctionnaire appartient au Ministère de l'Intérieur ou au Ministère des Affaires Etrangères. A notre sens, le Directeur de la Sûreté publique relève de ce dernier Ministère ; bien que désigné par la Sûreté Générale de Paris, c'est-à-dire par le Ministère de l'Intérieur, il est mis à la disposition du Gouvernement beylical, nommé par décret rendu

sur la proposition du Premier Ministre et rétribué sur le budget de la Tunisie ; d'autre part, il dépend du Résident général agissant lui-même selon les ordres du Département des Affaires Etrangères ; or, ce sont là des actes dont le contrôle appartient exclusivement à ce Ministère. En somme, nous dirions plus volontiers que le Directeur de la Sûreté publique est rayé momentanément des cadres du Ministère de l'Intérieur, jusqu'à ce qu'il soit rappelé en France et pourvu d'un autre poste dans la police métropolitaine. L'objection que ce fonctionnaire, bien que rétribué sur le budget tunisien, verse à la Caisse des Retraites de la Métropole, ne saurait, en aucune façon, faire rejeter cette thèse.

Au moment de la création de la Direction de la Sûreté publique, il avait été question de rattacher à cette Direction tous les services pénitentiaires de la Régence. (1) C'est avec juste raison que l'Administration Générale s'est prononcée dans le sens contraire ; ces deux services sont, en effet, complètement distincts et de nature fort différente.

Les rédacteurs du décret du 17 avril 1897 avaient omis de ne pas attribuer au Directeur de la Sûreté publique les fonctions d'officier de police judiciaire, et de ne faire de ce fonctionnaire qu'un simple agent de l'ordre administratif, sans

(1) Note de M. Millet, alors Résident général (Arch. de la Dir. de la Sûr. publique).

aucune qualité judiciaire. C'était aller à l'encontre de ce qui existe en France, où les préfets, les maires et les adjoints, sous les ordres desquels est placée la police, sont officiers de police judiciaire. Bien plus, à ce point de vue, la situation du Directeur de la Sûreté en Tunisie était inférieure à celle des Commissaires de police dont il est le chef responsable, aussi bien en matière judiciaire qu'en matière administrative. Outre que les fonctions d'officier de police judiciaire, chargé des délégations judiciaires, devaient donner au Directeur de la Sûreté une autorité morale plus grande, il était nécessaire que ce fonctionnaire pût suivre et diriger au besoin lui-même les enquêtes judiciaires, ou en charger ceux de ses collaborateurs qu'il croirait les plus aptes à conduire l'instruction de certaines affaires confidentielles.

Cette combinaison avait été soumise à plusieurs reprises au Résident général par le Secrétaire général du Gouvernement Tunisien (1) et par le Procureur de la République de Tunis. Un décret en date du 15 Juillet 1900 (2) a fait cesser cette anomalie ; aux termes de ce décret, en plus des attributions administratives qui lui ont été conférées par décret du 17 Avril 1897, le Directeur de la Sûreté

(1) Note du Secrétaire Général du Gouvernement Tunisien au Résident Général (7 Juin 1900) Archives de la Direction de la Sûreté publique. N° 723.)

(2) V. « Journal Officiel Tunisien » 1900-01.

Publique est Commissaire Central de la ville de Tunis et de sa banlieue ; il est donc devenu, *ipso facto* Officier de Police judiciaire.

Le Directeur de la Sûreté publique est le chef hiérarchique et direct des commissaires de police ; ceux-ci sont choisis soit dans les cadres métropolitains, soit dans les cadres tunisiens. Lors du rattachement de la police à l'Administration Générale, M. Millet, alors Résident Général, avait exprimé au Ministre des Affaires Etrangères le désir que, dorénavant, les Commissaires de Police fussent recrutés exclusivement dans les cadres de la Métropole (1). Cette observation n'était pas sans fondement, car, à cette époque, certains de ces fonctionnaires étaient d'une incapacité notoire et surtout mal préparés pour la mise à exécution des divers projets à l'étude. Il fut donc décidé que les commissaires de police seraient nommés hors cadres par décret du Président de la République et mis à la disposition du Gouvernement Tunisien.

Depuis, on a compris que ces fonctionnaires pouvaient être utilement choisis dans les cadres tunisiens : l'obligation d'accomplir un stage dans les différents services de police et l'institution d'un concours ont assuré le recrutement facile de ces fonctionnaires et ont permis de faire de ces agents des commissaires de police parfaitement capables.

(1) Note du 25 Juin 1897, déjà cit.

Dans un pays neuf, en effet, il est nécessaire que de tels agents n'ignorent pas les mœurs et les habitudes des populations cosmopolites avec lesquelles ils sont en rapports constants. Il faut, surtout en Tunisie, des policiers avisés, connaissant et voyant de près les bas-fonds des couches sociales où pullulent les échappés de bagne, les repris de justice, les souteneurs et les malfaiteurs de tous pays. Il est utile aussi qu'ils soient familiarisés dès le début avec tous les rouages de l'Administration tunisienne. Aussi la Direction de la Sûreté publique a-t-elle été bien inspirée en ne demandant pas exclusivement à la Métropole les commissaires de police dont elle a besoin.

D'après une statistique du 5 août 1897, il existait dans le Régence de Tunis quinze Commissaires de police répartis dans neuf villes (1). Actuellement, ces fonctionnaires sont au nombre de quarante-deux ; sur ce chiffre, vingt-quatre appartiennent au cadre tunisien, (2). Ainsi, en douze ans, le nombre des commissaires de police a été presque triplé.

On ne s'est pas seulement borné à grossir leurs rangs ; on a aussi donné à leur juridiction une plus

(1) La ville de Tunis à elle seule en comprenait sept, dont un Commissaire Central.

(2) Les Commissaires de Police au titre tunisien sont recrutés au concours ; ils sont répartis en six classes et reçoivent un traitement fixe allant de 2.200 francs à 5.000 francs et une indemnité de logement variant de 300 à 600 francs paran.

grande étendue. Jusqu'en 1910, les commissaires de police n'étaient compétents que dans le périmètre de la commune où ils avaient leur résidence. Il s'en suivait qu'en cas de crime ou de délit grave, ils n'avaient pas qualité pour instrumenter et que les constatations nécessaires subissaient de ce fait un retard fâcheux. Les décrets des 10 mai 1900 (1) et 5 mars 1901, ainsi que celui du 20 juillet 1909, remédient à cet inconvénient en étendant leur juridiction à tout le territoire de chaque circonscription de leur contrôle civil respectif, tel qu'il a été fixé par l'arrêté-résidentiel du 1^{er} février 1887.

Toutefois, les commissaires de police ne peuvent se déplacer qu'en cas de crime ou de délit grave, en l'absence du juge de paix, ou sur sa réquisition, s'il s'agit de faits de la compétence de la justice française ; d'autre part, en ce qui concerne les affaires indigènes et en cas d'événements n'intéressant pas nécessairement la justice française, ils ne peuvent agir que d'après les instructions du Contrôleur civil. Dans tous les cas, le Directeur de la Sûreté doit être avisé de ces déplacements. (2)

En dehors de leurs attributions ordinaires, définies par le Code d'Instruction criminelle, les Com-

(1) P. Zeys : « Code Annoté » Tome II p. 775. N° 1392, et « Officiel Tunisien » 1900. 399.

(2) Note circulaire du Directeur de la Sûreté Publique en date du 22 Mai 1900 (N° 1859) et du 2 Juin 1900 (N° 9509) (Archives de la Direction de la Sûreté Publique).

missaires de police sont aussi chargés d'assurer l'exécution des décrets rendus par S. A. le Bey, en matière de police générale et des règlements et arrêtés municipaux.

L'énumération qui pourrait en être faite serait d'autant plus longue que les questions dans lesquelles le service de police doit intervenir, sont traitées dans la Métropole par des services spéciaux ; aussi les attributions des commissaires de police de la Régence sont-elles aussi multiples que variées. De là la nécessité d'avoir une connaissance approfondie de la législation tunisienne.

En 1906, a été créé un poste de Contrôleur des Services de police, puis un deuxième en 1909. Ces fonctionnaires, agissant sous l'autorité du Directeur de la Sûreté publique, sont chargés d'inspecter les divers commissariats et postes de police de la Régence, de s'inquiéter de la tenue des hommes et de l'entretien du matériel, de faire des enquêtes au sujet des modifications à apporter dans le fonctionnement des postes, des créations de services dans l'intérieur de la Régence, etc... Grâce à des déplacements fréquents, ils s'assurent que rien ne laisse à désirer et que les ordres transmis par la Direction sont fidèlement exécutés.

Les commissaires de police sont assistés de secrétaires, au nombre de 34, qui sont plus particulièrement astreints à un travail de bureau ; c'est principalement dans leurs rangs que se recrutent les commissaires de police.

Enfin, le personnel subalterne de la police tunisienne comprend 4 inspecteurs. 6 sous-inspecteurs, 72 brigadiers de police, 92 gardes à cheval, 12 interprètes et 579 agents de police. De 340 hommes en 1897, le personnel de la police est donc passé à 835 unités. Ces forces de police, en somme peu considérables, suffisent à assurer sur tous les points d'un territoire très étendu une sécurité complète. Cette sécurité est surtout due à l'importante création des gardes de police à cheval.

Nous savons qu'en 1896 avait été créé un corps de gardes-champêtres(1) et nous avons dit combien la protection que les colons comptaient trouver dans l'institution de ces agents était illusoire. Le décret du 15 juin 1897, « résultat d'études préparatoires longues et laborieuses », (2) avait cependant décidé la nomination de *douze* gardes-champêtres spécialement chargés de rechercher et de constater les délits et contraventions de police rurale. Il est vrai qu'ils devaient surveiller un territoire de 120.000 kilomètres carrés, peuplé de près de deux millions d'habitants ! Aussi, comprend-on sans peine l'observation quelque peu naïve de la Commission

(1) Décret du 15 Décembre 1896, sur la Police rurale (Chapitre II. art. 34 à 46) Journal Officiel Tunisien 1896, 707, et P. Zeys « Code Annoté » P. 776.

(2) Note du 1^{er} Juillet 1908, au sujet de la réorganisation de la police rurale. N° 7423. (Archives de la Direction de la Sûreté Publique).

chargée d'examiner la question de la sécurité : « La Commission d'administration, disait le rapporteur, a été unanime à admettre que l'institution des gardes-champêtres, telle qu'elle est organisée, et de la manière dont elle fonctionne, n'a pas répondu à l'attente de la Colonie agricole. A quelle cause faut-il attribuer cette déception, qui s'est traduite par de vives et justes récriminations ? Votre commission d'administration a pensé, d'accord avec le syndicat des viticulteurs, que l'étendue considérable des circonscriptions territoriales soumises à la surveillance des gardes-champêtres n'a pas été étrangère à l'inefficacité de la mission confiée à ces agents. » Et le rapporteur concluait en disant cette vérité dont M. de la Palisse n'aurait pas renié la paternité : « Plus le pays est grand, moins tutélaire est l'action des gardes-champêtres. » (1).

Un document en date du 31 mars 1897 indique les attributions dont étaient investis ces agents. (2)

Les gardes-champêtres furent successivement placés sous les ordres des commandants de brigades de gendarmerie (3) et des contrôleurs civils. (4)

(1) Compte rendu de la Séance de la Conférence Consultative du 5 Mai 1899.

(2) Instruction du Premier Ministre aux Gardes-Champêtres ; 31 Mars 1897. Archives de la Direction de la Sûreté Publique (N° 3439).

(3) Décret du 15 Décembre 1896. Art. 39.

(4) Arrêté résidentiel du 10 Février 1898.

En présence de résultats aussi lamentables, il semble que leur suppression aurait dû s'imposer ; mais la Commission de la Conférence consultative avait estimé que « cette suppression irait à l'encontre des intérêts de l'agriculture et de la colonisation, qu'elle marquerait un mouvement de recul, quand tout, dans ce pays, nous incite à accélérer la marche en avant dans la voie du progrès et des réformes utiles. » L'expérience avait cependant démontré la nécessité de donner à ces agents une direction plus technique, de les mieux utiliser pour la police générale du territoire et surtout d'en augmenter le nombre. Ces raisons déterminèrent la Direction de la Sûreté publique à proposer à l'Administration générale un projet de décret supprimant les gardes-champêtres. Le 31 décembre 1899, un décret beylical remplaçait ces agents par des gardes de police à cheval, placés sous les ordres du Directeur de la Sûreté publique. (1)

Les nouveaux gardes à cheval, recrutés dans des conditions plus rigoureuses, dirigés par un inspecteur, chef de service, (2) soumis à une discipline plus étroite et plus appropriée aux différentes obligations professionnelles qui leur étaient deman-

(1) Décret du 31 Décembre 1899. P. Zeys « Code Annoté » p. 780. N° 1394 ; et « Journal Officiel ».

(2) Cet Inspecteur réside à Tunis ; mais de fréquents déplacements lui permettent de contrôler tous les faits et gestes des agents placés sous ses ordres.

dées, ne tardèrent pas à rendre des services très appréciables, tant au point de vue de la police rurale qu'à celui de la police générale du territoire. Suivant les progrès de la colonisation, leur nombre fut successivement augmenté ; aujourd'hui, ils sont une centaine environ et sont répartis en de nombreux postes installés de préférence dans les centres agricoles et les régions minières.

Chaque garde français est assisté d'un garde indigène recruté au choix et parlant suffisamment le français pour servir d'interprète. Les gardes doivent faire des tournées périodiques de surveillance générale dans toute l'étendue de leur ressort et visiter notamment les fermes des colons isolés. Les gardes français, Chefs de Poste, (1) sont assermentés et ont qualité pour procéder aux enquêtes qui leur sont confiées par l'autorité judiciaire.

Dans les régions où les conditions topographiques et l'état des routes classées se prêtaient mieux à l'emploi de la bicyclette, la Direction de la Sûreté publique a cru préférable d'installer des postes d'agents cyclistes, qui constituent un élément plus souple et plus rapide pour assurer la surveillance générale de leur circonscription. En plus des postes sédentaires, la banlieue de Tunis est surveillée par

(1) Les gardes de police ne sont nommés Chefs de Poste qu'après un stage assez long à Tunis où ils sont initiés à toutes les obligations de leurs futures fonctions. Le traitement de début est de 1.400 fr. et peut monter jusqu'à 2.400 francs.

une brigade spéciale dite « de la banlieue », composée exclusivement d'agents cyclistes et placée sous les ordres immédiats d'un Commissaire de police.

Enfin, s'inspirant des bons résultats donnés, au point de vue de la police générale, par la brigade volante de sûreté instituée par décret du 14 Mars 1899 (1), le Gouvernement Tunisien, à la date du 11 Mars 1908, a créé cinq nouvelles brigades de police mobile à Tunis, Bizerte, Sousse, Béja et Djebel-Djerrissa. Nous ferons l'étude de cette institution lorsque nous examinerons la question de la police judiciaire.

Jusqu'à ces derniers temps, les agents de police étaient recrutés presque exclusivement sur place. L'inconvénient de cette pratique a décidé la Direction de la Sûreté Publique à s'adresser à la Métropole. Les garanties les plus sérieuses sont exigées des candidats au point de vue de leur moralité et des qualités physiques nécessaires pour assurer un service actif pénible ; les précautions les plus minutieuses ont été prises afin que les conditions requises soient scrupuleusement observées. Les candidats doivent présenter, à l'appui de leur demande, un certificat médical complet ; des renseignements les concernant sont ensuite demandés au Préfet de leur département ; si les réponses sont satisfaisan-

(1) Paul Zeys « Code Annoté » p. 775. N^o 1391 et : « Journal Officiel Tunisien » 1899, 249.

tes, le candidat est autorisé à se rendre à Tunis où il subit une contre-visite faite par le médecin de l'Administration. Toutes ces mesures concourent à la formation d'un corps de policiers d'une grande homogénéité, dont le zèle et la discipline sont d'ailleurs encouragés par les nombreux avantages que leur assurent diverses institutions.

Une commission dite « de discipline », instituée près la Direction de la Sûreté Publique, est chargée de statuer sur le cas des agents et gradés faisant l'objet de plaintes graves soit à l'occasion, soit en dehors de l'exercice de leurs fonctions. (1). Cette Commission de discipline est composée d'un Commissaire de police, président, assisté de deux autres commissaires, d'un inspecteur, d'un sous-inspecteur, de deux brigadiers et de deux agents de police ; les peines proposées sont : la révocation, la mise en disponibilité, la suspension et l'avertissement avec inscription au dossier. Le système des amendes, autrefois en vigueur dans la police tunisienne a été complètement aboli depuis le 1^{er} janvier 1907. Les décisions de la Commission de discipline ne deviennent effectives qu'après l'approbation du Secrétaire Général qui, sur la requête de la partie intéressée, peut saisir une deuxième commission dite « Commission d'Appel ».

(1) Cette Commission a été instituée par arrêté du 10 Avril 1905. (Archives de la Direction de la Sûreté Publique, N^o 3428 et 7114).

L'instruction professionnelle des agents de police a été développée dans des proportions appréciables. Depuis l'année 1907, des cours spéciaux institués par la Direction de la Sûreté publique pour chaque catégorie du personnel, sont faits par des Commissaires de police en résidence à Tunis ; cette création excellente facilite dans les meilleures conditions le recrutement des gradés.

Au moment de mettre sous presse, la Direction de la Sûreté Publique nous informe que l'instruction professionnelle des agents du Service général, c'est-à dire des agents en uniforme, va être développée encore plus activement. Des conférences leur seront faites sur la police judiciaire et sur la police municipale.

Afin de développer le sens pratique des agents de police, le Directeur de la Sûreté a décidé que, dorénavant, ils seraient toujours affectés au même ilôt, dans lequel ils séjourneront pendant une année au moins.

On devine les avantages d'un tel système : l'agent connaîtra mieux les habitants du quartier où sa surveillance devra s'exercer et les individus inconnus ne manqueront pas d'attirer son attention. Connaissant bien « son ilôt », il pourra donner au public des indications précises sur les rues, places, etc. Des brigadiers cyclistes feront des tournées fréquentes et s'assureront que les agents font sérieusement leur service.

D'autres réformes sont actuellement à l'étude.

Nous ne saurions terminer cet exposé sans dire quelques mots de l'organisation du service des *laouedjs* ou gardiens de nuit. Dans l'ancienne police beylicale, ce corps auxiliaire était destiné à renforcer celui des *Zaptiés* pour le service de nuit. En 1881, il comprenait environ quatre cents individus. Lorsque fut organisée la police, on s'aperçut qu'ils étaient encombrants et inutiles et on en licencia plus de la moitié tout en leur enlevant une grande partie de leurs privilèges. En 1897, on n'en comptait plus que quatre-vingt, commandés par quatre ou cinq cheiks. Ces auxiliaires ne rendaient aucun service ; ils étaient d'ailleurs recrutés dans de mauvaises conditions. (1)

Toutefois, l'institution de ce corps de « *laouedjs* » a survécu à la réorganisation de la police. A Tunis, ils doublent et accompagnent chacun un agent dans les quartiers dangereux. Leur utilité paraît contestable depuis que fonctionne la brigade d'agents cyclistes chargée de surveiller, pendant la nuit, la banlieue de Tunis.

Dans l'intérieur de la Régence, une trentaine de localités possèdent des gardiens de nuit, — appelés *Assas* et non plus « *laouedjs* », — dont le nombre et le recrutement ne sont soumis à aucun règlement général.

(1) Note du 15 Avril 1897, transmise au Résident Général à titre de renseignements curieux. (Archives de la Direction de la Sécurité Publique).

Dans quinze localités, ce service est assuré grâce à une prestation à laquelle sont soumis tous les indigènes mâles ; cependant tout indigène peut se faire remplacer moyennant le versement d'une somme variant entre 0,30 et 0,60 pour une nuit, suivant les localités.

Dans les autres villes, le service est assuré par des gardiens professionnels qui touchent une rétribution de 25 à 60 francs par mois, provenant soit d'une contribution annuelle de trois francs payée par les indigènes valides ou ceux soumis à la « Medjba », soit d'une taxe dont est frappée chaque maison.

Les *Assas* sont en général désignés par les *Caïds* ou les *Cheiks* dont ils dépendent ; dans dix-sept localités ils sont placés sous la surveillance de la police.

Les fonds destinés à rétribuer les gardiens professionnels sont ordinairement perçus par les *Cheiks*. Ce que l'on est convenu d'appeler la *Charge du gardiennage de nuit* pèse donc exclusivement sur l'élément indigène. Notons qu'à Zaghouan, la Municipalité nomme elle-même les deux gardiens professionnels qui assurent le service de nuit ; pour rentrer dans ses dépenses, elle augmente légèrement la taxe locative des immeubles.

Il est à regretter que ce soit l'arbitraire qui préside à la perception des taxes relatives à ce service. Un projet réglementant d'une façon uniforme le corps des gardiens de nuit est, paraît-il, à l'étude.

Ainsi se trouve organisé un personnel d'élite dont la loyauté, le zèle et la discipline ont été unanimement appréciés par les populations. C'est là l'une des plus importantes réformes de la Direction de la Sûreté publique, due à l'administration intelligente de M. Roy, Secrétaire Général du Gouvernement Tunisien. Cette réforme a d'ailleurs été couronnée par la création de la *Société de Secours Mutuels du Personnel de la Police Tunisienne*, autorisée par arrêté ministériel du 1^{er} juillet 1905. Cette société, dont les statuts viennent d'être révisés, assure à ses membres, à dater du 1^{er} janvier 1910, de très sérieux avantages. L'article 2 concerne la gratuité des soins médicaux, des médicaments et des frais d'hospitalisation aux sociétaires, à leurs femmes et à leurs enfants mineurs. Chaque naissance survenue dans la famille du sociétaire donne droit à une indemnité de 30 francs ; une somme de 400 francs est allouée pour les obsèques de chaque adhérent ; dans le cas de décès d'un membre de la famille de celui-ci, l'indemnité est de 50 francs.

L'article 5 prévoit une indemnité de 150 ou de 300 francs, suivant que le sociétaire est célibataire ou marié, en cas de mise en réforme pour cause de maladie prolongée et lorsque le sociétaire quitte la police sans avoir droit à une pension. Enfin, lorsque celui-ci décède, sans droit à pension, la veuve ou les enfants mineurs reçoivent une indemnité de 500 francs ; toutefois si la veuve ou les enfants mineurs

ont droit à une pension, l'indemnité n'est plus que de 200 francs.

D'autre part, un article spécial consacre le principe des prêts consentis, sans intérêt, par la société à ses membres. Le montant de ces prêts qui, autrefois, ne pouvait être supérieur à 50 francs, a été porté à un maximum de 100 francs. Le remboursement s'en effectue par mensualités de dix francs. Excellente innovation qui a véritablement libéré l'agent de l'usure qui le dévorait, obligé qu'il était d'emprunter aux usuriers dont la Tunisie abonde et qu'aucune loi, d'ailleurs, ne permet de poursuivre.

Tous ces avantages sont acquis par le paiement d'une cotisation annuelle de six francs, d'ailleurs remboursée lorsque le sociétaire est mis en réforme ou admis à la retraite.

La comparaison des anciens statuts avec les nouveaux démontre la prospérité réelle de cette société.

En dehors du Conseil d'administration, fonctionne, sous l'autorité du Directeur de la Sûreté publique, un conseil de surveillance composé d'un commissaire de police et de deux secrétaires ; sa mission consiste à contrôler la gestion du Conseil d'administration et à vérifier les comptes. Pour l'année 1908, les dépenses de cette société de secours

mutuels se sont élevées à 25.602 francs. (1)

Sous l'impulsion de son fondateur, la Société de Secours Mutuels de la Police Tunisienne a rendu d'appréciables services ; elle comprend actuellement plus de 700 adhérents, français et indigènes, qui, avec leurs familles, portent à 2.500 le nombre des personnes qui profitent de ses avantages. Son but humanitaire n'échappera à personne, puisqu'elle prévoit les circonstances difficiles de la vie et y apporte un remède.

Il était intéressant de signaler cette œuvre digne, à notre sens, de toute la sollicitude des pouvoirs publics. Et elle mérite d'autant plus cette sollicitude que ce n'est pas une association de combat, incompatible avec le sentiment que le personnel de la police a de ses devoirs et de sa dignité. Elle est et reste une simple société de secours mutuels, plus préoccupée de venir en aide à ses membres que de politiquer. Le personnel de la police tunisienne n'ignore pas d'ailleurs qu'il est *garanti contre le favoritisme et l'arbitraire*, grâce à l'institution des concours et des examens, pour l'admission ; des

(1) Cette somme est ainsi répartie : Honoraires des Médecins : 5.302 fr. 50 cent ; notes des pharmaciens : 10.302 fr. 50, remboursement des frais d'hospitalisation : 3.730 fr. 30 ; indemnités de naissances : 4.045 fr. ; indemnités de décès : 920 fr. ; indemnités de départ, mises à la retraite ou en réforme, décès des sociétaires : 900 fr. ; dépenses diverses : 609 fr. 20. (Archives de la Direction de la Sûreté Publique).

Commissions, pour l'avancement et les peines disciplinaires.

Bien mieux, nous savons de bonne source que, préoccupé du sort des fonctionnaires de son administration, le Directeur de la Sûreté publique étudie actuellement un projet de statut qui réglera l'avancement, les congés, instituera un conseil de discipline et déterminera toutes les questions d'ordre administratif.

L'application de ce statut aurait lieu dans les premiers jours de l'année 1910.

D'autre part, avec l'assentiment du Secrétaire général du Gouvernement Tunisien, le Directeur de la Sûreté a fait savoir au Président de la Fédération des Sociétés Amicales de la police, en réponse à une lettre de ce dernier qui lui exposait le but utilitaire et philanthropique des Amicales, qu'il était tout acquis à la création d'un groupement de ce genre dans la police tunisienne, en remplacement de la Société fraternelle dont nous venous de parler.

Nous applaudissons à ce projet dont la réalisation est souhaitée depuis longtemps déjà par le personnel de la police tunisienne.

En dehors de cette société, il existe en Tunisie une *Société de Prévoyance des fonctionnaires et employés tunisiens*, dont les statuts ont été approuvés par le décret du 24 décembre 1908 (1). Son

(1) V. « Journal Officiel Tunisien » N° 104. p. 1157 (26 Décembre 1908).

objet est d'assurer à ses membres, à leurs veuves et à leurs orphelins des avantages en cas de retraite ou de décès. La Société de « Secours Mutuels » vient donc renforcer la « Société de Prévoyance », car les agents de police n'arrivent jamais à la retraite avec des économies faites sur leur traitement.

Ce qu'il faut surtout remarquer, c'est que la Société de Prévoyance des Fonctionnaires Tunisiens » classe dans le tableau des emplois du Service *actif* les commissaires de police, secrétaires, inspecteurs, brigadiers, agents, gardes à cheval et secrétaires-interprètes. En France, on a beaucoup écrit sur le rattachement du personnel de la police au *service actif*, pour l'attribution de la retraite. Eh oui, il faut faire cet aveu extraordinaire que ce service est qualifié de *sédentaire*, alors que les instituteurs, par exemple, qui ne déploient aucune activité et qui ne sont exposés à aucun danger sont classés dans le service actif. N'est-ce pas une anomalie déconcertante ? Et pourtant, le bon sens ne permet pas d'hésiter un instant.

M. Clémenceau, alors Président du Conseil, Ministre de l'Intérieur, disait le 2 Décembre 1906, à l'Assemblée Générale de l'Association de la Préfecture de Police : « On parle du soldat, — et loin de moi de diminuer son rôle et ses qualités, — mais « pensez à l'humble agent quittant son logis, sa « famille, et exposé à être aux prises, seul, avec des

« bandes de malfaiteurs. Je sais des actes d'héroïsme
« auxquels nous devons tous rendre hommage. » (1)

Il semble donc de la plus élémentaire justice d'accorder aux commissaires de police de la Métropole le droit au classement dans les services actifs. En France, le Tableau 2, annexe de l'article 5 de la loi du 9 Juin 1853 y fait figurer le personnel entier des contributions indirectes, de l'octroi, des ponts et chaussées ; la loi des finances du 30 Décembre 1903 a étendu cette réforme aux fonctionnaires et agents du service sédentaire des douanes.

La législation tunisienne est donc en avance, à ce point de vue, sur celle de la Métropole. En ce qui concerne les commissaires de police, ce système satisfait pleinement ceux qui sont nommés au titre tunisien. Mais, pour les commissaires faisant partie du cadre métropolitain, la question reste entière.

La thèse que nous défendons a déjà été examinée par le Gouvernement de la République. Et, si la réforme n'a pas été encore opérée, c'est que l'on s'est heurté à des considérations financières. Abou-tira-t-elle ? L'avenir le dira.

(1) Cité par M. Paillet. « Bulletin de l'Association amicale de prévoyance des Commissaires municipaux, Commissaires et Inspecteurs spéciaux de France et de Tunisie. N° de Janvier 1907, p. 10.

CHAPITRE II

Le Service anthropométrique

L'installation du service anthropométrique en Tunisie date de l'année 1891. A cette époque, de véritables bandes organisées semaient la terreur sur tout le territoire de la Régence. Elles étaient composées de nombreux malfaiteurs, étrangers pour la plupart, sans doute déjà condamnés dans leur propre pays. Ces individus n'avaient pas d'état-civil, ils changeaient leur nom, modifiaient leur âge suivant les circonstances. Dans ces conditions, il était matériellement impossible de leur attribuer un casier judiciaire lorsqu'ils étaient arrêtés et poursuivis devant les tribunaux. Enfin, ignorant leurs antécédents, les juges hésitaient à leur appliquer les lois sur la récidive.

Un pareil état de choses paralysait l'œuvre de la police et de la justice en même temps qu'il augmentait l'audace et la ruse des criminels.

En matière de police, en effet, tout est affaire d'identification. (1) Cela est si vrai que, dès qu'un crime est commis, la tâche de la police consiste : 1^o à découvrir l'individualité du coupable, 2^o à le rechercher pour l'arrêter, c'est-à-dire à l'*individualiser* au milieu de la foule des humains. Il faut élucider, tant que se continue l'enquête judiciaire, des questions multiples et variées de description, d'identité, de signalement ; se faire l'agent d'une sorte de police scientifique dont le but certain est une véritable chasse à l'homme.

Or, tout cela était impossible à réaliser en Tunisie. Les policiers se heurtaient à d'inextricables difficultés et n'obéissaient qu'à l'instinct, c'est-à-dire à la routine ; les tribunaux condamnaient sans pouvoir tenir compte du passé du coupable.

A la suite de nombreuses notes émanant tant du Parquet que de l'Administration centrale (2), M. Massicault, alors Résident Général, décida de créer à Tunis un Service anthropométrique. Le docteur Motheau fut envoyé à Paris afin d'étudier le système de M. Bertillon. Quelques semaines plus tard, un

(1) Pour l'étude documentaire de cette question, nous nous faisons un devoir de renvoyer au livre excellent de M. Bertillon : « L'Identification anthropométrique » (1893). Il est impossible de souhaiter un exposé aussi riche et aussi vivant de l'histoire et de l'état actuel de cet art qu'est l'Anthropométrie.

(2) Archives de la Direction de la Sûreté publique (Dossier N^o 12).

personnel expérimenté s'installait à la prison civile et commençait aussitôt la mise en pratique de ce système.

Au début, le Service anthropométrique ne fonctionna pas d'une manière très satisfaisante ; pour des raisons d'économie sur lesquelles nous n'insisterons pas, on renvoya peu à peu en France les agents chargés de l'organisation de ce service ; les fonctions de copiste et d'interprète furent confiées à certains détenus qui s'étaient fait remarquer par leur bonne conduite ; pendant les heures de loisir dont il disposait, l'infirmier de la prison civile mesurait les inculpés (1). Confier des travaux si délicats à des individus ignorant tout de l'anthropométrie et accomplissant leur tâche sans intérêt et sans intelligence était vouer à un échec certain l'institution due à l'initiative de M. Massicault. Néanmoins, cette situation déplorable se continua jusqu'au jour où un arrêté, en date du 15 Février 1898, (2) vint rattacher le service anthropométrique, relevant jusqu'alors de l'Administration pénitentiaire, à la Direction de la Sûreté publique.

Dès que le rattachement fut opéré, l'action de la Direction de la Sûreté se fit sentir. Le nombre des

(1) Rapport sur le fonctionnement du service anthropométrique de Tunis et de Sousse. 27 Oct. 1908. (Archives de la Direction de la Sûreté Publique N° 1303.)

(2) V. P. Zeys : « Code Annoté » p. 775. Note 6.

employés fut augmenté ; les appareils photographiques et les instruments de mensuration furent changés ou perfectionnés. En 1906, un second service anthropométrique fut installé à Sousse, siège d'un Tribunal de 1^{re} Instance et d'un Tribunal criminel. Enfin, les indigènes ne possédant pas d'état-civil et ayant une tendance très marquée à cacher leur identité, — ce qui rend très difficile la recherche des criminels —, l'Administration générale a été amenée à étendre dans une large mesure les attributions du Service anthropométrique. (1)

D'après l'arrêté relatif au fonctionnement de ce service (2), tout individu arrêté préventivement doit être mesuré et faire l'objet d'une fiche signalétique. L'établissement de cette pièce est d'autant plus im-

(1) Le décret du 29 Juin 1886 a institué un service d'état-civil dans les Municipalités. En raison de certains préjugés que rien ne justifie, les indigènes tunisiens ne font pas de déclarations. Il en résulte qu'aujourd'hui encore, après près de trente années d'occupation française, de nombreux indigènes ne peuvent justifier leur âge que par la production d'un acte de notoriété (hodja) pièce dont le caractère d'authenticité est souvent douteux. Pour mettre fin à cet état de choses regrettable, le Gouvernement du Protectorat a, par décret du 1^{er} Janvier 1909, rendu obligatoires les déclarations des naissances et des décès pour tous les sujets du Bey. Des tentatives ont été faites à Tunis, dans les caïdats de Kairouan, de Monastir et de la banlieue de Tunis. Il n'est pas encore permis de se prononcer sur les résultats obtenus jusqu'à ce jour.

(2) Arrêté du Secrétaire Général du Gouvernement Tunisien du 10 Juin 1906 sur « le Fonctionnement du Service Anthropométrique. » Cité dans le Rapport indiqué précédemment.

portant que le service anthropométrique est appelé à suppléer au casier judiciaire dans la Régence. La Direction des Services judiciaires doit indiquer, pour chaque prévenu, soit sur le billet d'écrou, soit par une note spéciale, s'il doit être photographié ou non. En cas d'absence d'indication à cet égard, l'arrêté prescrit de ne pas procéder à cette opération. Néanmoins, même en l'absence de toute indication, tout individu qui cherche à dissimuler son identité et auquel a été reconnue applicable une fiche déjà établie sous un autre nom, doit être photographié. D'après l'article 3 de cet arrêté, le service du casier judiciaire du Gouvernement Tunisien ayant été supprimé en fait, il a été reconnu indispensable de décider que tout individu qui veut obtenir un certificat constatant qu'il n'a jamais fait l'objet d'une fiche anthropométrique, devra accepter de subir la mensuration ; en effet, le résultat obtenu par la consultation du répertoire des noms n'est pas de nature à donner des indications suffisamment sûres.

Ce système ingénieux a été perfectionné par une heureuse innovation. Il se commettait autrefois une fraude assez fréquente : lorsqu'un individu n'ayant subi aucune condamnation, possédait un certificat constatant qu'il n'avait jamais fait l'objet d'une fiche anthropométrique, il arrivait souvent qu'il le donnait à un compère plusieurs fois condamné, lequel pouvait alors solliciter une place dans une Administration quelconque, sans crainte de voir rejeter sa demande. Les Administrations, en effet, igno-

raient presque toujours l'identité du postulant et ne pouvaient d'ailleurs la vérifier en aucune façon. Depuis l'année dernière, on colle la photographie du détenteur sur le certificat qui lui a été délivré, ce qui permet immédiatement d'identifier le postulant.

Ces innovations considérables ont augmenté l'importance du Service anthropométrique. Le lecteur s'en rendra facilement compte s'il veut bien jeter les yeux sur la statistique des fiches et changements de noms relevés par ce service (1) :

(1) Statistique établie par la Direction de la Sûreté publique.
V. Rapport du 27 Octobre 1908, déjà cité.

ANNÉES	FICHES	CHANGEMENTS
		DE NOMS
1891	1.833	27
1892	2.583	42
1893	4.028	50
1894	3.823	61
1895	4.319	142
1896	3.908	151
1897	4.746	256
1898	6.051	468
1099	5.071	456
1900	5.057	457
1901	5.967	240
1902	6.383	660
1903	6.636	777
1904	6.022	712
1905	7.517	891
1906	7.940	857
1907	8.368	1.082
1908	10.304	1.155
TOTAL.	100.556	8.484

Il faut ajouter à ces chiffres ceux accusés par la statistique dressée par le service anthropométrique

de la ville de Sousse, c'est-à-dire 3.548 fiches et 330 changements de noms. — 104.104 fiches classées, 8.814 changements de noms constatés, voilà les résultats merveilleux obtenus grâce à un travail méthodique, intelligent, constant. Ces chiffres sont assez éloquents pour qu'il ne nous soit pas permis d'insister.

En dehors des travaux que nous venons de signaler, les Services anthropométriques de Tunis et de Sousse envoient quotidiennement aux tribunaux compétents le relevé exact de toutes les condamnations prononcées contre les individus qui ont été mesurés et photographiés dans la journée ; ils adressent aussi aux Parquets et aux juges d'instruction tant de la France que de la Tunisie, à la Direction de la Sûreté publique et à l'Administration pénitentiaire, les renseignements qui leur sont demandés ; ils relèvent et classent les fiches des filles soumises, pisteurs, portefaix, guides et autres individus dont l'identité est douteuse, qui leur sont présentés par les Commissariats d'arrondissement ; ils photographient enfin les cadavres inconnus, les lieux d'incendies et de crimes, etc.

Les crédits dont dispose la Direction de la Sûreté publique, pour l'entretien et l'achat du matériel, ne dépassent pas 5.000 francs. Il y a lieu de relever ce chiffre dans une notable proportion, car l'insuffisance de ces crédits oblige souvent la direction de la Sûreté de retarder de deux années l'achat d'instruments nécessaires à la mensuration ou

d'appareils photographiques plus perfectionnés. (1)

Il convient de rechercher maintenant si l'organisation actuelle du Service anthropométrique ne doit pas être développé.

Depuis quelques années, la Tunisie a pris un essor prodigieux ; des mines importantes ont été découvertes et mises en exploitation, attirant un nombre considérable d'ouvriers étrangers ; des sociétés et des agences ont organisé des excursions fréquentes à travers la Régence, appelant ainsi les touristes, la plupart allemands et anglais, et multipliant les guides ; des casinos, des théâtres, des hôtels se sont élevés, à l'instar de notre côte d'Azur, augmentant la cherté de la vie et faisant plus de malheureux et, partant, plus de délinquants. Cette situation préoccupe à juste titre les pouvoirs publics. Il est donc nécessaire d'organiser un service anthropométrique encore plus important et surtout de disposer de crédits plus élevés. Il faudrait, en outre, créer sur le territoire de la Régence d'autres services dont toutes les fiches seraient centralisées à Tunis. Ces annexes pourraient être placées sous la surveillance et le contrôle des Commissaires de police.

Enfin, il serait bon que le personnel de ce service fût hiérarchisé. L'anthropométrie est un art vérita-

(1) Renseignements fournis par M. Chenay, l'intelligent chef du Service Anthropométrique de Tunis, Octobre 1908.

ble exigeant de la méthode, du goût, de l'intelligence, qualités qu'un homme pourrait réunir et développer s'il pouvait entrevoir dans cette carrière un avenir assuré et un avancement progressif.

Telles sont les réformes que nous croyons devoir signaler.

En résumé, le Service anthropométrique est d'une utilité incontestable, surtout dans un pays où toutes les races se rencontrent, où règne le cosmopolitisme le plus grand. Grâce à cette institution on peut affirmer qu'il n'existe pas en Tunisie un condamné qui n'ait « sa fiche » ; nulle ruse ne le pourrait soustraire aux rigueurs de la loi ; nul subterfuge ne pourrait induire en erreur les magistrats chargés de le juger. A ce point de vue, la Tunisie n'a rien à envier à la Métropole. Comme la police française, la police tunisienne évolue à son tour dans la voie des applications scientifiques.

CHAPITRE III

Le Budget de la Sûreté Publique

Le développement des services dépendant de la Direction de la Sûreté Publique a nécessité une augmentation considérable des crédits qui y sont affectés. Les gros sacrifices que le Gouvernement du Protectorat s'est imposés prouvent qu'il n'a rien négligé pour assurer la sécurité dans la Régence. Aussi n'est-il pas sans intérêt de consacrer quelques pages à cette importante question.

Mais auparavant nous croyons utile, pour l'intelligence du sujet, de poser quelques règles générales.

Dans les premières années qui suivirent l'établissement du protectorat, le soin de préparer et de régler le budget fut réservé aux divers Services administratifs de la Régence. D'après la législation alors en vigueur, les prévisions des dépenses des sept grands Services étaient établies

par le Directeur de chacun de ces services dans les limites des prévisions des recettes ; elles étaient soumises au contrôle du Résident Général et du Ministre des Affaires Etrangères et présentées ensuite au Bey. Enfin, à la Clôture de l'exercice, un décret beylical réglait définitivement le budget.

Cependant, l'usage s'était peu à peu introduit de consulter officieusement la Conférence Consultative créée en 1890. Cette assemblée avait fini par être associée de plus en plus à l'œuvre budgétaire, surtout depuis que l'arrêté résidentiel du 22 février 1896 avait décidé qu'aucune contribution de nature à porter sur les Français ne pourrait être établie sans que la Conférence eût été consultée. Aux premiers jours de l'année 1900, époque à partir de laquelle les budgets annuels commencèrent à être publiés au *Journal Officiel Tunisien*, l'économie générale du budget ne lui échappait presque plus. Toutefois, elle ne pouvait en aucune façon s'immiscer dans l'établissement du budget ; ses vœux, d'ailleurs limités aux questions inscrites à son ordre du jour arrêté par le Gouvernement, ne pouvaient concerner l'ensemble de la gestion budgétaire.

Cet état de choses se comprenait très bien, la Conférence Consultative étant alors composée des seuls colons et commerçants. Mais l'extension des attributions de cette Assemblée en matière budgétaire fut justifiée le jour où fut créé un troisième collège représentant les membres de la Colonie française, et particulièrement les fonctionnaires.

D'ailleurs, n'avait-on pas l'exemple de l'Algérie dont le budget est soumis depuis longtemps aux délibérations des Délégations financières composées des représentants des contribuables ? Une organisation semblable devait être introduite en Tunisie : elle fut réalisée par le décret beylical du 2 février 1907. (1)

Aux termes de ce décret, le Budget doit être soumis à l'examen de la Conférence Consultative ; aucune de ses parties ne lui doit être soustraite, Toutefois, hâtons-nous de dire que la Conférence n'est que *consultative*, elle n'émet que des avis. Et encore n'émet-elle d'avis que sur les dépenses dites *facultatives*, l'initiative des dépenses obligatoires appartenant seulement au Gouvernement.

Sans entrer ici dans des détails qui dépasseraient le cadre de ce chapitre, il est à désirer que le droit de voter le Budget lui soit pleinement accordé, l'expérience et la pondération de cette assemblée étant aujourd'hui unanimement reconnues.

Etudions maintenant la question qui nous intéresse plus particulièrement. Avant le décret du 17 avril 1897, les crédits de la Police étaient affectés aux budgets municipaux. Les dépenses totales variaient alors entre 300.000 et 400.000 piastres. En 1885, date à laquelle furent créés le Commissariat central de Tunis et cinq Commissariat de police

(1) « Journal Officiel Tunisien » 3 Février 1907.

dans l'intérieur de la Régence, elles furent de 360,728 piastre. (1) Lors du rattachement de la Police à l'Administration Générale, ces crédits furent transférés au Budget de l'Etat. (2)

Le Budget de la Sûreté Publique est préparé par le directeur de ce service; il est obligatoirement soumis à l'approbation du Secrétaire général du Gouvernement Tunisien qui a seul qualité pour le discuter devant la Conférence Consultative.

Depuis la promulgation du décret du 2 Février 1907, la Conférence n'a pas cessé un seul instant de s'intéresser aux améliorations des services de police et à la création de postes nouveaux. Elle a pensé de même qu'au développement des principaux centres de population, devait correspondre un accroissement proportionnel des effectifs de police.

Dans son rapport à la Conférence Consultative sur le Budget de l'Administration générale, prévu pour 1908, le rapporteur concluait ainsi : « La Commission des Finances a exprimé la volonté de ne rien retrancher aux crédits nécessaires aux besoins de la Sûreté publique; et, malgré le gros effort demandé pour l'exercice 1908, — 166.500 francs de plus qu'en 1907, — elle a tout accordé : c'est là un

(1) Note du Secrétaire Général du Gouvernement Tunisien, en date du 20 Juillet 1885. (Arch. Sûreté Publique).

(2) Note du 20 Juin 1897. (Arch. Direction Sûreté Publique)
V. Décret du 17 Avril 1897.

témoignage de confiance et de satisfaction pour ce service. » (1)

Lors de la discussion du budget de 1909, le même rapporteur déclarait : « Malgré l'importance du nouveau crédit demandé pour les commissaires et les agents, — crédit qui s'élève à 1.500.000 francs, supérieur de 80.000 francs à celui de l'année précédente, — la Commission l'a accepté intégralement, désireuse de marquer de façon effective sa sympathie à l'égard d'un personnel si intéressant. C'est dans le même sentiment qu'elle a voté les 273.000 francs portés à l'article « matériel » (2). Les crédits demandés par le rapporteur furent approuvés à la Conférence consultative.

La création de nouveaux postes, l'augmentation des effectifs dans beaucoup de localités, le relèvement des traitements à raison de la cherté de la vie sont des mesures réclamées avec autant d'insistance que de raison. La Conférence consultative est d'ailleurs intéressée au bon fonctionnement de la Sûreté publique, puisque la plupart de ses membres sont des colons et des commerçants. Or, il est d'expérience que le maintien de l'ordre et de la sécurité permet seul le développement de la colonisation et du commerce, en même temps qu'il a pour

(1) Rapport du Rapporteur de la commission d'administration. V. Procès-Verbaux de la Conférence : 31^e Session, Novembre 1907. pp. 598 et 606.

(2) V. « Journal Officiel Tunisien » N^o 22 du 17 Mars 1909. pp. 346 et 347.

inévitable effet d'accroître la plus-value de la terre. Ces motifs ont donc encouragé puissamment les membres de l'honorable Assemblée à favoriser l'extension des Services de la Police.

Il est intéressant de relever ici la statistique des crédits affectés à la Police depuis 1898, date à laquelle l'influence de la Direction de la Sûreté publique a commencé à se faire sentir d'une façon effective. Le tableau ci-contre, que nous empruntons au rapport annuel sur la situation de la Tunisie, donne une idée exacte de l'accroissement continu des dépenses : (1)

(1) V. Rapports de 1898 à 1908.

ANNEES	PERSONNEL	MATÉRIEL
1898	443.447	46.009
1899	447.037	63.575
1900	535.264	76.953
1901	603.711	108.957
1902	631.048	94.274
1903	648.884	125.660
1904	705.646	148.124
1905	774.728	149.354
1906	898.049	195.762
1907	952.123	201.714
1908	1.156.800	231.100
1909	1.234.600	273.900

Le Budget de la Police s'est donc accru en onze ans de 971.860 francs. L'élévation progressive des crédits du personnel a porté simultanément ; 1^o sur la création des commissariats et Postes de Police ; 2^o sur l'augmentation numérique du personnel dans les principales villes ; 3^o sur l'élévation des traitements. On remarquera l'importance des crédits accordés à la Direction de la Sûreté publique pour l'année 1909, crédits qui s'élèvent à 1.508.500 francs. Le personnel absorbe à lui seul

une somme de 1.234.600 francs. Il a fallu, en effet, renforcer les effectifs pour assurer la surveillance de la population ouvrière accrue du fait du développement rapide et continu de l'industrie minière ; d'autre part, en présence de l'aggravation des conditions de la vie, l'Administration a dû relever dans de notables proportions le traitement des commissaires et agents de police. Il en est résulté des dépenses qui ont exigé de la part du Gouvernement du Protectorat un sacrifice important. Nous avons vu combien la Conférence consultative a accueilli favorablement les demandes de crédit présentées par l'Administration chaque fois qu'elles ont été soumises à son approbation. Et nous devons à la vérité de dire que le personnel de la Police, dont le zèle et la discipline sont au-dessus de tout éloge, a su apprécier la situation nouvelle qui lui a été faite. (1)

Il faut espérer que cette réforme, qui a reçu la haute approbation de M. Pichon, alors Résident Général, et du Secrétaire Général du Gouvernement Tunisien, aura les plus heureuses conséquences, notamment en ce qui concerne le recrutement et la stabilité des agents et gradés. (2)

(1) Notons que depuis le 1^{er} Janvier 1940 les crédits relatifs au service anthropométrique ont été rattachés au budget de la Sûreté Publique. Jusqu'à cette date, le chef de ce service émarquait au budget du Service Pénitentiaire.

(2) Les chiffres que nous pourrions citer ici n'auraient qu'un intérêt relatif, puisque les traitements sont essentiellement

Sous la rubrique « Matériel », figure au budget une somme de 273.900 francs. Les dépenses les plus importantes sont dues à la location et à l'aménagement de nouveaux Commissariats et postes de police ; à l'achat de bicyclettes et de chevaux, nécessité par la création et le renforcement des brigades cyclistes et du corps des gardes de police à cheval ; à l'habillement, à l'armement et à l'équipement des agents. Depuis la mise en exploitation d'importantes mines, notamment celles de Metlaoui, de Kalaa-Djerda, de Kaala-es-Senam, du Djebel Djerissa, de Bir-Lafou, qui a nécessité l'installation de postes de police, la Direction de la Sûreté publique a obtenu des Sociétés intéressées, la construction de locaux destinés au logement du personnel à titre gratuit.

Une somme de 1.200.000 francs lui a été d'autre part attribuée par le Gouvernement pour la construction de postes de police dans les centres de colonisation.

Un certain nombre de postes sont ainsi construits

variables et susceptibles d'être élevés tous les ans. Pour plus de développement : Cf., le *Rapport sur la situation de la Tunisie* que fait paraître chaque année le Ministère des Affaires Etrangères. Toutefois, pour bien montrer l'effort fait par l'administration en faveur du personnel, faisons remarquer qu'en 1902 le traitement des agents français variait de 1080 fr. à 1440 fr., et celui des agents indigènes de 600 à 1000 fr. Le traitement de début est aujourd'hui de 1200 fr. pour les premiers, pour s'élever ensuite de 1400 à 2000 fr. Pour les agents indigènes, le traitement de début est de 800 francs, pour s'élever ensuite de 1.000 à 1.600 francs.

chaque année sur les terrains domaniaux. Les dépenses relatives à la location d'immeubles sont, par suite, diminuées d'autant chaque année.

Ce rapide aperçu du Budget de la Police permet d'apprécier la place que tient la Sûreté publique dans les préoccupations du Gouvernement. Mais ce budget n'a pas atteint son apogée ; il est certain, en présence de l'essor industriel de la Régence, qui favorise l'immigration de nombreux ouvriers étrangers, que l'accroissement des dépenses relatives à la police est inévitable encore pendant un certain nombre d'années.

LIVRE II

LES DIVERS ORGANISMES QUI COMPOSENT LA DIRECTION DE LA SURETÉ PUBLIQUE

RAPPORTS DE CETTE DIRECTION AVEC LE GOUVERNEMENT CENTRAL ET LES MUNICIPALITÉS

La police comprend l'ensemble des services organisés ou des mesures prescrites en vue d'assurer le maintien de l'ordre et la salubrité à l'intérieur d'un pays.

Que nous sommes loin de la vieille conception d'après laquelle la police était « l'ensemble des institutions qui régissent le gouvernement d'un peuple ». Cette définition, que nous retrouvons chez nos auteurs du XVI^e siècle, n'est plus exacte aujourd'hui, c'est-à-dire que la notion de police a un sens plus restreint.

Les mesures qui, de nos jours, limitent le domaine de la police sont, les unes préventives, les autres ré-

pressives. Les premières constituent la *police administrative*, les secondes la *police judiciaire*. L'une a pour objet de prévenir, l'autre de réprimer toute violation de la loi ou des règlements, tout acte susceptible de troubler l'ordre public.

Le Code du 3 Brumaire An IV (art. 16 à 20, définissait ainsi la police et sa mission : « La Police est instituée pour maintenir l'ordre public, la liberté, la propriété, la sûreté individuelles... Elle se divise en police administrative et police judiciaire ; la police administrative a pour objet le maintien habituel de l'ordre public dans chaque lieu et dans chaque partie de l'administration générale. Elle tend principalement à prévenir les délits. La police judiciaire recherche les délits que la police administrative n'a pu empêcher de commettre, en rassemble les preuves et en livre les auteurs aux tribunaux chargés par la loi de les punir. »

Ces deux sortes de police, dont les agents se prêtent un mutuel concours dans les conditions déterminées par les lois, feront l'objet de deux chapitres. Nous avons voulu respecter la distinction classique de la police administrative et de la police judiciaire. Nous ne voulons pas marquer par là qu'un abîme les sépare ; nous savons, en effet, qu'elles sont solidaires l'une de l'autre, puisqu'elles sont comme les rouages d'une même machine.

Nous avons cru devoir consacrer un chapitre spécial à la police sanitaire, en raison de certaines

circonstances sur lesquelles nous nous expliquons plus loin.

Ces trois chapitres, qui composent le livre II de la première partie de cet ouvrage, nous permettront d'étudier les divers organismes qui composent la Direction de la Sûreté publique et d'examiner, *ipso facto*, les rapports de cette direction avec le Gouvernement central et les Municipalités.

CHAPITRE I

La Police administrative

D'après le Code du 3 Brumaire An IV, la Police administrative est donc bien distincte de la Police judiciaire. Toutefois, la définition qu'il en donne est de nature à créer quelque confusion. En effet, la réunion des pouvoirs de police administrative et judiciaire dans les mêmes mains est assez fréquente. Certes, cette situation ne fait que renforcer les liens qui existent entre elles ; mais, bien qu'exercées souvent par le même fonctionnaire, elles n'en ont pas moins un domaine parfaitement délimité. Prévenir et réprimer ne sont pas une seule et même chose, et c'est ce qui explique pourquoi, bien que leur but soit sensiblement le même, l'action de la police administrative et celle de la police judiciaire sont différentes.

La police administrative s'appelle police générale, police municipale ou police rurale suivant son objet.

En Tunisie, le domaine de la police municipale a été sensiblement restreint depuis la promulgation du décret organique de 1897. Mais, par contre, le domaine de la police générale est singulièrement plus étendu que dans la Métropole ; nous verrons, en effet, que certaines questions, qui sont en France de la compétence de services administratifs bien déterminés, rentrent, en Tunisie, dans les attributions de la Direction de la Sûreté publique.

Voilà pourquoi la tâche de la police tunisienne est si complexe et si délicate.

Cette situation, spéciale à la Tunisie, nécessite des explications.

SECTION I. — La police générale.

§ I. — *Considérations générales.* — A vrai dire, l'expression *Police Générale* est quelque peu vague ; aussi est-il difficile, sinon impossible de la définir très exactement. En matière de police administrative, on dira que tout ce qui n'est pas du ressort de la police municipale est de la compétence de la police générale. Sans doute, voilà une explication qui n'est guère satisfaisante ; mais il faut bien s'en contenter, sous peine de diminuer les attributions de la police générale ou de les exagérer. Pratiquement, tous les auteurs s'entendent sur le sens qu'il faut donner aux mots *Police Générale* et c'est peut-être ce défaut de précision qui fait sa force et son importance. Nous dirons donc, d'une manière gé-

nérale, qu'elle est destinée à faciliter la surveillance dans toutes les parties du territoire et dans toutes les branches de l'administration. Cette surveillance s'exerce en vertu de pouvoirs particuliers, appelés *pouvoirs de police*, que la loi donne à l'autorité. L'autorité est donc armée pour prendre d'avance certaines mesures destinées à empêcher que tel acte ou tel fait, contraire à l'ordre public, se produise.

L'existence d'un régime de police est une chose légitime, par cette seule raison que la répression est souvent impuissante à effacer le mal. Tout ce que l'on peut demander à l'autorité, c'est de ne pas violer les libertés individuelles et de ne pas prendre de mesures arbitraires. La police générale ne donne pas, en effet, aux agents qui l'exercent, le pouvoir de faire arrêter les citoyens ; leurs actes sont limités par le respect de la liberté individuelle, et sont arbitraires tous ceux qui tendent à faire arrêter des citoyens par mesure administrative. Ce principe doit seulement souffrir exception en ce qui concerne les étrangers, les aliénés et les personnes se livrant habituellement à la prostitution, puisqu'il est admis qu'elles sont hors la loi.

Néanmoins, il est certaines circonstances dans lesquelles les arrestations par simple mesure administrative sont justifiées. Mais la police ne doit user de cette faculté que modérément, car il ne faut pas oublier que le régime de police doit être en même temps un régime *légal* et que nul individu ne peut

être arrêté et détenu plus de vingt-quatre heures sans l'intervention d'un magistrat de l'ordre judiciaire.

La police générale de la Régence est exercée par le Résident Général, représentant le Gouvernement de la République. Son plus immédiat collaborateur est le Secrétaire général du Gouvernement Tunisien. La Direction de la Sûreté publique, placée sous l'autorité de ce haut fonctionnaire, est l'organe qui permet au Résident Général d'assurer la plupart de ses attributions de police et, en premier lieu, le fonctionnement de la police politique. Nous disons *la plupart*, car la police générale est aussi assurée par les Contrôleurs civils, qui relèvent directement de lui et par le Commandant militaire des territoires du Sud, qui est son délégué dans ces territoires. En effet, par délégation spéciale du Gouvernement Tunisien, le Contrôleur civil a la haute police de sa circonscription. (1) A ce titre, les commissaires et chefs de poste sont placés sous son autorité pour tout ce qui concerne la sécurité générale du contrôle, et sont tenus de lui rendre compte de toutes les affaires qu'ils sont appelés à traiter et de tous les événements qui parviennent à leur connaissance. Dans le même ordre d'idées, ils doivent assurer l'exécution des instructions qu'il pourrait leur donner.

(1) Cf. Circulaire du 22 juillet 1887, Zeys. op. cit. T. I. p. 195.

Les commissaires de police et chefs de poste en résidence au siège du Contrôle civil doivent, en conséquence, transmettre au Contrôleur civil un rapport quotidien sur la marche de leur service et se présenter eux-mêmes chaque jour devant lui pour recevoir ses instructions s'il y a lieu.

Les autres commissaires de police et chefs de poste correspondent avec lui et lui rendent compte sans délai de tous les événements dont ils ont connaissance et de toutes les affaires dont ils ont à s'occuper.

En ce qui concerne les gardes de police à cheval, ils sont tenus d'aviser le Contrôle civil de leurs déplacements et des tournées périodiques qu'ils ont à effectuer dans leur circonscription, et de lui rendre compte, dans les mêmes conditions, de la marche de leur service. (1)

Quant au Commandant militaire des territoires du Sud, de qui relèvent les bureaux des affaires indigènes, nous verrons dans la deuxième partie de cet ouvrage quelles sont ses attributions.

L'objet de la police générale est de sauvegarder la sûreté extérieure et intérieure de l'Etat. La sûreté extérieure peut-être compromise : 1^o par l'espionnage et la trahison ; 2^o par la violation des lois et

(1) Cf. Note-Circulaire du Directeur de la Sûreté Publique aux Commissaires et chefs de poste de police, en date du 31 décembre 1908. (Archives de la Direction de la Sûreté Publique N^o C. 17).

décrets sur la naturalisation et le séjour des étrangers en Tunisie ; elle est intéressée aussi à l'observation des prescriptions relatives aux passeports et, dans une certaine mesure, à la réglementation de la profession de guide.

La sûreté intérieure de l'Etat consiste tout d'abord dans la protection de la sécurité personnelle de S. A. le Bey de Tunis et du représentant de la République. Elle dépend encore de l'observation régulière des dispositions relatives au droit de réunion et d'association, à la liberté de la presse, à l'affichage et au colportage, à la réglementation des attroupements, à l'introduction, au commerce, à la détention et au port des armes, à la fabrication des explosifs, etc...

Outre ces attributions qui se rattachent à ce que les auteurs appellent *la police politique*, la Direction de la Sûreté publique a des attributions importantes de police administrative générale ; telles sont, entre autres, celles qui lui permettent d'assurer le respect des décrets et règlements relatifs aux loteries, à la police des jeux, aux débits de boissons et aux cafés maures, aux logeurs et aux foudoukiers, aux théâtres et cafés-concerts, à la prostitution, à la mendicité et au vagabondage, aux bureaux de placement, à la police industrielle, (1)

(1) Les accidents du travail ont fait l'objet d'un décret beylical du 15 août 1909 (V. Officiel). Aux termes de l'article 5, le

aux fraudes et falsifications dans le commerce des denrées alimentaires.

Elle procède à l'arrestation des individus sous mandat d'arrêt ou d'amener, des déserteurs, évadés de prisons, extradés, expulsés, interdits de séjour. A cet effet, elle a créé en 1898 un *Recueil des signalements* paraissant tous les quinze jours et publié en langue française et en langue arabe, sur lequel figurent, avec tous renseignements utiles sur leur identité et leur signalement, les individus recherchés à un titre quelconque. Ce recueil contient aussi la nomenclature des objets volés ou perdus et le signalement des animaux volés ou trouvés. Adressé à tous les postes de police et aux autorités judiciaires et administratives françaises et indigènes, il constitue une source de renseignements du plus haut intérêt.

Enfin, elle opère des recherches dans l'intérêt des familles.

On voit, par cette simple énumération, le rôle important que joue la Direction de la Sûreté Publi-

chef d'entreprise est tenu de déclarer dans les quarante-huit heures, non compris les dimanches et jours fériés, aux commissaires de police et chefs de poste, tout accident ayant occasionné une incapacité de travail. Cette déclaration fait l'objet d'un procès-verbal. L'application de ce décret a fait l'objet d'une Note-Circulaire du Directeur de la Santé publique, en date du 15 septembre 1909. — (Note-Circulaire. N. C. 53. Archives). —

que, d'ailleurs en relations constantes avec tous les grands services de la Régence.

La police générale est rendue assez difficile en Tunisie par les étendues considérables des territoires, placés sous la surveillance des agents de la force publique. Les nécessités budgétaires ne permettant pas d'en augmenter sensiblement les effectifs, le gouvernement s'est préoccupé de tirer le maximum de rendement des effectifs existants par une étroite collaboration de la gendarmerie, de la police et des cavaliers d'oudjak, ceux-ci étant les agents directs des Contrôleurs civils.

A cet effet, le territoire de chaque contrôle civil a été partagé en subdivisions spécialement affectées, pour ce qui concerne le service de police préventive, les uns à la gendarmerie, les autres à la police montée ; l'ensemble du territoire du contrôle étant en outre parcouru par les cavaliers d'oudjak chargés, sous l'impulsion directe des contrôleurs civils et des autorités indigènes placés sous leur contrôle, d'un service de renseignements et de sécurité dans les milieux indigènes, chargés aussi de prêter leur concours, le cas échéant, à la police française.

Ajoutons toutefois que ce partage territorial entre gendarmerie et police est spécialement organisé en vue du service habituel de sécurité.

Les brigades de gendarmerie et les postes de police montée pourront être appelés à en franchir les limites, mais seulement pour des cas exception-

nels dont ils devront rendre compte sans retard au contrôleur civil, s'ils l'ont fait spontanément dans l'intérêt du service.

Cette nouvelle organisation est due à l'intelligente initiative de M. Alapetite, Résident Général de France. (1) Voici comment elle fonctionne. Dans les localités où cohabitent des forces de police et de gendarmerie, la fraction de police à pied est chargée de la sécurité à l'intérieur du périmètre municipal ; le territoire extérieur est partagé en secteurs dans lesquels les autres éléments sont chargés d'assurer un service de tournées périodiques. Tout détachement de gendarmerie ou de police placé isolément doit pouvoir assurer habituellement, à lui seul, la sécurité dans la région relevant de ce poste. Lorsqu'il aura besoin, pour sa propre sécurité, ou pour le succès d'une opération déterminée, du concours d'un autre élément, il devra, sauf le cas d'extrême urgence, en référer au contrôleur civil. Si des circonstances le rendent nécessaire, et après entente entre le contrôleur civil et l'autorité judiciaire d'une part, le directeur de la Sûreté publique et le commandant de la gendarmerie de l'autre, il pourra être effectué des tournées supplémentaires sur toute l'étendue du territoire du Contrôle par les éléments destinés temporairement à cet effet.

(1) V. Circulaire résidentielle du 28 décembre 1908, au sujet du service de la sécurité en Tunisie. (Archives de la Résidence Générale et de la Direction de la Sûreté Publique).

Il en sera rendu compte sans délai au Résident Général par le contrôleur civil.

Cette nouvelle organisation était rendue nécessaire en raison de la mise en exploitation de nombreuses mines où sont employés 6.860 mineurs (1), et des gisements de phosphates, qui occupent 7.920 ouvriers (2), de l'augmentation constante du nombre des touristes et de quelques événements, d'ailleurs isolés, tels que l'affaire de Kasserine et l'échauffourée de Metlaoui.

Nous devons examiner maintenant dans leurs dé-

(1) D'après l'état du personnel ouvrier employé dans les mines de la Régence de Tunis au 1^{er} septembre 1909, que nous a communiqué la Direction de la Sûreté, le nombre des ouvriers occupé dans chaque contrôle civil, se répartit comme suit : Béja : 1336, dont 1159 indigènes ; Bizerte : 928, dont 733 indigènes ; Gabès : 68 ; Kairouan : 230 ; Le Kef : 4533, dont 4098 indigènes ; Maktar : 22 ; Souk-el-Arba : 942 ; Sousse : 6 ; Thala : 835 ; Tunis : 940. Total : 6.860, dont 1.895 Européens et 4.965 indigènes.

(2) Les gisements de phosphates ne sont pas des mines, mais des carrières. Les gisements de Metlaoui et du Redeyef (contrôle civil de Gafsa), occupent 760 Européens et 5.480 indigènes ; ceux de Kalaa-Djerda, de Kalaa-es-Senam, de Rebiba et de Salsala (contrôle civil du Kef), 740 Européens et 940 indigènes, soit, au total, 7.920 ouvriers. Remarquons que le gisement de Metlaoui est le plus important ; le personnel indigène qui y est employé comprend 5.480 ouvriers. En raison d'émeutes qui ont eu lieu dans cette région tout récemment, on a dû la doter de forces de police importantes. — Cette statistique a été dressée le 15 septembre 1909. (Note communiquée par la Direction de la Sûreté Publique, et déposée aux archives, N° 438 Mines et Carrières).—

tails les plus importantes attributions de la Direction de la Sûreté Publique au point de vue de la police générale.

§ 2. — *Le Régime des Associations*

Nous ne discuterons pas ici la question de savoir pourquoi l'usage du droit de s'associer est nécessaire (1) ; il nous appartient seulement de rechercher en quoi il peut être dangereux et pourquoi, dans un intérêt d'ordre public, il y a lieu de réglementer en Tunisie les associations.

En général, les associations comprennent deux catégories bien différentes : l'association formée dans le but de réaliser un bénéfice pécuniaire à répartir entre ses membres, c'est-à-dire ayant un but de négoce ; et l'association formée dans un but autre que la réalisation d'un bénéfice pécuniaire, c'est-à-dire répondant à un besoin intellectuel ou moral.

Les associations formées dans un but lucratif sont, dans la langue du droit, les sociétés civiles et commerciales ; sauf quelques réserves, elles ont toujours pu se former librement. En règle générale, elles ne peuvent pas devenir un danger et tout ce que l'on peut exiger d'elles, c'est qu'elles ne soient

(1) V. cette question, dans le « *Traité de Droit Administratif* » de M. le professeur Berthélemy (1906), p. 300 et s. et dans le « *Manuel de Droit public français* » de M. le professeur Duguit (1907), p. 621 et s.

ni clandestines, ni irresponsables. En effet, comme elles ne poursuivent qu'un but lucratif, il est peu probable qu'elles empièteront sur le domaine de l'activité de l'Etat et qu'elles seront un obstacle à l'action du gouvernement.

Mais il en est autrement des associations constituées dans un but autre que de partager des bénéfices. Ici, l'ordre public est directement intéressé à ce qu'elles soient réglementées, ce qui ne veut pas dire qu'elles sont soumises à l'arbitraire gouvernemental. En effet, on peut craindre qu'elles constituent des êtres fictifs trop puissants pour être dociles aux décrets et aux règlements et trop peu responsables pour que leurs écarts soient efficacement réprimés ; que leurs biens, parce que retirés en fait du commerce, échappent au fisc par suite de l'absence de mutations et soient immobilisés durant de longues années, ce qui crée un danger économique très grave. On peut aussi redouter que ces associations deviennent des corps tyranniques pour les individus, comme les syndicats professionnels l'ont trop souvent prouvé.

Aussi comprend-on pourquoi les législateurs, et particulièrement le législateur tunisien, ont montré à leur égard une certaine méfiance.

En Tunisie, les associations sont toujours soumises au régime de police et à la nécessité de l'autorisation préalable. Ce régime, qui n'existe plus en France depuis la loi du 1^{er} Juillet 1901, se justifie par cette raison que la Tunisie, étant un pays de protec-

torat, et étant habitée par de très nombreux étrangers, le Gouvernement doit exercer sur les associations qui s'y forment une surveillance de tous les instants. La réglementation due au décret beylical du 15 Septembre 1888 (1) est donc nécessaire, puisque l'intérêt supérieur de la sécurité publique est en jeu.

Comme nous le verrons au paragraphe suivant, on ne doit pas confondre les associations qui impliquent un caractère de droit entre tous les associés, un but poursuivi en commun et un certain caractère de permanence, avec les réunions, qui sont momentanées et n'ont d'autre but que l'exposé d'une opinion ou d'un récit.

D'après le décret du 15 Septembre 1888, toutes personnes voulant former une association doivent faire au contrôleur civil et au procureur de la République une déclaration énonçant : 1^o l'objet et le nom de l'association ; 2^o les noms, âge, profession et domicile des fondateurs, et spécialement de ceux qui doivent représenter l'association, comme les présidents, directeurs, administrateurs, membres de comité ; 3^o le siège de l'association. En outre, les statuts de l'association doivent être déposés.

L'article 2 du décret précité spécifie que nulle association ne peut se constituer qu'avec l'autorisation du Gouvernement ; d'ailleurs, cette autorisa-

(1) V. Zeys « Code » Tome I p. 78 ; « Officiel » 1888-268.

tion est toujours révocable. Les associations formées en Tunisie sont donc bien sous la dépendance absolue du Gouvernement, ce qui, nous l'avons vu, ne saurait être discuté.

Mais cette prescription n'eût produit aucun effet si les statuts avaient pu être librement modifiés. Aussi le décret déclare-t-il que « toute modification aux statuts d'une association, tout changement dans le personnel des administrateurs, doivent être déclarés et autorisés dans les mêmes formes que ci-dessus ».

Toute association formée sans autorisation doit être immédiatement dissoute, sans préjudice des peines que pourraient encourir les directeurs ou administrateurs de l'association.

Des sanctions sont prévues dans le cas où il serait fait, dans les réunions tenues par l'association, des provocations à des crimes ou à des délits, que ces provocations soient faites par discours, exhortations, invocations ou prières, — et ce en quelque langue que ce soit —, ou par lecture, affiche, publication ou distribution d'écrits quelconques. De cette disposition, on peut rapprocher celle de l'art. 23 du décret du 14 avril 1884 sur la presse, aux termes duquel : « Seront punis comme complices d'une action qualifiée crime ou délit ceux qui soit par des discours, cris ou menaces proférés dans les lieux ou réunions publics, soit par des placards ou affiches exposés aux regards du public, auront direc-

tement provoqué l'auteur ou les auteurs à commettre la dite action, si la provocation a été suivie d'effet. »

D'après le décret de 1888, la peine sera de 100 francs à 300 francs d'amende, et de trois mois à deux ans d'emprisonnement contre les chefs, directeurs et administrateurs de ces associations, sans préjudice des peines plus fortes qui seraient portées par la loi contre les individus personnellement coupables de la provocation.

Enfin, il est défendu, sous peine d'une amende de 16 à 200 francs, d'accorder et de consentir l'usage de sa maison ou de son appartement, pour la réunion des membres d'une association non autorisée, sans la permission du contrôleur civil.

Toute association peut obtenir une capacité plus large par sa reconnaissance comme établissement d'utilité publique. Cette reconnaissance est un acte administratif discrétionnaire ; elle résulte d'un décret qui détermine la quotité des biens, meubles ou immeubles, que l'association ou l'établissement peut posséder. Toute acquisition dépassant cette quotité est nulle de plein droit. Mais, parce qu'il constitue une faveur, le bénéfice de la reconnaissance d'utilité publique peut toujours être retiré par décret. Les associations reconnues d'utilité publique ne peuvent accepter de dispositions à titre gratuit qu'après y avoir été autorisées par un décret spécial. Quant aux associations simplement autorisées, elles ne peuvent acquérir soit à titre gratuit,

soit à titre onéreux, sauf pourtant les immeubles nécessaires au fonctionnement de l'association ; l'acquisition de ces immeubles est subordonnée à l'autorisation du Gouvernement.

Ainsi donc, le décret du 15 septembre 1888 ne tolère que deux sortes d'associations : les associations simplement autorisées, et les associations ou établissements reconnus d'utilité publique. Il ne peut donc pas se constituer en Tunisie d'associations clandestines.

La surveillance des associations rentre dans les attributions de la Direction de la Sûreté publique. Elle doit signaler au Parquet toutes les contraventions au décret de 1888.

§ 3. — *La Police des réunions publiques.*

« La réunion est le fait de plusieurs personnes qui s'assemblent momentanément en un même lieu pour entendre l'exposé des opinions de l'une d'elles avec ou sans débats contradictoires. » (1) Il ne faut donc pas la confondre avec l'association comme nous l'avons montré précédemment.

Les citoyens peuvent s'assembler « paisiblement et sans armes » pourvu qu'ils satisfassent aux mesures de police prises en vue de maintenir le bon ordre et la tranquillité publique. Il est bien admis

(1) Duguit « Manuel de droit public français » (1907) p. 555.

aujourd'hui qu'aucune loi ne peut empêcher les citoyens de se réunir pour entendre l'exposé d'une opinion ou pour discuter des questions d'un ordre quelconque. Mais il est du devoir du législateur d'établir des mesures pour que ces réunions ne portent pas atteinte à la liberté des autres et à la sécurité publique. C'est dans ce but qu'a été promulgué le décret beylical du 13 mars 1905 (1).

Ce décret établit une distinction entre les réunions publiques non électorales et les réunions publiques électorales. Le principe de la liberté de réunion dans la Régence est proclamé par l'article 1^{er} de ce décret, qui reproduit textuellement la disposition de la loi française du 30 juin 1881 : « Les réunions publiques sont libres. Elles peuvent avoir lieu sans autorisation préalable », mais seulement sous certaines conditions. Toutefois, le décret de 1905 fait une exception pour les réunions publiques ayant pour objet de traiter des matières religieuses ou politiques : ces réunions sont soumises à l'autorisation préalable. Cette mesure, qui ne se comprendrait guère en France, est suffisamment justifiée en Tunisie en raison des nombreuses nationalités et des diverses religions qui s'y rencontrent. Aussi serait-il oiseux de s'étendre plus longuement à ce sujet.

(1) Officiel, 1905, 313 ; — et P. Zeys, op. cit. Suppl. de 1905, p. 533.

Les conditions moyennant lesquelles les réunions publiques non électorales peuvent être tenues sont relatives au contrôle de l'autorité sur ce qui s'y fait et s'y dit, et au maintien de l'ordre.

Pour assurer le contrôle de l'autorité, deux mesures sont prises. En premier lieu, toute réunion publique doit être précédée d'une déclaration indiquant le lieu, le jour, l'heure de la réunion. Cette déclaration, qui doit spécifier si la réunion a pour but une conférence, une discussion publique, ou si elle doit constituer une réunion électorale, doit être signée par deux personnes au moins jouissant de leurs droits civils et domiciliées dans la localité où la réunion doit avoir lieu ; elle leur indique leurs noms, qualité et domicile. Toutefois, la déclaration signée par des étrangers qui n'ont pas satisfait aux dispositions du décret du 13 avril 1898, c'est-à-dire qui n'ont pas fait à l'autorité de police une déclaration de résidence, est tenue pour non avenue.

Les déclarations se font, à Tunis, à la Direction de la Sûreté publique ; dans les autres localités, au contrôleur civil de la circonscription. Il en est donné immédiatement un récépissé constatant le jour et l'heure de la déclaration et destiné à être présenté à toute réquisition des agents de l'autorité. Dans le cas où les déclarants n'auraient pu obtenir de récépissé, l'empêchement ou le refus peut être constaté par acte extra-judiciaire ou par attestation signée de deux personnes domiciliées dans la cir-

conscription. La réunion ne peut avoir lieu après un délai de vingt-quatre heures.

En second lieu, un fonctionnaire de l'ordre administratif, ordinairement un commissaire de police peut être délégué pour assister à la réunion. Il doit être revêtu de ses insignes et prend une place à son choix.

D'autre part, pour assurer le maintien de l'ordre dans les réunions publiques, trois mesures sont prises. D'abord, les réunions doivent avoir lieu dans un local fermé et ne peuvent être tenues sur la voie publique, ce qui serait déplorable en temps de grève, l'état de surexcitation dans lequel pourraient se trouver les auditeurs ou les orateurs pouvant entraîner les pires désordres. Il y aurait lieu, dans ce cas, d'appliquer le décret du 5 avril 1905 sur les 'attroupements. Les réunions ne peuvent pas non plus se prolonger au-delà de l'heure fixée par l'autorité compétente pour la fermeture des lieux publics. Ensuite, chaque réunion doit avoir un bureau composé d'un président et de deux assesseurs au moins. A défaut de désignation par les signataires de la déclaration, ce bureau est élu par l'assemblée. Le bureau est chargé de maintenir l'ordre, d'empêcher toute infraction aux lois, d'interdire tout discours contraire à l'ordre public et aux bonnes mœurs ou contenant provocation à un acte qualifié crime ou délit ; il ne doit tolérer la discussion d'aucune question étrangère à l'objet de la réunion. Enfin, si le bureau le requiert, ou s'il se produit des

collisions et voies de fait, ou si, bien qu'averti, le bureau laisse mettre en discussion des questions étrangères à l'objet de la réunion, le représentant de l'autorité a le droit de prononcer la dissolution de la réunion. Dans ce cas, les personnes réunies sont tenues de se séparer à la première réquisition.

Quant aux réunions ayant pour objet de traiter des matières politiques ou religieuses, et pour lesquelles une autorisation préalable est nécessaire, cette autorisation est demandée au Secrétaire général du Gouvernement Tunisien, qui statue dans les quarante-huit heures et autorise la réunion s'il y a lieu.

Le décret du 13 Mars 1905 consacre un titre spécial aux réunions publiques électorales. Comme on le sait, ce sont celles qui ont pour but le choix ou l'audition des candidats à des mandats publics électifs.

Ces réunions peuvent être tenues à partir de l'arrêté résidentiel portant convocation du collège électoral, jusqu'au jour de l'élection exclusivement. Ne peuvent y assister que les électeurs de la circonscription électorale, les candidats qui ont rempli les formalités prescrites par la loi, ou les mandataires de ces candidats, porteurs de mandats réguliers ; ils doivent, pour y être admis, être munis de leur carte d'électeur.

Toutes les autres prescriptions du décret de 1905, déclaration, constitution d'un bureau, tenue de la réunion dans un local fermé, présence d'un repré-

sentant de l'autorité, etc., sont applicables aux réunions électorales. Cependant, le délai qui doit s'écouler entre la date de la déclaration et celle de la réunion est réduit à deux heures, quand il s'agit d'une réunion électorale.

Telles sont les règles générales contenues dans le décret du 13 Mars 1905 sur le droit de réunion.

Cette législation est spéciale à la Tunisie. Elle ne pouvait être la même que dans la Métropole, en raison de la diversité des races et des intérêts politiques et économiques des populations. Elle a dû être adoptée à la suite de la constitution de syndicats professionnels ouvriers non autorisés et de la fameuse grève des ouvriers maçons de Tunis, au nombre de 3000 environ dont une trentaine de Français seulement, et qui n'avaient d'autre lieu de réunion que la voie publique. Depuis, le gouvernement a toléré l'existence de ces syndicats et leur a même fourni un local pour se réunir et discuter leurs intérêts professionnels. La législation actuellement en vigueur paraît très suffisamment libérale ; elle garantit l'ordre d'une manière satisfaisante et ne gêne l'exercice du droit de réunion que pour ceux qui veulent en abuser. Il est certain que les fauteurs de désordres et les meneurs de grèves se plaidront toujours de *l'arbitraire de la police*, des *mesures vexatoires de l'administration*, des *brutalités policières*. Ils ne seraient plus dans leur rôle, en effet, s'ils étaient respectueux des lois et des règlements.

Dans tous les cas, le décret de 1905 fonctionne sans inconvénient sérieux, et cela suffit pour justifier les mesures qu'il renferme.

§ 4. — *La réglementation des attroupements*

Le gouvernement, qui venait de réglementer les réunions publiques à la suite de la constitution de syndicats ouvriers, devait édicter des sanctions pour le cas où les prescriptions du décret du 15 mars ne seraient pas respectées. Le but des rédacteurs de ce décret était de ne pas permettre les rassemblements et les attroupements sur la voie publique. Les foules, en effet, ne raisonnent pas, et les excitations des meneurs peuvent parfois entraîner de graves désordres, et même des émeutes. D'autre part, dans la masse des manifestants, composée en général d'honnêtes gens appartenant à diverses classes sociales, s'introduisent souvent des gens sans aveu, cette écume de la population qu'on voit apparaître dans les moments troublés.

Le but de ces véritables *apaches* est de piller et de tuer, et non de manifester. Les manifestations organisées à Paris en octobre 1909 en faveur de l'anarchiste espagnol Ferrer, en ont donné la preuve.

En décidant que les réunions publiques devraient à l'avenir avoir lieu dans des locaux fermés, on agissait donc dans un but de sécurité publique.

Le décret du 5 avril 1905 (1) sur les attroupements est donc le complément de celui du 15 mars de la même année. D'ailleurs, ces deux dates sont tellement rapprochées qu'il ne peut y avoir aucun doute à ce sujet.

Le décret du 5 avril interdit tout attroupement armé qui pourrait troubler la tranquillité publique. Il appartient à la police de considérer si l'attroupement non armé est susceptible de troubler l'ordre public, ce qui dépendra le plus souvent des circonstances et de l'état d'esprit des manifestants.

Il ne faut pas confondre les simples rassemblements, occasionnés la plupart du temps par des incidents des plus futiles et qu'un classique *Circulez, s'il vous plaît* d'un agent de police peut faire cesser, avec les attroupements à la tête desquels sont des chefs, et qui sont formés dans un but bien déterminé. Eux seuls peuvent sérieusement compromettre l'ordre public.

L'attroupement est armé dans deux cas : 1^o Quand plusieurs des individus qui le composent sont porteurs d'armes apparentes ou cachées ; 2^o quand un seul de ces individus porteur d'une arme apparente n'est pas immédiatement expulsé de l'attroupement par ceux-là même qui en font partie.

Lorsqu'un attroupement armé ou non armé se forme sur la voie publique, le commissaire de police

(1) V. Zeys, op. cit. Supplément de 1905, p. 537 N^o 2720.

ou tout autre agent ou dépositaire de la force publique et du pouvoir exécutif portant les insignes de ses fonctions doit se rendre sur le lieu de l'attroupement. Son arrivée est précédée d'un roulement de tambour. Dans le cas où l'attroupement est armé, le magistrat fait sommation de se dissoudre et de se retirer ; si cette première sommation reste sans effet, une seconde sommation précédée d'un roulement de tambour est faite par le magistrat ; en cas de résistance, l'attroupement est dissipé par la force.

Le décret prescrit que les sommations de se disperser seront faites dans la forme suivante : « Obéissance à la loi : on va faire usage de la force ! Que les bons citoyens se retirent.

Nous sommes d'avis qu'il faut autant que possible ne pas mettre l'armée en contact avec la foule, à moins bien entendu qu'on ne se trouve en présence d'événements d'une exceptionnelle gravité, comme une émeute sanglante, un pillage à main armée. Cette considération s'applique surtout à la Tunisie où règne le cosmopolitisme le plus accentué et où les opinions politiques et religieuses sont si diverses. Cet usage, très pratiqué dans la Métropole, ne saurait sans danger être appliqué en Tunisie. Il a fallu des échauffourées, comme celle qui eut lieu à Metlaoui en 1907 et où les forces de police étaient très insuffisantes pour que la troupe fût requise.

Les articles 4 et 5 du décret du 5 avril 1905 édic-

tent des pénalités dont la gravité varie suivant que l'attroupement s'est dissipé après la première ou la seconde sommation, suivant que l'on a dû faire usage de la force ou non, que l'attroupement a eu lieu pendant le jour ou pendant la nuit. La peine la plus faible est celle d'un mois d'emprisonnement ; la plus forte, celle de la réclusion.

Le Secrétaire Général du Gouvernement tunisien et les présidents des Municipalités peuvent prendre en tout temps, en vue du maintien du bon ordre et de la tranquillité publique, un arrêté interdisant l'exposition et le port d'emblèmes, drapeaux ou tout autre signe de ralliement, soit sur la voie publique, soit dans les édifices, emplacements et locaux librement ouverts au public.

La loi punit, comme le crime et le délit, toute provocation directe à un attroupement armé ou non armé par les discours proférés publiquement et par des écrits et des imprimés affichés ou distribués. Les imprimeurs, graveurs, lithographes, afficheurs et distributeurs peuvent être punis comme complices, s'il est reconnu qu'ils ont agi sciemment.

Le décret dont nous nous occupons a fait l'objet de vives critiques de la part de certains publicistes qui y voyaient une atteinte à la liberté individuelle et l'application d'un régime dictatorial. On ne saurait les suivre dans cette opinion. Les attroupements doivent être réglementés parce que l'Etat est responsable du bon ordre ; les tolérer serait un signe de

de faiblesse, un aveu d'impuissance. Il faut donc que force reste à la loi, à moins de laisser régner l'anarchie, ce dont tous les bons citoyens se plaindraient à juste titre.

Aussi bien cette réglementation peut être considérée comme une mesure comminatoire à l'adresse des meneurs de grève et des perturbateurs professionnels de l'ordre public. C'est une arme dont le Gouvernement ne se servira que lorsque les circonstances l'exigeront, mais dont il est bon qu'il soit muni.

§ 5. — *Mesures relatives à l'introduction, au commerce, à la détention et au port des armes en Tunisie.*

A l'époque où la France imposa son protectorat à la Régence de Tunis, les attentats contre la vie des personnes — nous l'avons déjà dit — étaient très nombreux. Cet état de choses s'expliquait par ce fait que les fauteurs de désordres se livraient ouvertement à la contrebande de guerre, entretenant ainsi la Régence dans un état presque permanent d'insurrection.

Le gouvernement français s'était inquiété, avant tout, de la tranquillité de ses provinces algériennes; il s'était efforcé de les défendre contre la contrebande de guerre et l'introduction clandestine des armes et de la poudre.

Aussi, lorsque fut signé, le 12 mai 1881, le traité de Ksar-Saïd, le général Bréart y fit-il insérer un article spécial visant l'introduction des armes dans la Régence ; c'est l'article 9 du traité ; il constitue le premier règlement sur la matière et dispose : « Afin de protéger contre la contrebande des armes et des munitions de guerre, les possessions algériennes de la République française, le gouvernement de S. A. le Bey de Tunis s'engage à prohiber toute introduction d'armes ou de munitions de guerre, sur l'île de Djerba, le port de Gabès ou les autres ports du sud de la Tunisie. »

En fait, cet article du traité du 12 mai 1881 resta lettre morte ; des convois entiers de contrebande purent, comme par le passé, parcourir le territoire tunisien.

Il fallait cependant mettre un terme à cette pratique dangereuse. Le gouvernement du Protectorat, justement ému, promulga alors le décret du 18 janvier 1883, (1), réglementant l'introduction des armes dans la Régence, leur détention et leur commerce.

Aux termes de ce décret, l'introduction en Tunisie de toute arme de guerre d'un modèle ayant été ou étant encore usité dans les diverses armées existantes, est formellement interdite. De plus, les ar-

(1) V. Zeys, op. cit. Tome I, p. 61. — Officiel Tunisien 1883, 14.

mes de chasse ordinaires ou de luxe ne peuvent plus être importées en Tunisie qu'en vertu d'une autorisation spéciale délivrée par le Ministre-Résident de la République Française, pour les ports de Tunis et de la Goulette, et par les agents qu'il déléguera à cet effet pour tous les autres ports. L'introduction clandestine de toutes ces armes est réputée contrebande de guerre. En ce qui concerne les indigènes, aucun d'eux ne peut acheter des armes de fabrication européenne sans une autorisation *ad hoc* délivrée par le Résident général ou ses délégués, ou par les officiers généraux ou supérieurs chargés de la surveillance du territoire.

Les rédacteurs du décret du 18 Janvier 1883 réglementèrent aussi le commerce des armes et décidèrent qu'aucun négociant ne pourrait à l'avenir se livrer au commerce des armes sans avoir obtenu l'autorisation d'introduire en Tunisie les objets de ce commerce et sans avoir pris préalablement l'engagement écrit de tenir un registre mentionnant, pour chaque arme vendue, le nom et le domicile de l'acheteur, et les principales indications contenues sur le permis d'achat délivré à ce dernier. En outre, tous les trois mois au minimum, les dits registres devaient être soumis, à Tunis, au visa de l'agent français, délégué à la Sûreté publique et, dans les autres villes, au visa de l'autorité civile ou militaire déléguée à cet effet. Enfin, une dernière disposition décidait que toute infraction au décret dont il est

question entraînerait *de facto* pour le délinquant, le retrait de l'autorisation à lui accordée, sans préjudice des poursuites auxquelles il pourrait être exposé comme s'étant livré à la contrebande de guerre.

Si le décret du 18 janvier 1883 fut mal accueilli par les commerçants sans scrupules qui répandaient en Tunisie des instruments de meurtres, il apaisa l'opinion publique surexcitée et indignée et facilita aux colons l'accès des régions du Centre et du Sud. Toutefois, il fut difficile aux autorités d'assurer l'exécution des prescriptions de ce texte, les acheteurs étant nombreux et les vendeurs usant de mille moyens ingénieux pour écouler leur marchandise. (1) D'autre part, les côtes et la frontière algérienne étaient gardées par des postes trop éloignés les uns des autres pour que la surveillance fût efficace.

Un nouveau décret, promulgué le 14 avril 1894, (2) essaya de réglementer d'une façon plus rigoureuse le commerce, la détention et le port des armes autres que les armes de guerre dont l'introduction en Tunisie demeurait interdite en vertu de l'instrument de 1883 et d'un autre décret du 20 octobre 1885, (3)

(1) Cf. Circulaire du Premier Ministre, du 11 mai 1884, aux Gouverneurs et Caïds, leurs prescrivant de veiller à ce que les indigènes ne détiennent pas des armes de fabrication européenne qu'avec une autorisation expresse. (Officiel, 1884. 297).

(2) V. Zeys, op. cit. Tome I. p. 61. — Officiel, 1894, 134.

(3) V. Zeys, op. cit. Tome I, p. 609 ; — Officiel 1886, 693.

relatif à la vente des poudres et des armes de fabrication européenne.

Aux termes de l'article 1^{er} du décret de 1894, il n'est rien innové en ce qui concerne les dispositions du décret de 1883 relatives à l'introduction des armes de chasse ordinaires ou de luxe en Tunisie. L'art. 2 confirme également la nécessité d'une autorisation préalable pour se livrer au commerce des armes, et l'établissement d'un inventaire général et détaillé des armes existant dans les ateliers, magasins ou boutiques de tout commerçant d'armes ; mais il exige, de plus, certaines formalités tendant à la vérification absolue du nombre des armes vendues.

Enfin, est prohibé le port d'armes dangereuses, et cachées ou apparentes, sous peine d'un emprisonnement de six jours à six mois et d'une amende de 16 à 200 francs ; toutefois, des autorisations spéciales de porter des armes non apparentes peuvent être délivrées par le contrôleur civil, ou, en territoire militaire, par l'officier chargé du bureau de renseignements, dans la circonscription duquel est situé le lieu du domicile ou de la résidence même temporaire de celui qui doit bénéficier de l'autorisation.

Une circulaire du Résident Général, en date du 22 mai 1894 (1) recommandait cependant à ces

(1) Circulaire aux Contrôleurs civils (Archives de la Direction de la Sûreté publique).

agents de n'user de cette faculté qu'avec la plus grande circonspection, de ne donner ces autorisations qu'à titre tout à fait exceptionnel et seulement aux personnes présentant toute garantie de moralité et de prudence et qui, soit par leur commerce, soit par leurs occupations, sont appelées à voyager ou à circuler sur des routes isolées et ont, par suite, besoin d'une arme pour leur sûreté.

Pour compléter la nouvelle législation, le gouvernement Tunisien promulga, le 21 juillet 1896, un autre décret concernant les autorisations spéciales sur le port d'armes (1). On s'était aperçu, en effet, que les autorisations permanentes donnaient lieu à des abus qu'il importait de faire cesser. Ce décret décida que les autorisations ne pourraient excéder une année et seraient, d'ailleurs, renouvelables ; et, pour assurer l'application de ces prescriptions, l'art. 3 annula les autorisations spéciales de port d'armes non apparentes, les autorisations aux sujets tunisiens de porter des armes de fabrication européenne, et les récépissés de déclaration de port d'armes apparentes donnés ou délivrés antérieurement au 1^{er} août 1896, date de la mise en vigueur du décret. Enfin, ces prescriptions furent sanctionnées par les peines édictées par le décret du 14 avril 1894 et par l'art. 16 du décret du 20 octobre 1885.

En 1899, l'attention du Gouvernement Tunisien

(1) V. Zeys, op. cit. Tome I, p. 63 ; — Officiel, 1896, 347.

fut appelée sur l'intérêt qu'il y aurait, tant pour la sécurité publique en temps de paix que pour la défense nationale en temps de guerre, à restreindre le plus possible le nombre des autorisations de port d'armes (1). Les instructions données aux contrôleurs civils dans la circulaire du 22 Mai 1894 n'avaient pas été suivies assez rigoureusement et le nombre des autorisations de port d'armes était tellement élevé, qu'il inspirait aux pouvoirs publics de vives inquiétudes.

Pour arriver à un résultat appréciable, il était nécessaire de changer de méthode et de retirer aux contrôleurs civils le pouvoir de distribuer les permis de port d'armes. C'est ce qu'on fit dans une certaine mesure à dater du 1^{er} Janvier 1900. (2) Depuis cette époque, la délivrance des permis de port d'armes et des bons de poudre est attribuée, — mais pour les Européens seulement, — à la Direction de la Sûreté publique. Les contrôleurs civils restent chargés de ce service pour les indigènes.

C'est bien à tort que l'on a prétendu que la centralisation de ce service plaçait les Européens dans une situation d'infériorité à l'égard des indigènes. En effet, au lieu d'être demandés aux contrôleurs civils

(1) Note du 15 mars 1899 au sujet des permis de port d'armes. (N° 153, Archives de la Direction de la Sûreté publique.)

(2) Notes du 3 et du 20 avril 1900. (Archives de la Direction de la Sûreté publique N° 5161).

seulement, les permis de port d'armes et de bons de poudre peuvent l'être aujourd'hui dans tous les commissariats et postes de police ; les agents placés à leur tête sont tous munis de registres de bons de poudre qu'ils sont autorisés à délivrer sur la simple présentation du permis de port d'armes. En résumé, chaque contrôle civil étant pourvu de trois, quatre, cinq ou six postes de police, les bons de poudre sont aujourd'hui délivrés dans trois, quatre, cinq ou six localités, alors que précédemment il n'en était délivré qu'au siège du contrôle. Les modifications apportées constituent donc un avantage pour les Européens.

Quant aux permis de port d'armes, ils sont, depuis 1900, délivrés directement par la Direction de la Sûreté Publique. (1) Cette mesure a été prise dans l'intérêt de la sécurité publique, la direction de la Sûreté étant seule capable d'établir les antécédents judiciaires de chaque individu en instance de permis de port d'armes, surtout en ce qui concerne les étrangers.

En dernier lieu, deux textes complètent cette législation : l'art. 61 du décret du 20 Décembre 1904,

(1) Aux termes du cahier des charges imposé aux entrepreneurs de transport de dépêches postales, ceux-ci sont tenus d'armer leurs conducteurs. Mais les dispositions du décret de 1894 leur sont applicables. Des demandes individuelles doivent donc être établies au nom de chacun des intéressés et adressées à la Direction de la Sûreté publique. — (Note du 6 septembre 1905, Archives.) —

sur la police administrative de la navigation, (1) et l'art. 13 du décret du 13 Mars 1905, réglementant les réunions publiques. (2) L'art. 61 du premier instrument dispose : « Les bateaux tunisiens sont soumis, en ce qui concerne le transport des armes, de la poudre ou des matières explosibles ou dangereuses, à tous les règlements en vigueur dans la Régence. Aucun embarquement ou débarquement de ce genre ne pourra être effectué sans l'autorisation de la douane, notifiée au bureau du port. Mention en sera faite sur le registre de l'équipage. » L'art. 13 du décret du 13 Mars 1905 dit : « Il est interdit à tout porteur d'armes apparentes, secrètes ou prohibées de pénétrer dans l'enceinte où se tient la réunion... » Ces prescriptions sont sanctionnées par des peines très sévères.

Il est facile de se rendre compte, par ce qui précède, de l'importance des réformes accomplies grâce à la nouvelle législation, et dûes à la centralisation si heureuse des services de la police.

Cependant, tant au point de vue de la défense nationale qu'à celui de la sécurité publique, nous croyons qu'il y a le plus grand intérêt à modifier cette législation et à fondre en un seul règlement les décrets du 18 Janvier 1883, du 14 Avril 1894 et du 21 Juiflet 1896, sous des titres différents : A. *Intro-*

(1) V. Zeys, op cit. Année 1904. p. 453; « Officiel » 1904, 1023.

(2) V. Zeys, op. cit. Année 1905, p. 533 ; « Officiel » 1905, 313.

duction des armes en Tunisie ; B. leur Commerce ; C. leur détention ; C. le port d'armes.

L'introduction des armes dans la Régence est, nous l'avons vu, règlementée par les articles 1, 2 et 3 du décret du 18 janvier 1883. En réponse à une communication de la Résidence Générale du 27 octobre 1902, le Général commandant la division d'occupation a fait connaître, le 25 novembre suivant, que certaines armes désignées sous les rubriques « armes à répétition », « armes automatiques », « armes simples », pouvaient être considérées comme dangereuses en cas de mobilisation, et qu'il conviendrait d'en interdire l'introduction en Tunisie. (1) Depuis, la Direction de la Sûreté publique n'a plus délivré de permis d'introduction pour ces armes, d'ailleurs de fabrication étrangère. Toutefois, il y aurait lieu de compléter la législation actuelle dans le sens indiqué par l'autorité militaire.

En ce qui concerne le commerce des armes, nous savons que tout négociant qui veut s'y livrer doit obtenir une autorisation préalable ; en réalité, cette autorisation n'est nécessaire que pour introduire des armes. D'autre part, l'art. 3 du décret du 14 avril 1894 laisse au négociant la faculté de vendre une arme à toute personne connue de lui ; il en est de même pour les armes vendues aux enchères publiques. Enfin, il a été établi que des in-

(1) C. F. Note-Circulaire du Directeur de la Sûreté publique, en date du 27 décembre 1901. (Archives, N° 45).

digènes de l'intérieur pouvaient se faire expédier des armes par colis-postal sans la moindre difficulté.

Il conviendrait donc d'apporter à la législation dont nous nous occupons les modifications suivantes : 1^o *Autorisation préalable pour tout négociant voulant exercer le commerce des armes* ; 2^o *interdiction aux négociants autorisés de vendre une arme sans un permis d'achat* ; 3^o *même interdiction pour la livraison des armes par autorité de justice, aux enchères publiques ou par le ministère des commissaires-priseurs* ; 4^o *interdiction de retirer une arme d'un bureau de poste ou de douane sans autorisation.*

Quant à la détention des armes, l'art. 6, qui la réglemente, ne semble pas définir suffisamment ce que l'on entend par *dépôt d'armes quelconques*. Les tenanciers de tirs forains ne sont pas visés par le décret, ni même les détenteurs d'armes de panoplies. Ces deux points nécessiteraient des explications de la part du législateur.

Enfin, le port d'armes apparentes est actuellement autorisé sur une simple déclaration dont il est donné recépissé ; quant au port d'armes secrètes, une autorisation est nécessaire.

Si l'on tient compte de l'augmentation considérable de la population depuis 1894, on conviendra qu'il y a un véritable danger à maintenir le droit de porter une arme apparente, après une simple déclara-

ration. D'autre part, dans l'état actuel de dissémination des Européens sur le territoire tunisien, l'arme apparente est souvent une garantie de sécurité, notamment pour les colons et les gardiens de propriété.

En dernier lieu, le décret du 14 avril 1894 n'est pas très explicite sur la question des armes de fabrication indigène. La procédure varie suivant les contrôles civils ; dans le Sud, le fusil indigène est, en effet, l'arme de protection contre les malfaiteurs de tous genres.

Il n'en est pas moins vrai qu'il y a intérêt à régler le port d'armes pour les indigènes comme pour les Européens. La question peut être résolue en établissant plusieurs catégories de port d'armes.

D'abord, il semble nécessaire de soumettre le port d'armes apparentes à l'autorisation préalable, comme le port d'armes secrètes, suivant la catégorie dans laquelle il serait classé.

Ce droit pourrait être fixé comme suit :

1^o 1 fr. 20 pour le permis de port d'armes apparentes, de fabrication européenne, dites *de sécurité* et pour le permis de port d'armes apparentes de fabrication indigène (fusil à piston) ; 2^o 2 fr. pour le permis de port d'armes apparentes de fabrication européenne, dites *de chasse* ; 3^o 12 fr. pour le permis de port d'armes secrètes.

Ces permis seraient délivrés par la Direction de la Sûreté publique aux Européens, Algériens, pro-

tégés et israélites et par les contrôleurs civils pour les indigènes musulmans.

La Direction de la Sûreté publique délivre annuellement, en moyenne, 9 000 permis de port d'armes, tant apparantes que secrètes, dont les $\frac{2}{3}$ environ seraient soumises au droit de 10 francs. On voit que ce serait là une source appréciable de revenus pour le Trésor.

Une question reste à élucider. Comment établir la distinction entre une arme de sécurité et une arme de chasse ? Le demandeur indiquerait dans sa demande d'autorisation s'il s'agit d'une arme de sécurité ou d'une arme de chasse et il en serait fait mention sur le permis. D'ailleurs, cette pratique est déjà suivie pour la plupart des demandes. Le port d'armes de sécurité serait délivré aux indigènes pour la défense de leurs douars ; aux colons et aux gardiens pour la défense de leurs propriétés, et à tous ceux qui déclareraient que l'arme pour laquelle ils sollicitent une autorisation est exclusivement destinée à assurer leur sécurité.

La distinction serait d'ailleurs assez facilement établie par la police ; mais on pourrait, en tout cas, établir une pénalité pour ceux qui, n'ayant qu'un permis de port d'armes de sécurité en feraient usage pour la chasse. Il est évident que les habitants des villes n'ont nul besoin d'un fusil pour leur sécurité ; or, la moitié au moins des demandes de port d'armes apparentes est faite par eux !

En pratique, on peut faire le commerce des armes sans autorisation ; l'art. 5 du décret du 18 Janvier 1883 l'interdit cependant ; à vrai dire, la rédaction de cet article est défectueuse ; il convient de s'expliquer plus nettement sur ce point.

On le voit, il est utile sinon urgent de procéder à une révision complète de la législation actuelle.

Quoi qu'il en soit, on ne saurait douter de sa supériorité sur celle qui existe dans la Métropole. En France, en effet, aucun texte ne prohibe la détention des armes ordinaires, apparentes et défensives. Il y a seulement quelques exceptions. Ainsi, l'article 42 du Code Pénal permet de priver du port d'armes ; le port d'armes est interdit dans les salles d'élection (décret du 2 février 1852, art. 37 ; loi du 3 avril 1875 ; loi du 5 avril 1854, art. 24) ; il est prohibé aussi dans les églises, foires, marchés et autres lieux de rassemblement. Le code pénal de 1810. punit la fabrication, le débit et le port de toutes armes prohibées, de peines qui furent aggravées par la loi du 24 mai 1834, édictée à la suite des mouvements insurrectionnels. Le 23 février 1839, une ordonnance royale déclara expressément prohibés les pistolets de poche. Dans l'intérêt de la sûreté publique, l'art. 471, § 7 du code pénal, interdit sous peine d'amende de laisser sur la voie publique ou dans les champs des armes dont les malfaiteurs pourraient s'emparer. La loi des 14-26 août 1885, qui a remplacé la loi du 14 juillet 1860, préjudiciable au commerce

de l'armurerie française, distingue les armes de guerre réglementaires et celles non réglementaires. Les premières sont celles qui sont en service dans les armées de terre et de mer de la France ; elles sont définies par les tables de construction approuvées par les ministres de la guerre et de la marine ; leur fabrication et leur commerce sont libres, sous la condition d'une déclaration. Quant aux armes de toute espèce non réglementaires en France, la loi du 14 août 1885 déclare leur fabrication et leur commerce entièrement libres. Les anciennes prohibitions concernant la fabrication et le commerce des armes dites « cachées » se trouvent ainsi abrogées ; elles ne subsistent qu'à l'égard du port de ces armes, qui reste soumis aux pénalités de la loi de 1834. La loi de 1885 a maintenu également les prohibitions relatives aux munitions confectionnées de toute espèce et aux substances explosibles. Le pouvoir n'est pas complètement désarmé, car elle contient un article 6 qui porte que le Ministre de l'Intérieur et, en cas d'urgence, les préfets, sont autorisés à prendre ou requérir auprès de l'autorité militaire, relativement aux armes et munitions qui se trouvent chez les fabricants et chez les commerçants, et même chez les particuliers, les mesures qui seraient reconnues nécessaires pour le maintien de la sécurité publique.

Bien que très incomplet, cet exposé laisse entrevoir la grande imperfection de la législation fran-

çaise sur les armes. Son plus grand inconvénient consiste à empêcher les honnêtes citoyens de se munir d'une arme souvent nécessaire à leur sécurité personnelle, alors que tous les malfaiteurs, apaches, souteneurs et gens sans aveu, ne tenant aucun compte des lois, sont armés. Ceux qui sont trouvés porteurs d'une arme prohibée sont punis, soit. Mais là n'est pas le remède. Les mesures relatives au port d'armes, telles qu'elles existent en Tunisie, devraient être étendues à la France ; les pénalités devraient être plus sévères.

Il est vrai qu'il faudrait refaire toute la législation sur cette matière, ce qui soulèverait sans doute de grosses protestations de la part des commerçants et des fabricants d'armes. La meilleure solution consisterait peut-être à laisser à ce sujet une entière liberté à tous les citoyens ; de cette façon les honnêtes gens ne seraient pas moins bien traités.

§ 6. — *Mesures relatives au séjour des étrangers dans la Régence — Extraditions — Naturalisations.*

En règle générale, on ne saurait nier que les étrangers font, au travail national, une concurrence d'autant plus dangereuse qu'ils ne sont pas soumis au service militaire ; que, d'autre part, la présence de certains d'entre eux n'est pas sans danger pour l'ordre public, car les statistiques prouvent que la

criminalité, parmi les étrangers, est sensiblement plus forte que parmi les Français.

Ces deux constatations suffisent pour justifier la législation due à la loi du 3 décembre 1849 sur la naturalisation et le séjour des étrangers en France, au décret du 2 octobre 1888 et à la loi du 8 août 1893 intitulée « Loi relative au séjour des étrangers en France et à la protection du travail national ».

En Tunisie, les mesures prises contre les étrangers ne pouvaient l'être que dans un but de sécurité publique. En voici la raison.

Dans la Métropole, on pouvait considérer comme bien fondées les plaintes que soulevaient l'affluence des étrangers et surtout la concurrence par eux faite aux ouvriers français. En effet, un étranger peut fonder une industrie en France ; un industriel peut employer dans ses usines et dans ses ateliers des ouvriers étrangers ; dans certains pays, au contraire, le régime corporatif existe toujours et les ouvriers français ne sont pas admis à travailler comme la réciprocité l'exigerait.

Dans d'autres pays enfin où il n'y a plus de corporations, des lois ont imposé aux ouvriers étrangers, dont les Français font alors partie, des taxes assez lourdes.

On comprend donc la raison d'être des diverses propositions de lois dont la Chambre des Députés fut saisie, propositions ayant pour but d'édicter des mesures défensives contre cette sorte d'invasion.

La loi du 8 août 1893 est issue de ce mouvement très légitime ; mais on en a écarté toutes les dispositions relatives aux impôts spéciaux dont auraient été frappés les étrangers ou ceux qui les emploient : c'eût été en effet rétablir les corporations pour les étrangers et renier sur ces points les principes libéraux de la Révolution française. Toutefois, nous devons dire qu'en rédigeant la loi de 1893 dans les termes que l'on connaît, le législateur n'a donné aux ouvriers français qu'un simple témoignage d'intérêt, et, somme toute, il s'est borné à consacrer législativement, à l'égard de certains étrangers, l'obligation de faire une déclaration de résidence, déjà imposée par le décret du 2 octobre 1888, en y attachant une sanction plus rigoureuse. Bref, la loi de 1893, bien qu'elle ne protège le travail national que dans son titre, est justifiée tant au point de vue économique et social qu'au point de vue de la sécurité publique.

Mais, en Tunisie, la situation est tout autre. En effet, la main d'œuvre étrangère et, en particulier, la main d'œuvre italienne, est indispensable aux besoins de la colonisation ; et ce serait porter préjudice aux intérêts généraux du pays que d'enrayer le mouvement d'immigration des ouvriers étrangers.

D'aucuns se sont émus de ce qu'ils ont appelé l'invasion sicilienne ». Dans des conférences faites en 1900 à Nancy, Marseille, Lyon et dans plu-

sieurs autres grandes villes de la Métropole sur *le peuplement français de la Tunisie*, (1) M. Jules Saurin, s'écriait : « Je voudrais que tout bon Français se posât souvent cette question : Que puis-je faire pour le développement de notre grand empire français en Afrique ? En ce moment cette œuvre est menacée par un grand danger : la Tunisie renferme 80.000 Italiens et 20.000 Français... », et plus loin : « La domination politique nous échappera sûrement en Tunisie si nous laissons les Italiens s'emparer du sol et si nous contentons d'être les administrateurs, les soldats, les riches capitalistes du pays... Les Italiens ont redoublé d'efforts pour acquérir la domination politique ; ils n'ont pas pu s'emparer du pays par les soldats, ils vont le faire occuper par leurs paysans. — Gouvernez le pays, semblent-ils nous dire ; établissez de belles routes, construisez des ports, des chemins de fer, bâtissez de superbes édifices publics ; vous travaillez pour nous, car bientôt nous serons dix fois plus nombreux que vous et le pays nous appartiendra »

Bref, la conférence de M. Saurin est un violent réquisitoire contre l'invasion sicilienne qui, suivant lui, compromet même la défense nationale.

Au cours d'une interpellation sur les affaires tuni-

(1) « L'invasion sicilienne et le peuplement français de la Tunisie ». Avril 1900. Paris. Librairie Coloniale.

siennes (1) le député Berthelot disait avec indignation : « Chaque année, il débarque en Tunisie 400 émigrants italiens ». Enfin, de toutes parts, on déclarait la Tunisie en danger et on réclamait des mesures énergiques pour mettre fin à cet « état de choses fâcheux ».

Or, depuis quelques années, le nombre des immigrants d'origine italienne est en constante diminution, car ils ont trouvé aux Etats-Unis et en Tripolitaine un débouché plus rémunérateur ; il n'y a donc pas lieu de s'alarmer. D'ailleurs, comme le fait remarquer M. Gaston Loth, au sujet de l'interpellation de M. Berthelot (2) : « Il aurait fallu, pendant la discussion ouverte à la tribune du Parlement français, indiquer non seulement le mouvement des entrées, mais encore celui des sorties correspondantes. Un va-et-vient incessant a lieu entre les ports de Sicile et les ports tunisiens. Si la plus grande partie des Italiens inscrits sur les registres de la sûreté publique sont établis d'une façon permanente en Tunisie, il ne faut pas cependant oublier que plusieurs milliers d'émigrants temporaires habitent tantôt d'un côté de la Méditerranée et tantôt de l'autre. Du 1^{er} janvier 1899 au 1^{er} janvier 1903,

(1) V. Journal Officiel de la Rép. Franç. Chambre des députés, séance du 8 février 1901.

(2) « Le Peuplement italien en Tunisie et en Algérie » (1905), p. 91.

121.932 déclarations de séjour émanant d'Italiens ont été reçues dans les bureaux de police ; mais, en même temps, du 1^{er} mai 1898 au 1^{er} janvier 1903, 41.423 départs ou décès d'Italiens étaient constatés ». L'expérience a donc démontré que ces craintes étaient excessives ou chimériques. Et quand bien même aucune diminution ne se serait produite dans le nombre des immigrants, la Tunisie n'en aurait pas souffert. On peut, en effet, se demander s'il existe en Tunisie « un travail national » qui a besoin d'être protégé ! Disons plutôt que ce travail n'existe que parce que viennent dans la Régence des ouvriers étrangers. La main-d'œuvre indigène n'est guère employée que dans l'agriculture ; les Israélites ne se livrent qu'au commerce ; quant aux ouvriers français, ils s'expatrient si difficilement et leurs prétentions sont telles qu'on ne peut guère compter sur eux pour participer au « travail national ». Dans une grève de maçons qui eut lieu à Tunis en 1905, on ne compta que 30 à 40 Français sur 3.000 grévistes environ ; presque tous étaient Italiens ou Maltais.

Il appert de ces constatations, — que nous enregistrons d'ailleurs avec regret, — que la main-d'œuvre étrangère est nécessaire en Tunisie. En promulguant le décret du 13 avril 1898 (1), sur le

1) « Officiel Tunisien » 1898-271. — P. Zeys, op. cit. Tome I, p. 394.

séjour des étrangers dans la Régence, le Gouvernement tunisien a donc été bien plus préoccupé par le souci d'assurer la sécurité publique que la présence de certains étrangers pouvaient compromettre, que par l'idée de protéger un travail qui serait presque nul sans l'heureux mouvement d'immigration des ouvriers de la péninsule. Cette assertion est d'ailleurs corroborée par la circulaire du Secrétaire Général du Gouvernement Tunisie en date du 24 avril 1898 sur l'application du décret précité. (1).

Ceci posé, nous allons maintenant discuter le décret de 1898 et le comparer avec les textes relatifs au séjour des étrangers en France. Nul doute que cette étude fasse ressortir la supériorité de la législation tunisienne sur le système appliqué dans la Métropole. Mais, auparavant, il importe de préciser que ce décret n'est pas applicable aux Musulmans et, conformément aux principes du droit international, au personnel du corps consulaire accrédité auprès du Gouvernement local ; mais cette immunité ne s'étend pas aux serviteurs du Consulat.

Aux termes de l'article 1^{er} du décret du 13 avril 1898, tout étranger qui veut établir sa résidence en Tunisie ou y exercer une profession, un commerce ou une industrie quelconque, doit, dans un délai de cinq jours, à partir de son arrivée, faire devant l'autorité de police locale une déclaration de résidence

(1) Archives de la Direction de la Sûreté publique.

en justifiant de son identité. S'il n'est pas porteur de pièces justificatives nécessaires, l'autorité de police du lieu peut, avec l'approbation du Premier Ministre, lui accorder un délai pour se les procurer.

Les expressions profession, commerce ou industrie doivent être envisagées dans un sens très large, mais il n'est pas douteux que le décret est applicable non seulement aux artisans, aux ouvriers industriels ou agricoles, aux employés, domestiques, etc., mais aussi aux étrangers exerçant une profession libérale, tels que médecins, avocats, artistes, professeurs, aux ministres des cultes, membres de confréries religieuses. Pour que ces étrangers soient astreints à la déclaration, il faut, mais il suffit, qu'ils aient l'intention d'établir leur résidence en Tunisie, ou d'y exercer une profession, un commerce ou une industrie, sans qu'il y ait lieu de tenir compte de ce fait qu'ils ont conservé à l'étranger leur domicile ou même leur résidence. Ainsi, des ouvriers, des pêcheurs, voire même des artistes, viennent chaque année exercer leur profession en Tunisie pendant un certain temps, puis retournent dans leur pays. Ces ouvriers, ces pêcheurs, ces artistes doivent, chaque fois qu'ils rentrent en Tunisie, faire une déclaration nouvelle pour chaque séjour distinct qu'ils y font ; par contre, les touristes et les hiverneurs ne sauraient être considérés comme astreints à la déclaration. Leur séjour en Tunisie n'est en effet que momentané ; au surplus,

cette catégorie d'étrangers loge le plus souvent dans les hôtels qui sont soumis aux obligations du décret du 21 novembre 1897 sur les logeurs de profession, ainsi que nous le verrons plus loin.

Que dit la loi française de 1893 à ce sujet ? Elle décide seulement que les étrangers dont il s'agit *doivent faire une déclaration de résidence* ; il faut donc, non seulement qu'ils exercent une profession en France, mais encore qu'ils y résident. Ainsi, selon la jurisprudence, cette déclaration ne serait pas obligatoire pour un ouvrier qui viendrait en France accomplir un travail déterminé et d'une durée limitée, et qui devrait retourner dans son pays après l'avoir terminé (1). Selon la loi française, des séjours réitérés, mais tous passagers, ne sauraient constituer une résidence. D'ailleurs, la loi laisse un délai de huitaine à l'étranger pour effectuer sa déclaration ; il semble bien résulter de là qu'un séjour d'une moins longue durée, fut-il répété, n'y donnera jamais lieu ! Il suffit donc à un étranger, pour échapper aux dispositions de la loi, de ne pas faire en France de séjour prolongé et, après y avoir passé quelques jours, de retourner dans son pays d'origine, pour revenir peu de temps après sur le territoire français. C'est ainsi qu'il faut interpréter la loi de 1893, car c'est une loi pénale

(1) Trib. Correct. de Château-Thierry. 10 mai 1895. « Journal du dr. int. privé ». 1896, p. 271 et s.

dont on ne doit pas étendre l'application en dehors de ses dispositions formelles malgré les décisions de plusieurs jugements (1). L'hypothèse que nous signalons n'a pas été prévue par la loi de 1893 ; il y a là un oubli fâcheux de la part du législateur. Bien au contraire, ce cas a fait l'objet d'explications très nettes au sujet de l'interprétation du décret beylical de 1898 (2).

En Tunisie, le délai imparti aux étrangers pour faire leur déclaration de résidence est de cinq jours ; il est de huit jours en France. Peu importe ; mais ce qu'il convient de faire remarquer, c'est que ce délai de huit jours commence à courir du jour de l'arrivée de l'étranger dans la commune où il se propose de résider, et non du jour de son arrivée en France. (3) Cependant, certains tribunaux ont admis que le délai courrait non pas du jour de l'arrivée de l'étranger, mais du jour où il aurait réellement commencé l'exercice de sa profession. (4) Il est facile de voir combien une telle interprétation est mauvaise, car alors les étrangers pour qui la surveillance est la plus nécessaire, ceux qui vivent

(1) Douai. 30 juin 1896. — Dalloz, 97 — 2.12. —

(2) V. circulaire résidentielle du 24 octobre 1898. (Arch. Dir. Sûr. publique).

(3) Trib. Remiremont, 16 avril 1896. S. 96, 2.219.

(4) Trib. correct. de Valenciennes, 2 novembre 1894. S. 96. 2.219.

du vagabondage et de la mendicité, échapperaient aux prescriptions de la loi. On ne doit pas s'étonner aussi si un grand nombre d'espions peuvent parcourir nos régions de l'Est, sans être inquiétés ; il en est certainement qui séjournent pendant trois ou quatre mois sur le territoire français en ayant soin de ne pas rester plus de huit jours dans la même commune. On en a eu la preuve lors des récentes affaires d'espionnage qui ont produit une émotion si considérable dans toute la France. Cet état de chose est dû à la loi de 1893 qui ne s'explique pas d'une façon suffisamment claire sur le point de savoir à quel moment doit courir le délai de huit jours. D'ailleurs, beaucoup d'étrangers ne font pas leur déclaration de résidence, soit qu'ils connaissent la loi de 1893, soit qu'ils ne soupçonnent même pas son existence. Au cours d'un voyage en Lorraine, nous avons eu la curiosité de demander à quelques ouvriers allemands s'ils avaient fait leur déclaration de résidence. Les réponses furent invariables : « Qu'est-ce que c'est que cette machine-là ? », ou bien « Oh ! ça ne presse pas ! »

Le décret beylical du 13 Avril 1898 est plus explicite ; la déclaration de résidence doit être faite dans un délai de cinq jours à partir de l'arrivée de l'étranger en Tunisie, et s'il laisse s'écouler ce délai sans avoir satisfait aux prescriptions du décret, il est passible des peines y édictées.

C'est là une deuxième remarque qui met en lu-

mière la supériorité de notre décret sur la loi de 1893.

L'article 2 du décret de 1898 dit que la déclaration devra mentionner les nom et prénoms du déclarant, sa filiation, sa nationalité, le lieu et la date de sa naissance, le lieu de son dernier domicile, sa profession et ses moyens d'existence. Cette déclaration doit être individuelle, « même pour les membres d'une même famille, à l'exception des enfants mineurs (1) n'exerçant ni profession, ni commerce, ni industrie. » Les autorités compétentes doivent donc exiger une déclaration personnelle, non seulement du père de famille, mais encore de la femme et de chacun des enfants majeurs, voire même de chacun des enfants mineurs, si ces enfants exercent une profession, un commerce ou une industrie. Pour les mineurs n'habitant pas avec leurs parents, le seul fait de la résidence les oblige à la déclaration.

Les déclarations sont faites, à Tunis, au Commissariat de la Sûreté ; dans les autres localités de la Régence, au Commissaire de Police, au commandant de la brigade de gendarmerie ou au contrôleur

(1) La loi espagnole fixe la majorité à 25 ans. (Tunis, 12 juin 1896, Journal des Tribunaux, 99.377). La loi maltaise, qui régit en Tunisie les Anglo-Maltaïes, fixe la majorité à l'âge de 18 ans. (Tunis, 19 juin 1895, J. T. 96.330). Est mineur l'Italien qui n'a pas 21 ans accomplis. (Tunis; 19 octobre 1898, Revue Algérienne et Tunisienne, 99, II, 392).

civil de la circonscription. On sait qu'en France la déclaration est reçue par le maire de la commune, sauf à Paris, où elle est faite devant le préfet de police, et à Lyon, où elle est reçue par le préfet du Rhône. (Arrêté Ministériel du 23 Août 1893).

La déclaration est reçue sur un registre d'immatriculation, dont un extrait frappé d'un droit de timbre de 90 centimes, doit être délivré au déclarant pour être représenté par lui à toute réquisition des agents de l'autorité. Bien que le décret ne le dise pas, on peut admettre que les étrangers auront le droit d'obtenir un duplicata de leur certificat d'immatriculation, moyennant le paiement d'un droit de timbre, comme on peut obtenir plusieurs expéditions du même acte de l'état-civil. En ce qui concerne les souches de ces extraits, qui doivent reproduire le numéro du registre et de la déclaration, elles doivent être conservées attenantes au registre, dans les archives du Commissariat. Les commissaires de police auront, en effet, à les consulter fréquemment pour assurer le service de surveillance et de contrôle des étrangers résidant dans leur circonscription. Dans le but de faciliter leurs recherches, la circulaire du 24 Octobre 1898 leur recommande de tenir constamment à jour le répertoire mis à leur disposition pour l'inscription des étrangers et sur lequel ils doivent inscrire, dans leur colonne respective, les noms, prénoms et nationalités des déclarants ainsi que le numéro du registre où ils figureront et celui de la déclaration.

Les déclarations individuelles de l'étranger, de la femme, de l'enfant majeur ou de l'enfant mineur d'étranger donnent lieu pour chacun des déclarants à l'établissement d'une fiche justificative transmise à la Direction de la Sûreté Publique.

A cette occasion, la circulaire résidentielle précitée insiste pour que les autorités compétentes apportent la plus grande attention à l'établissement de ces fiches qui comportent au recto toutes les indications mentionnées sur la déclaration et au verso le signalement du déclarant, et pour qu'elles exigent la présence même de l'étranger au moment de la déclaration. Elle donne enfin aux commissaires les indications suivantes, dont on comprendra tout l'intérêt : « Vous profiterez de cette circonstance pour prendre son signalement d'une façon très discrète et de manière à éviter toute fâcheuse interprétation. Vous aurez soin, d'autre part, d'éviter toute erreur dans la transcription orthographique sur les fiches du nom patronymique de l'étranger, des inexactitudes et des omissions dans l'indication de la date de la naissance et des autres renseignements. Tous ces renseignements devront être au surplus la copie textuelle de ceux figurant sur les pièces justificatives qui vous seront remises. Les noms patronymiques seront utilement écrits en petite ronde et les autres indications très lisiblement. »

L'exactitude de ces renseignements et la régularité de la transmission des fiches sont en effet de

la plus grande importance. Centralisées à la Direction de la Sûreté publique, ces fiches permettront de connaître tous les étrangers résidant dans la Régence, de les suivre dans leurs déplacements, d'exercer sur eux une surveillance efficace et d'assurer ainsi la découverte des malfaiteurs.

Le déclarant doit justifier de son identité. En France, la loi n'ayant pas déterminé les pièces que l'étranger doit produire, il appartient aux maires d'apprécier la valeur des documents présentés. Mais, avec la meilleure volonté du monde, l'identité de l'étranger ne sera pas toujours exactement vérifiée, et il arrivera souvent que la déclaration sera transformée en une vaine formalité. Or, il est nécessaire que l'identité du déclarant soit établie avec preuves à l'appui. Aussi, la circulaire tunisienne de 1898 recommande-t-elle de n'accepter que les pièces ayant un caractère officiel bien établi, telles que les extraits de naissance ou de casier judiciaire, les actes de mariage, les livrets de famille et, pour ceux des étrangers soumis aux obligations militaires, le livret ou le congé militaire. L'étranger célibataire devra donc fournir, à l'appui de sa déclaration soit un extrait de naissance ou un extrait de son casier judiciaire, soit un livret ou congé militaire. Quant à l'étranger marié, il devra joindre à l'une quelconque de ces pièces un extrait de son acte de mariage et fournir un acte de naissance pour chacun de ses enfants mineurs soumis à la déclaration.

Toutefois, il faut tenir compte du fait que dans certains pays, l'état-civil n'existe pas et que les ressortissants de ces pays, tels que les Maltais, ne pourront présenter que des actes de catholicité, actes de baptême ou actes de mariage religieux. Ces pièces devront assurément être acceptées. Mais il y a lieu de refuser les passeports, livrets ouvriers et certificats de toute nature qui pourraient être présentés en remplacement des actes que nous avons mentionnés plus haut. Il est, en effet, établi qu'il se fait un peu partout un véritable commerce de faux passeports.

L'article 3 du décret du 13 avril 1898 contient une disposition très importante aux termes de laquelle « les pièces justificatives seront *laissées en dépôt* au bureau de l'autorité de police du lieu qui en fera mention sur le récépissé de déclaration et les restituera à l'intéressé sur *la déclaration de ce dernier qu'il quitte la localité.* »

La loi française de 1893 ne prescrit pas le dépôt des pièces justificatives. Aussi arrive-t-il souvent que les mêmes pièces servent à plusieurs individus ! Rien n'est plus facile à un ouvrier étranger, après avoir fait sa déclaration de résidence dans une commune, que de prêter ses propres pièces à un compère qui pourra s'en servir, sans la moindre difficulté, dans une autre localité. On éprouverait peut-être des surprises sur la manière dont est appliquée la loi de 1893, si l'on procédait à des enquêtes sérieuses. Nous n'affirmons rien, mais il y a de gran-

des chances pour que nous soyons dans le vrai. Ce petit tour de passe-passe doit être d'un usage fréquent dans l'Est et dans le Nord de la France, régions dans lesquelles les industriels emploient de très nombreux ouvriers étrangers. Il y a donc là une lacune qu'il convient de combler. En Tunisie, cette pratique est impossible, puisque la loi décide que les pièces justificatives doivent être déposées au bureau de l'autorité de police du lieu et qu'elles ne doivent être restituées à l'intéressé que lorsque celui-ci quitte la localité. Il est évident que le dépôt de ces pièces crée aux autorités qui les détiennent, le devoir de veiller avec le plus grand soin à leur conservation. Les interprètes du décret de 1898 ont prescrit que les pièces de chaque étranger devraient être entourées d'une bande sur laquelle sont inscrits les nom et prénoms du déclarant, ainsi que le numéro de la déclaration et celui du registre d'immatriculation, et que le dossier ainsi constitué serait classé par numéro d'ordre. Excellente mesure qui permet de le retrouver facilement et de restituer son contenu à l'étranger quittant la localité.

Le décret beylical prescrit enfin qu'en cas de changement de résidence l'étranger devra faire viser son certificat d'immatriculation dans les deux jours de son arrivée et déposer à nouveau ses papiers dans les conditions que nous avons signalées précédemment. A cet effet, des cases permettant d'enregistrer les changements de résidence ont été éta-

blies au verso des certificats. En cas de changement de résidence, les commissaires de police et autres fonctionnaires compétents doivent mentionner au verso du certificat toute mutation à laquelle pourrait donner lieu un étranger, soit à son arrivée, soit à son départ. A l'arrivée, une fiche justificative du visa doit être établie et transmise à la Direction de la Sûreté publique ; au départ, un avis de départ doit seulement être communiqué à cette même Direction, en ayant soin d'en adresser un duplicata à l'autorité du lieu où l'étranger aura déclaré vouloir se rendre. Dans le but d'assurer d'une façon encore plus complète l'exécution des prescriptions du décret, l'article 5 a prévu une pénalité pour toute personne qui emploierait un étranger n'ayant pas fait sa déclaration ou même n'ayant pas fait viser son certificat de résidence.

Telle est l'économie générale du décret du 13 avril 1898. Cette législation, bien préférable à celle de la Métropole, comme nous avons essayé de le démontrer, était devenue une nécessité inéluctable. Elle a donné tous les résultats qu'on s'en était promis au point de vue de l'ordre social et de la sécurité publique. C'est ce qui nous reste à démontrer.

L'application du décret sur le séjour des étrangers dans la Régence a commencé du jour de sa promulgation. Toutefois, un délai de deux mois, à partir du 1^{er} mai 1898, était accordé aux étrangers déjà établis en Tunisie pour se conformer aux prescriptions du décret.

Les opérations du contrôle des étrangers furent beaucoup plus longues qu'on ne le supposait. La classe bourgeoise italienne ne fit pas un bon accueil aux dispositions en vue de donner à la nouvelle législation un effet rétroactif. « Il fallut user des ménagements pour exécuter le décret sans soulever de protestations. De là, des lenteurs inévitables auxquelles se résigna le gouvernement tunisien, désireux avant tout de calmer les esprits et de montrer aux étrangers qu'un semblable règlement n'avait rien d'inquisitorial. (1) »

Cependant, grâce à l'activité déployée par la Direction de la Sûreté publique, les étrangers déjà établis dans la Régence se décidèrent à se soumettre au contrôle édicté par la loi, tandis que les émigrants s'empressaient de faire leur déclaration dans le délai prescrit. Les opérations nécessitées par l'exécution du décret durèrent environ huit mois ; elles furent fructueuses, puisque, au 31 décembre 1898, la Direction de la Sûreté publique avait reçu 79,494 déclarations d'étrangers. Le nombre des étrangers ayant souscrit une déclaration de résidence en 1899 est de 11.682, dont 11.001 Italiens ; il est de 13.242 dont 12.489 Italiens en 1900, de 15.948 dont 11.216 Italiens en 1901, de

(1) Gaston Loth « Le peuplement italien en Algérie et en Tunisie », p. 85 et s.

12 706 dont 12.106 Italiens en 1902 et de 11.898 dont 11.254 Italiens en 1903. (1).

Toutefois, il faut tenir compte des départs dont la Direction de la Sûreté publique n'a pas toujours connaissance, nombre d'intéressés négligeant de réclamer, au moment de leur départ, les pièces qui leur sont demandées lors de leur arrivée et qui, ainsi que nous l'avons vu précédemment, doivent être laissées en dépôt au bureau de l'autorité de police du lieu. Il faut aussi déduire les décès, chose facile, les permis d'inhumer n'étant délivrés que par les agents des Municipalités. Le service du Contrôle des Etrangers à la Direction de la Sûreté publique a inscrit sous la rubrique « partis ou décédés du 1^{er} mai 1898 au 31 décembre 1903 », 41.423 Italiens, ce qui porte à 80.609 le nombre des Italiens établis à cette date dans la Régence. (2)

Au 31 décembre 1906, le chiffre total des déclarations effectuées depuis le 1^{er} mai 1898, déduction faite des départs et des décès, était de 108.368, com-

(1) Tous ces chiffres sont extraits des états annuels dressés par la Direction de la Sûreté publique (Archives), sauf pour l'année 1900 au sujet de laquelle nous avons dû consulter le « Rapport du Président de la République sur la situation de la Tunisie en 1900 » (p. 3).

(2) Cf. Rapport au Président de la République, 1900, P. 3 et l'ouvrage de M. G. Loth sur le « Peuplement italien en Algérie et en Tunisie », p. 87.- V. étiam, Archives de la Direction de la Sûreté publique.

prenant 92.112 Italiens, 12.133 Anglo-Maltais et 5.003 individus d'autres nationalités. (1)

Au 31 décembre 1907, ce chiffre s'élevait à 112.957 déduction faite des départs et des décès. (2) Enfin, d'après une statistique qui nous a été communiquée par la Direction de la Sûreté, 10.539 Italiens ont souscrit, pendant l'année 1908, une déclaration de résidence en Tunisie. Nous ferons toutefois remarquer que les enfants nés postérieurement à l'établissement de la fiche de leurs parents échappent pour la plupart à cette sorte de recensement. En évaluant leur nombre à 1/10, on reste probablement au-dessous de la vérité.

Si nous voulons connaître l'importance de la population flottante, nous n'avons qu'à consulter la statistique des fiches de déplacements dont nous avons parlé déjà en commentant l'article 4 du décret de 1898. Ainsi, du 1^{er} mai 1898 au 31 décembre 1903, 65.000 fiches de déplacements en Tunisie ont été établies. (3)

Il est certain que le nombre des individus n'o-

(1) Rapport au Président de la République, année 1906, p. 441.

(2) Rapport au Président de la République, année 1907, p. 6 de la statistique générale.

(3) Archives de la Direction de la Sûreté Publique.

béissant pas aux prescriptions de la loi est peu considérable ; on peut l'évaluer à 4.000. (1)

D'autre part, le dénombrement quinquennal de la population européenne civile vivant en Tunisie, a prouvé que 94.285 étrangers étaient établis dans la Régence au 16 décembre 1906, (2) alors qu'ils étaient 97.279 au 31 décembre 1903 (3).

Sur tous ces points, les tableaux publiés dans les rapports adressés chaque année par le Ministre des Affaires étrangères au Président de la République, sont confirmés par les statistiques dressées par la Direction de la Sûreté publique. (4)

Ces quelques renseignements démographiques font facilement ressortir toute l'importance du décret du 13 avril 1898. (5) L'exécution des prescriptions qu'il renferme a permis à la police d'arrêter et

(1) Chiffre indiqué par M. Loth dans son livre « Le Peuplement italien » comme se rapprochant le plus de la vérité. D'autres auteurs ont donné des chiffres encore plus élevés ; mais comme ils ne fournissent aucune preuve, on ne peut les prendre en considération.

(2) V. Bulletin de la Direction de l'Agriculture, du Commerce et de la Colonisation. (2^e trimestre 1907).

(3) Archives de la Direction de la Sûreté Publique.

(4) V. le compte-rendu de la marche des services (Années 1898-1908). Archives de la Direction de la Sûreté Publique.

(5) On consultera utilement le précieux ouvrage de M. Gaston Loth sur le « Peuplement en Algérie et en Tunisie » au sujet de l'importance de l'immigration italienne en Tunisie. Voir particulièrement le chapitre III p. 63.

de surveiller un assez grand nombre de criminels et d'échappés de bagnes qui, avec le gros des travailleurs italiens, entraient en Tunisie. Aujourd'hui, on ne peut plus craindre de voir des bandits se dissimuler dans la foule des ouvriers employés dans les mines et dans les exploitations agricoles. Tous les éléments mauvais de la population italienne ont pu être éliminés peu à peu, grâce à l'application de l'article 7 du décret de 1898. En effet, aux termes de cet article, le Premier Ministre peut, par mesure de police, enjoindre à tout étranger voyageant ou résidant dans la Régence, et dont la présence serait de nature à compromettre la sécurité publique, de sortir immédiatement du territoire tunisien. Toutefois, l'arrêté d'expulsion doit être contresigné par le Résident général.

« Longtemps, écrit M. Gaston Loth, (1) la Tunisie fut le refuge de tous les bandits échappés du bagne de Pantellaria, de tous les *pregiudicati* contraints au domicile forcé, de tous ceux qui avaient commis un crime ou un délit dans la péninsule et qui avaient réussi à échapper aux recherches de la justice. Une véritable *Maffia* analogue à celles qui fonctionnaient à Palerme et à Trapani, s'était organisée à Tunis. Il y eut des crimes qui produisirent dans toute la Tunisie une impression d'autant plus profonde que les auteurs restaient insaisissables. »

(1) Le « Peuplement italien » op. cit. p. 331.

Depuis la centralisation des forces de police entre les mains d'un seul fonctionnaire et l'adoption des mesures préventives à l'égard des étrangers, cet état de choses déplorable n'existe plus. Expulsés, les sujets siciliens « plus habitués à manier le couteau que la pioche ou la bêche » ! Disparus, les malfaiteurs se sachant traqués par la police et comprenant que leur intérêt bien entendu était de fuir au plus vite cette terre inhospitalière. « — Je pars pour Suez, écrivait l'un d'eux, à un ex-compagnon de chaîne resté en Italie, et je t'engage à ne point venir ici. Il n'y a rien à faire pour nous en ce pays. » (1) Il n'est point besoin d'ajouter que la Tunisie se passe volontiers de cette catégorie d'hiverneurs !

L'article 8 du décret du 13 avril 1898, à l'instar du même article de la loi française du 3 décembre 1849, établit une sanction pénale au cas de violation des arrêtés d'expulsion. Il décide, en effet, que tout étranger qui, après être sorti de la Régence y serait rentré sans l'autorisation du Gouvernement, sera puni d'un emprisonnement de un mois au moins et de six mois au plus ; en outre, qu'il sera expulsé après l'exécution de sa peine.

Nous donnons ci-dessous la statistique des étrangers qui ont été expulsés de la Tunisie depuis 1898 jusqu'en 1907 inclusivement. On remarquera

(1) Le « Peuplement italien » op. cit. p. 162. L'auteur, M. Loth, tenait ce renseignement de M. Fabry, ancien président

que les sujets italiens y figurent pour plus des deux tiers. (1)

ÉTAT ANNUEL des étrangers expulsés du territoire tunisien depuis 1898

NATIONALITÉS	1898	1899	1900	1901	1902	1903	1904	1905	1906	1907	Total
Allemands.....	»	5	2	4	4	6	6	2	3	3	29
Anglais.....	1	2	»	»	»	»	»	»	1	»	4
Anglo-Maltaïes.....	8	26	5	6	13	6	12	6	10	11	103
Autrichiens.....	»	1	»	»	4	4	»	4	2	1	7
Belges.....	»	4	»	»	»	1	»	2	»	1	5
Egyptiens.....	»	»	2	»	4	1	»	»	»	»	4
Espagnols.....	»	5	»	1	1	2	6	6	3	5	29
Grecs.....	2	8	»	3	4	»	4	»	»	»	18
Italiens.....	99	341	123	108	196	185	151	142	175	119	1.639
Marocains.....	1	3	6	42	9	9	8	3	16	4	71
Ottomans.....	4	12	7	12	28	19	30	16	23	28	179
Roumains.....	»	1	»	»	»	»	1	»	»	»	2
Russes.....	»	1	»	»	»	»	»	»	»	1	2
Suisses.....	»	1	»	»	»	»	4	2	3	2	9
Syriens.....	1	1	1	»	»	»	»	»	»	1	4
Divers.....	»	1	1	»	2	»	»	10	»	6	20
TOTAL.....	116	409	147	143	256	230	216	190	236	182	2.125

Enfin, de 1898 à 1908, 1801 individus ont été condamnés par les tribunaux correctionnels de la Régence pour infractions au décret sur le séjour des étrangers (2). Les résultats obtenus grâce à

du tribunal de Tunis, aujourd'hui conseiller à la Cour d'Appel de Paris.

(1) Ce tableau est extrait du « Rapport au Président de la République sur la situation de la Tunisie en 1907 » p. 44.

(2) Etats des jugements prononcés soit contradictoirement, soit par défaut, en tenant compte des décisions de la Cour d'Appel, par les tribunaux correctionnels de Tunis et de Sousse (1898-1908). (Archives de la Direction de la Sûreté Publique). Pendant cette période, le tribunal de Tunis a condamné 1198 individus et celui de Sousse 603, pour infractions au décret de 1898.

l'exécution du décret de 1898 sont donc plus que satisfaisants. « En quelques années, écrit un auteur apprécié, la tourbe des gens sans aveu, nomades du vice et du crime, promenant leur oisiveté dans tous les ports du Levant, a cessé de compter la Tunisie parmi les régions bénies où l'on pouvait échapper aux investigations de la justice ». La place est donc libre pour les véritables travailleurs, les-seuls dont la Tunisie ait besoin. Et puis, dans une certaine mesure, protéger les travailleurs, n'est-ce pas protéger le travail ?

*
* *

Nous ne saurions terminer ce paragraphe sans dire quelques mots de l'extradition et de la naturalisation, questions qui entrent dans les attributions de la Direction de la Sûreté publique, soit quelle doive faire procéder à l'arrestation des étrangers dont l'extradition a été accordée, soit qu'elle soit appelée à donner son avis sur les individus dont la naturalisation a été demandée.

En vue d'assurer, autant que possible, l'arrestation et la remise à la juridiction compétente des malfaiteurs qui cherchent à se soustraire par la fuite à l'action de la justice, des décrets ont étendu à la Tunisie les traités en vigueur entre la France et certains pays étrangers (1). Ces traités règlent les

(1) V. ces décrets dans le « Code annoté » de P. Zeys. Tome II p. 1056 et s.

conditions dans lesquelles les arrestations devront être effectuées. Ainsi, le décret du 1^{er} février 1897, promulguant en Tunisie la convention d'extradition et le protocole conclus le 28 septembre 1896 entre les gouvernements français et italien, décide, en son article 10, que l'individu poursuivi pour l'un des faits prévus par ladite convention devra être arrêté préventivement, sur la production d'un mandat d'arrêt ou autre acte ayant la même force, décerné par l'autorité compétente et communiqué par voie diplomatique ; il dit qu'en cas d'urgence l'arrestation provisoire devra être effectuée sur avis, transmis par la poste ou par le télégraphe, de l'existence d'un mandat d'arrêt ou d'un acte ayant la même force, à la condition toutefois que cet avis sera régulièrement donné par voie diplomatique au Ministre des Affaires Etrangères du pays dont la juridiction s'exerce sur le lieu de refuge.

Toutefois, l'arrestation est facultative si la demande est directement parvenue à une autorité judiciaire ou administrative ; mais cette autorité doit procéder, sans délai, à tous interrogatoires et investigations propres à établir l'identité de l'individu ou les preuves du fait incriminé.

En ce qui concerne l'extradition des Algériens et des Tunisiens, la procédure est beaucoup plus simple. La convention du 17 mai 1884 (1) dit que les

(1) V. Zeys, *op. cit.* T. II. p. 1061.

Tunisiens poursuivis pour crimes ou délits commis dans leur pays et réfugiés en Algérie seront extradés sur le vu d'un mandat émanant du tribunal compétent et établissant qu'ils sont régulièrement poursuivis. Ce mandat doit être revêtu du visa du Procureur de la République de Tunis ou de Sousse et transmis par les soins du Résident Général au Gouverneur Général de l'Algérie.

Quant aux Algériens poursuivis pour crimes ou délits commis dans leur pays et réfugiés en Tunisie, ils pourront être extradés sur le vu d'un mandat émis par le juge d'Algérie compétent et visé par le Parquet de Tunis ou de Sousse. La Direction de la Sûreté publique ne pourra donc faire procéder à l'arrestation de l'individu réfugié en Tunisie que sur un ordre du Parquet, à moins bien entendu que cet individu ne se soit rendu coupable d'un crime ou d'un délit commis dans la Régence (1).

La Direction de la Sûreté Publique est enfin chargée de faire des enquêtes sur les individus qui demandent la naturalisation française, laquelle est actuellement régie par le décret du 28 février 1899.(2)

(1) Nous n'avons pas pu trouver de statistique complète sur les extraditions accordées et les arrestations auxquelles elles ont donné lieu. Mais il est permis de croire que le nombre en est assez élevé. Voir, néanmoins, les comptes-rendus de la marche des Services. Années 1898-1908, annexées aux P. V. de la Conférence Consultative.

(2) V. Zeys, op. cit. Tome II. p. 722 et s.

Sans nous étendre sur cette importante question, — que nous avons l'intention d'étudier plus tard dans un ouvrage spécial, en tenant compte des idées républicaines et de l'état social des Tunisiens, — disons seulement que le nombre des étrangers naturalisés en vertu du décret de 1889 s'élevait en 1907 à 1.013 (1). En 1907, 216 personnes avaient demandé la naturalisation ; 163 seulement l'ont obtenue, dont 112 Italiens, 22 Anglo-Maltaïes, 4 Espagnols, 4 Grecs et 21 personnes de nationalités diverses.

Les enquêtes menées par la Direction de la Sûreté Publique, — sauf celles qui concernent les militaires, — ont pour résultat de déterminer le degré de moralité du candidat à la naturalisation. C'est dire avec quelle impartialité elles doivent être conduites. Les rapports de police, — sur la sincérité desquels on glose tant, — sont une sorte d'épreuve éliminatoire ; mais, si leur nécessité s'impose, — sous peine de donner la qualité de Français à des individus qui ne la méritent pas, — on comprend avec quelle conscience ils doivent être dressés. En cette matière, les renseignements de police doivent être de la plus grande exactitude, car d'eux dépend le résultat de l'enquête à laquelle doit se livrer la Direction de la Sûreté Publique.

(1) V. Rapport au Président de la République. 1907 p. 16 et s.

§7. — *L'Espionnage. — Mesures préventives et répressives.*

Afin de mettre la Tunisie à l'abri d'un coup de main, le Gouvernement de la République a doté ce pays d'un corps d'occupation ; dans le but de permettre à nos navires de guerre de se réparer et de se ravitailler, il a construit à Bizerte un arsenal et un port militaire de premier ordre. Or, il est avéré que les puissances européennes et particulièrement l'Allemagne — nous en faisons la triste expérience — cherchent par tous les moyens, légitimes ou inavouables, à pénétrer les secrets qui intéressent la défense du territoire et la sûreté extérieure de celles avec lesquelles elles pourraient entrer en lutte. L'admirable pays qu'est la Tunisie, sur le territoire duquel la France a envoyé des soldats et construit des ouvrages militaires ne devait pas échapper aux investigations des espions.

Le Gouvernement tunisien s'en est rendu compte et, en même temps qu'il élargissait le rôle de la police, il promulguait le décret du 1^{er} août 1904 (1) en vue de réprimer l'espionnage.

En cette matière, la police doit opérer une surveillance d'autant plus active que, parmi le nombre considérable de touristes qui visitent chaque année la Tunisie et la parcourent dans tous les sens, il est

(1) V. Zeys. op. cit. Supplément de 1904. p. 426.

relativement facile aux espions de se dissimuler, de reconnaître les voies de communication, de lever des plans, de recueillir enfin des renseignements intéressant la défense territoriale ou maritime de l'Etat français ou tunisien.

Le décret sur les étrangers et celui sur les guides édictent bien des mesures en vue de permettre aux autorités de connaître la nationalité et l'état-civil des personnes qui séjournent en Tunisie pour un temps plus ou moins long. Mais comment empêcher un officier étranger, par exemple, de se déguiser, de prendre un faux nom et de dissimuler sa qualité, sa profession ou sa nationalité ! Tout ce que la police peut faire, c'est chercher à l'identifier, à le reconnaître au milieu de la foule des humains. Et encore ne sera-ce pas toujours chose facile, surtout en ce qui concerne les individus qui ont fait un apprentissage sérieux de l'espionnage, comme cela se pratique dans le pays d'Outre-Rhin.

D'autre part, il importe que le Gouvernement soit exactement renseigné sur les agissements des chefs indigènes.

Pour nous défendre contre l'espionnage et aussi contre ce qu'ils appelaient « une certaine époque » les menées anglaises », d'aucuns avaient cru devoir préconiser l'organisation d'une sorte de police spéciale mi-française et mi-indigène, chargée de visiter les douars, d'inspecter les tribus, de surveiller les chefs indigènes, administrateurs ou religieux (1)

(1) V. le journal « Le Promeneur », du 13 juillet 1901, n° 321.

« Ce serait, disait-on, un service de contre-espionnage qui serait des plus utiles à la France dans l'Afrique du Nord. Il pourrait même y avoir entente entre la Résidence Générale de France à Tunis et le Gouvernement de l'Algérie ; et le cercle d'action de nos agents pourrait — tout en ne conservant qu'un centre — s'étendre jusqu'au Maroc. » Et notons que ce cercle devait englober aussi la frontière tripolitaine !

Cette proposition ne fut même pas prise en considération, tant parurent grands les inconvénients, bien plus, les dangers d'une telle organisation. Aussi bien un tel projet sembla-t-il irréalisable.

L'organisation administrative actuelle de la Régence est plus que suffisante au point de vue de la police politique. Les contrôleurs civils et les commissaires de police et, dans les territoires du Sud, les chefs des Bureaux des affaires indigènes, sont à même de signaler au Gouvernement tout ce qui serait de nature à compromettre la sûreté générale. En outre, les brigades de police mobile régionales jouent, au point de vue de la police politique, un rôle des plus importants ; et il leur est facile de suivre les faits et gestes des étrangers suspects.

Le gouvernement peut donc se défendre contre l'espionnage, s'il ne peut rien contre la trahison.

Le décret du 1^{er} Août 1904, pris à la suite de certaines affaires d'espionnage, édicte des peines contre ceux qui exercent ce métier. Il prévoit tous les cas

d'espionnage, qu'il soit pratiqué par des fonctionnaires, agents ou préposés des gouvernements français et tunisien, ou par des professionnels étrangers. Le seul reproche qu'on peut lui adresser est de ne pas édicter des peines assez sévères. Il est des cas dans lesquels l'espionnage devrait être puni de mort. Une condamnation à quelques mois ou à un an de prison ne décourage pas un espion ; bien au contraire, la puissance qui l'emploie lui sait gré des dangers qu'il court et le paie plus largement.

Le décret de 1904 contient une exception au droit commun suivi en Tunisie qu'il importe de signaler : la juridiction française seule est compétente, et quelle que soit la nationalité des inculpés, pour connaître suivant les règles édictées par le code d'Instruction criminelle des infractions à ce décret. Toutefois, les militaires, marins ou assimilés demeurent soumis aux juridictions spéciales dont ils relèvent, conformément aux codes de justice militaire des armées de terre et de mer, et d'après les règles du droit commun en ce qui concerne la complicité.

Telles sont les mesures prises en vue de prévenir et de réprimer l'espionnage.

§ 8. — *Réglementation de la profession de guide.*

Le décret du 7 Décembre 1906 (1), qui réglemente en Tunisie la profession de guide, est le complément du décret du 1^{er} Août 1904 sur l'espionnage.

Il facilite en effet dans une large mesure la tâche de la police au point de vue de la sécurité générale et lui permet de surveiller plus étroitement et plus efficacement les allées et venues des nombreux étrangers qui parcourent la Tunisie, étrangers dont les agissements sont parfois suspects et de nature à compromettre les mesures prises en vue d'assurer la défense nationale.

Une circulaire du Secrétaire Général du Gouvernement Tunisien du 24 Décembre 1906 (2) commente ainsi les articles 3, 6 et 7 de ce décret.

L'article 3 définit la profession de guide. Il s'agit, en l'espèce, de toute personne qui fait profession d'accompagner les touristes, soit pour leur faire visiter la ville où ils résident momentanément, ou toute autre localité de la Régence, soit pour les conduire dans des magasins ou des hôtels, ou pour les accompagner à la chasse dans une région quelconque de la Tunisie. Il est bien entendu, toutefois,

(1) V. « Journal Officiel Tunisien » n° 90 du mercredi 12 décembre 1906, et P. Zeys « Code Annoté » Suppléments de 1906, 07, 08, p. 834.

(2) Archives de la Direction de la Sûreté Publique.

que le décret ne concerne pas les portefaix ou commissionnaires qui se bornent à porter les bagages des voyageurs ou touristes et à les conduire à l'hôtel qu'ils ont indiqué ou à leur domicile, sans leur donner d'autre indication.

Les articles 6 et 7 prévoient la tenue d'un registre pour les directeurs ou gérants d'agences de voyage, et le port d'un livret individuel pour les guides. Ce livret, qui doit mentionner les noms et prénoms des touristes qu'ils accompagnent, doit être soumis au visa de la même autorité dans les localités où les touristes séjournent pendant une période excédant vingt-quatre heures.

La profession de guide ne peut être exercée qu'avec une autorisation préalable du Premier Ministre; cette autorisation n'est délivrée que sur l'avis, après enquête, de la Direction de la Sûreté publique.

La demande d'autorisation doit être faite sur papier timbré et doit indiquer les nom, prénoms, date et lieu de naissance, profession et domicile du postulant. Elle est accompagnée d'un extrait de son casier judiciaire et en outre, s'il est sujet Tunisien, d'un certificat constatant qu'il n'a subi aucune condamnation de l'espèce mentionnée par l'article 8 du décret précité. Cet article décide qu'en aucun cas l'autorisation de tenir une agence de voyage ou d'exercer la profession de guide ne pourra être accordée : 1^o aux individus condamnés pour crime de droit commun ; 2^o aux individus condamnés à

l'emprisonnement pour vol, recel, escroquerie, filouterie d'aliments, abus de confiance, recel de malfaiteurs, outrage public à la pudeur, outrages aux mœurs, excitation de mineur à la débauche, tenue de maison de jeu de hasard, vagabondage et mendicité.

L'incapacité est perpétuelle à l'égard des individus condamnés pour crimes. Elle cesse cinq ans après l'expiration de leur peine à l'égard des condamnés pour délits, si pendant ces cinq années ils n'ont encouru aucune condamnation correctionnelle à l'emprisonnement. Toutefois, nous devons ajouter que, même en l'absence de toute condamnation, les autorisations ne sont jamais accordées aux individus ne jouissant pas d'une bonne réputation et sur lesquels la police fournit de mauvais renseignements. Mesures excellentes sur la légitimité desquelles il serait superflu de s'expliquer.

Les condamnations prévues à l'article 8, lorsqu'elles sont prononcées contre un directeur ou gérant d'agence de voyages ou contre un guide, entraînent de plein droit et pendant le même délai de cinq ans, l'interdiction de tenir ou de gérer une agence de voyages ou d'exercer la profession de guide, à partir du jour où les condamnations sont devenues définitives.

Les peines prévues pour infraction au décret du 7 décembre 1906 sont l'amende et l'emprisonnement; elles varient suivant la nature du délit et

peuvent entraîner le retrait de l'autorisation par arrêté du Premier Ministre.

Ce décret est l'un des instruments importants dont la bonne exécution concourt heureusement au maintien de la sécurité publique.

§ 9. — *Mesures relatives aux passeports*

L'institution du passeport en Tunisie remonte aux premières années de l'occupation française ; elle a été décidée dans l'intérêt de la sécurité générale du territoire. En effet, il arrive souvent que, par suite de la sécheresse ou de tout autre événement, un grand nombre d'indigènes quittent leur tribu pour aller s'installer, avec leurs troupeaux, dans des régions moins éprouvées. Si l'autorité ignore ces mouvements, il en peut résulter une situation fort préjudiciable au bon ordre et à la sécurité des campagnes. En outre, il importe que le gouvernement soit renseigné sur les déplacements des indigènes qui quittent temporairement ou sans esprit de retour le territoire tunisien, sur les séjours des Algériens dans la Régence.

C'est pourquoi la circulaire du 15 octobre 1885 (1) prescrit aux Caïds de délivrer des permis de voyage à ceux de leurs administrés qui veulent circuler

(1) V. Zeys, op. cit. Tome II p. 750 ; « Officiel », 1885, 721.

dans la Régence ; il est vrai que les prescriptions qu'elle contient n'existent plus qu'en droit. Dans le même esprit, la circulaire du 6 août 1888 (1) rappelle aux Caïds que leurs administrés ne peuvent quitter leur tribu d'origine sans se munir d'un permis de voyage, que les groupes d'indigènes qui vont s'installer dans d'autres territoires doivent réclamer des passeports, « car il arrive que chacun de ces groupes agit à sa guise, se déplace ou se fractionne sans avertir l'autorité dont il relève ou celle du pays où il s'est installé, ni de ses projets de migration, ni de ses mouvements », ce qui ne laisse pas que de compromettre la sécurité du pays.

De même, la circulaire ministérielle du 2 décembre 1885 (2) décide que les voyages en Algérie ou à l'étranger ne peuvent être entrepris par les indigènes qu'avec un passeport. Cette prescription a de nouveau fait l'objet du décret beylical du 13 mars 1897 (3), qui édicte des pénalités contre ceux qui partent pour l'étranger sans s'être munis de passeport. Ce texte vise tous les sujets tunisiens, aussi bien les Israélites que les Musulmans.

Nous ne citerons que pour mémoire les circulaires ministérielles du 16 mai 1883 et du 25 février 1886 qui ordonnent de n'accorder des passeports

(1) V. Zeys, op. cit. Tome II p. 751 ; « Officiel », 1888, 230.

(2) V. Zeys, op. cit. Tome II p. 750 ; « Officiel », 1885, 721.

(3) V. Zeys, op. cit. Tome II p. 751 ; « Officiel », 1897, 157.

pour la Mecque qu'aux individus ayant les moyens de faire le voyage. (1)

La circulaire résidentielle du 5 février 1901 informe les contrôleurs civils que, conformément aux ordres reçus de la Porte Ottomane, les autorités tripolitaines exigent des voyageurs venant de Tunisie la production d'un passeport ou d'un visa tunisien, et les invite à faire effectuer une surveillance sévère sur les embarquements pour éviter des départs d'indigènes algériens ou tunisiens, non pourvus de passeports réguliers, pour la Tripolitaine et pour Malte. (2) Enfin, le Consul Général de France à Tripoli ayant signalé à la Résidence Générale l'intérêt qu'il y aurait à ce qu'il fût informé de tous les embarquements de sujets tunisiens munis de passeports réguliers à destination du Vilayet, ce qui lui permettrait d'exercer un contrôle efficace sur nos protégés et d'empêcher les fausses déclarations d'individus qui se prétendent indûment tunisiens et allèguent que la Porte Ottomane leur a retiré leurs pièces d'identité, une circulaire résidentielle en date du 3 mars 1903 (3) a prescrit aux Contrôleurs civils, chaque fois qu'ils viseront un

(1) Cf. sur ce point P. Zeys, *op. cit.* Tome II, p. 750 et 751.

(2) V. Zeys, *op. cit.* Année 1901, p. 37. Ces contrôleurs, sauf celui de Tunis, sont délégués pour viser ces passeports à destination de Tripoli et gratuitement. (Note de la Résidence Générale du 21 février 1901).

(3) V. Zeys, *op. cit.* Année 1903, p. 239.

passport délivré à un sujet tunisien à destination de Tripoli, d'en informer notre Consul Général par l'envoi d'un bulletin d'avis.

Quant aux Algériens qui pénètrent en Tunisie sans aucun permis de voyage ou avec des permis périmés, la circulaire dn 6 février 1890 (N° 18) prescrit aux contrôleurs civils de les faire arrêter et diriger sur la frontière. Ces dispositions visent spécialement les vagabonds et les individus n'ayant pas de moyens d'existence connus. Mais tout autre est le cas, surtout dans les régions limitrophes de la Régence, des Algériens munis de permis de voyage réguliers pour se rendre en Tunisie, et qui sont souvent amenés, par les nécessités de leur commerce, à prolonger leur séjour sur le territoire tunisien au-delà des délais fixés. Afin de ne pas exposer les voyageurs de cette catégorie à se trouver dans une situation irrégulière, la circulaire résidentielle du 1^{er} Juin (1) autorise les contrôleurs civils à prolonger eux-mêmes, pour un délai maximum de six mois, la durée des permis de voyage délivrés par les autorités algériennes. La même mesure est d'ailleurs appliquée, à titre de réciprocité, aux Tunisiens voyageant en Algérie et dont les permis seraient périmés,

(1) V. Zeys, *op. cit.* Année 1901, p. 59.

§ 10. — *L'alcoolisme. — La réglementation des débits de boissons et des cafés maures.*

« L'alcool est un bouillon de culture pour tous les mauvais ferments qui existent déjà dans un peuple : il multiplie les tendances au crime, au suicide, à la démence, à la violence et surtout à la paresse. » (1)

Et l'alcool a donné naissance à l'alcoolisme, ce nouveau chancre de la société.

Nombreux sont les remèdes employés contre l'alcoolisme. Ils ont tous fait l'objet d'ouvrages considérables et les écrivains ont été d'accord pour reconnaître que les plus efficaces sont la prohibition de la vente ou même de la fabrication de l'alcool, la limitation du nombre des débits, l'établissement de droits élevés sur l'alcool ou sur les débits. Enfin, de très nombreuses sociétés antialcooliques tentent de louables efforts en vue d'inculquer au peuple tous les maux qu'engendre l'abus du poison vert.

Il est toutefois un remède dont on ne parle guère et que, souvent, on oublie volontairement, c'est l'action de la police, à laquelle s'ajoute la répression pénale de l'ivresse.

Nous tenterons de démontrer en quoi consiste cette action de la police, car la police ne consiste

(1) Gide « Cours d'Economie politique » 1909. p. 741.

pas seulement à s'emparer des délinquants pour les déférer aux tribunaux. Son rôle est plus large et plus noble.

L'alcoolisme, dit M. le professeur Valran, « s'est insinué comme un poison perfide à Tunis, à Bizerte, à Sousse, à Sfax et dans la plupart des autres villes à l'intérieur ; il a apparu à la côte, et du littoral il s'avance par infiltration dans les traînées du sillon occidental jusqu'à l'hinterland... L'alcoolisme dans la Régence peut être symbolisé en une forme concrète et suggestive par la *bibite à un sou*. C'est le débit de la liqueur vénéneuse dans les bas quartiers, dans les enfoncements clandestins, encombrés de masses humaines qui grouillent ou s'empilent, selon l'heure et la chaleur du jour, dans une atmosphère grasse et ampuantie de relents âcres et congestionnants. Là, pour un sou, dans de petits verres épais, lourds, évidés en dés à coudre, est versé un alcool de grain à peine dédoublé et remonté de je ne sais quel picrate, mixture innomable et brûlante qui râcle la gorge, consume le sang et porte dans tout l'organisme la phtisie. » (1)

C'est un fait : nous qui prétendons porter en Tunisie la civilisation, nous tolérons que l'alcoolisme

(1) V. Gaston Valran, professeur au lycée d'Aix, « Dépêche Coloniale » octobre 1907 : « L'alcoolisme en Tunisie ». Cet article a été reproduit dans le journal « Le Tunisien » du 24 octobre 1907.

y prenne les proportions d'un péril national et nous avons la naïveté de croire que le Coran suffit à retenir le Musulman tenté par l'alcool !

Or, en présence de cette maladie antisociale, que fait-on ? On se contente de combattre l'alcoolisme par l'éducation morale. Plusieurs groupes, dont la Société tunisienne antialcoolique, répandent la bonne parole dans des conférences populaires. C'est bien, mais c'est insuffisant. Il est difficile de lutter en faisant simplement appel à l'hygiène, à l'économie, dans les milieux indigènes. Cet enseignement porte à peine ses fruits dans la Métropole, et l'on veut qu'en Tunisie, où le peuple est en général ignorant, il opère le miracle de supprimer l'alcoolisme ! Ce qu'il faut détruire, c'est la cause du mal. Morte la bête, mort le venin. Le seul remède efficace, c'est la suppression de la vente de l'alcool en Tunisie. M. le professeur Alglave n'admet pas cette opinion et il dit, en prenant comme exemple les Etats-Unis, que le plus grand nombre de fous se trouve dans les Etats qui se sont interdits la vente de l'alcool, parcequ'on vend de l'alcool en fraude. « Quand on est incapable d'empêcher une chose, dit-il, si on l'interdit, on ne fait qu'établir l'hypocrisie et probablement un plus grand mal. Cherchez à restreindre, si vous ne pouvez empêcher, car si défendez absolument, la consommation clandestine se substituera à la consommation ostensible, et les résultats seront pires. En France, tous les règlements sur la prostitution ont les mêmes résultats

que les règlements américains sur l'alcool ; on se dérobe naturellement aux règlements trop rigoureux. Plus l'Administration est dure, et plus on fait ce qu'on peut pour éviter les visites sanitaires et les brutalités policières (1) ».

Nous ne pouvons suivre l'éminent professeur dans cette théorie. Le dernier mot doit appartenir au législateur qui, en cette matière, fait tout son devoir en usant de sévérité.

En Belgique et en Suisse, des lois ont prohibé la vente de l'absinthe ; récemment, un projet de loi en ce sens a été déposé en France ; mais nous doutons fort qu'il aboutisse, en présence des mœurs politiques actuelles.

Cependant, si les pouvoirs publics se sentent impuissants à interdire purement et simplement la vente de l'alcool, ils peuvent avoir recours à d'autres remèdes comme l'établissement de droits élevés sur l'alcool ou sur les débits, ou la limitation du nombre des débits de boissons.

En Tunisie, les droits de consommation ne sont que de 125 francs par hectolitre d'alcool pur, alors qu'ils devraient être plus élevés qu'en France, la Tunisie étant — on ne saurait trop le répéter — un pays de colonisation. Encore faudrait-il triompher des résistances certaines des viticulteurs.

(1) Cours public de législation financière de M. le professeur Alglave, à la Faculté de droit de Paris. « Les impôts ». Année 1908-1909.

Le Gouvernement pourrait encore prendre le monopole de la fabrication, comme en Suisse, et même celui de la vente, comme en Russie, où l'Etat vend l'eau-de-vie dans ses bureaux comme chez nous le tabac. Cette réforme ne pourrait aboutir en France, où les bouilleurs de crû et les débitants d'alcool, c'est-à-dire près d'un million et demi de citoyens, sont assez forts pour défendre ce qu'ils appellent leurs droits. Mais, en Tunisie, on devrait bien tenter cette réforme.

Reste la limitation du nombre des débits. Ce moyen est employé dans plusieurs pays, notamment en Hollande ; il a figuré dans plusieurs projets de loi en France. « Mais la puissance électorale des marchands de vin l'a fait toujours échouer, encore qu'on ait essayé de les désarmer en ne procédant que par extinction, ce qui aurait pour résultat de favoriser les survivants en leur conférant une sorte de monopole. » (1)

En Tunisie, on a réglementé l'exploitation des débits de boissons, et la corporation des vendeurs d'alcool, qui constitue par elle-même un danger public autant que l'alcoolisme, a été sensiblement réduite. Bien entendu, il ne s'ensuit pas qu'il y ait à attendre grand chose de cette réforme, au point de vue de la limitation de l'alcoolisme ; mais enfin elle a contribué à restreindre la contagion.

(1) Ch. Gide, *op. cit.* p. 751.

L'attention du Gouvernement tunisien avait été appelée, à l'occasion de diverses affaires pénales, sur les inconvénients que présentait l'augmentation continue du nombre des débits de boissons et sur les conséquences fâcheuses que le développement de l'alcoolisme dans les milieux indigènes ne peut manquer d'avoir sur la criminalité. Justement préoccupée de cette situation, l'Administration s'était demandée s'il convenait d'y remédier en adoptant des mesures énergiques. L'alcoolique, en effet, constitue un danger par ses actes ou par ses menaces, soit pour lui-même, soit pour autrui. (1) Les statistiques judiciaires signalent que la plupart des crimes et des délits sont causés par l'alcoolisme ; nous ne parlerons pas de la folie, du suicide, de l'abrutissement, des maladies et de la dégénérescence qu'entraîne l'abus de l'alcool. (2)

Dans la doctrine et la jurisprudence, on distingue généralement l'alcoolisme de l'ivresse. Au point de vue de la criminalité, ces deux fléaux sont également puissants.

En Tunisie, l'exploitation des débits de boissons est réglementée par l'important décret du 13 janvier

(1) V. Bulletin de la Société Générale des prisons. 1907 T. 31. p. 413.

(2) V. l'article que nous avons publié dans le journal « La Volonté » du 14 mars 1909. « L'alcoolisme et la Tunisie ».

1898 (1). Cet instrument établit une réglementation uniforme sur l'ouverture et l'exploitation des débits de boissons dans toute la Régence. Il décide que nul ne peut ouvrir un café, cabaret ou autre débit de boissons à consommer sur place, sans en avoir obtenu préalablement l'autorisation de l'Administration Générale. On voit immédiatement combien grande est la portée de cette mesure, puisque l'Administration est seule juge de l'opportunité qu'il peut y avoir à ouvrir un débit. C'est dire que tous les gens condamnés ou seulement suspects de mauvaises mœurs verront leurs demandes rejetées, pour le plus grand bien de la paix et de la santé publiques.

Aux termes du paragraphe 2 de l'art. 1^{er} du dit décret, les présidents des municipalités, des commissions municipales et des commissions de voirie sont désignés pour recevoir les demandes en autorisation présentées en vue de l'ouverture des débits de boissons alcooliques. Les arrêtés d'autorisation d'ouverture et de mutation des débits sont établis par la Direction de la Sûreté Publique, au vu du dossier préparé et transmis par les contrôleurs civils ou par les présidents de municipalités, conformément aux prescriptions édictées par le Secrétariat général du Gouvernement dans sa circulaire du 31 janvier 1898.

(1) V. Zèys, op. cit. Tome I, p. 206 et s.

Depuis 1901, le droit de timbre des arrêtés d'autorisation, qui était de 1 fr. 80, a été porté à 6 fr. 20 dont 5 francs représentant la taxe spéciale de l'assistance publique. Ils sont centralisés entre les mains du Directeur de la Sûreté publique ; l'approvisionnement initial est constitué par les soins du Receveur principal des Contributions diverses sans paiement des droits et contre un récépissé du Directeur de la Sûreté, qui tient lieu des formules dans la situation du magasin général ; les approvisionnements ultérieurs sont faits contre argent comptant au bureau des Contributions diverses et de l'Enregistrement, à Tunis.

La demande d'autorisation doit indiquer 1^o les noms, prénoms, date et lieu de naissance, profession et domicile du demandeur ; 2^o la situation exacte du débit ; 3^o à quel titre le demandeur doit le gérer et les nom, prénoms, profession et domicile du propriétaire s'il y a lieu. Elle doit être accompagnée du dépôt par le demandeur d'un extrait de son casier judiciaire ou, s'il est indigène, d'un certificat constatant qu'il n'a subi aucune condamnation de l'espèce mentionnée à l'art. 1^{er}. Cet article décide qu'aucune autorisation d'ouvrir un débit de boissons ne pourra être accordée : 1^o aux individus condamnés pour crimes de droit commun ; 2^o aux individus condamnés à l'emprisonnement pour vol, recel, escroquerie, filouterie, abus de confiance, recel de malfaiteurs, outrages publics à la pudeur, excitation de mineurs à la débauche, tenue de mai-

sons de jeu de hasard, vente de marchandises falsifiées et nuisibles à la santé. L'incapacité est perpétuelle à l'égard des individus condamnés pour crimes ; elle cesse cinq ans après l'expiration de leur peine à l'égard des condamnés pour délits si, pendant ces cinq années, ils n'ont encouru aucune condamnation correctionnelle à l'emprisonnement.

Aux termes de l'art. 5 : « Les mêmes condamnations lorsqu'elles seront prononcées contre un débitant de boissons à consommer sur place, entraîneront de plein droit et pendant le même délai l'interdiction d'exploiter un débit à partir du jour où les dites condamnations seront devenues définitives. La même interdiction atteindra aussi tout débitant condamné à un emprisonnement de plus de trois jours pour ivresse publique. » Enfin, dans un esprit de sage prévoyance et pour bien marquer toute l'importance de cette réglementation au point de vue de la sécurité publique, l'alinéa final de cet article dispose : « Le débitant interdit ne pourra être employé, à quelque titre que ce soit, dans l'établissement qu'il exploitait, même comme attaché au service de celui auquel il aurait cédé, ou par qui il ferait gérer le dit établissement, ou dans l'établissement qui serait exploité par son conjoint, même séparé ou divorcé. »

Les débiteurs ne peuvent employer sans autorisation, dans les établissements qu'ils exploitent, des

femmes ou filles. Ceux qui sont en instance d'autorisation doivent joindre à leur demande l'état-civil des personnes, femmes ou filles, qu'ils veulent employer. D'ailleurs, l'autorisation doit mentionner nominativement celles des personnes qui sont admises à servir dans le débit de boissons. Toutefois, les parentes ou alliées en ligne directe du débitant sont autorisées de droit. D'autre part, l'autorisation ne peut jamais être accordée aux femmes ou filles mineurs de vingt-et-un ans, autres que les parents ou alliées en ligne directe du débitant.

Enfin, comme nous le verrons au chapitre qui traite de la réglementation de la prostitution, il est formellement interdit à tout débitant de recevoir dans son établissement, sous quelque prétexte que ce soit, des femmes ou filles notoirement connues pour se livrer à la prostitution. A notre avis, cette disposition semble injuste, en ce sens que les petits débiteurs, c'est-à-dire les tenanciers de bars, sont impitoyablement poursuivis lorsqu'ils ne la respectent pas, alors que les propriétaires et gérants de grands cafés ne sont jamais inquiétés. Et pourtant, celles qu'on est convenu d'appeler les « demi-mondaines » sont aussi dangereuses au double point de vue de la santé et de la sécurité publiques que les filles vulgaires. Mais les mœurs sont souvent plus puissantes que les lois, et il suffit qu'au mot *Bar* le débitant ajoute l'épithète *Américain*, qu'il décore luxueusement l'intérieur de son établissement et qu'il y reçoive des femmes coiffées de chapeaux

extravagants au lieu de filles en cheveux, pour qu'aussitôt il jouisse de l'immunité la plus complète ! Selon que vous serez puissant...!

Afin que toutes les garanties désirables en vue de la salubrité, de l'hygiène et de la sûreté publiques soient obtenues, la circulaire du 31 Janvier 1898 prescrit aux présidents des municipalités de communiquer pour enquête et renseignements, chacune des demandes d'autorisation à l'autorité de police de leur ville, laquelle doit la leur retourner avec un rapport aussi circonstancié que possible sur la moralité, la conduite et les antécédents du demandeur et du personnel domestique soumis à l'agrément de l'Administration Générale. Les dossiers complets de ces demandes en autorisation sont ensuite transmis à la Direction de la Sûreté Publique qui statue.

Les infractions aux dispositions du décret de 1898 sont sévèrement réprimées. En 1898, 42 condamnations ont été prononcées par le Tribunal correctionnel de Tunis. De 1898 à 1908, 268 condamnations relatives aux cabarets l'ont été par les tribunaux correctionnels de Tunis et de Sousse. Enfin, pendant la même période décennale, les tribunaux de simple police de ces deux arrondissements judiciaires ont enregistré 2962 condamnations pour ivresse manifeste. (1)

Au début de ce paragraphe, nous disions que la

(1) Statistiques décennales établies par les Parquets de Tunis et de Sousse (1898-1908). Archives.

police pouvait exercer une action salubre sur l'alcoolisme. En effet, l'art. 1^{er} du décret du 13 janvier 1898, comme nous l'avons vu, décide que nul ne peut ouvrir un café, cabaret ou autre débit de boissons, sans en avoir obtenu préalablement l'autorisation de l'Administration Générale. Eh bien, la Direction de la Sûreté publique, chargée de l'application de ce décret, ne devrait pas hésiter à refuser toute autorisation nouvelle. Elle arriverait ainsi à la suppression d'un grand nombre de débits de boissons par voie d'extinction (1). Cette mesure serait justifiée par ce fait que les pouvoirs publics doivent veiller au maintien de la santé publique, surtout en raison du climat de la Tunisie. Et certes, dans la Régence, cette action peut être facile et rapide. Déjà, en 1901, le Gouvernement du Protectorat s'était ému, à l'occasion de certaines affaires pénales, de l'augmentation des débits de boissons et des progrès de l'alcoolisme. En Algérie, le même état de choses avait décidé le Gouverneur général à proposer des mesures énergiques qui donnèrent naissance au décret présidentiel du 25 mars 1901. Aux termes de ce document, il ne peut jamais y avoir dans une commune d'Algérie plus d'un débit

(1) D'après une statistique en date du 1^{er} juillet 1909, il existe en Tunisie 1357 débits de boissons. Les villes qui en comprennent le plus grand nombre sont : Tunis 473, Bizerte 122, Sfax 88, Sousse 83, La Goulette 55, Hammam-Lif 37. Archives de la Direction de la Sûreté publique.

de boissons par 300 habitants européens agglomérés.

La question de l'extension de cette disposition à la Tunisie avait été mise à l'étude ; mais, en attendant l'intervention d'une solution définitive, on prit certaines mesures pour prévenir l'aggravation de la situation que nous avons signalée. Le Gouvernement Tunisien décida, en effet, dans une circulaire du 23 septembre 1901 (1) qu'en principe il ne serait plus délivré d'autorisations nouvelles dans les localités « où la proportion de un débit par 200 habitants européens agglomérés est déjà dépassée, et que, dans les localités où cette proportion n'est pas atteinte, il ne serait donné suite qu'aux demandes justifiées, tant par les garanties des postulants que dans l'intérêt du public. »

Il est évident que cette mesure est excellente en ce sens qu'elle met un frein à la venue et à l'établissement en Tunisie de ces gens, aventuriers de boulevards, de carrefours, sans métier ni foyer, qui font profession d'exploiter les penchants intimes de la nature humaine, qui cherchent, sur les marchés du vice disponibles dans les contrées neuves, une clientèle naïve, fruste, facile à griser avec des plaisirs inaccoutumés et à bon marché. » (2)

Quant aux indigènes, ils fréquentent un genre d'établissement spécial, le café maure. Les cafés mau-

(1) V. Zeys. op. cit. Supplément de 1901, p. 76.

(2) Gaston Valran, art. déj. cit.

res pullulent en Tunisie. A Tunis même, la ville arabe en est dotée de plusieurs centaines. D'après une statistique du 1^{er} juillet 1909, dressée par les soins de la Direction de la Sûreté publique, les cafés maures sont au nombre de 1207. On en compte 420 dans le contrôle de Tunis, 211 dans celui de Sousse, 82 dans celui de Souk-el-Arba, 70 dans celui de Sfax, 65 dans celui de Gabès, 64 dans celui de Bizerte ; 275 cafés se répartissent dans les contrôles de Béja, de Gafsa, de Grombalia, de Kairouan, du Kef, de Maktar, de Tala ; enfin, il en existe 20 en territoire militaire. (1)

Il ne peut être question de les supprimer, tant est grande la place qu'ils occupent dans la vie de l'indigène.

Les autorisations relatives aux cafés maures sont délivrées par les présidents des municipalités, des commissions municipales et des commissions de voirie, sans paiement d'aucun droit, lorsqu'elles intéressent des indigènes tunisiens. Lorsqu'elles concernent des musulmans ou israélites d'autres nationalités, protégés étrangers, algériens, tripolitains, marocains, etc., elles sont délivrées par la Direction de la Sûreté publique ; dans ce cas, elles sont assujetties au droit de timbre de 1 fr. 20 qui est perçu dans les conditions prévues par la circulaire précitée du 20 Janvier 1898.

(1) Archives de la Direction de la Sûreté publique.

Bien que « le fait de s'adonner à l'ivresse porte atteinte à leur honneur, car il est contraire à leurs mœurs et les pousse même à se livrer à des actes regrettables », les indigènes consomment une grande quantité d'alcool, et quel alcool ! Dans le sud, à Sfax, à Kerbenah, à Djerba, on voit des indigènes ivres de vin de palmier. Dans les cafés maures, ils boivent un alcool innommable ; de plus en plus, ils prennent goût à l'absinthe. En outre, à l'alcoolisme s'ajoute le *chirisme*.

« L'indigène fume le kif, c'est-à-dire le chanvre, soit en le mélangeant avec du tabac, soit seul dans de petites pipes *ad hoc*, dont il aspire cinq à six bouffées. Il emploie aussi souvent la « Chira », qui contient la partie active du chanvre. On peut dire en somme, que la chira est au kif ce que l'alcool est au vin. Pour fumer la chira, on se sert d'un narghilé spécial, qui reste au milieu du groupe des fumeurs ; chacun d'eux aspire ainsi une ou deux bouffées. La chira produit une intoxication comparable à celle de l'alcool. Il y a un chirisme chronique, comme il y a un alcoolisme chronique. » (1) Cette chira ou hachich, qui jouit de propriétés excitantes, éniivrantes et narcotiques, cause de tels ravages dans la population indigène, qu'un décret du 7 juin 1900

(1) Docteur A. Loir : « Les conditions sanitaires et l'hygiène en Tunisie » dans la « Revue Générale des sciences pures et appliquées » (n° spécial consacré à la Tunisie) p. 412 et s. 1907.

(1) est venu en prohiber l'importation, la circulation, la vente, l'usage et la détention.

Malgré la sévérité des pénalités encourues par les délinquants (six mois de prison et 1.000 fr. d'amende en cas de récidive) les contrebandiers et les fumeurs de chira sont encore très nombreux ; ce sont en général des repris de justice, qui sont recherchés activement par les agents de la Sûreté publique et ceux des Monopoles ; à Tunis, leur surveillance incombe à une brigade spéciale d'agents en civil. La consommation de la Chira se fait surtout dans les cafés maures. L'art. 4 du décret précité décide que tout débit de boissons dans lequel auront été découverts soit de la Chira, soit une ou plusieurs pipes à chira ou autres accessoires destinés spécialement à la consommation de cette substance, sera immédiatement fermé, « à moins qu'il ne soit démontré que l'infraction a été commise par un consommateur ou un client, à l'insu du tenancier de l'établissement et de ses serviteurs. » D'Octobre 1908 à Juillet 1909, la brigade chargée de la surveillance des fumeurs et détenteurs de chira a déféré aux tribunaux français et indigènes une centaine de repris de justice surpris en flagrant délit de détention ou d'usage de Chira. (2)

(1) V. Zeys « Code annoté » Tome I p. 309.

(2) Note du 15 juillet 1909. Archives de la Direction de la Sûreté Publique.

Comme on peut s'en rendre compte, les cafés maures nécessitent des visites fréquentes de la part des agents de la Sûreté. La surveillance doit être d'autant plus active que le prolétaire indigène, déjà physiquement appauvri par des tares originelles, est porté à la consommation de l'alcool et de la chira ; il mérite donc une protection toute particulière et cette protection doit s'exercer par une répression sévère à l'égard des vendeurs de poison. Les mesures répressives doivent être également énergiques à l'égard des indigènes qui s'adonnent à l'alcoolisme et au chirisme, afin qu'ils se pénètrent bien du but poursuivi par les pouvoirs publics. Aussi saisit-on bien la portée des circulaires du 10 Août 1899 et du 25 Janvier 1903 (1) adressées aux Caïds et les invitant à défendre aux indigènes d'aller s'enivrer dans les débits de boissons, à infliger administrativement des peines de prison aux contrevenants et à déférer enfin, sous escorte, à la Section d'Etat, les récidivistes, « tout en indiquant, dans leur rapport, les faits à leur charge afin que leur cas soit exposé à son Altesse et que les peines qu'ils méritent leur soient infligées. »

Nous n'insisterons pas sur les conséquences désastreuses de l'alcoolisme, véritable chancre social parmi les indigènes. Il appartient au Gouver-

(1) Circulaire du 10 août 1899. N° 43. Archives du Secrétariat Général du Gouvernement Tunisien. — Circulaire du 25 janvier 1903. Zeys, op. cit. Supplément de 1903, p. 225.

nement du protectorat de sévir avec la plus grande énergie.

En ce qui concerne les Européens, le décret du 13 janvier 1898 peut donner de bons résultats au point de vue du bon ordre et de la décence publique ; malheureusement, il ne sert à rien contre l'alcoolisme. Limiter le nombre des débits de boissons est aussi une mesure excellente, mais peu efficace pour enrayer ce fléau. Le seul vrai remède consiste dans la prohibition de la fabrication et de la vente des boissons alcooliques en Tunisie.

Tous ceux qui se sont occupés de cette question ont été unanimes à constater les ravages effroyables de l'alcoolisme dans la population européenne. Dans ce pays chaud, où l'on devrait presque complètement s'abstenir de boissons qui contiennent une forte proportion d'alcool, les fabricants répandent leurs produits si nuisibles à la santé. Ils empoisonnent le peuple, ils tuent nos compatriotes et parmi eux beaucoup de colons, ces forces vives du pays. Et il n'existe aucune loi pour interdire leur commerce criminel !

Le docteur Loir a écrit : « L'alcoolisme est ici une plaie terrible, et les alcooliques ne fournissent pas une longue carrière. Une habitude néfaste de beaucoup de colons est l'usage des boissons alcooliques prises sous le nom d'apéritif, et spécialement d'absinthe. Ceux qui en usent perdent vite tout appétit ; ils sont éminemment sujets aux fièvres

paludéennes, aux diarrhées et aux insolations ». Cette habitude n'est pas faite pour assurer le succès de la colonisation, car comment le colon dirigera-t-il son exploitation, s'il est miné par la maladie ou dévoré par la folie ! Il ne peut s'agir d'approuver ici la théorie lamentable du « laisser faire, laisser passer », sinon les efforts tentés par le Gouvernement du Protectorat seront stériles.

Et nous voici en présence d'un singulier spectacle : d'un côté l'on cherche à développer l'instruction parmi les indigènes, et de l'autre on tolère qu'ils s'empoisonnent ! A ce point de vue, — surprenante constatation, — nous nous sommes laissés donner une leçon par les Anglais eux-mêmes, qui n'ont pas craint d'interdire dans leur colonie du Basutoland la vente de l'alcool. (1)

Il est urgent qu'une loi, dont la nécessité inéluctable se fait sentir chaque jour davantage vienne répondre à ce cri d'alarme.

(1) V. Cours public de M. Leseur, professeur à la Faculté de Droit de Paris. « Le problème foncier dans les Colonies », 1908-1909.

§ 11. — *Le règlement sur les logeurs et fondoukiers.*

La réglementation de la profession de logeur en garni fait l'objet du décret du 21 novembre 1897 ; (1) elle a été dictée par l'intérêt supérieur de la sécurité publique. Conçu en termes formels, ce décret ne renferme aucune distinction entre les Européens et les indigènes. Il concerne les aubergistes, maîtres d'hôtel garni, logeurs en garni, tenanciers de café ou de fondouk, (2) et oblige tous ceux qui veulent exercer cette profession à en faire préalablement la déclaration à l'autorité de police du lieu où ils ont l'intention de s'établir.

L'article 2 considère comme logeurs de profession toutes personnes qui louent en garni tout ou partie de leur maison dans les termes et délais en usage pour les locations en général, ou qui logent en chambrée, à la nuit, à la semaine ou au mois, soit en garni, soit dans des cafés ou dans des fondouks. Il ne saurait donc y avoir de confusion ; par

(1) P. Zeys, op. cit. p. 566 ; « Officiel Tunisien », 1897, 649.

(2) « Est réputé « fondouk » tout immeuble loué ou sous-loué en totalité ou en partie, en garni ou non, à la journée, à la semaine ou au mois, dans lequel les évier, bouches d'eau, cuisines et latrines sont à l'usage commun des locataires. » (Article 11 du décret du 25 juillet 1904, réglementant les fondouks situés à l'intérieur du périmètre communal de Tunis). V. Zeys, op. cit. supplément de 1904, p. 423.

conséquent, on ne devra pas considérer comme telles les personnes qui louent accidentellement à des personnes sédentaires les appartements de leur maison qui excèdent leur besoins, ni les sages-femmes à l'égard des femmes enceintes qu'elles reçoivent chez elles. (1)

Outre la déclaration préalable à l'autorité de police du lieu où ils veulent s'établir, les logeurs de profession sont encore soumis aux formalités suivantes : *a*) indication dans la déclaration des nom, prénoms, profession et domicile du déclarant, du nombre de chambres destinées à être louées en garni, de l'étage, et du nom du propriétaire de la maison (2) ; *b*) obligation de placer au-dessus de la porte d'entrée, une enseigne ou un tableau très apparent indiquant en gros caractères, soit le nom de l'aubergiste ou de l'hôtel, soit que tout ou partie de la maison est loué en garni ; *c*) obligation d'exiger des personnes venant loger chez eux et dès leur arrivée, la rédaction d'un bulletin individuel compor-

(1) Note circulaire du Directeur de la Sûreté publique du 26 novembre 1897. Archives de la Direction de la Sûreté publique.

(2) Ces indications doivent être mentionnées sur le récépissé délivré au logeur à la suite de sa déclaration. (Ce récépissé doit être renouvelé à chaque changement de domicile). Elles doivent également figurer dans la souche du récépissé. Les récépissés délivrés sur formules à souches timbrées au timbre de dimension (0,30) sont mis à la disposition de l'autorité de police compétente ; le montant doit être adressé à la Direction de la Sûreté publique.

tant leurs nom, prénoms, profession, lieu et date de naissance, domicile habituel, le lieu d'où elles viennent et celui où elles vont, ainsi que la date de leur entrée ; de transcrire immédiatement sur un registre côté et paraphé à chaque feuille par le commissaire de police ou le chef de poste, toutes les indications portées sur le bulletin et de les compléter par la mention de la date de sortie dès le départ des voyageurs ; de présenter ce registre à toute réquisition des agents de l'autorité, de le soumettre le 1^{er} de chaque mois au visa du commissaire ou du chef de poste de police et de déposer au bureau de cette autorité les registres remplis ; enfin, obligation pour le logeur qui cesse sa profession de faire au bureau de police du lieu le dépôt de son registre et du récépissé de sa déclaration.

Les formalités imposées aux voyageurs et personnes logeant en garni consistent dans la rédaction du bulletin dont il est question ci-dessus. L'article 5 permet toutefois au voyageur illettré de dicter au logeur les indications à mentionner sur le bulletin. Les bulletins sont de deux sortes ; les uns sont utilisés par les logeurs ne recevant chez eux que des Européens, les autres par ceux ne logeant que des indigènes.

Le décret de 1897 punit d'amende et, en cas de récidive, d'emprisonnement, ceux qui ne se conforment pas à ses dispositions ; il stipule également que le logeur convaincu d'avoir logé pendant plus de vingt-quatre heures quelqu'un qui, pendant ce

séjour, aurait commis un crime ou un délit sera, s'il a négligé d'exiger du coupable la rédaction du bulletin individuel d'identité, civilement responsable des restitutions, des indemnités et des frais adjugés à ceux à qui le crime ou le délit aurait causé quelque dommage.

Cette excellente réglementation, inconnue avant la création d'une direction de la Sûreté publique, a été heureusement complétée, au point de vue de l'hygiène publique, par le décret du 25 juillet 1904 qui vise les fondouks situés à l'intérieur du périmètre communal de Tunis.

§ 12. — *La réglementation des bureaux de placement.*

Les bureaux de placement sont des établissements qui se chargent, moyennant rétribution, de « procurer des ouvriers ou des domestiques aux patrons qui en cherchent et du travail aux ouvriers et domestiques qui en manquent. »

Pourquoi alors est-il avéré que la classe ouvrière peut souffrir de l'existence de tels établissements ? Ne doit-on pas considérer cette institution comme un bienfait social, en raison même du but auquel elle répond ? L'expérience a montré, au contraire, que des abus peuvent se commettre dans cette industrie, en considération de la facilité avec laquelle les ouvriers se laissent exploiter ; et cette exploitation est particulièrement pénible quand elle

se produit au moment où affluent les immigrants et où le chômage les menace de la misère. Ces motifs suffisent à justifier les mesures de surveillance relatives aux bureaux de placement et la subordination des bureaux payants à une autorisation administrative et à certaines conditions.

C'est au décret du 30 juin 1904 qu'est due la réglementation des bureaux de placement (1).

Nul ne peut tenir un bureau de placement, « sous quelque titre, et pour quelques professions, places ou emplois que ce soit », sans en avoir obtenu préalablement l'autorisation du Premier Ministre. Un délai de trente jours, à dater de la promulgation de ce décret, était accordé aux tenanciers pour se pourvoir de cette autorisation.

L'autorisation est personnelle au demandeur et pour un local déterminé. Si le tenancier d'un bureau de placement veut changer de local, il doit adresser une nouvelle demande, accompagnée d'un plan du nouveau local ; le transfert du bureau ne peut être opéré que si l'autorisation est accordée.

La demande à fin d'autorisation se fait sur papier timbré et doit indiquer : 1^o les nom, prénoms, date et lieu de naissance, profession et domicile du demandeur ; 2^o les conditions dans lesquelles il se propose d'exercer son industrie. L'Administration

(1) P. Zeys, op. cit. Supplément de 1904, p. 417. « Officiel Tunisien », 1904, 608.

exige, en outre : 1^o un extrait de son acte de naissance et de son casier judiciaire ; 2^o un plan du local où il se propose d'établir son bureau, local qui devra présenter toutes les conditions nécessaires au point de vue de l'hygiène, de l'ordre et de la morale.

Aucune succursale ne peut être établie par les tenanciers de bureaux de placement, ni dans la ville où ils sont autorisés ni dans aucune autre localité ; en outre, il leur est défendu de se substituer des gérants.

L'article 5 du décret de 1904 édicte surtout une mesure de police. Il ordonne, en effet, à ceux qui vivent de l'industrie qui nous occupe, de tenir un registre côté et paraphé sur chaque feuille par le commissaire de police chargé du Service administratif, et soumis au visa de ce fonctionnaire du 1^{er} au 5 de chaque mois. « Ce registre, qui sera présenté à toute réquisition des agents de l'autorité, ne devra contenir aucun renvoi, rature, grattage ou interligne, et sera constamment tenu à jour. » Aucune personne ne peut être placée sans avoir, au préalable, été inscrite sur ce registre.

Afin que ne se renouvellent pas les abus autrefois commis par les tenanciers de bureaux de placement, le décret du 30 juin 1904 fixe les droits qu'ils pourront percevoir. Le droit d'inscription est de cinquante centimes et il ne doit être perçu qu'une seule fois ; quant au droit de placement, il ne

peut dépasser 10 % ; il est prélevé sur le premier mois de salaire ou d'appointements touchés en espèces par la personne placée ; le placeur ne peut donc l'exiger sur l'évaluation approximative de la nourriture ou des étrennes dont pourrait bénéficier cette personne. S'il s'agit d'une place obtenue pour une durée inférieure à un mois, le droit de 10 % n'est perçu que sur les gages des journées de travail effectuées. Toutefois, le droit de placement n'est dû que si le placeur procure un emploi et encore ne lui est-il définitivement acquis que huit jours après la prise en possession de cet emploi. (1)

En même temps qu'il décide que le tarif du droit de placement ne pourra, en aucune façon, être modifié par le placeur, le décret de 1904 spécifie qu'aucune autre somme ne pourra être exigée. En outre, il oblige le tenancier à délivrer gratuitement à chaque personne inscrite sur son livret, et au moment même de l'inscription, un bulletin à souche portant le numéro d'ordre de l'inscription, les conditions du tarif fixé et la quittance de la somme perçue soit à titre d'inscription, soit à titre d'avance sur le droit de placement. Cette avance doit être restituée dès que celle-ci en fait la demande, à condition, bien entendu, qu'elle renonce à être placée par l'entre-

(1) « Le montant du droit de placement indiqué au bulletin pourra toujours être payé au placeur par le maître ou patron et imputé sur les gages ou salaires de la personne placée. » (Article 10.)

mise du bureau où elle s'était fait inscrire. Si le placeur refuse le remboursement de la somme réclamée, le commissaire de police chargé du service administratif est saisi sans délai et dresse procès-verbal.

Il est rigoureusement interdit aux tenanciers de bureaux de placement de donner à boire, à manger et à loger dans le local où est établi le bureau ; d'annoncer soit sur leur registre, soit sur des tableaux ou affiches, soit par tout autre moyen de publicité, des places qu'ils n'auraient pas mandat de procurer; d'employer des manœuvres tendant à faire croire à un placement qui ne serait pas sérieux, ou ayant pour but d'inciter les ouvriers ou serviteurs à quitter leur place, dans l'espoir d'une nouvelle rétribution. Ces diverses prescriptions n'ont pas été édictées sans droit ; de très graves abus avaient été commis par des placeurs peu scrupuleux, qui augmentaient leurs bénéfices grâce à des procédés qui, sans être toujours délictueux, étaient réprouvés par la morale et le droit naturel.

De même, dans le but d'empêcher que ces établissements ne se transforment en agences de prostitution, le décret de 1904 fait défense à tout placeur de se prêter à aucune manœuvre contraire aux mœurs, et surtout d'envoyer des mineurs dans des maisons ou chez des individus mal famés ; s'il s'agit de personnes majeures, elles doivent être avisées.

L'article 14 énumère les individus à qui l'autorisation de tenir un bureau de placement doit être

refusée ; ce sont ceux condamnés pour crimes de droit commun et ceux condamnés à l'emprisonnement pour vol, recel, escroquerie, filouterie, abus de confiance, recel de malfaiteurs, outrage public à la pudeur, aux mœurs ou à la morale publique, excitation de mineur à la débauche, tenue de maison de jeu de hasard, vagabondage, mendicité, falsification de denrées alimentaires.

L'incapacité est perpétuelle à l'égard de tous les individus condamnés pour crimes ; elle cesse cinq ans après l'expiration de leur peine à l'égard de ceux condamnés pour délits si, pendant ces cinq années, ils n'ont encouru aucune condamnation correctionnelle à l'emprisonnement. Si ces condamnations sont prononcées contre un placeur, elles entraînent de plein droit, et pendant le même délai, l'interdiction de tenir un bureau à partir du jour où elles sont devenues définitives. Enfin, le tenancier d'un bureau de placement condamné à un emprisonnement de plus de cinq jours pour contravention au décret du 30 Juin 1904 est également frappé d'incapacité pendant cinq ans.

Les mineurs non émancipés et les interdits ne peuvent être autorisés à tenir un bureau de placement. D'où il résulte que si le mineur rentre en tutelle, par suite de la révocation de l'émancipation (Art. 486 du C. C.) le retrait de l'autorisation a lieu de plein droit.

Signalons enfin l'interdiction pour tout placeur d'employer dans son bureau, sans l'autorisation,

une personne quelconque, et l'obligation de se munir d'une nouvelle autorisation en cas de mutation dans le personnel.

Le législateur a édicté des peines sévères contre les infractions relatives à la réglementation que nous venons d'étudier. Tout individu qui ouvre un bureau sans autorisation est puni d'un emprisonnement de six jours à un mois et d'une amende de 16 à 200 francs ; en cas de récidive, la peine peut être élevée de un à trois mois et l'amende de 50 à 500 francs. Tout tenancier qui ne se conforme pas aux dispositions relatives à la tenue du registre d'inscription et de placement, qui emploie des personnes dans son bureau, sans autorisation, qui pratique des manœuvres dolosives ou contraire aux bonnes mœurs à l'égard de ses clients, est puni d'une amende de 11 à 15 francs et d'un emprisonnement de un à cinq jours, ou de l'une de ces deux peines seulement. Bien entendu, des poursuites correctionnelles pour escroquerie ou attentats aux mœurs peuvent toujours être engagées ; de même, ces peines sont indépendantes des restitutions et dommages-intérêts auxquels pourraient donner lieu les faits imputables au placeur.

Telle est la réglementation que nous devons au décret du 30 Juin 1904. Evidemment, elle n'est pas parfaite ; des abus se commettent encore, les personnes ayant recours aux offices des placeurs n'osant pas toujours se plaindre. Mais, par le fait que les bureaux de placement sont soumis à la surveillance

de la police, l'exploitation dont étaient autrefois victimes les serviteurs à gages et les salariés se produisit difficilement. Le décret de 1904 était nécessaire aussi bien au point de vue social qu'au point de vue de la sécurité publique. Mais cela ne l'a pas empêché de consacrer une institution qui est mauvaise en soi « attendu, a dit M. Millerand, qu'elle prélève ses bénéfices sur les ressources des malheureux, et que ces bénéfices croissent en raison directe de l'intensité du chômage. » (1)

§ 13. — *Mesures relatives aux loteries et à la tenue des maisons de jeux de hasard.*

Avant l'établissement du Protectorat, les jeux de hasard et les loteries n'étaient pas considérés comme des délits en Tunisie ; ils y jouissaient de la liberté la plus absolue. Tolérance fâcheuse dont le gouvernement tunisien ne devait pas tarder à apercevoir les inconvénients. Il mit fin à cette situation en promulguant le décret du 23 juillet 1884. (1) Les motifs invoqués par le législateur valent la peine d'être rapportés : « Nous avons appris que, depuis quelque temps, des maisons de jeux s'étaient établies à Tunis et dans la Régence ; certains individus, de la moralité la plus perverse,

(1) Cf. Journal Officiel, 1904, p. 870 (Sénat).

(6) P. Zeys, op. cit. Tome I, p. 492. N° 746.

stationnent même dans les rues et places publiques, afin d'exciter les passants à engager avec eux des parties où la bonne foi est dupe de leur adresse. Le jeu est un vice condamné par toutes les religions, et Dieu dans ses lois l'a présenté comme une passion funeste ; un bon croyant doit non seulement s'abstenir du jeu, mais s'écarter de ceux qui s'y livrent. En ne s'y laissant pas entraîner, il évitera les dangereuses conséquences de ce vice qui sont la paresse, les dérèglements et la ruine. Nous avons voulu remédier à cet état de choses qui, s'il devait durer, constituerait un danger sérieux pour nos sujets ; c'est pourquoi nous avons édicté les dispositions suivantes auxquelles tous les habitants de la Régence devront se conformer à l'avenir ».

Et le décret menaçait de peines sévères ceux qui tiendraient des maisons de jeux de hasard ainsi que les banquiers de ces maisons, ceux qui établiraient des loteries non autorisées par le Bey, ainsi que les administrateurs, préposés ou agents de ces établissements.

Le décret précité ne donna pas tous les résultats qu'on s'en était promis. Les maisons de jeux continuaient de tenir leurs assises, sans souci des prescriptions beylicales ; bien mieux, — était-ce un effet de la civilisation, — ces maisons se multipliaient. Il fallut qu'intervint le décret du 15 mai 1904 (1)

(1) P. Zeys. Supplément de 1904, p. 399 ; « Officiel Tunisien » 1904, 448.

afin d'établir des prescriptions plus précises et d'édictier des pénalités plus sévères. Ce décret reproduit dans leurs grandes lignes les dispositions de l'article 410 du Code Pénal (1), de la loi du 21 mai 1836, portant prohibition des loteries, et de l'art. 475 al. 5, du Code Pénal. (2)

Les indigènes sont assez portés vers les jeux de hasard qu'ils pratiquent volontiers dans des tripots clandestins et dans les cafés maures, surtout pendant les fêtes du « Ramadan ». Les jeux qu'ils préfèrent sont le « Bounou », qui se rapproche du baccara, le « boucre », sorte de poker, le « nouvi »

(1) L'art. 410 du C. P. est ainsi conçu : « Ceux qui auront tenu une maison de jeu de hasard, et y auront admis le public, soit librement, soit sur la présentation des intéressés ou affiliés, des banquiers de cette maison, tous ceux qui auront établi ou tenu des loteries non autorisées par la loi, tous administrateurs, préposés et agents de ces établissements, seront punis d'un emprisonnement de deux mois au moins et de six mois au plus, et d'une amende de 100 francs à 600 francs. Les coupables pourront être de plus, à compter du jour où ils auront subi leur peine, interdits, pendant cinq ans au moins et dix ans au plus, des droits mentionnés en l'article 42 du présent code. Dans tous les cas seront confisqués tous les fonds ou effets qui seront trouvés exposés au jeu ou mis à la loterie, les meubles, instruments, ustensiles, appareils employés ou destinés au service des jeux ou des loteries, les meubles ou les effets mobiliers dont les locaux sont garnis ou décorés. »

(2) Art. 475, parag. 5. C. P. : « Seront punis d'amende, depuis six francs jusqu'à dix francs... 5. Ceux qui auront établi ou tenu dans les rues, chemins, places ou lieux publics, des jeux de loterie ou d'autres jeux de hasard. »

et la « scoupa », jeux très connus et qui ont été importés en Tunisie par les immigrants italiens. Ceux-ci sont passionnés par le « reggio lotto ». Cette loterie nationale italienne a fait encaisser au Gouvernement, au cours du dernier exercice, la somme de 80.450.000, sur laquelle le Trésor a fait un bénéfice net de 46.229.704 francs. Les nombreux Italiens habitant la Tunisie apportent une grosse contribution à cette source de revenus pour leur gouvernement.

Quoique la plupart des jeux de hasard soient tenus par des indigènes justiciables des tribunaux régionaux, un certain nombre de procès-verbaux sont dressés annuellement contre des Européens ou des justiciables des tribunaux français.

La plupart des tripots sont tenus et fréquentés par des repris de justice qui ne tardent pas à retomber entre les mains de la police. On joue aussi beaucoup dans les cafés maures. (1)

Une brigade spéciale, qui dépend directement de la Direction de la Sûreté publique, recherche les maisons de jeux clandestines et les agents ou tenanciers de loteries non autorisées.

(1) Un cafetier indigène est coupable du délit de tenue de maison de jeux si les consommateurs présents dans son établissement se livrent à un jeu de hasard. Il n'échappe pas à la pénalité qu'il a encourue par ce fait que les opérations du jeu auraient lieu à son insu et en son absence. (Jugement du Tribunal de l'Ouzara, 24 juillet 1899. Journal des Tribunaux de la Tunisie. 99,471).

De 1898 à 1908, 145 individus ont été condamnés par les tribunaux de simple police de Tunis et de Sousse pour jeux de loterie ou de hasard sur la voie publique. (1) Les individus condamnés par les tribunaux correctionnels de Tunis et de Sousse pour infractions au décret du 25 mai 1904 depuis sa mise en vigueur sont au nombre de 56, dont 54 pour l'arrondissement de Tunis. (2)

Dans la Régence, la Société des Stations hivernales est seule autorisée à exploiter à Tunis un établissement de jeux durant toute l'année. Ce privilège lui a été octroyé grâce au contrat du 22 décembre 1899, passé entre la municipalité de Tunis et le concessionnaire qui s'est substitué, selon une clause du contrat, une Société anonyme régie exclusivement par la législation française sur les sociétés. D'après la convention du 22 décembre 1899, la Municipalité se réservait, sur les recettes brutes de l'exploitation du jeu, le prélèvement d'un dixième pendant les cinq premières années, pour la constitution d'un fonds de garantie. Cette convention ainsi que le cahier des charges alors en vigueur furent

(1) Statistique criminelle N° 9. (Cour d'Appel d'Alger. Arrond. judiciaires de Tunis et de Sousse). Etat des affaires et des inculpés jugés de 1898 à 1908. (Archives de la Direction de la Sûreté publique).

(2) Statistique criminelle décennale (de 1898 à 1908) des tribunaux correctionnels de Tunis et de Sousse, en tenant compte des décisions de la Cour d'Appel d'Alger. (Direction de la Sûreté publique).

modifiés par un avenant du 26 novembre 1902. Le 14 novembre 1905, une nouvelle convention, — celle qui est actuellement en vigueur, — fut substituée à la précédente d'un commun accord entre la Municipalité et la Compagnie des stations hivernales. Selon cette convention, la concession est accordée jusqu'au 30 novembre 1932 inclus ; la Compagnie conserve le privilège exclusif des jeux autorisés ou tolérés dans les cercles de la Métropole et aux mêmes conditions de réglementation, moyennant une redevance annuelle de 75.000 francs au profit de la ville. Les jeux autorisés sont tous ceux qui sont tolérés en France, et les règlements qui les régissent doivent être maintenus en concordance avec les règlements appliqués dans les cercles de villes d'eaux, stations balnéaires ou hivernales de France. (1)

Pendant six années, du 1^{er} décembre 1902 au 31 décembre 1908, la recette brute des jeux a été de 4.642.200 francs (2).

Un commissaire de police est spécialement chargé de la surveillance des jeux au « Palmarium » et au

(1) Rapport sur le fonctionnement du Théâtre-Casino Municipal de Tunis. (Archives de la Direction de la Sûreté publique).

(2) Arch. de la Direction de la Sûr. publ. — Cette recette se décompose ainsi : du 1^{er} décembre 1902 au 30 novembre 1903 : 721.137 fr. ; 1903-1904 : 1.034.239 fr. ; 1904-1905 : 754.017 fr. ; 1905-1906 : 685.692 fr. ; 1906-1907 : 776.180 fr. ; 1907-1908 : 655.116 francs.

casino d'été, qui appartiennent à la Société des Stations hivernales (1).

En outre, des autorisations temporaires sont accordées aux Casinos d'Hammam-Lif et de la Goulette, moyennant une redevance de 8.000 francs pour celui-ci et de 4.000 francs pour le casino d'Hammam-Lif, au profit de l'hôpital civil. Enfin, les jeux sont autorisés à l'hôtel des Thermes de Korbous pendant la saison hivernale.

On ne peut que regretter l'état de choses créé en faveur de ces établissements. La question des jeux et des loteries, qui a soulevé de si justes réclamations dans la Métropole, ne devrait pas être à l'ordre du jour dans un pays de colonisation. C'est en effet un spectacle particulièrement douloureux que de voir des capitaux, si nécessaires au commerce et à la colonisation, engloutis sans profit, si ce n'est pour celui d'actionnaires indifférents à l'œuvre que nous poursuivons dans la Régence. Laissera-t-on la Tunisie se transformer peu à peu en un immense Monte-Carlo ? On peut le craindre, puisque le Gouvernement, loin d'enrayer ce fléau qu'est le jeu, lui donne sa sanction en le rendant licite, et continue à répandre le goût du baccara et des petits chevaux. La contagion s'arrêtera-t-elle ? C'est douteux, puis-

(1) Note du Résident général à M. Combes, président du Conseil, ministre de l'Intérieur, en date du 8 octobre 1902. (Arch. Direct. de la Sûreté publique).

que nous voyons les institutions de bienfaisance elles-mêmes prendre part à cette danse folle autour de ce dieu qu'est le « Tapis Vert ». Oui, on peut regretter que les gouvernements se soient plus préoccupés des jeux pour en battre monnaie que pour les réprimer (1).

§ 14. — *La surveillance des fraudes et falsifications dans le commerce des denrées alimentaires.— Mesures prises pour prévenir les fraudes sur les vins.*

La législation tunisienne a attribué à la police la surveillance des fraudes et falsifications dans le commerce des denrées alimentaires. Les mesures prises à cet égard font l'objet des décrets du 27 janvier 1898 (2), du décret du 6 février 1897 (3) et de la circulaire du Secrétaire Général du Gouvernement Tunisien aux Présidents des Municipalités en date du 31 juin 1904 (4).

En application de ces textes, les diverses autorités de police de la Régence effectuent fréquemment des prélèvements de denrées alimentaires, soit sur des ordres périodiques émanant de la Direction de

(1) Cf. Gide « Cours d'économie politique » 1909, p. 753.

(2) V. Zeys, op. cit. Tome I. p. 211 et 213.

(3) V. Zeys, op. cit. Tome I. p. 214.

(4) V. Zeys, op. cit. Année 1904, p. 414.

la Sûreté publique, soit sur des plaintes ou présomptions de fraudes.

Les échantillons prélevés sont soumis à l'analyse du Laboratoire de Chimie de la Régence de Tunis. La Direction de la Sûreté publique centralise les procès-verbaux de prélèvements, fait exécuter les enquêtes s'il y a lieu et transmet les dossiers aux autorités judiciaires compétentes.

Du 1^{er} janvier 1904 au 31 décembre 1908, 3.330 prélèvements ont été effectués par les services de la police tunisienne ; 386 échantillons ont été reconnus fraudés ou impropres à la consommation (1). Pendant ces cinq années 163 individus ont été condamnés pour fraudes commerciales par les tribunaux correctionnels de Tunis et de Sousse (2).

La Direction de la Sûreté publique est en outre chargée de la surveillance du commerce et de la fabrication des vins, en vue de prévenir les fraudes et falsifications dont cette boisson pourrait être l'objet. (3)

A cet effet, les agents de la Sûreté publique surveillent, de concert avec les agents des finances, les

(1) Statistique établie par la Direction de la Sûreté publique (Archives).

(2) Statistique criminelle, déj. cit. (Archives de la Direction de la Sûreté publique).

(3) Décret du 23 Septembre 1897. (Zeys, Tome I, p. 213.)

Décret du 23 Juillet 1904 (Ibid. Année 1904, p. 424).

Décret du 28 Mars 1908 (Ibid. Année 1908, p. 310).

mouvements des sucres, glucoses, mélasses et raisins secs ; ils vérifient les dépôts existants, visitent les caves et entrepôts et prélèvent, aux fins d'analyse, de nombreux échantillons de vins qui, aux termes des décrets du 23 septembre 1897, du 23 juillet 1904 et du 28 mars 1908, doivent être délivrés gratuitement par les fabricants, détenteurs ou commerçants.(1)

Enfin, l'arrêté du Directeur général des Finances du 29 février 1904 (2), réglementant les distilleries et la détention des appareils de distillation et de rectification en confie le contrôle aux agents des contributions diverses concurremment avec les agents de la Sûreté publique.

SECTION II. — La Police Municipale.

Le Décret du 1^{er} avril 1885, relatif à l'organisation des Communes dans la Régence, dont nous avons parlé précédemment, porte dans son article 26, paragraphe 2, que la police municipale a notamment dans ses attributions : « ...2^o le soin de réprimer les atteintes à la tranquillité, telles que les rixes et disputes accompagnées d'ameutement dans les rues ; le tumulte exercé dans les lieux d'assemblée publi-

(1) V. en outre : Instruction générale N^o 17 du Directeur Général des Finances, en date du 9 Avril 1908.

(2) V. Zeys, Année 1904, p. 354.

que ; les attroupements, les bruits et rassemblements nocturnes qui troublent le repos des habitants, et tous actes de nature à troubler la tranquillité publique. »

Quel devait être le sort réservé à ce texte en présence du décret du 17 avril 1897, rattachant la police de la Ville de Tunis et des autres communes de la Tunisie à l'Administration générale ?

L'article 1^{er} de ce décret décide seulement que « l'Etat prête aux Municipalités le concours de ses agents pour assurer le service de la police municipale. » Il était alors évident que le décret de 1897 n'avait pas abrogé explicitement l'article 26. Était-ce un oubli de la part du législateur ou une omission volontaire ? Cette dernière opinion nous semble seule admissible, et cela, pour plusieurs raisons. En premier lieu, on ne pouvait encore se prononcer, au lendemain du décret de 1897, sur les résultats pratiques de la réorganisation de la police ; d'importants remaniements dans le personnel de la police étaient à opérer ; la Direction de la Sûreté Publique avait à mener à bien deux choses très importantes : l'application du décret sur les débits de boissons et celle du décret sur la police des étrangers. Il était donc permis, à cette époque, d'hésiter à augmenter officiellement les attributions et la responsabilité du nouveau directeur de la police.

D'autre part, l'Administration supérieure, comme si elle prévoyait l'antagonisme susceptible d'éclater

entre la Municipalité et la Direction de la Sûreté publique, s'était inspirée d'une politique très prudente et très judicieuse qui l'incitait à ne pas réduire, par un texte législatif, les prérogatives exercées jusque là par le Vice-Président de la Municipalité, délégué à la Police.

Il suit de là que le sens des mots « Police Municipale » qui n'était pas équivoque pour la Direction de la Sûreté publique (1), mais qui avait été insuffisamment précisé dans les communications adressées aux Municipalités, avait besoin d'être bien défini le jour où le nouveau service avait fait preuve d'une compétence absolue, d'une influence incontestée en matière policière.

D'ailleurs, des résistances inévitables, — mais qui marquaient le louable souci d'assurer la sécurité publique, — n'avaient pas tardé à se produire de part et d'autre. Aussi les Vice-Présidents de la Municipalité et le Directeur de la Police estimaient-ils que la question devait être nettement résolue. Il importait beaucoup, en effet, de savoir si, en dehors des questions intéressant l'hygiène publique, la voirie et l'exécution des règlements municipaux, la

(1) On en trouve la preuve dans la correspondance adressée sur cette question au Ministère des Affaires Etrangères et où il est indiqué clairement qu'il s'agissait d'arriver à centraliser à l'Administration Générale tout ce qui concerne la sécurité publique.

Cf. Note du 27 Novembre 1898, au Résident Général. (Archives de la Direction de la Sûreté Publique N° 4800).

police municipale devait comprendre également l'ordre et la sécurité publics, selon le paragraphe 2 de l'article 26 du décret du 1^{er} avril 1885.

Plusieurs raisons péremptoires militaient en faveur de la négative. L'Etat, en effet, est responsable de l'ordre et de la sécurité publics ; le soin de les assurer est une de ses attributions essentielles. Il peut, dans une certaine mesure, la déléguer aux communes si des considérations financières ne lui permettent pas de s'en acquitter lui-même. Mais partout où il possède le personnel nécessaire, il ne s'en décharge jamais. A Paris, l'ordre et la tranquillité des rues sont assurés par la Préfecture de Police et non par le Conseil Municipal. A Lyon, à Marseille, la police de la voie publique est entre les mains du Préfet, et non entre celles du Maire.

La réorganisation de la police en Tunisie a été entreprise précisément pour remédier à une situation intolérable, née de l'application des paragraphes 2 et 3 de l'art. 26 précité. Nous ne rappellerons pas combien avait été inefficace l'institution d'un Commissariat central relevant de la Municipalité. Au surplus, l'unité de direction imprimée au nouveau service de la police ne devait pas être brisée, d'autant plus que son fonctionnement devenait de plus en plus délicat. En outre, on ne pouvait demander à un vice-président de Municipalité, qui n'est pas rétribué et dont toute l'activité peut-être absorbée par des occupations personnelles, de se consacrer à la surveillance constante de la voie publique. Bien

mieux que les Municipalités, le Gouvernement a des moyens d'action plus énergiques pour assurer la sécurité.

Pour ces divers motifs, il était donc nécessaire de décider que le décret de 1897 avait bien abrogé l'article 26. Cette manière de voir fut consacrée dans la suite, malgré les théories de quelques publicistes qui regrettèrent cette main-mise sur les prérogatives communales. (1)

Aujourd'hui les commissaires et agents de police ne relèvent donc plus de l'autorité municipale qu'en ce qui concerne la police municipale, c'est-à-dire l'ensemble des mesures arrêtées par une municipalité et dont l'application ne peut être poursuivie que dans le périmètre communal. C'est d'ailleurs là, à notre sens, une solution très pratique et l'application d'un principe que certains auteurs ont pourtant contesté et que M. le professeur Berthélémy a posé en ces termes : « La police municipale est une affaire d'ordre local ». (2)

C'est, en effet, en qualité de chef de l'association communale que le président de la Municipalité est

(1) Nous savons que les mêmes résistances se sont produites en France, lorsqu'il s'est agi du rattachement de la police de Marseille à l'Etat. V. Discours de MM. Flaissières et Leydet et réponse du Sous-Secrétaire d'Etat, M. Maujan : « Journal Officiel de la République Française », séance du 28 Juillet 1908 (Sénat).

(2) « Traité de Droit Administratif » 1906, 4^e Edit. p. 206. En sens contraire, Morgand « Loi Municipale » 6^e Edit. T. I. p. 587 et s.

chargé de procurer à ses administrés les avantages d'une bonne police, notamment la propreté, la salubrité. Il est de l'intérêt de la commune que les rues soient bien entretenues et convenablement éclairées, que les chiens soient muselés, que les voitures, automobiles et autres véhicules ne circulent pas sans lanterne la nuit, que le tout-à-l'égout soit pratiqué, que les tapis ne soient point secoués par les fenêtres, etc. La gestion de ces divers intérêts *communaux* est bien de la compétence du président de la Municipalité. Les attributions de l'Etat sont plus générales et plus sérieuses. Sans doute, il y a des hypothèses dans lesquelles l'insalubrité d'une commune devient un danger pour les communes voisines et même pour le pays tout entier ; mais ce sont là des cas exceptionnels et la surveillance de l'autorité supérieure, avec les sanctions qu'elle comporte, suffira à obvier à cet inconvénient. Si la municipalité de Sousse ou de Sfax, par exemple, est à ce point hostile aux mesures d'hygiène qu'il soit à craindre que la peste trouve dans ces villes un bouillon de culture tout préparé, l'intervention du gouvernement tunisien s'imposera. Mais, c'est là, nous l'avons dit, un cas exceptionnel.

Les attributions de police du maire ne sont donc pas mixtes, comme on l'a prétendu ; c'est-à-dire qu'elles ne sont pas exercées par lui tant comme représentant de la commune que comme représen-

tant de l'Etat. Or, c'est bien cette solution qui triomphait sous l'empire de l'art. 26 du décret du 1^{er} avril 1885.

La police municipale s'occupe donc exclusivement des intérêts de la commune.

Elle est exercée en France par les maires et les commissaires de police, sous la réserve que « les pouvoirs qui appartiennent au maire ne font pas obstacle au droit du préfet de prendre, pour toutes les communes du département ou plusieurs d'entre elles, et dans tous les cas où il n'y aurait pas été pourvu par les autorités municipales, toutes mesures relatives au maintien de la salubrité, de la sûreté et de la tranquillité publiques ». (1) A Paris, elle est exercée par le préfet de police, dont l'administration déborde même les limites du département, puisqu'elle s'étend à toute l'agglomération, laquelle se continue en quelques points du département de Seine-et-Oise. A Lyon, le préfet du Rhône se partage avec le maire l'exercice de la police municipale.

Il en est de même pour la ville de Marseille depuis 1908.

En Tunisie, ce sont les auxiliaires du directeur de la Sûreté publique, commissaires et chefs de poste de police qui veillent à l'exécution des règlements municipaux, sous l'action des présidents ou

(1) Loi du 5 Avril 1884. Art. 99.

vice-présidents délégués des municipalités, commissions municipales (1) et commissions de voirie.

La police municipale de la Ville de Tunis est dirigée par un commissaire de police dont les attributions sont définies très clairement par la circulaire ministérielle du 22 Novembre 1897 (2), et l'article 26, — sauf les paragraphes 2 et 3, — du décret du 1^{er} Avril 1885. D'après les dits textes, le service général étant plus spécialement chargé de la surveillance de la voie publique, l'officier de paix qui en a la direction relève de la Municipalité pour tout ce qui concerne la police municipale. Il en est d'ailleurs de même pour tous les commissaires d'arrondissement qui relèvent de la Municipalité pour la police municipale dans leur arrondissement respectif. Les commissaires d'arrondissement doivent donc, en conséquence, assurer dans leur circonscription l'exécution des règlements municipaux et signaler à l'officier de paix tous les faits à leur connaissance qui seraient de nature à intéresser l'administration municipale. Ce dernier fonctionnaire a les mêmes obligations vis-à-vis de la Municipalité à laquelle il doit fournir un rapport quotidien sur

(1) Les villes dotées d'une Commission Municipale sont celles qui ne sont pas érigées en commune ; les attributions de cette commission sont surtout l'éclairage et le balayage. V. Décret 1^{er} Avril 1885.

(2) Archives de la Direction de la Sûreté Publique.

tous les faits signalés par son service ou parvenus à connaissance par l'intermédiaire des commissaires d'arrondissement. Les contraventions aux arrêtés sur la police municipale sont constatées par procès-verbaux des agents de police et leurs auteurs déférés selon leur nationalité à l'autorité judiciaire française ou tunisienne.

Quelles sont donc les mesures les plus importantes que comprend la police municipale ? Elles sont énoncées par l'art. 26 du décret de 1885.

« Elle comprend notamment : 1^o tout ce qui intéresse la santé et la commodité du passage dans les rues, quais, places et voies publiques ; ce qui comprend le nettoiement, l'éclairage, l'enlèvement des encombrements, la démolition ou la réparation des édifices menaçant ruine, l'interdiction de ne rien déposer aux fenêtres ou aux autres parties des édifices qui puisse nuire par sa chute ; ou celle de ne rien jeter qui puisse endommager les passants ou causer des exhalaisons nuisibles. »

Il a été jugé par la Cour de Cassation que le président de la Municipalité commet une faute en négligeant les mesures nécessaires pour protéger les passants contre la chute des matériaux provenant des maisons en construction et que, par suite, il est responsable des accidents qui en peuvent résulter. (1)

(1) Cass. 2 Août 1897. D. J. G. 97, I. 612 ; Alger, 27 Nov. 1895. J. T. 96, 360.

La police municipale comprend également : « 4^o le mode de transport des personnes décédées, des inhumations, des exhumations ; le maintien du bon ordre et de la décence dans les cimetières ; 5^o l'inspection sur la fidélité du débit des denrées qui se vendent au poids où à la mesure et sur la salubrité des comestibles exposés en vente ; 6^o le soin de prévenir, par des précautions convenables, et celui de faire cesser par la distribution des secours nécessaires, les accidents et les fléaux calamiteux tels que les immondices, les inondations, les maladies épidémiques ou contagieuses, les épizooties, en provoquant, s'il y a lieu, l'intervention de l'autorité supérieure ; 7^o le soin de prendre provisoirement les mesures nécessaires contre les aliénés dont l'état pourrait compromettre la morale publique, la sécurité des personnes ou la conservation des propriétés ; 8^o le soin d'obvier ou de remédier aux événements fâcheux qui pourraient être occasionnés par la divagation des animaux malfaisants ou féroces. »

Ces dernières obligations prévues par les paragraphes 4 à 8 rentrent plus spécialement dans les prérogatives du pouvoir municipal ou de la Sûreté Publique, suivant les circonstances et les instructions spéciales qui peuvent être données à l'officier de paix par l'une ou l'autre de ces deux autorités.

Toutefois, il ne faut pas oublier que le chef du Service Général reste, avant tout, l'auxiliaire direct de la Direction de la Sûreté publique, laquelle, dans

ses relations avec la Municipalité, doit surtout s'inspirer de ce principe que la police municipale a pour mission de protéger les intérêts de tous les habitants de la ville, et de faire exécuter les règlements particuliers qui ont pour but d'assurer le bon ordre, la sécurité et la salubrité.

A la suite du nouveau règlement sanitaire adopté par la Ville de Tunis et approuvé par décret du 6 juillet 1908, la Direction de la Sûreté Publique a mis à la disposition de la Municipalité une brigade spéciale ayant à sa tête un commissaire de police, et devant assurer, d'accord avec le Bureau d'hygiène municipal, dont nous ferons l'étude plus loin, l'exécution de ce texte.

Au surplus, cette création ne modifie en rien les attributions générales dévolues au commissaire, chef du Service Général, et faisant l'objet du paragraphe 6 précité.

Le règlement des matières énumérées par l'art. 26 constitue donc la police municipale ; mais cette énumération, bien que détaillée, n'est pas limitative. Ce ne sont que des indications concernant le champ dans lequel la police municipale s'exerce ; cette police, en effet, comprend tout ce qui intéresse directement la commune, et ses attributions tendent à s'élargir proportionnellement à l'augmentation de la population et au développement du périmètre communal.

Quant aux pouvoirs dont dispose le président de la Municipalité à ce titre, ils sont limités par le

respect de la liberté individuelle et par l'observation des lois et règlements; le chef de la Municipalité voit son pouvoir s'arrêter devant les règlements généraux édictant des prescriptions qu'il aurait pu prendre lui-même en l'absence de tels règlements. Il est, en effet, admis que ce qui a été l'objet de « règlements généraux » ne doit plus être réglementé par l'autorité municipale. D'autre part, il n'est plus chargé de l'exécution des mesures de sûreté générale que l'article 23 du décret du 1^{er} avril 1895 lui attribuait comme délégué de l'Administration supérieure.

Nous savons donc maintenant en quoi consiste la police municipale et nous connaissons les rapports qui existent entre la Municipalité et la Direction de la Sûreté publique.

Il nous reste à examiner en détail quelques questions spéciales, comme la police des cimetières et les dispositions relatives aux sépultures, le service des fourrières, les mesures relatives aux établissements incommodes et insalubres, la police des mœurs et la réglementation de la prostitution; la réglementation des théâtres et des cafés-concerts.

Nous ne parlerons donc pas ici des autres attributions de la police municipale, comme celles qui concernent le balayage, l'arrosage, l'éclairage, les inondations, etc. Nous consacrerons un chapitre spécial aux paragraphes 4 et 6 de l'article 26, qui ont été développés et remaniés par le règlement municipal du 5 juillet 1908 et au décret du 16 février

1909, sur la police sanitaire maritime ; la question de la police sanitaire nécessite, en effet, un examen plus approfondi par suite du caractère particulier qu'elle revêt en Tunisie.

Une pensée unique a inspiré ces nombreuses éliminations : c'est d'éviter des répétitions inutiles. Nous aurions voulu que chaque chose fût davantage à sa place et que toutes les matières qui se rattachent à un rouage spécial de la Police fussent traitées séparément. Mais ce serait là l'objet -- d'ailleurs complexe -- d'un véritable traité de droit administratif.

§ 1. — *La Police des cimetières et les dispositions relatives aux sépultures.*

Les mesures prises en cette matière ont un triple objet : 1^o éviter que des meurtres soient soustraits à la justice ; 2^o préserver les vivants contre les dangers qui résultent de la conservation des cadavres ; 3^o permettre l'observation des pratiques que les religions ou les mœurs ont mises en usage à l'égard des morts.

L'intérêt supérieur de la salubrité publique exige que les inhumations ne soient pas trop retardées. Mais, d'un autre côté, les inhumations précipitées offrent des dangers, soit parce qu'elles peuvent permettre de dissimuler les traces d'un crime, soit parce que le décès n'est pas certain à une époque

trop rapprochée de celle où la personne a donné le dernier signe de vie. Un juste milieu doit donc être observé.

En Tunisie la police des cimetières est régie par le décret du 30 Juillet 1884 (1) et par l'article 23 du décret du 1^{er} Avril 1885, qui a étendu à toutes les municipalités de la Régence le décret de 1884.

Aucune inhumation ne peut avoir lieu sans un permis délivré par le président de la municipalité et la production d'un certificat de décès dressé par un médecin, et moins de 24 heures après le décès. Cependant, en ce qui concerne les femmes arabes, des sages-femmes peuvent être chargées de donner ces certificats. Mais *quid* si une personne est présumée morte des suites d'une affection transmissible ? Le cas est prévu par l'art. 111 du règlement sanitaire du 5 juillet 1908. La déclaration de décès doit être faite à la Municipalité, sans aucun retard ; le président de la municipalité doit prendre les mesures nécessaires pour que l'inhumation ait lieu au plus tôt. Le corps devra être enveloppé dans un linceul trempé, au préalable, dans une solution antiseptique. Dans le cas où le décès aurait lieu à la suite d'une maladie dont la déclaration est obligatoire, le président de la municipalité devrait en faire la mention sur le permis d'inhumer, sans indication du nom de la maladie.

(1) V. Zeys « Code Annoté » Tome I. p. 488 et s. « Officiel Tunisien », 1884-358.

Aucune exhumation ne peut être faite sans une autorisation municipale, si ce n'est par ordre de la justice. Toute exhumation pratiquée sans autorisation constitue le délit de violation de sépulture, délit prévu et punit par l'art. 360 du Code Pénal. En principe, le permis d'exhumer peut toujours être refusé si l'opération paraît offrir, pour une cause quelconque, des dangers pour la santé publique. L'art. 8 du décret du 26 novembre 1898 (1) décide que le commissaire de police de la localité ou, à son défaut, un mandataire spécial de l'autorité qui aura délivré le permis, assistera à l'exhumation et scellera le cercueil de son sceau ; il dressera un procès-verbal en double expédition, constatant que l'opération a été faite conformément aux prescriptions du décret. Aux termes de l'alinéa final : « Un exemplaire de ce procès-verbal ainsi que le permis d'exhumation seront remis à l'intéressé pour être produits à l'autorité du lieu où devra se faire l'inhumation définitive. »

Les autopsies, embaumements, moulages ne peuvent être pratiqués pendant les vingt-quatre heures qui suivent le décès ; ces opérations exigent une autorisation spéciale. Exception est faite à cette règle pour les malades décédés dans les hôpitaux ou quand il s'agit d'opérations ordonnées par les Tribunaux.

(1) Zeys « Code Annoté » Tome I, p. 624.

Le transport des corps d'une localité à une autre ne peut avoir lieu qu'avec l'autorisation du Premier Ministre.

Aucun texte législatif ne prévoit les conditions dans lesquelles peuvent être faites les incinérations. Le cas s'est présenté à Tunis pour la première fois en 1908. L'autorisation du Premier Ministre a été nécessaire.

Le président de la municipalité pourvoit d'urgence à ce que toute personne décédée soit ensevelie et inhumée. Dans le cas où, au sujet de l'ensevelissement et de l'inhumation d'une personne décédée, des difficultés s'élèvent ou des retards trop considérables se produisent, notamment parce qu'elle est inconnue ou délaissée, le chef de la municipalité, d'accord avec le directeur de la Sûreté Publique, prend les mesures qu'exige soit le bon ordre, soit la décence publique.

Aux termes de l'art. 2 du décret du 30 juillet 1884, aucune inhumation ne peut avoir lieu dans les églises, mosquées ou temples et généralement dans aucun édifice clos et fermé servant de lieu de réunion pour la célébration d'un culte quelconque. Les inhumations doivent être faites dans les cimetières. Cependant, l'art. 3 prévoit certaines exceptions. En outre, toute personne peut être enterrée sur sa propriété, pourvu que cette propriété soit hors de la distance prescrite de l'enceinte des villes. Le législateur a voulu respecter, dans la mesure où il

n'est pas contraire à l'hygiène, l'usage d'entretenir une tombe de famille dans les grandes propriétés rurales. Mais il ne peut s'agir là que d'une tolérance ; l'Administration peut toujours refuser l'autorisation demandée.

Autrefois, les cimetières étaient établis au milieu des agglomérations, ordinairement autour des églises ou des mosquées. Le décret du 30 Juillet 1884 décida que les nouveaux cimetières seraient établis hors des villes. L'art. 1^{er} dispose qu' « il est interdit d'enterrer dans les cimetières publics et privés situés dans l'enceinte de la ville de Tunis, qui seront désormais clôturés de tous côtés. »

Telles sont, rapidement signalées, les dispositions relatives aux sépultures. Ajoutons que l'Administration des cimetières fait partie des services municipaux, et que les frais de leur entretien sont à la charge des communes. Mais il ne faut pas oublier que la police a le droit d'intervenir toutes les fois que l'ordre public est en jeu et qu'il appartient au directeur de la sûreté publique de se concerter avec le président de la Municipalité sur toutes les mesures qui auraient pour but de veiller au maintien de la sécurité publique.

§ 2. — *Le service des fourrières.*

La police municipale comprend, dit l'art. 26 du décret du 1^{er} Avril 1885 : « 1^o le soin d'obvier ou de remédier aux événements fâcheux qui pourraient être occasionnés par la divagation des animaux malfaisants ou féroces. » Ce paragraphe vise surtout les règlements municipaux relatifs aux chiens errants ; c'est pourquoi nous lui consacrons quelques lignes, bien que le service des fourrières rentre dans la question plus générale de la police rurale.

Chaque commune possède un endroit où sont déposés les animaux et voitures qui ont été saisis, jusqu'à leur destruction, jusqu'à leur vente ou jusqu'au paiement des dommages qu'ils ont causés. La fourrière est administrée par l'autorité municipale ; ses produits rentrent dans le budget des recettes de la commune.

Les fourrières sont règlementées par l'arrêté ministériel du 24 Juin 1897 (1) qui s'occupe de la saisie des animaux, de leur mise en fourrière et de leur vente. La première annexe au décret du 10 Mars 1899 (2), qui règlemente le port de Tunis, décide aussi la mise en fourrière de certaines voitures gênant la circulation du dit port.

(1) Zeys « Code Annoté » Tome I. p. 428. Officiel 1897, 356.

(2) Zeys, Tome II p. 802. Officiel 1899, 164.

Toute commune quelque peu importante dispose de voitures aménagées pour recevoir les chiens errants non muselés. La capture de ces animaux a lieu à certaines époques déterminées et toutes les fois que des cas de rage fréquents se manifestent. Les employés chargés de la capture sont assistés d'un agent de la force publique afin qu'il ne soit pas apporté d'entraves à l'exécution des mesures municipales.

Il est du devoir des municipalités, comme nous le montrerons plus loin, d'appliquer les règlements sur les chiens errants. Les cas de rage ont, pendant ces dernières années, suivi une progression inquiétante ; aussi l'action des vice-présidents de municipalités doit-elle être exercée avec la plus grande énergie.

Dans les localités qui ne disposent pas de fourrière, les chiens sont abattus par les agents de police ; il en est ainsi dans la banlieue de Tunis.

§ 3. — *Mesures relatives aux établissements insalubres et incommodes.*

Ces établissements sont ceux qui présentent des risques particuliers d'incendie ou d'explosion, ou qui répandent des émanations toxiques ou simplement gênantes, ceux même dont le bruit est incommode pour le voisinage.

Il n'est pas nécessaire de justifier cette réglementation. « La liberté d'empoisonner ou d'incendier ses voisins ne peut pas exister sans limitation. » (1)

Les établissements insalubres font l'objet du décret du 16 Mai 1897 (2), complété par celui du 10 Mars 1900 (3) Il y a lieu également de tenir compte du règlement sanitaire du 6 Juillet 1908.

Ces établissements sont divisés en trois classes ;
a, — la première classe comprend les établissements qui doivent être éloignés des maisons particulières ;
b, — la deuxième comprend les établissements qui ne doivent pas nécessairement être éloignés des maisons particulières, mais dont il importe de ne permettre la formation qu'après avoir acquis la certitude que les opérations qu'on y pratique sont exécutées de manière à ne pas incommoder les propriétaires du voisinage, ni leur causer des dommages ;
c, — enfin, la troisième classe comprend les établissements qui peuvent rester à proximité des habitations, mais qui doivent rester soumis à la surveillance de la police.

Nous donnerons seulement l'économie générale du décret du 16 Mai 1897.

(1) Berthélémy « Traité de Droit Administratif » 1906, p. 365.

(2) Zeys « Code Annoté » Tome I p. 387. V. la nomenclature annexée à ce décret.

(3) Zeys, p. 389.

Une permission est toujours nécessaire pour ouvrir un établissement de la première ou de la deuxième classe, et cette permission est accordée par le Directeur général des Travaux publics, après enquête et publicité.

Pour les établissements de la troisième classe, une permission est nécessaire s'ils sont établis dans un rayon de 200 mètres des lieux habités ; au-delà de ce rayon, il suffit de faire une simple déclaration, si, dans le délai d'un mois, l'autorité ne s'est pas opposée à l'ouverture de cet établissement. L'autorisation est demandée ou la déclaration faite au président de la municipalité ; si la localité dans laquelle l'établissement doit être ouvert n'est pas pourvue d'une organisation municipale, l'autorisation est demandée au Premier Ministre.

Les commissaires de police, notamment celui chargé de la police municipale, surveillent les établissements de la troisième catégorie. Ainsi, l'art. 5 du décret du 8 juillet 1891, (1) relatif à la fabrication du savon, décide qu'ils assistent les agents chargés de la surveillance des fabricants de savon.

L'article 34 du règlement sanitaire municipal du 5 juillet 1908 dispose que les écuries ou étables particulières ainsi que leurs dépendances, devront être maintenues constamment en parfait état d'entretien

(1) Zeys « Code Annoté » p. 985. Tome II.

et de propreté. Le décret du 16 mai 1897 n'avait classé dans la deuxième catégorie des établissements insalubres que les porcheries, en raison de leur bruit et de leur odeur. Il avait passé sous silence les étables, écuries, bergeries, vacheries, poulaillers, dont les inconvénients sont aussi grands au point de vue de la sécurité et de la salubrité publiques et qui, jusqu'à ces derniers temps, étaient établis dans le centre même de la ville de Tunis.

Les gardiens et les propriétaires de troupeaux, pour la plupart Siciliens et Maltais, ne tenaient aucun compte des règles les plus élémentaires de l'hygiène, logeant et couchant, eux et leurs nombreuses familles, dans les écuries ou étables, à proximité du fumier. Le règlement sanitaire a fait cesser cet état de choses déplorable. Des dispositions ont été prises pour empêcher que ces étables n'incommodent le voisinage par leur mauvaise odeur ou le bruit des animaux. L'exécution des dispositions relatives à cette matière n'est pas l'un des moindres travaux de la brigade mise à la disposition de la Municipalité par la Direction de la Sûreté publique. Il faut veiller, en effet, à ce que les fumiers et purins soient enlevés tous les trois jours et déposés dans des fosses étanches, et tous les jours, en cas de gêne manifeste pour les voisins.

Seuls les gardiens peuvent coucher dans les écuries, pourvu que le cube d'air soit suffisant. Il est également interdit de tenir des volailles dans les écuries et étables.

Cet art. 34 n'est pas l'un des moins importants du règlement sanitaire. Les prescriptions qu'il contient s'imposaient afin de faire cesser les plaintes nombreuses que l'état de choses antérieur provoquait. Ainsi se trouve heureusement complétée la liste des établissements insalubres et incommodes du décret du 16 mai 1897.

§ 4. — *La Police des mœurs et la réglementation de la prostitution.*

On fulmine tant contre la démoralisation de ce siècle, — il est en effet de bon goût de dire du mal de notre génération, — qu'il nous a semblé utile de faire une incursion dans le domaine de l'histoire pour prouver que, si elle n'est pas meilleure, elle n'est pas pire que celles qui l'ont précédée.

Le croirait-on, — au risque de dire une naïveté, — les mœurs ne se sont pas améliorées. Nous en trouvons la preuve irréfutable dans les « Amours », d'Ovide. Voici ce qu'on y lit dans l'Elégie dixième : « *Ad pucellam, ne protes! venalis* » : « Une prostituée se vend, à tel prix, au premier venu : c'est en livrant son corps qu'elle acquiert de misérables richesses. Prenez pour modèle les animaux dépourvus de raison ; vous rougirez que les bêtes sont plus traitables que vous. La cavale n'exige rien de l'étalon, ni la génisse du taureau ; le béliér

n'a point à payer la brebis qui lui plaît. La femme aime à se parer des dépouilles de l'homme ; seule elle met ses nuits à prix ; seule elle se met en location. »

Sans faire ici un historique qui dépasserait le cadre de ce chapitre, il n'est pas sans intérêt de donner un aperçu succinct de la prostitution à travers les âges.

Des quelques textes qui nous sont parvenus de l'ancienne Egypte, de la Chaldée, de la Phénicie, de l'Assyrie, on peut conclure qu'elle était florissante dans les grandes cités luxueuses et voluptueuses de l'Orient Antique et que les gens du peuple, pressés par la misère, ne se faisaient pas scrupule de prostituer leurs filles. Chez les Hébreux, la prostitution fut si répandue et exerça tant de ravages que les livres saints édictèrent contre elle les anathèmes les plus violents. Chez les Grecs, amoureux de la beauté physique, les courtisanes furent chantées par les poètes et parées par les écrivains de toutes les séductions. L'histoire du Moyen-Age est pleine des exploits des femmes galantes. A la fin de l'ancien régime, la prostitution sévit avec une intensité singulière ; elle s'étale cyniquement pendant la Révolution, le Directoire, l'Empire. (1)

(1) V. Rabutaux « De la prostitution en Europe depuis l'antiquité jusqu'à la fin du XVI^e siècle », 1865 in 8. — E. Montagne. « Histoire de la prostitution dans l'antiquité », 1869. in. 4.

De nos jours, le mal est aussi grand.

La question a été tant de fois ressassée que nous ne rechercherons pas ici les causes de la prostitution. Nous nous bornons à constater cette plaie que personne ne peut empêcher de devenir ulcère.

La prostitution règne donc en souveraine maîtresse ; elle règne partout, sur la voie publique, dans les champs ; elle a même ses maisons particulières ; et on la considère tellement comme un mal nécessaire, que l'Académie de Médecine belge n'hésite pas à déclarer qu'elle ne constitue pas un délit, mais un métier insalubre !

Il était donc inévitable que le législateur s'occupât de la réglementer et de lui assigner une police spéciale, dite « Police des Mœurs ».

La prostitution est divisée en deux compartiments bien distincts : le premier comprend les filles de maison, ou en numéros ; le second, les filles en carte, ou prostituées libres. Celles-là sont pensionnaires dans une maison dite de tolérance ; celles-ci vivent chez elles, et ne rendent compte de leur conduite qu'à l'administration et à la police sanitaire.

La situation des filles de maison est pire que celles des prostituées libres. Soumises aux exigences des tenanciers, elles n'ont à espérer aucun secours contre les brutalités et les exactions dont elles peuvent être l'objet.

Ces deux sortes de filles soumises aux règlements constituent ce qu'on appelle la prostitution *légale*, par opposition à la prostitution *clandestine*, c'est-à-

dire aux personnes qui se livrent journellement au trafic de leur corps sans s'astreindre à l'observation des règlements, et qu'on désigne sous le nom de filles insoumises. M. Parent-Duchatelet (1) estime que ces personnes sont très dangereuses, mais que l'Administration ne peut pas les saisir et les traiter comme des prostituées : les unes parce que élégantes et de bonne tenue à la ville, elles ne donnent lieu à aucun scandale et s'abstiennent en public de toute toilette, de tous gestes, de toutes paroles qui pourraient les distinguer des femmes honnêtes ; les autres, qu'il désigne sous le vocable de pierreuse, marcheuses, filles à soldat ou de barrière, parce qu'elles vivent ou opèrent dans les bas-fonds où il est difficile de les saisir, et impossible de les astreindre à l'observation des règlements.

Toutefois, la police fait une analyse plus minutieuse de la prostitution clandestine ; elle la divise en quatre catégories qui ne sont peut-être pas très nettement séparées, mais qui dénotent bien la connaissance profonde qu'elle a des questions de mœurs. Cette classification vaut la peine d'être signalée. En premier lieu, elle place les femmes qui, soit mariées, soit pourvues d'un amant qui les entretient, fréquentent les maisons de passe, s'appliquent à attirer des hommes, à se faire inviter par eux et emmener dans certains hôtels ; ensuite, vien-

(1) « La Prostitution à Paris » 1900 ; p. 74, 79, 81, 82, 84.

nent les femmes à partie qui, élégantes comme les femmes galantes, fréquentent les salons de jeu, les tables d'hôte où elles s'efforcent de se faire remarquer ; la troisième catégorie comprend les femmes qui, sans provoquer directement à la débauche, s'affichent dans les cafés, sur les promenades, de manière à ne laisser aucun doute sur leur qualité ; enfin, il en est d'autres qui, de leurs fenêtres le jour, ou le soir sur la voie publique, provoquent les passants.

Outre que ces femmes propagent, plus que les autres prostituées, les maladies et les infirmités, il faut les craindre parce qu'elles sont ordinairement accompagnées d'un souteneur. Tunis a été, à une certaine époque, en 1907, le séjour de très nombreux souteneurs venus de Marseille et de Bône, ces deux villes qui en sont une véritable pépinière. Mais, grâce à l'action énergique de la police, ils n'ont pas tardé à déguerpir. Les étrangers ont été expulsés ; on a fait aux autres une existence intenable, grâce à des mesures peut-être un peu arbitraires, mais en tout cas très efficaces.

L'existence de ces souteneurs est une plaie assez grave, un danger public et social assez sérieux pour que le législateur ait cru urgent de s'en occuper.(1)

Contre cette prostitution clandestine si malfaisante, l'Administration déplore de ne pouvoir agir

(1) V. Loi du 27 Juin 1895. Art. 1^{er}.

que par le voie des raffles sur la voie publique, ou par des visites inopinées et généralement nocturnes dans les hôtels ou garnis suspects ou dans les bouges. Elle reconnaît que ces moyens, en tous cas insuffisants, ont le grave inconvénient d'être trop souvent un jeu pour les pires prostituées habiles à se sauver, et un malheur parfois irréparable pour des personnes honorables. A ce sujet, il convient de noter que le fait de prostitution ne peut-être établi que par la constatation de l'habitude d'une excitation quelconque à la débauche sur la voie publique, ou dans les lieux publics ; la police n'a pas le droit d'aller rechercher les preuves dans l'intérieur des habitations ; elle ne doit pas même les demander à des indiscretions, ce qui constituerait une intrusion blâmable dans la vie privée des citoyens, une véritable atteinte à la liberté individuelle.

Mais des perquisitions et visites peuvent être faites en vertu de mandats délivrés conformément à l'article 10 de la loi du 22 juillet 1791, et rendus exécutoires à partir de toute heure du jour et de la nuit dans le cas de notoriété.

Ce serait poursuivre la quadrature du cercle que de vouloir à la fois laisser se développer l'humanité et enrayer le fléau qui en est inséparable. La prostitution est fatale parce que, comme on l'a fort bien dit, « il y aura toujours des femmes coquettes, paresseuses, débauchées, qui s'assembleront, pour sa-

tisfaire, moyennant finances, les passions masculines. » (1)

Nous laissons de côté cet autre aspect de la prostitution qui se manifeste par la pratique des mœurs socratiques, et dont, par respect pour le lecteur, nous ne voulons pas faire la description même dans la langue d'Ovide, bien que

Le Latin dans les mots brave l'honnêteté.

Néanmoins malgré la nécessité de la prostitution, on a essayé de la régler. Elle fait l'objet d'une police toute particulière, appelée « Police des mœurs ».

Qu'est-ce que cette police des mœurs ?

On a dit (2) qu'elle a pour objet de mettre la main sur toutes les femmes convaincues ou seulement soupçonnées de prostitution avouée ou secrète, de les examiner sexuellement, qu'elles y consentent ou non, de jeter en prison arbitrairement, sans jugement, au simple *Ad nutum* d'un petit bureaucrate, les malades et les contrevenants, pendant un temps indéterminé, de les inscrire toutes sur un registre qui en fait une catégorie à part, hors la loi, afin de pouvoir continuer à les examiner corporellement, surveiller tous les actes de leur vie désormais soumise à la police, et les emprisonner sur-le-champ.

(1) Dr. Lucien Butte « Rapport sur le projet de réglementation de la prostitution » 1908. — Paris, p. 16.

(2) Louis Fiaux. « La Police des Mœurs » 1907. Tome I. Introduction. p. XVII.

Un rouage plus étroit et coercitif que la carte, la maison de tolérance, complète la machine : on y jettera pêle-mêle les mineures abandonnées, les caractères indociles, les malades, afin de mieux nettoyer la rue, briser les rébellions, faire le silence sur les plaintes, assurer à toute heure le service sexuel de la cité et appliquer la médecine administrative. »

Le tableau est peut-être un peu trop poussé au noir, bien que, dans sa facture générale on doive lui attribuer une certaine part d'exactitude. Mais il y a quelque exagération à dire que ce régime est « celui des bastilles et des lettres de cachet », et qu'il « évoque à l'esprit les agissements traditionnels de la police secrète et publique avant 1789 ». (1)

La maison de tolérance est une nécessité sociale. Elle constitue en outre une sauvegarde pour le foyer honnête des classes populaires ; et cela est si vrai que dans les petites villes pourvues de garnisons où les maisons closes font défaut, le nombre des filles séduites augmente considérablement. Au nom de la morale, nous devons donc conserver l'institution des maisons publiques. (2)

Au point de vue de la santé publique, la surveillance rigoureuse des maisons de prostitution permet d'obtenir le minimum de nocuité.

(1) Louis Fiaux, *op. cit.* Introd. p. 18.

(2) V. Lucien Butte, *op. cit.* p. 16.

Il est vrai que la « maison » favorise l'éclosion d'une écœurante atmosphère. On y crie, on y rit, on y déclame des vers ; on y chante les refrains à la mode ; on y entend des bris de verres et des refrains orduriers ; on y voit des gestes obscènes, des bousculades. Ses habitués et ses pensionnaires sont tous plus ou moins atteints de coprolabie. Mais son maintien s'impose. La suppression des maisons serait déplorable, dangereuse, car elle compromettrait la santé publique, accroîtrait la prostitution clandestine, forcerait la police à une surveillance plus active des débits de boissons — cette autre plaie de la société, — multiplierait les souteneurs, développerait le racolage. Ces conséquences sont les principales ; nous en passons et non des moindres.

Mais si la maison doit être maintenue, il est indispensable qu'elle soit étroitement réglementée et surveillée par l'Administration. Cela ne veut pas dire qu'elle doit être sous la protection de la police, bien que ce fait ait été constaté dans certaines petites villes de la Métropole. « Il faut la considérer comme un établissement dangereux et insalubre », comme l'a dit le docteur Butte ; la soumettre à de sévères règlements pour maintenir l'ordre et protéger la santé publique.

Aux maisons dites « de tolérance », on doit assimiler les maisons de rendez-vous, dites « maisons de passe », qui ne présentent plus guère de différence avec les premières, et dont le nombre s'ac-

croît sans cesse, — même à Tunis, qui l'eût cru ! — et où sombre parfois l'honneur de quelques épouses. Mais le maintien de ces maisons ne s'impose pas, comme celui des maisons tolérées, car elles offrent un spectacle particulièrement odieux.

L'art. 19 de l'arrêté municipal du 24 novembre 1903, relatif à la police des mœurs, interdit bien la tenue de ces maisons clandestines. Il déclare que « lorsqu'une maison de prostitution clandestine sera signalée, l'autorité municipale fera procéder à une enquête pour s'assurer des faits, et, s'il y a lieu, elle fera fermer l'établissement, obligera les femmes à se soumettre à la visite et les fera inscrire d'office sur le contrôle des filles soumises. » L'application d'une telle prescription est-elle possible ? Nous ne le croyons pas. Les prostituées libres ont leur chambre particulière ; les maisons de passe ont été surtout inventées pour abriter les amours coupables de femmes mariés, ou de femmes considérées tout au moins comme honorables. A quelles difficultés la police ne se heurterait-elle pas, si elle avait la fantaisie d'appliquer rigoureusement l'article 19 !

Comment sont réglementées à Tunis les maisons de tolérance ? Cette question fait l'objet des articles 10 à 20 du Règlement municipal précédemment cité. Aucune maison publique ne peut-être ouverte sans une autorisation préalable délivrée par le président de la Municipalité, après enquête et avis de la Sûreté publique. Cette autorisation est d'ailleurs

toujours révocable et valable seulement pour la maison désignée. « Elle ne saurait en aucun cas, dit l'article 10 *in fine*, être considérée comme un acte pouvant engager, en quoi que ce soit la responsabilité de l'Administration à l'égard de tiers. » Les maisons ne peuvent être tenues par des hommes célibataires ou veufs, non plus que par des femmes âgées de moins de vingt-cinq ans ; si la femme est mariée, l'autorisation du mari est nécessaire. Cette prescription est observée sans la moindre difficulté ; les femmes s'entendent mieux, en effet, dans ce genre de commerce ; elles possèdent à un haut degré « l'œil du maître ». Il est d'expérience que les « dames de maisons » arrivent à réaliser des fortunes considérables ; certaines maisons se vendent aussi cher que les meilleures études d'avoué ou de notaire.

Les maisons de tolérance doivent être situées, autant que possible, dans les rues écartées, et l'administration se réserve le droit d'exiger qu'elles soient transportées sur un autre emplacement que celui primitivement autorisé, dans le cas où des considérations d'ordre public ou d'hygiène rendraient cette mesure nécessaire. Il est bien entendu qu'elles ne peuvent, en aucun cas, être établies à proximité des maisons d'éducation, des édifices consacrés à l'exercice des cultes, ainsi que des casernes et des prisons. Enfin, signe caractéristique de la maison fermée, elles n'ont qu'une seule entrée pourvue

d'une double porte ; ceci, aussi bien dans l'intérêt de la police que dans celui des « dames de maison ». Il arrive quelquefois que des intérêts, qui semblent opposés se rencontrent, pour le plus grand bien de l'ordre public et de la caisse de la tenancière !

Les chefs de maisons de tolérance sont soumis aux obligations imposées aux logeurs en garni, tant pour leurs pensionnaires que pour les personnes qui passent la nuit dans leur maison. C'est un de leurs principaux devoirs vis-à-vis du service de la police. Il en est d'autres. Ainsi, aux termes de l'art. 14 : « Toute personne reçue dans une maison de tolérance sera présentée au service des mœurs le jour même de son arrivée et avant son départ, à la diligence du chef de l'établissement ». Il est également enjoint aux chefs de ces maisons de déclarer au même service celles de leurs pensionnaires qui seraient atteintes de maladies vénériennes. « S'il est constaté qu'une maladie de cette nature a été cachée sciemment par le chef de la maison, il pourra être pris par l'autorité municipale une décision prescrivant la fermeture temporaire ou définitive de l'établissement, sans préjudice des mesures pécuniaires qui pourraient être édictées à l'encontre des contrevenants ». L'article 16 s'occupe des injonctions ou inhibitions faites aux tenanciers de maisons publiques ; elles visent la morale, — si, toutefois l'on peut parler de morale ici, — l'ordre public et l'hygiène.

Lorsqu'une fille publique ayant séjourné dans une maison de tolérance de Tunis, devient libre, elle ne peut rester dans cette ville sans y avoir été autorisée par l'administration municipale, sur l'avis de la police. Si elle quitte la maison sans autorisation, elle est recherchée, arrêtée et déposée à la geôle, pour y être maintenue pendant une durée fixée par l'autorité municipale, sur l'avis de la police, et qui varie de 48 heures à 10 jours. La séquestration administrative par mesure de correction pour violation des règlements de police est légitimée par ce principe que les prostituées sont en dehors du droit commun. La faculté de recourir à ce moyen ne doit pas être contestée à l'administration.

Certains auteurs cependant disent que cette pratique est illégale, qu'elle est la quintessence de l'arbitraire, qu'elle constitue une atteinte sérieuse à la liberté individuelle, que c'est un système d'oppression des faibles par les forts. Bref, on prétend qu'un pareil régime est indigne d'un pays civilisé. Nous répondrons qu'il faut avant tout se préoccuper de la santé publique et que nous préférons en cette matière l'application de mesures arbitraires. Le pur régime de droit ne saurait être préconisé ici sans danger. Il serait grave de « *faire de l'humanitarisme dans ce domaine* ».

Toute fille publique, qu'elle soit en maison ou isolée, est tenue de se faire inscrire le jour même de son arrivée, au bureau des mœurs, sur un regis-

tre spécial contenant ses nom, prénoms, surnoms, âge, signalement et toutes autres indications propres à établir son identité. Selon l'arrêté municipal du 24 Novembre 1904, « il lui sera délivré une carte-livret portant les mêmes indications que ci-dessus et revêtue de sa signature. Chaque fille publique sera munie d'une carte d'identité portant sa photographie. Cette carte sera blanche pour les filles habituellement saines et soigneuses de leur santé ; elle sera rouge pour celles qui seront atteintes d'une maladie vénérienne quelconque et verte pour les filles de maison. »

A partir de quel âge une femme peut-elle être inscrite sur le registre des mœurs ? La limite en a toujours été abaissée et actuellement est fixée à seize ans à Paris. A Lyon, c'est aussi l'âge minimum ; mais l'inscription peut avoir lieu plus tôt sur la demande des filles, pourvu qu'elles soient admises à la visite sanitaire. En Tunisie, les filles mineures nées ou domiciliées dans la Régence, ne peuvent être inscrites que dans la catégorie des filles soumises isolées, et seulement après avertissement donné aux parents et tuteurs. Mais il n'existe aucun texte, à notre connaissance, qui détermine l'âge minimum.

Il peut arriver qu'une femme publique veuille renoncer à la prostitution et obtenir sa radiation du registre des mœurs. Dans ce cas, elle doit en faire la demande à l'Administration, en justifiant à la fois de ses moyens d'existence et de son retour à une

conduite régulière. Toutefois, une épreuve de trois mois est imposée à la fille qui demande sa radiation.

De nombreuses mesures d'ordre et de police sont prises à l'égard des filles soumises, qu'elles soient en maisons ou isolées. Mais on est obligé de constater qu'elles ne sont pas toujours observées. Ainsi il leur est interdit de sortir de leur domicile après onze heures du soir ; de se présenter sur les places ou dans tout autre endroit public où aurait lieu de la musique ou toute autre distraction attirant la population ; d'entrer dans les brasseries, cafés, estaminets ou tout autres lieux publics, etc. On leur défend de racoler ou de provoquer les passants par paroles ou par gestes, soit dans la rue, soit de leurs fenêtres, soit sur le seuil de leur porte, et cela à quelque heure que ce soit, de jour et de nuit. On peut dire de cette prescription qu'elle reste complètement lettre morte. Et cependant, elle n'a pas été édictée sans raison. Si la prostitution n'est pas un délit, ainsi que l'a proclamé la Commission extra-parlementaire du régime des mœurs, si la femme majeure est libre de faire de son corps ce qui lui plaît, on doit entendre par là qu'elle est seulement libre de sa conduite dans son domicile privé ; elle ne saurait avoir le même droit dans la rue. Le racolage scandaleux doit donc être interdit sur la voie publique.

Quant à l'inhibition des jeunes gens mineurs, elle n'est jamais observée ; tous le monde sait, en effet, que les clients les plus assidus et les plus généreux de ces filles sont des adolescents.

Les filles soumises habitant la Tunisie ne sont pas très nombreuses. D'après une statistique dressée le 1^{er} mars 1909 (1) elles atteignent le chiffre de 686, dont 377 filles européennes et 309 filles indigènes. La ville de Tunis entre dans ce nombre pour 345 ; ensuite se placent Sfax, avec 85 femmes publiques, Mateur avec 38, Bizerte avec 27, Gafsa avec 24, Kairouan avec 23 ; il est à remarquer que dans cette dernière ville, où prédomine la population indigène, les filles européennes ne sont que trois. Il est certaines petites villes qui ne comptent qu'une ou deux filles soumises ; Tozeur, notamment, n'en possède que deux, dont une européenne. En présence de cette constatation, on ne peut que plaindre les malheureuses qui vont vivre une semblable vie dans de telles régions.

L'arrêté du 14 novembre 1903 consacre un chapitre spécial aux visites sanitaires.

Toute fille publique est astreinte à une visite hebdomadaire si elle est pourvue d'une carte blanche. Elle peut, en outre, être tenue de subir des visites inopinées, ou contre-visites, chaque fois que l'administration le juge nécessaire. De plus, une visite extraordinaire lui est imposée chaque fois qu'elle rentre dans une absence autorisée, qu'elle change de domicile ou qu'elle passe d'une maison de tolérance d'une autre. Les femmes âgées de moins de cinquante ans qui demeurent dans une maison

(1) Archives de la Direction de la Sûreté Publique.

publique, bien que non inscrites sur le registre des mœurs, sont assimilées aux filles et sont tenues de se soumettre à la visite. Il en est de même de toute femme tenant maison de tolérance qui ne serait pas en puissance de mari.

Les tenanciers sont responsables de l'exactitude de leurs pensionnaires à se soumettre à la visite.

Lorsqu'une femme est reconnue malade, elle est retenue au dispensaire ou envoyée à l'hôpital ; elle doit y rester en traitement jusqu'à complète guérison ; celles dont l'état sanitaire est reconnu douteux sont mises en observation dans un local spécial du dispensaire, jusqu'à ce que leur état de santé ait été bien constaté. En ce qui concerne le côté budgétaire, il y a une distinction à faire ; s'il s'agit d'une fille isolée, c'est la Municipalité qui rembourse les frais de séjour à l'hôpital ; s'agit-il au contraire d'une fille en maison, les frais d'hospitalisation sont payés directement par le tenancier ; enfin, les frais de séjour des filles traitées dans un dispensaire autonome restent à la charge de la commune, qui peut en poursuivre le remboursement ; les établissements de cette catégorie figurent sur un chapitre spécial du budget communal et tirent leurs principales ressources des droits de visite hebdomadaire, dont le montant est fixé par chaque municipalité.

On ne saurait trop mettre en lumière l'importance et la nécessité de ce contrôle sanitaire. Dans une note sur le dispensaire municipal de Tunis, le docteur Brunswick le Bihan a insisté sur les résultats

heureux de la réglementation de la prostitution en Tunisie (1). La visite médicale est, en effet, très rigoureusement organisée ; toute femme de nationalité étrangère venant se livrer à la prostitution dans la Régence, atteinte d'une maladie vénérienne intense et à durée indéterminée, est expulsée. Il y a eu 47 femmes expulsées en 1904, 28 en 1905, 24 en 1906, 15 en 1907 et 18 en 1908. Durant cinq années, de 1904 à 1908, il y a eu 489 maladies reconnues, dont 392 cas d'uréthrite, 71 de chancre mou, 26 de syphilis, et cela sur un total de 20.484 femmes visitées (2). Comme on peut s'en rendre compte, le nombre des maladies vénériennes est donc assez faible dans la Régence. Avec cette organisation le nombre des militaires contaminés, en garnison à Tunis, a été de 68 en 1901, de 39 en 1902, de 34 en 1903, de 17 en 1904, de 24 en 1905, de 9 en 1906, de 2 en 1907, et de 4 en 1908. Bien mieux, depuis 1904, pas un cas de syphilis n'a été contracté par un soldat avec une fille publique inscrite au dispensaire. (3)

Ces constatations prouvent que le contrôle sanitaire n'est pas illusoire, bien que la visite corporelle ne soit pas, telle qu'elle est pratiquée, au moyen de prophylaxie infaillible.

(1) V. Bulletin de la Société Française de prophylaxie sanitaire et morale. 1907. N° 5. p. 170 et s. (Article de M. le professeur Larnauze).

(2) Archives de la Direction de la Sûreté Publique.

(3) Renseignements communiqués par M. le Docteur Brunswick le Bihan.

Il faut remarquer, en effet, que si les mesures de police peuvent restreindre le mal ; que si elles peuvent être utiles au point de vue de l'hygiène, elles sont souvent inefficaces, parce qu'une police quelconque est impuissante à réprimer le vice par la force.

De cet aperçu se dégage cette idée que la maison de tolérance est nécessaire non moins qu'une organisation sanitaire très sévère. Dans un livre remarquable, M. le docteur Delorme (1) a démontré que « l'extension des maladies vénériennes en général et de la syphilis en particulier est proportionnelle au développement de la prostitution clandestine et en rapport avec le défaut ou l'insuffisance de la surveillance médicale et administrative. » Il a rappelé qu'en Angleterre, patrie de l'abolitionnisme, la statistique médicale a accusé en 1907 une morbidité syphilitique de 75 ‰ et que l'Italie, abolitionniste en 1888, a vu sa morbidité syphilitique monter de 42 ‰ à 102 ‰ !

Il faut donc réprimer avec la dernière rigueur la prostitution clandestine. On a reconnu que cette prostitution était surtout favorisée par l'installation des cafés, estaminets et bougés. Aussi, dans un esprit de sage prévoyance, le décret du 13 janvier 1898, relatif à la réglementation des débits de boissons, décide-t-il l'interdiction pour tous les débi-

(1) « La Syphilis dans l'Armée, quelques considérations sur sa prophylaxie » Cf. « Bulletin de la Société Française de prophylaxie sanitaire et morale » 1907, op. déjà cit. N° 5, p. 185 et s.

tants d'employer, sans autorisation, dans les établissements qu'ils exploitent, des femmes ou filles ; l'article 10 de ce décret leur interdit aussi formellement, de recevoir, sous quelque prétexte que ce soit, des femmes ou filles notoirement connues pour se livrer à la prostitution.

Un autre bouillon de culture de la prostitution est l'institution de tous ces cafés-concerts, casinos, qui ont fait l'objet d'une circulaire ministérielle en 1906. (1) Mais le mal a été atténué grâce à la suppression des quêtes et de la pose.

Dans la population indigène, les maladies vénériennes dues à la prostitution clandestine sont malheureusement plus nombreuses. M. le docteur Brunswick le Bihan, médecin-chef de l'hôpital Sadiki, le constate dans une note qu'il a bien voulu nous communiquer à la date du 15 juillet 1909 : « Il est très difficile de donner un chiffre précis sur les cas de syphilis dans la population indigène ; toutefois, mon expérience personnelle me permet d'affirmer que cette syphilis est extrêmement répandue. On peut affirmer que la majeure partie de la population indigène est atteinte de la vérole, moins sous forme acquise que sous forme héréditaire. » (Hérédo-Syphilis).

Ce témoignage, auquel nous attachons la plus

(1) Circulaire de M. Clémenceau, Président du Conseil, Ministre de l'Intérieur, du 6 Décembre 1906, relative à la réglementation des cafés-concerts.

grande valeur, prouve bien que la prostitution clandestine cause le plus grave préjudice à la santé publique ; sa plus terrible conséquence et d'abâtardir la race. Les maladies contagieuses qu'elle amène à sa suite sont d'autant plus redoutables qu'elles s'attaquent aux sources mêmes de la vie. Il serait donc nécessaire de la poursuivre sans trêve. Mais c'est là un problème bien difficile à résoudre.

Un service spécial est chargé de la surveillance de la prostitution ; il doit veiller à l'application des divers décrets et arrêtés qui la réglementent. Il est dirigé par un Commissaire de police, placé sous l'autorité du Directeur de la Sûreté publique et agissant selon les ordres de la Municipalité.

On a beaucoup écrit sur la police des mœurs. On lui a reproché ses erreurs. Il est vrai que « les agents de la police des mœurs ont commis quelquefois des erreurs regrettables... ; de plus, leurs opérations sont la plupart du temps un peu rudes. Ils n'ont pas les procédés délicats d'hommes du monde, pour faire leurs arrestations, même lorsqu'elles sont motivées. La femme crie, se débat, provoque un rassemblement où l'on prend presque toujours parti contre eux. L'opinion publique, si injuste vis-à-vis de la police, l'est encore davantage vis-à-vis de la police des mœurs ! Et la presse ne manque pas, une certaine presse du moins, de souligner par des campagnes véritables, par des articles sensationnels et tapageurs, les incidents re-

grettables mais inévitables, auxquels ont donné lieu la surveillance administrative de la prostitution. Voilà certainement la première cause, la cause la plus visible, la plus apparente du soulèvement de l'opinion contre la police des mœurs. On ne veut pas voir les services énormes qu'elle rend ; on n'aperçoit que les erreurs ou les fautes que, comme toute institution humaine, elle commet de temps en temps. On généralise; et on crie à l'arbitraire.»(1)

La police des mœurs tunisienne n'a jamais provoqué, croyons-nous, de tels scandales. Cela tient sans doute au tact des agents qui la composent et aux instructions précises qu'ils ont reçues tant de la Direction de la Sûreté publique que de la municipalité.

Néanmoins, nous pensons avec M. le Professeur Larnaude qu'il faudrait excuser les erreurs qu'elle pourrait commettre ; quel est, en effet, le service public qui peut se targuer de ne s'être jamais trompé ! En tout cas, les services immenses qu'elle rend à la cause de la salubrité publique militent de la façon la plus large en faveur de son maintien.

Nous ne saurions terminer cette étude sans signaler le décret du 18 avril 1905 (2), qui a promulgué

(1) F. Larnaude, professeur à la Faculté de droit de Paris : « Le régime de la prostitution »; extrait de la revue pénitentiaire et de droit pénal, juillet-octobre 1908.

(2) « Code annoté » Supplément de 1905, p. 541. N° 2726 « Officiel Tunisien » 1905, 369.

en Tunisie l'arrangement international relatif à la traite des blanches, conclu à Paris le 18 mai 1904. Comme on le sait, cet arrangement a pour but d'assurer aux femmes majeures, abusées ou contraintes, comme aux femmes et filles mineures, une protection efficace contre le trafic criminel connu sous le nom de « Traite des blanches ». Il a reçu sa pleine et entière exécution en Tunisie à partir du 18 juillet 1905.

§ V. — *Règlementation des théâtres et cafés-concerts.*

La règlementation des théâtres et cafés-concerts, dans l'intérêt de la moralité et de la tranquillité publique, est due au décret du 11 août 1895 (1).

Aux termes de ce décret, nul ne peut ouvrir ou exploiter un théâtre ou un café concert sans une autorisation préalable de la Municipalité ou du Premier Ministre dans les localités non pourvues d'organisation municipale. L'autorisation peut être refusée ; elle est précaire et révocable au gré de la Municipalité. Les gérants ou locataires des salles affectées à des représentations privées, mais transformées en salles publiques par l'extention des admissions ou le paiement d'une rétribution sous une

(1) Zeys « Code Annoté » Tome II p. 1048 ; Officiel Tunisien 1895, 266.

forme quelconque, sont soumis aux mêmes dispositions.

La fermeture des théâtres et des cafés-concerts doit avoir lieu à une heure fixée par les règlements en vigueur pour la fermeture des cafés et débits de boissons. (1)

La translation de ces établissements d'un immeuble dans un autre ne peut être effectuée qu'après une déclaration précédant de huit jours au moins la date de cette translation. Seule l'autorité peut déterminer les distances auxquelles les théâtres et les cafés-concerts peuvent être établis dans le voisinage des édifices consacrés aux cultes, des écoles, collèges et autres établissements publics.

La surveillance des théâtres et cafés-concerts et de tous les autres établissements publics assimilés par la jurisprudence, tels que cirques, kermesses, courses, bals, etc., incombe à la Direction de la Sûreté publique ; mais il ne faut pas oublier que la Municipalité intervient aussi dans cette matière. Et son intervention se comprend d'autant mieux qu'elle-même a fait édifier par une société fermière un casino-théâtre, auquel a été accordée, nous l'avons vu, la tolérance des jeux autorisés dans la Métropole.

Au point de vue de la police, la question la plus importante concerne l'application de la circulaire

(1) Cf. Décret du 13 Janvier 1898, sur la réglementation des débits de boissons, déjà cité.

du 6 décembre 1906, dite « Circulaire Clémenceau ». Ajoutons toutefois que si elle n'est pas applicable en droit en Tunisie, *elle l'est en fait*. Mais, bien que l'observation des mesures qu'elle renferme, ne soulève aucune contestation, il serait désirable qu'un texte beylical l'approuvât, et la rendit exécutoire dans la Régence. Elle est relative à la réglementation des cafés-concerts, et ordonne la suppression des soupers, des quêtes, de la pose, l'interdiction de nourrir et de loger, de procéder à des répétitions publiques, l'obligation pour les directeurs ou gérants de soumettre à l'autorité compétente la composition des programmes.

Il n'est pas sans intérêt de faire remarquer qu'à Tunis, aucun texte précis ne désigne cette autorité. Aussi assiste-t-on au spectacle curieux de deux autorités également intéressées, la Direction de la Sûreté publique et la Municipalité, cherchant à rejeter l'une sur l'autre les responsabilités qui pourraient découler de l'exercice de cette réglementation.

La circulaire ministérielle du 6 décembre 1906 ordonne de mettre obstacle à la réunion, à l'issue du concert, des artistes et des clients, en vue du souper qui se prolonge souvent au-delà de toute mesure et présente de multiples inconvénients sur lesquels il est inutile d'insister. Aucune raison plausible, en effet, ne peut être alléguée pour justifier, à l'égard des cafés-concerts, une dérogation au décret du 13 janvier 1898 concernant la fermeture des

cafés et débits de boissons, et qui interdit de recevoir ou de conserver des clients ou des personnes étrangères à la famille et aux domestiques de l'exploitant, après l'heure fixée pour cette fermeture.

D'autre part, l'expérience a démontré que dans l'intérêt des artistes comme de la moralité publique il importait que les directeurs de ces établissements ne leur imposassent aucune obligation en ce qui concerne non seulement la nourriture, mais aussi le logement, et même qu'ils n'interviennent en aucune façon en cette matière, où les intéressés doivent conserver une entière liberté.

Sans doute on peut objecter que la défense de loger et de nourrir les artistes engagés porte atteinte à la liberté des contrats et que, par conséquent, elle est entachée d'illégalité. Mais on ne saurait suivre les partisans de cette théorie ; l'autorité municipale, en effet, n'excède nullement ses pouvoirs en subordonnant la délivrance d'une autorisation, — qui constitue une faveur exceptionnelle, — aux conditions qui commandent les intérêts du bon ordre et de la moralité. La circulaire prohibe donc à juste titre toute promiscuité des artistes avec le public.

Dans le même but, les répétitions publiques ont été supprimées. D'autre part, il est interdit aux artistes de pénétrer pendant la représentation dans la partie de la salle affectée aux auditeurs ou consommateurs, pour quelque motif que ce soit. Cette me-

sure a été surtout édictée pour entraîner la suppression des quêtes, pratique qui avait soulevé de vives récriminations. Certes, la quête ne constitue pas un fait illicite ; mais elle emprunte aux lieux, aux circonstances dans lesquelles il y est procédé, un tel caractère qu'on ne saurait la tolérer. En effet, les sollicitations que l'artiste tente auprès des consommateurs plus ou moins entreprenants, sont souvent la cause de désordres, voire même de scandales. Il y a donc des motifs de convenance et de moralité pour justifier la suppression des quêtes dans les cafés-concerts et autres lieux publics assimilés, où le maintien du bon ordre présente une importance exceptionnelle.

La pratique la pose à laquelle sont parfois encore astreints les artistes pendant toute la durée du concert est également interdite.

Bien que la liberté de la presse soit aujourd'hui considérée comme une liberté nécessaire, bien que l'on puisse faire représenter n'importe quel ouvrage, on ne saurait admettre que les productions destinées aux cafés-concerts, telle que les revues, saynètes, chansons, romances et chansonnettes soient libérées de tout contrôle préalable. De grandes différences existent entre les ouvrages dramatiques et la plupart de ces productions. Un intérêt supérieur, celui de la salubrité publique, pourrait-on dire, commande un contrôle préventif très sérieux à l'égard de ces revues et chansons le plus souvent mal-

saines, revêtant un caractère licencieux ou grossier qui ne peut qu'exercer la plus déplorable influence sur le public. Accorder aux directeurs de cafés-concerts le droit d'introduire de telles compositions dans leur répertoire, serait transformer ces établissements en véritables écoles de dépravation. On a remarqué que le niveau de ce répertoire n'a cessé de s'abaisser, et même qu'il confinait parfois à la plus révoltante pornographie.

En présence d'un pareil état de choses, l'autorité publique ne pouvait se désintéresser de la composition des programmes des cafés-concerts. Elle le pouvait d'autant moins que la clientèle de ce genre d'établissements se recrute en majeure partie dans la classe populaire, laquelle, — il faut en convenir, — mérite une protection spéciale et impose à l'autorité publique le devoir de prendre toutes les mesures utiles pour prévenir sa démoralisation. Il faut aussi condamner toutes ces exhibitions pour vieux messieurs et jeunes collégiens que l'on s'évertue à représenter sur la scène du café-chantant. L'autorité ne doit pas tolérer que les sacrifices et tous les efforts tentés par le Gouvernement pour répandre l'instruction et développer l'éducation populaire et les sentiments de la dignité humaine soient annihilés par les véritables écoles de dépravation que sont trop souvent les cafés-concerts. Le gouvernement a entrepris une œuvre de relèvement moral et de préservation sociale ; il lui appartient donc de

sévir avec la dernière énergie contre les fauteurs de représentations malsaines.

L'application de la circulaire de M. Clémenceau est surtout nécessaire en Tunisie, puisque nous avons le devoir de civiliser et d'instruire les indigènes qui, confiants, ont abandonné leur sort entre les mains de la France.

Etant donné ces considérations, on ne peut que déplorer la tendance fâcheuse des entrepreneurs de spectacles à multiplier sans cesse les cafés-chantants.

Dans son remarquable ouvrage sur le « Peuplement italien en Tunisie et en Algérie », M. Gaston Loth cite l'anecdote suivante (1) : « Le roi Humbert visitant un jour Palerme, on le mène au théâtre, on lui en vante l'ordonnance générale, les riches ornements. Le monument a coûté douze millions ! — Mais, où est votre hôpital ? — dit le souverain ! — Il n'y a pas d'hôpital, — lui répond-on ». Un simple touriste visitant la Tunisie ne pourrait, certes, tenir le même langage. Mais ne serait-il pas en droit de s'étonner du grand nombre de casinos installés dans la Régence en présence de tout ce qui reste à faire pour l'enseignement public !

(1) Gaston Loth, *op. cit.* p. 56.

SECTION III. — La police rurale

§ I. — *La sécurité des campagnes. — Les délits de pacage et la « Béchara »*

La police rurale a pour objet la sécurité et la salubrité des campagnes. En France, elle est exercée par les maires. En Tunisie, elle rentre dans les attributions des contrôleurs civils, des caïds et de leurs subordonnés, du directeur de la Sûreté publique et de ses auxiliaires.

Elle occupe en Tunisie, pays essentiellement et presque exclusivement agricole, une place considérable tant dans le domaine de la police que dans celui de la justice. En effet dans ce pays où vivent côte à côte musulmans et chrétiens, des divergences de mœurs, de coutumes, existent, qui rendent parfois difficile la colonisation ; des pratiques tout à fait opposées quant au mode de culture se heurtent, les colons préférant les cultures savantes, s'exerçant sur un espace plutôt restreint, tandis que les indigènes se consacrent plus volontiers à l'élevage et à la culture des céréales sur de grandes étendues. Et, comme ces intérêts contraires doivent nécessairement s'affirmer et se développer, il en résulte un état de choses fâcheux dont l'effet le

plus immédiat est de compromettre la sécurité publique.

« L'indigène qui pousse devant lui ses bestiaux, et de tout temps l'a fait librement, s'irrite de rencontrer aujourd'hui les barrières ou plutôt les interdictions de passer dont le colon a entouré son domaine, et celui-ci s'irrite davantage encore quand le fruit de plusieurs années de travail lui est ravi en un instant par les dévastations causées dans ses plantations ou ses récoltes au passage d'un troupeau. Le colon supprime donc du mieux qu'il peut les accès à sa propriété, même les chemins publics qui la longent ou la traversent. Mais l'indigène ne s'arrête pas, quelquefois à bon droit, souvent malicieusement, devant les obstacles ou les prohibitions qui lui barrent la route. Qui n'a pas vécu dans ces pays ne saurait imaginer les discussions d'abord, les querelles ensuite, puis les crimes auxquels peuvent donner naissance un sentier, une barrière, une fontaine ou un abreuvoir. » (1)

C'est pour essayer d'obvier à cette situation et de rendre meilleures les relations entre les colons et les pasteurs, que le gouvernement du Protectorat a promulgué le décret du 15 décembre 1896, qui réglemente la police rurale (2). Ce décret, plus tard

(1) Maurice Bompard, préface au « Code Annoté de la Tunisie » de M. Zeys, p. 13.

(2) Zeys, op. cit. Tome II. p. 776 et s.

complété et modifié dans certaines de ses parties, comprend trois chapitres : le premier prévoit et punit les délits et contraventions de police rurale, le second règle la recherche et la constatation de ces délits et contraventions, le troisième a trait à la réparation des dommages et détermine la juridiction, la procédure et la prescription.

Les délits et contraventions prévus par ce décret concernent le passage, les pâtures, le glanage et le grappillage, l'enfouissement des animaux morts, les vols, l'enlèvement et la dévastation des récoltes, les dégradations et destructions.

L'expérience a montré qu'il sévit dans la Régence une véritable piraterie agricole qui se manifeste surtout par des délits de pacage et des vols de bestiaux, « Les délits de pacage ne sauraient d'ailleurs étonner dans des pays où pendant de longues années la propriété individuelle, avec le respect des limites qu'elle comporte, n'était point dans la conception des indigènes. Les vastes parcours dans lesquels les pasteurs indigènes conduisaient leurs troupeaux, n'appartenaient guère qu'à des collectivités, douars ou tribus, et leurs limites étaient bien souvent singulièrement imprécises. Aujourd'hui que dans la plupart des régions de la Tunisie, des propriétés individuelles se sont créées, les habitudes anciennes ne se sont pas modifiées aussi vite que les institutions. Cela se comprend d'autant mieux que, si on se préoccupe de déli-

miter les propriétés par des bornages, on ne songe point, et il est presque toujours impossible de songer à les clôturer. Rien n'indique donc à l'indigène la limite qu'il ne peut désormais franchir. Comment s'étonner qu'il ne la respecte point ? Il faut d'ailleurs reconnaître que les colons sont portés à exagérer le préjudice qu'ils subissent de ce chef. » (1)

L'usage de faire ou laisser paître les animaux quelconques sur le terrain d'autrui sans l'autorisation préalable du propriétaire ou de ses ayant-droit n'existe en Tunisie que dans certaines régions déterminées par le décret du 14 Juin 1897. (2) Mais, aux termes de l'art. 8 du décret du 15 Décembre 1896 : « Les propriétaires pourront toujours soustraire leur terrain à la servitude de pâture prévue par l'art. 6, en manifestant cette volonté par un signe apparent conforme aux usages locaux. » Il faut avouer que c'est là une disposition toute gratuite, rendue inapplicable par suite de l'étendue souvent considérable des propriétés que l'on veut soustraire à la servitude des pâtures. Et d'ailleurs, il est permis de croire que le *signe apparent* indiqué par l'article 8 laissera indifférents les pasteurs indigènes.

(1) Maurice Colin « Rapport sur la situation de la Tunisie » 1907. Chap. II.

(2) Zeys. Op. cit. Tome I. p. 25 ; N° 41. Officiel 1897, 321.

Ces délits de passage et de pacage sont *nécessaires*, au sens philosophique du mot, c'est-à-dire qu'ils ne peuvent pas ne pas être. Les rapports qui existent entre les colons et les indigènes, et qui ne peuvent que s'étendre au fur et à mesure que la colonisation se développe, doivent fatalement faire naître des conflits nombreux. D'autre part, il faut tenir compte de la misère dont souffrent les populations indigènes dans les années de sécheresse.

Les colons peuvent saisir les troupeaux qui pâturent sur leurs domaines, les tribunaux peuvent condamner les délinquants, la situation ne s'améliorera pas à ce point de vue. Le mal est sans doute très grand, très réel, mais on ne peut y remédier que très difficilement. A moins de ruiner les agriculteurs par des amendes répétées et d'encombrer les géôles et les prisons, l'état de choses regrettable que l'on ne peut que constater subsistera ; or, une telle politique ne peut être pratiquée sans danger pour la sécurité générale et le progrès de la civilisation.

La situation du colon est sans doute malheureuse. S'empare-t-il de quelques têtes de bétail pour obtenir le dédommagement du préjudice qu'il a subi, on lui reproche de répondre aux dévastations des Arabes par des exactions. C'est en effet ce que déclare M. Emile Violard dans un rapport publié à la suite d'une enquête officielle dont il avait été chargé par M. Pichon, alors résident général : « Si les Européens se plaignent des nombreux vols dont ils sont victimes, les indigènes, par contre, assurent qu'il

leur est impossible aujourd'hui de se livrer à l'élevage du bétail, leur principale ressource.. Les kroumirs de Tabarca sont, en effet, enclavés au milieu de champs appartenant aux colons, et dès que leurs bestiaux, afin de gagner les collines ou les montagnes environnantes, passent sur ses propriétés, ils laissent, fort souvent, quelques têtes de bétail entre les mains des colons. Tous, assurément, ne pratiquent pas cette méthode, qui consiste à s'approprier le bien d'autrui et à ne le rendre qu'en échange de la forte somme ; mais il en existe, et il ne faut pas que pareil scandale se perpétue. » (1)

Laisse-t-il partir le troupeau qui a causé le dégât, il perd tout espoir de réparation. On a cru trouver la solution de cet angoissant problème, par l'institution de gardes-champêtres, puis des gardes de police, enfin de brigades mobiles. Mais toutes ces forces de police peuvent-elles empêcher le délit de se commettre ? Il faudrait attacher un garde à la personne de chaque berger, de chaque pasteur !

Il faudrait un énorme volume pour enregistrer toutes les plaintes qui se sont produites au sein de la Conférence Consultative. Depuis sa création, c'est-à dire depuis près de vingt ans, ce ne sont que

(1) Emile Violard. « Rapport à M. le Résident Général sur la Tunisie du Nord » 1906. p. 71. (Certaines appréciations sur les colons sont exagérées. N. L.)

continuelles réclamations. (1) Le Gouvernement a tout tenté pour donner satisfaction aux colons. A-t-il réussi à faire décroître le nombre des délits de pâturage ? La chronique des tribunaux ne le prouve pas ; bien au contraire, ces dernières années ont vu s'opérer une recrudescence de ces délits et pourtant la police est assurée d'une façon presque parfaite. (2)

Bien plus graves, bien plus préjudiciables aux intérêts des colons, sont les vols de bestiaux. Ici, on peut apporter un remède salutaire : il consiste dans l'organisation même de la police, et c'est pourquoi le mal pourra être presque totalement supprimé.

Ce sont surtout les colons de la région de Tabarca qui sont, plus que tous les autres, victimes de vols de bestiaux. « La frontière est proche, et les voleurs, qui connaissent tous les passages de la forêt, ont vite fait de conduire les bêtes volées sur les marchés algériens. L'inverse, d'ailleurs se produit fréquemment : des bestiaux volés en Algérie

(1) Cf. Procès-Verbaux de la Conférence Consultative. Séances du 25 et 26 Nov. 1897, p. 39 à 77 ; du 28 Nov. 1898, p. 25 à 30 ; du 5 Mai 1899, p. 172 à 183 ; du 22 Nov. 1899, p. 158 et 159 ; du 21 Mai 1906, p. 23 à 33 etc., etc.

(2) Les procès-verbaux pour délits de pacage se sont élevés à 245 en 1900 et à 408 en 1901. (Compte rendu de la marche des Services en 1900 et 1901. p. 21 et 25.)

Les délits ruraux ont atteint le nombre de 394 en 1906 et de 372 en 1907. (Rapport de 1907. p. 29).

sont amenés dans la région de Tabarca, et il est triste d'ajouter que les voleurs sont toujours certains d'écouler les produits de leur rapine à des Européens bien connus de tous comme recéleurs. (1)

Toutefois, il y a lieu de remarquer que toutes les bêtes volées ne passent pas en Algérie ; beaucoup sont amenées dans les abattoirs ou exportées par voie de mer.

Les préjudices dont sont victimes les colons sont complétés par une honteuse exploitation qui s'appelle la *béchara*.

Le mot « Béchara » dérive du verbe arabe « béchara » qui signifie : annoncer une nouvelle. Au figuré, et dans la pratique, la béchara doit être définie de deux manières. Le mot exprime d'abord la récompense qu'une personne donne à une autre qui lui annonce quelque chose d'agréable ; la deuxième signification nous intéresse davantage ; en effet, « Béchara » signifie encore l'argent que reçoit une personne pour annoncer à une autre que les animaux ou les objets qu'elle cherche se trouvent à tel endroit et en la possession de tel individu ; et, souvent, celui qui apporte la nouvelle se charge de rapporter lui-même les animaux ou objets recherchés.

(1) Emile Violard. « Rapport à M. le Résident Général sur la Tunisie du Nord » 1906. (V. Chap. V : « Le Caïdat d'Aïn-Draham). p. 71-72.

Or, dans la plupart des cas, il s'agit d'animaux ou d'objets volés que le propriétaire est heureux de retrouver moyennant une prime convenue versée à l'intermédiaire louche qui est le plus souvent le délégué du voleur, quand ce n'est pas le voleur lui-même.

Cette coutume de la béchara se pratiquait jadis sur une vaste échelle ; on comprend alors facilement la cause des nombreux vols qui étaient commis ; dans les campagnes de Tunisie et d'Algérie, beaucoup de vols se règlent ainsi, par l'emploi de la béchara, et presque toujours à l'insu des autorités locales de police.

À vrai dire, les colons européens ne paient pas tous ce tribut volontaire ; mais, dans les milieux indigènes, inertes et fatalistes, les voleurs et leurs complices trouvent une clientèle facile qui, ordinairement, n'a recours à la justice qu'à la dernière extrémité et souvent longtemps après le vol, ce qui rend difficiles les enquêtes, infructueuses les recherches.

La justice beylicale se montre très sévère dans la répression de la béchara et elle n'hésite pas, quand les preuves suffisantes existent, à punir le béchariste comme voleur.

Malheureusement, dans la plupart des cas, la preuve est des plus difficiles à faire, car l'intermédiaire, voleur ou complice, ne se fait jamais verser la somme qu'il demande en présence de témoins ; on comprend alors pourquoi le propriétaire qui a

retrouvé de cette manière les animaux ou les objets volés ne poursuit jamais la restitution du prix indûment payé, attendu qu'il ne pourra jamais faire la preuve de ses allégations.

En ce qui concerne les justiciables des tribunaux français, c'est-à-dire les colons européens, la situation qui leur est imposée est aussi précaire ; elle est de nature à encourager les agissements des voleurs de bestiaux et de leurs complices. En effet, la jurisprudence actuelle ne reconnaît un caractère délictueux à la béchara que dans le cas où elle est accompagnée de circonstances permettant d'inculper le béchariste soit de vol, soit de complicité de vol, soit encore d'escroquerie ; « lorsque, n'ayant ni le pouvoir ni l'intention de retrouver les animaux ou les objets volés, le béchariste arrache à la crédulité de la victime une rétribution qu'il reçoit sans cause. » (1)

Il est aisé de se rendre compte que dans l'un comme dans l'autre cas, la preuve de la culpabilité est des plus difficiles à faire ; le plus souvent, les bécharistes demeurent impunis, alors que leur malhonnêteté ne fait aucun doute et que les malfaiteurs de profession trouvent en eux un concours des plus dangereux pour la sécurité publique.

Bien mieux, un arrêt récent de la Cour de Cassation, rendu en novembre 1908, a confirmé la juris-

(1) Arrêts de la Cour d'Appel d'Alger du 27 Oct. 1881 et du 7 Mai 1887.

prudence de la Cour d'Alger. D'après cet arrêt, qui a vivement ému les colons et tous ceux qui s'intéressent à la cause de la colonisation, la béchara ne pourra constituer un délit que si la promesse de restitution des objets volés est « accompagnée d'un fait extérieur ou matériel, d'une mise en scène ou d'une machination organisée pour assurer le succès de la fraude. »

Nous ne voulons pas discuter l'autorité de la Cour suprême ; mais il nous est permis de dire que les magistrats qui la composent ne sont pas infaillibles et qu'ils se sont trop cantonnés, dans le cas qui nous occupe, dans le domaine souvent abstrait du droit théorique, ignorants qu'ils sont des véritables mœurs tunisiennes. L'autorité judiciaire locale, — c'est-à-dire les tribunaux répressifs en Algérie et les tribunaux correctionnels en Tunisie, — va donc se trouver tout à fait désarmée vis-à-vis de ceux qui se livrent à cette lucrative mais honteuse exploitation.

De très vives critiques se sont élevées dans la presse tunisienne et algérienne ; de long articles ont été consacrés à « l'insécurité des campagnes ». « Nous avons vu, dit une feuille tunisienne (1), de laborieux pères de famille, las de trop de déboires et de trop d'inquiétudes, abandonner l'enclos qu'ils avaient créé de leurs mains, et reprendre, la pioche

(1) « La Dépêche Sfaxienne » Septembre 1908.

sur l'épaule et la poche vide, le chemin du pays, quitté aux jours d'espérances et... d'illusions. Nous avons vu des jeunes gens, pleins d'énergie, riches de bon vouloir et de saines ambitions, mais brisés dans une lutte inégale, vendre à vil prix la terre sur laquelle ils comptaient bâtir un foyer. Enfin, nous en avons vu qui, plus solitaires ou plus désolés, n'ont trouvé que dans la mort l'oubli d'une tâche écrasante. Encore quelques années de ce régime et le sol tunisien sera livré à la colonisation étrangère ou absorbé uniquement par d'immenses domaines de nul profit pour la Régence, ou remis aux mains des indigènes. »

Un autre journal (1) constate que « la duplicité indigène est si grande et les voleurs si nombreux qu'il apparaît comme bien difficile de faire cesser tous les exploits qui font la désolation de nos colons ». Et il ajoute : « Ce serait à la justice de se montrer un peu plus sévère contre ceux qui se font prendre ».

Nous serions fondé à trouver exagérées toutes ces réclamations, comme étant dictées par un parti-pris de certains Européens vis-à-vis des indigènes, si le fait n'était confirmé par un rapport officiel, celui de M. Maurice Colin. L'honorable rapporteur s'exprime ainsi (2) : « Leur fréquence (des vols de

(1) « La Dépêche Tunisienne » Septembre 1908.

(2) Maurice Colin, Rapport de 1907, op. cit. Chap. II.

bestiaux) s'explique aussi, il faut bien le dire, par l'insuffisance des répressions ; elle n'a rien de spécial à la Tunisie. Elle existe en Algérie, on la retrouve en Egypte, et, partout, elle s'explique par la même cause : l'impossibilité pour les magistrats chargés de la répression, d'obtenir la vérité des témoins indigènes qu'ils interrogent. Appelé à déposer devant un magistrat roumi, l'indigène n'a d'autre souci que d'égarer la justice : il ment systématiquement, par intérêt, par calcul, souvent parfois sans autre but que de tromper le magistrat qui l'interroge. De là, les longueurs et les incertitudes d'instructions où il ne peut guère s'agir d'entendre d'autres témoins que des indigènes. De là, les acquittements dont profitent bien des coupables, alors que, si convaincu qu'il puisse être de la culpabilité des accusés qu'on lui défère, le juge ne peut dégager la preuve qui lui permette de condamner. Aussi s'explique-t-on très bien que les colons tunisiens, qui ont été les premiers à réclamer l'intervention de la justice française, demandent qu'on revienne en arrière, et que la connaissance de nombre de délits, des vols de bestiaux notamment, soit restituée aux chefs indigènes. Il n'est pas douteux que l'arbitraire de ceux-ci ne s'embarrasserait guère des difficultés qui, trop souvent entravent le cours de la justice française. Mais il y aurait là un recul et un véritable aveu d'impuissance, dont il semble qu'une grande nation civilisée et civilisatrice doive soigneusement s'abstenir. C'est le sentiment que, l'hiver dernier,

m'exprimait Lord Cromer, l'éminent représentant de l'Angleterre en Egypte, où l'Administration anglaise se heurte aux mêmes difficultés que nous rencontrons en Tunisie et en Algérie.

« Faut-il chercher le remède dans la simplification des procédures et des instructions ? On l'a tenté en Algérie. Mais il n'apparaît point que, dans notre grande colonie, l'organisation des tribunaux répressifs ait donné tous les résultats qu'en attendaient ses promoteurs. Si simplifiée, si rudimentaire que soit l'instruction des délits déferés aux tribunaux répressifs, elle ne peut guère se fonder que sur le témoignage, et celui ci ne peut être qu'une source d'erreur, tant que l'indigène continuera à ignorer ce qu'est le respect dû à la vérité. »

Telle est, impartialement discutée, cette piraterie agricole qui constitue en Tunisie une des grosses questions à l'ordre du jour. Comment la faire cesser ? De tous les remèdes proposés : création de gardes particuliers assermentés, sévérité des tribunaux, responsabilité collective, il n'en est qu'un seul qui à notre avis, puisse vraiment être efficace : c'est l'organisation d'une forte police préventive. C'est d'ailleurs aussi en ce sens que conclut M. Maurice Colin.

En ce qui concerne les délits de passage, de pacage, de glanage et de grapillage, les colons doivent surtout compter sur leur initiative privée. Il ne faut pas perdre de vue, en effet, les conditions spéciales où se trouvait la propriété en Tunisie avant l'intro-

duction de la colonisation française. Dans la métropole, l'agriculteur, qui tire de son terrain tout ce qu'il peut produire par une culture intensive, ne permet pas que le premier venu s'introduise chez lui ou traverse son domaine. Or, en Tunisie, il n'en est pas de même ; le propriétaire indigène ne mettait pas en valeur tout son terrain, et il ne risquait pas grand chose en laissant passer des troupeaux sur les parties improductives. Il s'est établi ainsi chez le indigènes une certaine tolérance que les colons européens ne veulent pas admettre. Il est certain que ces usages portent un coup à la notion de la propriété individuelle ; mais il est presque impossible de les faire disparaître brusquement.

Au surplus, on constate que si certains colons ont parfois des difficultés avec les indigènes, beaucoup d'autres n'en ont jamais. Quand un mulet ou un bœuf a été volé, quand des récoltes ou autres productions utiles à la terre ont été soustraites, les enquêtes permettent trop souvent d'établir que le délit est dû à la vengeance ou à la rancune. Si le colon est juste et humain, s'il verse à ses employés le salaire qui leur est dû, il n'a le plus souvent rien à redouter de l'indigène. L'indigène passe pour être quelque peu « chapardeur », il est vrai ; certes, ce n'est pas un saint, mais il n'est point pire que les autres. Dans tous les cas, nous ne reconnaissons pas aux colons, — et il n'y a pas un colon qui ne soit de notre avis, — le droit de se faire justice eux-mêmes et d'user de représailles que nos codes

comme notre notion du droit repoussent ; les moyens violents poussent l'indigène au banditisme : l'Algérie en a fait la triste expérience.

Il appartient donc aux colons, aidés par la police et la justice, de se mettre à l'abri des vengeances en ne les provoquant pas, — ce qu'ils s'efforcent de faire, — et de prendre certaines mesures propres à empêcher les vols et les délits de pacage.

En France, même dans les pays les plus sûrs, on enferme le bétail la nuit dans des endroits clos, sous la surveillance de gardiens. Certes, on ne peut songer à demander au colon, qui s'installe en Tunisie avec de petits capitaux, de construire des locaux coûteux, de s'entourer de gardes ; mais il est nécessaire qu'il perfectionne son installation en intéressant les domestiques à la surveillance des propriétés et surtout en procédant au marquage des bétails.

Les délits de pacage, les vols, sont prévus et punis par le décret du 15 décembre 1896. Mais, ce qui importe le plus, c'est de les constater. Ces constatations étaient difficiles autrefois. Les gendarmes demandaient des témoignages pour pouvoir donner suite aux plaintes qu'ils recevaient ; le contrôleur civil n'avait aucun moyen d'action par lui-même et ne pouvait que transmettre l'affaire au Parquet qui, avisé trop tard, ne pouvait agir utilement ; le caïd renvoyait les plaignants aux gardes-champêtres, les fameux *douze*, qui ne savaient eux-mêmes, mal-

gré leur grand désir de se rendre utiles, à qui en référer.

Aujourd'hui il n'en est plus de même. Sans recourir aux moyens d'exception, sans procéder, comme en Algérie, à l'internement ou à la relégation des bécharistes professionnels, le gouvernement du Protectorat est resté fidèle au programme qu'il s'est tracé en 1881 et a consacré tous ses efforts et toute son énergie à réorganiser et à renforcer graduellement les divers services de sécurité.

C'est d'abord la création, en mars 1899, d'une brigade volante de sûreté, puis celle en décembre de la même année, de gardes de police à cheval, renforcés par de nombreux postes d'agents cyclistes. Toutes ses forces s'étendent, comme un vaste réseau, sur tout le territoire de la Régence et principalement dans les parties où la colonisation s'est le plus développée. Enfin, c'est la création, au début de l'année 1908, de cinq brigades de police mobile qui, tout en étant les auxiliaires directs de la justice française, ont reçu pour mission de traquer sans merci les bandes de voleurs de bestiaux.

Les résultats ont été des plus fructueux ; à la suite d'enquêtes sérieuses, beaucoup de voleurs ont été découverts. Arrêtés et condamnés sévèrement par les tribunaux français ou tunisiens, nombre de bêtes volées ont été retrouvées et restituées à leurs propriétaires. L'Arabe lui-même apprécie la nouvelle organisation et se rend compte des résultats heureux qui en découlent ; il n'hésite pas, à

l'heure actuelle, de s'adresser à la brigade mobile régionale dès qu'un vol est commis à son préjudice.

Les voleurs de bestiaux, surveillés et pistés, n'opèrent plus avec la même assurance et il en est de même de leurs complices les bécharistes qui, maintenant, sont presque tous connus de la police (1).

Les marchés sont constamment visités par les agents des brigades mobiles ; les douars suspects sont étroitement surveillés ; à la frontière algérienne, les passages fréquentés sont sous le contrôle presque constant de la police, et les autorités administratives indigènes ont été invitées à redoubler d'énergie et d'activité pour seconder l'effort de la police et faciliter la découverte des malfaiteurs.

Par l'organisation d'une forte police préventive, le gouvernement du Protectorat a trouvé le seul moyen efficace d'enrayer progressivement, mais à coup sûr, les agissements des pratiquants de la béchara. L'épuration n'est assurément pas complète ; il reste encore beaucoup à faire. Aussi les colons doivent-ils ne pas s'impatienter. Combien d'années n'a-t-il pas fallu à l'Italie pour se débarrasser du brigandage professionnel ? (2) Et nous-mêmes, en France, n'avons-nous pas assisté pendant longtemps, impuissants et désarmés, aux exploits des voleurs de titres interna-

(1) Renseignement communiqué par la Direction de la Sûreté Publique. Mars 1909.

(2) Cf. Gaston Loth. : « Le peuplement italien en Tunisie et en Algérie » p. 5 et s.

tionaux qui, réfugiés en Angleterre, faisaient prélever en France la béchara par des complices adroits ? (1)

Il faut donc se féliciter d'avoir vu se développer, dans de telles conditions, la mission et le rôle de la police. Les gardes de police à cheval et les brigades mobiles ne peuvent que rendre les plus utiles services ; mais c'est à eux seuls que l'on doit s'adresser. Il faut donc repousser l'institution d'une police secrète, que réclamait M. Maurice Colin dans son rapport de 1908.

D'autre part, dans l'application des peines, il importe que les tribunaux tiennent compte de la mentalité des indigènes et ne leur appliquent pas avec rigueur les principes du droit métropolitain, et notamment ceux de notre code d'Instruction Criminelle, qui n'est pas approprié à la société indigène.

Ne pas exaspérer nos protégés, garantir la sécurité aux colons, telle est la politique que doit s'efforcer de suivre le gouvernement, et nous savons qu'il n'en a pas d'autre. Dans une question aussi délicate que celle de la police rurale, il importe de conserver un juste milieu et de se garder de théories subversives de la politique d'association que nous devons poursuivre en Tunisie. Tous les colons ne sont pas arabophiles, tous les indigènes ne sont pas fran-

(1) Renseignement fourni par la Direction de la Sûreté publique. En outre, Note du 12 Mars 1909 (Archives de la Direction. N° 47.

cophobes : c'est dire qu'une entente basée sur une confiance réciproque peut se faire jour. Seuls les malfaiteurs de profession doivent être pourchassés énergiquement.

Le mot de l'homme à la légendaire casquette n'est plus vrai, qui disait, il y a quelque soixante ans : « Faites bouillir dans la même marmite, un Français et un « arbicot », le bouillon se séparera de lui-même en se refroidissant. »

Nous croyons au contraire que protecteurs et protégés peuvent s'entendre pour le plus grand bien de la sécurité et de la colonisation. Cette entente est d'autant plus désirable que l'effort fait par les colons depuis quelques années pour arriver à se créer une bonne organisation économique est prodigieux. Leur esprit d'initiative, leur habitude de se grouper pour s'entr'aider mutuellement, l'offre qu'ils font aux agriculteurs indigènes de faire partie de leurs associations et de s'adresser aux caisses agricoles, la mise en pratique du crédit agricole et de la coopération sont bien la preuve qu'ils tendent à suivre une politique sage et judicieuse. Il leur reste maintenant à augmenter la production agricole de la Tunisie, en employant de bonnes méthodes culturales, ainsi que l'a démontré le correspondant du journal *Le Temps*, dans une lettre publiée en septembre 1909 et reproduite par *La Dépêche tunisienne* dans son numéro du 12 octobre 1909. L'effort colonisateur « persévérant et heureux » dont les agri-

culteurs tunisiens nous donnent le plus bel exemple mérite d'être signalé ; dans tous les cas, nous croyons que le maintien de la sécurité ne peut que l'encourager.

§ 2. — *Police des forêts.*

Ce n'est pas seulement par les richesses que procure l'exploitation des forêts qu'il faut juger de leur utilité ; leur existence même est un bienfait pour les pays qui les possèdent. Les forêts exercent, en effet, une influence heureuse sur le climat ; elle régularisent le régime des eaux, retiennent les terres sur les pentes des montagnes. De plus, « l'eau tombée sur les terrains boisés ne ruisselle pas à la surface ; elle est retenue par l'humus, les feuilles, les débris, et s'infiltre lentement à travers le sol pour sortir des bois à l'état de source. » (1) C'est pourquoi, plus spécialement dans nos colonies, la conservation des forêts est d'absolue nécessité. (2)

En Tunisie, cette question est l'une de celles qui ont toujours le plus préoccupé les pouvoirs pu-

(1) V. Rapport sur le « Reboisement du Nord de la Tunisie » Cf. P. V. de la Conférence Consult. 16^e Session, Mai 1899, p. 161 et s.

(2) V. Cours public de M. le professeur Leseur, à la Faculté de droit : « Le problème foncier dans les colonies. Le Domaine ». Année 1908-1909. (Paris).

blics. (1) Avant même l'occupation de la Régence, son importance au point de vue social avait été reconnue. Nous trouvons, en effet, dans le Recueil des documents composant la législation écrite de ce pays, un décret du 15 mai 1870, relatif à la responsabilité des fonctionnaires et des habitants en cas d'incendie. (2)

La théorie de la responsabilité collective existait déjà !

Si le pâturage est la cause principale du déboisement de l'Afrique du Nord, il en est une autre dont l'importance n'est pas moins grande : c'est l'incendie. Les décrets du 20 août 1886 et du 24 juin 1888, abrogés par celui du 26 juillet 1903, (3) avaient organisé la police des forêts spécialement en vue de

(1) Cf. *Georges Barrion* : « Contribution à l'étude de la question forestière en Tunisie » (Tunis. 1906) et *Gaston Loth* : « La Tunisie et l'œuvre du Protectorat Français », 1906. p. 99 et s. ». Les forêts sont en principe, inaliénables. Elles ont été confiées à une administration spéciale érigée en Direction par décret du 28 Juin 1883 et rattachée aux services généraux de l'Agriculture par décret du 19 Janvier 1895. Le Service des Forêts a non seulement pour mission de veiller à l'entretien et à la conservation des massifs, mais encore d'en assurer la mise en valeur au bénéfice de l'Etat. Le territoire a été partagé en cinq circonscriptions forestières ayant leur siège à Tunis, Ain-Draham, Tabarka, La Teïdja, Gafsa. (Loth. op. cit. p. 99).

(2) P. Zeys. op. cit. Tome I., p. 109.

(3) P. Zeys. op. cit. Décret du 24 août 1886 : Tome I., p. 420 ; Décret du 24 juin 1888 : Tome I, p. 422 ; Décret du 26 juill et 903. Supplément de 1903, p. 279.

prévenir les incendies ; le dernier décret a le même objet et il a forcé les indigènes à s'intéresser à la cause forestière et à préserver du feu les boisements, car il édicte que « tout pâturage au profit des usagers est interdit pendant six ans sur toute l'étendue des forêts incendiées ».

Cette question sortant quelque peu du cadre de cet ouvrage, nous ne nous occuperons que des dispositions relatives à l'exercice de la police. Les infractions au décret du 26 juillet 1903 et aux prescriptions des arrêtés rendus pour son exécution sont constatées par les officiers de police judiciaire, les gendarmes, les agents et préposés des forêts, les gardes de police et par les cheikhs à l'égard des indigènes de leur cheikhat. Il faut ajouter à cette liste les brigades de police mobile qui peuvent être amenées à rechercher les auteurs d'incendie volontaire. De pareils incendies peuvent, en effet, être allumés par des indigènes soit par malveillance ou par vengeance, soit surtout dans le but de créer des pâturages.

Les contraventions aux lois et règlements sur les forêts ont augmenté depuis 1903 ; nous avons pu relever les chiffres suivant : 1903 : 5 condamnations ; 1904 : 1 ; 1905 : 5 ; 1906 : 14 ; 1907 : 15 ; 1908 : 21. (1)

(1) Etats des jugements prononcés soit contradictoirement, soit par défaut, par les Tribunaux correctionnels de Tunis et de Sousse, en tenant compte des décisions de la Cour d'Appel d'Alger. Ces condamnations dont nous donnons le nombre sont définitives. (Arch. Direct. Sûreté Publique).

Il y a donc lieu de procéder à une surveillance plus active. Toutefois, l'état des jugements n'étant pas encore arrêté pour 1909, nous ne pouvons donner une appréciation précise sur le rôle des gardes de police et des brigades mobiles en matière forestière.

CHAPITRE II

La Police Judiciaire

SECTION 1^{re}. — L'œuvre de la Police judiciaire

D'après le Code de brumaire An IV, la police judiciaire « recherche les délits que la police administrative n'a pu empêcher de commettre, en rassemble les preuves et en livre les auteurs aux tribunaux chargés par la loi de les punir. » Cette définition de la police judiciaire a passé dans l'art. 8 du Code d'Instruction Criminelle.

Nous avons vu précédemment ce qui distingue la police judiciaire de la police administrative ; nous n'y reviendrons pas.

Mais le double sens dont est susceptible l'expression de police judiciaire est de nature à créer une

confusion. En effet, tantôt elle désigne l'œuvre toute entière de la justice criminelle jusqu'au jour où se réunit soit le tribunal criminel, soit le tribunal correctionnel, soit le tribunal de simple police. C'est ce que veut dire l'art. 8 C. Inst. cr. qui confie à la police judiciaire la triple mission de rechercher les infractions, d'en rassembler les preuves et d'en livrer les auteurs aux tribunaux chargés de les punir; en d'autres termes, elle procède à des actes de *recherche*, d'*instruction* et de *poursuite*.

Tantôt, au contraire, elle ne comprend que les actes provisoires qui précèdent le premier exercice de l'action publique et dont le seul but est d'éclairer le ministère public. Dès que le procureur de la République saisit le juge d'instruction, dès qu'il saisit la juridiction de jugement, le rôle de la police est terminé ; alors commence celui de l'instruction préparatoire ou définitive.

Mais encore, pour que le procureur de la République puisse agir, faut-il qu'il soit en possession d'indices, de preuves lui permettant de déterminer l'infraction et d'inculper un individu. Lui faire connaître ces indices et ces preuves, voilà qui est la phase policière du procès pénal.

On pourrait croire que la loi a fixé les conditions et les formes de ces actes de recherches et qui consistent en des enquêtes, perquisitions, expertises, etc... Il n'en est rien. Elle se borne à désigner les fonctionnaires qui en sont chargés. Or, à ce point de vue, la confusion se complique encore. Ne voit-on

pas, en effet, le même agent être tantôt un simple agent de constatations et de recherches, tantôt exercer près d'une juridiction une mission déterminée, tantôt être lui-même cette juridiction ! C'est donc qu'il peut participer à l'œuvre de la justice à des titres bien différents.

D'après F. Hélie, c'est dans la police judiciaire que réside la justice criminelle pendant la première des trois phases successives qu'elle franchit pour accomplir toute sa mission. La procédure pénale, en effet, tend d'abord à la recherche des infractions, à la réception des plaintes et des dénonciations, à la rédaction des procès-verbaux destinés à en fixer le souvenir, à la constatation des faits qui peuvent servir de base à la poursuite ultérieure, et à la communication de ces renseignements aux autorités appelées à concourir à la répression des crimes, délits et contraventions. Dans la deuxième période, l'instruction préparatoire se propose de réunir les preuves de culpabilité, d'apprécier le caractère légal des faits et de déterminer la juridiction compétente pour statuer. Enfin, à l'audience, s'achève l'œuvre de la justice, dont le dernier terme est le jugement qui acquitte, absout ou condamne. (1)

Pour le fonctionnement de la police judiciaire, toute une série d'agents a été créée. Nous savons

(1) V. F. Hélie : « Traité de l'Instruction Criminelle » 1867. 2^e édit. 8 volumes in 8^o, Tome III, N^o 1116 et s.

que ces agents appartiennent à des branches bien distinctes et qu'ils ressortissent soit au pouvoir exécutif, soit au pouvoir judiciaire. Ils se trouvent ainsi dépendre de deux ordres de fonctionnaires, dont l'influence et l'action ne s'exercent pas nécessairement dans le même sens. Cet état de choses a soulevé des critiques plus ou moins vives, suscité des réformes plus ou moins radicales.

Ces agents sont : les procureurs de la République et leurs substituts, les juges d'instruction, les juges de paix, le commissaire central de la ville de Tunis et les commissaires de police, les gardes de police à cheval, les officiers, sous-officiers ou commandants de brigade de gendarmerie, les officiers des bureaux des affaires indigènes, les caïds. Nous verrons que d'autres agents sont officiers de police judiciaire.

Le *procureur de la République* réunit, en sa personne, deux qualités : celle d'officier de police judiciaire et celle de membre du ministère public. En qualité d'officier de police judiciaire, il est chargé de rechercher les crimes et les délits ; il reçoit les dénonciations et les plaintes des particuliers, ainsi que les procès-verbaux des agents auxiliaires ou inférieurs qui sont répartis sur son arrondissement. Notons que la Tunisie comprend deux arrondissements au point de vue judiciaire : celui de Tunis et celui de Sousse. Au second point de vue, il est chargé d'exercer l'action publique devant le juge d'instruction et le tribunal correctionnel. En cas de

crime, il ne peut que provoquer une information. S'il s'agit d'un délit, il peut choisir entre l'instruction préparatoire et la citation directe du prévenu devant le Tribunal correctionnel. Il est chargé de surveiller l'instruction et, à tout moment, il peut demander la communication du dossier de l'information, dossier qu'il doit rendre d'ailleurs dans les vingt-quatre heures. Les pouvoirs du procureur de la République sont encore plus grands en cas de flagrant délit ; en effet, s'il s'agit d'un crime, il a le droit de procéder à l'arrestation du coupable et de commencer lui-même l'instruction ; s'il se trouve en présence d'un délit, il peut faire arrêter l'inculpé, procéder à son interrogatoire, le mettre en état de détention préventive ; mais, dans ce dernier cas, il est obligé de le faire comparaître devant le tribunal correctionnel le jour même ou le lendemain.

Le *juge d'instruction* est désigné par décret pour faire l'instruction pendant trois ans ; ce mandat est renouvelable. Il est choisi parmi les juges titulaires ou suppléants du tribunal de première instance. En principe, il n'y a qu'un seul juge d'instruction par arrondissement ; mais le nombre des affaires à instruire est devenu si considérable qu'on a dû en établir deux à Tunis. Le juge d'instruction est officier de police judiciaire et juge de l'instruction.

Le procureur de la République et le juge d'instruction sont ce que l'on peut appeler des officiers de police judiciaire supérieurs.

Les juges de paix, le commissaire central de Tunis, les commissaires de police, les officiers, sous-officiers ou commandants de brigade de gendarmerie, les officiers des bureaux des affaires indigènes, autrefois appelés « bureaux de renseignements », sont des officiers de police auxiliaires du procureur de la République.

Nous avons vu que le décret du 17 Avril 1897 n'avait conféré au directeur de la Sûreté publique que des attributions administratives, alors que les commissaires de police, dont il est le chef responsable tant au point de vue judiciaire qu'au point de vue administratif, sont officiers de police judiciaire, et nous nous sommes expliqué sur les inconvénients qu'engendrait cette situation anormale. Le décret du 15 Juillet 1900 (1) a réparé cet oubli en le nommant commissaire central de la ville de Tunis et de sa banlieue. Il est donc, en cette qualité, auxiliaire du procureur de la République. Nous examinerons plus loin ses rapports avec le parquet.

Les commissaires de police relèvent directement pour la police judiciaire, des autorités judiciaires françaises ou tunisiennes dépositaires de l'action publique. (2) Comme le procureur de la Républi-

(1) « Officiel Tunisien ». 1900, p. 601.

(2) Conf. décret du 17 Avril 1897, art. 4. Zeys II, 775.

que et dans les mêmes conditions que lui, ils ont le droit de procéder aux premiers actes de l'instruction, s'il y a crime flagrant. En outre, ils exécutent des délégations qu'ils peuvent recevoir soit du procureur de la République, soit du juge d'instruction. Ils participent à la police judiciaire sous la responsabilité du directeur de la Sûreté publique. Nous verrons, d'autre part, les attributions spéciales des commissaires et agents des brigades mobiles et le rôle important qu'ils jouent en matière de police judiciaire.

Sont également officiers de police judiciaire, les gardes de police à cheval, institués par le décret déjà cité du 31 mars 1899; dans toutes circonscription où ils sont détachés, ils exercent les attributions conférées aux anciens gardes-champêtres par le décret du 15 décembre 1896. (Articles 37 à 46). En outre, et conformément au décret du 1^{er} mars 1899 relatif aux attributions des commissaires et agents de la brigade de sûreté, (1) ils ont qualité, dans la circonscription où ils sont détachés et partout où le directeur de la Sûreté publique les envoie, pour rechercher les crimes, délits et contraventions prévus par les lois, décrets et règlements en vigueur. Leurs procès-verbaux font foi jusqu'à preuve contraire.

(1) V. Zeys, op. cit. T. II. p. 775.

La police judiciaire est aussi exercée par les officiers, sous-officiers ou commandants de brigade de gendarmerie. On sait qu'en France, seuls les officiers de gendarmerie sont auxiliaires du procureur de la République. (C. instr. cr. art. 9 et 48) ; les sous-officiers et les simples gendarmes n'ont que des attributions spéciales et limitées par certaines lois pour la constatation des délits. Aux termes de règlements qui leur sont propres, ils doivent dresser procès-verbal des crimes, délits et contraventions de toute nature qu'ils découvrent. En réalité ils n'établissent en ce cas que des rapports ayant la valeur de simples renseignements, et qui ne font pas preuve des faits que les gendarmes n'ont pas la mission légale de constater. On s'est demandé toutefois si les contraventions de police ne faisaient pas l'objet de procès-verbaux valables, comme tels, jusqu'à preuve contraire. En Tunisie, un décret du Président de la République en date du 15 février 1898 (1) a attribué aux sous-officiers ou commandants de brigade de gendarmerie les fonctions d'officiers de police judiciaire, auxiliaires du procureur de la République. Bien plus, un autre décret présidentiel du 27 juin 1906 a attribué cette qualité à certains gendarmes français : ce sont ceux qui sont chefs de poste. Cette extension de pouvoirs de

(1) V. Zeys, op. cit. Tome I, p. 519, et Officiel 1898, 149.

la gendarmerie se justifie facilement en Tunisie (1).

Jusqu'en 1898, la Tunisie ne possédait qu'un détachement de genarmerie ; un décret présidentiel du 5 août 1898 a transformé le détachement en compagnie. La gendarmerie de Tunisie, qui n'appartient pas au corps de la gendarmerie coloniale comme celle de la Martinique ou de la Guadeloupe, reste en dehors de l'organisation des légions ; elle est placée sous les ordres d'un chef d'escadrons. Elle comprend deux arrondissements commandés le premier par un capitaine, le second par un lieutenant ou un sous-lieutenant. Quant aux brigades proprement dites, elles sont organisées comme celles de la Métropole. Un quatrième officier est trésorier de la Compagnie, qui comprend cent trente neuf sous-officiers et gendarmes.

Il a été souvent question de supprimer la compagnie de gendarmerie en Tunisie. En 1902, on prétextait que cette suppression apporterait au budget de la Tunisie une économie de 500.000 francs. (1)

(1) V. Zeys, suppl. 1906, p. 785 et Officiel 1906, 751.

(1) D'après le tableau des prévisions de dépenses (exercice 1907) les dépenses pour le personnel de la gendarmerie française en Tunisie s'élèvent à 272.000 fr. ; le matériel coûte 38.340 francs. Ces dépenses, soit 310.340 francs, sont avancés par le Gouvernement français et remboursés par le Trésor tunisien. Celles qui sont payées directement par le Gouvernement tunisien concernent les loyers des logements et écuries de brigades (30.712 fr.) l'abonnement à l'eau, au téléphone, impôts mu-

D'autre part, on a prétendu que les gendarmes ne rendaient pas les services que l'on attendait d'eux ; que leur rôle devait se borner à conduire les prisonniers et à surveiller les centres et les agglomérations d'Européens.

On proposa alors, indépendamment du développement de la police montée, la création d'un corps de gendarmerie spéciale mixte, dans la composition duquel on eût fait entrer l'élite des spahis de l'*Oudjak* ou gendarmerie indigène ; l'oudjak devait ainsi disparaître. Ce nouveau corps aurait eu à suffire à toutes les exigences des services de la maréchaussée et de l'oudjak réunis, et l'on n'aurait eu de la sorte à maintenir en Tunisie que trente à quarante gendarmes, pour assurer le service de la division d'occupation.

Il est évident que le service de prévôté et d'administration militaire qui incombe à la gendarmerie s'accroît de jour en jour en raison de l'accroissement de la population française et laisse ainsi à à cette arme de moins en moins de temps à consacrer à la police judiciaire. En effet, si nous consultons la statistique des affaires dont le Parquet de

nicipaux, etc. (2.500 fr.) entretien et menues réparations des locaux (800 fr.) Quant à la gendarmerie indigène ou « oudjak » elle coûte au Trésor tunisien 254.479 fr. 20 cent. V. Rapport au Président de la République année 1906, p. 173 et 174.

Tunis a eu à s'occuper, (1) nous voyons que les plaintes, dénonciations et procès-verbaux transmis par la gendarmerie au Parquet, sont en 1898, au nombre de 908, alors que ceux transmis par les commissaires de police s'élèvent à 2.344 ; en 1903, ce nombre n'est plus que de 275 pour la gendarmerie tandis qu'il s'élève à 2.443 pour les commissaires de police ; en 1908, il est de 404 contre 2.145. Par contre, on remarquera que le nombre des plaintes, dénonciations et procès-verbaux transmis au Parquet par les gardes de police à cheval a été sans cesse en augmentant : 76 en 1898 ; 108 en 1899 ; 207 en 1900 ; 167 en 1901 ; 268 en 1902 ; 219 en 1904 ; 369 en 1905 ; 618 en 1906 ; 517 en 1907 ; 723 en 1908. (2) On pourra objecter que la progression du nombre de ces affaires est due à l'augmentation du personnel du corps des gardes de police à cheval. Mais alors observons que les brigades existant dans l'arrondissement de Tunis étaient 14 en 1898 et qu'elles sont 19 aujourd'hui.

La statistique dressée par le Parquet de Sousse avoue aussi que depuis 1903, les commissaires de police ont transmis au ministère public plus d'affaires que les brigades de gendarmerie.

(1) V. Statistique criminelle (Parquets de Tunis et Sousse) Années 1898 à 1908. (Arch. des Parquets et Direct. de la Sûreté publique.)

(2) Le nombre de ces affaires pour l'année 1903 ne figure pas dans la statistique que nous avons consultée.

Faut-il conclure de là qu'il y a lieu de supprimer purement et simplement la gendarmerie ? Nous ne le pensons pas, car il faut tenir compte des nombreux services qu'elle rend journellement au point de vue de la police judiciaire et que, en toute justice, l'on doit reconnaître.

Néanmoins, cette situation a fait l'objet, à juste titre, des préoccupations du gouvernement. Elle a été signalée à maintes reprises par l'éminent procureur de la République de Tunis, M. Bourgeon. On peut penser qu'elle s'améliorera en raison de la nouvelle organisation due à M. Alapetite, Résident Général, et que nous avons exposée en étudiant sa circulaire du 28 Décembre 1908. En ce qui concerne les plaintes des particuliers, cette circulaire prescrit que, lorsque la police ou la gendarmerie seront saisies d'une plainte, elles devront inviter le plaignant à s'adresser de préférence à la force de police désignée par sa situation pour faire les premières constatations auxquelles il y aurait lieu de procéder. Que dans le cas où le particulier s'y refuserait, l'agent de l'autorité requis recevrait sa déposition, mais transmettrait l'affaire toutes les fois que la chose serait possible sans illégalité, à l'agent désigné par sa zone territoriale. Elle décide aussi, que chaque fois qu'un des éléments, police montée ou gendarmerie, aura été amené à sortir de sa circonscription pour une opération quelconque, il sera tenu d'adresser au Contrôleur Civil un compte-rendu de

son déplacement indiquant l'affaire ayant motivé le déplacement et l'autorité par qui il a été ordonné.

En outre, il a été observé que certains services administratifs étaient plutôt de la compétence de la police que de celle de la gendarmerie. C'est pourquoi la circulaire résidentielle prescrit que certains services spéciaux, actuellement réservés à la gendarmerie, seront désormais transmis par le chef de poste de gendarmerie au garde de police sur la circonscription duquel le service est à exécuter. (1)

Ces innovations ne peuvent qu'être du plus heureux effet au point de vue de la police judiciaire.

Enfin, aux termes d'un décret du Président de la République en date du 4 Mai 1900, (2) les officiers des bureaux des affaires indigènes sont, en Tunisie, officiers de police judiciaire, auxiliaires du procureur de la République. C'est là un point sur lequel nous reviendrons. Quant aux caïds, ils sont également officiers de police judiciaire ; il leur appartient de recevoir les plaintes de toute nature, et, pour celles qui dépassent les limites de leur compétence, de les transmettre à l'Ouzara ou au tribunal régional, suivant le cas, avec les constatations faites et les *hodjas* établies. Ils doivent faire arrêter les inculpés et exécuter les décisions judiciaires, connaî-

(1) V. l'énumération de ces services spéciaux dans la circulaire résidentielle du 28 Décembre 1908. (Archives de la Direction de la Sûreté Publique).

(2) V. Zeys, op. cit. Tome I, p. 523, et Officiel, 1900 (411).

tre des contraventions commises sur leur territoire.

Les autres agents de police judiciaire sont : les gardes-pêches (décret du 28 Août 1897, réglementant la police de la pêche maritime côtière en Tunisie, art. 14), (1) les gardes forestiers (décret du 18 Novembre 1885) (2), les agents des douanes (décret du 3 Octobre 1884, réglementant les douanes et les monopoles de l'Etat, chap. XV, art. 113 et s.) (3), les agents des ponts-et-chaussées (décret du 25 Juillet 1897, relatif aux contraventions, aux règlements concernant la police et la conservation du domaine public, art. 4), (4) les agents des contributions indirectes (D. du 3 Octobre 1884), et tous ceux qui sont investis par des lois spéciales du droit d'exercer dans certaines circonstances la police judiciaire et de constater les contraventions à ces lois, comme les agents-voyers, les autorités sanitaires, les vérificateurs des poids et mesures, les agents des postes et télégraphes, etc...

Les agents qui peuvent être appelés à dresser des procès-verbaux destinés à être produits devant la justice doivent prêter serment ; ces procès-verbaux font foi jusqu'à preuve du contraire.

(1) V. Zeys, Tome II, p. 755, et Officiel, 1897, 461.

(2) V. Zeys, Tome I, p. 419, et Officiel, 1885, 711.

(3) V. Zeys, Tome I, p. 248, et Officiel, 1884, 401.

(4) V. Zeys, Tome I, p. 244, et Officiel, 1897, 413.

Une autre catégorie d'agents de la police judiciaire comprend ceux qui, chargés de rechercher les crimes et les délits, sont privés du droit de les constater par des procès-verbaux ; tels sont les agents de la force publique, dont le rôle se borne à prêter main-forte aux officiers de police judiciaire lorsqu'ils en sont requis. Le code du 3 brumaire an IV et le Code d'Instruction criminelle ne reproduisent pas, en effet, les dispositions de l'art. 12 de la loi des 19-22 Juillet 1791, qui leur accordaient expressivement le droit de dresser procès-verbal ; en Tunisie, il n'existe aucun décret qui leur confère ce droit. De même, les officiers de paix ne sont que des agents administratifs et non des officiers de police judiciaire, à moins qu'ils ne joignent à leur qualité celle de commissaire de police. Ces agents de la police, de quelque nom qu'on les désigne, officiers de paix, agents de police, gardiens de la paix, gardiens urbains, sergents de ville, ne font que de simples rapports et leurs déclarations n'ont d'autre force probante que celles de toutes autres personnes qui auraient assisté aux faits dont ils ont pu être les témoins.

Les uns et les autres ne peuvent exercer leurs attributions qu'à la double condition de n'agir que dans les limites des pouvoirs que leur donne la loi, et dans la circonscription où ils sont attachés.

Nous rappelons que les gardes de police à cheval ont qualité pour rechercher les crimes, délits et contraventions partout où le directeur de la Sûreté

publique les envoie, et que leurs procès-verbaux font foi jusqu'à preuve contraire. Il en est de même des agents qui font partie des brigades mobiles ; avant d'entrer en fonctions, ils prêtent devant l'autorité judiciaire le serment prescrit par le décret du 6 Août 1884 ; leurs procès-verbaux font également foi jusqu'à preuve contraire.

Plus nombreux et mieux répartis dans les centres de colonisation qu'autrefois, les agents de la police judiciaire assurent d'une manière plus efficace la répression des crimes et des délits. Si le nombre moyen annuel des procès-verbaux transmis au Parquet a suivi une progression ascendante, si le nombre des affaires classées sans suite a diminué, — ainsi que le constatent les statistiques criminelles que nous avons pu consulter —, c'est à cette organisation qu'on le doit.

Nous donnons ci-contre un tableau indiquant le chiffre des affaires dont les Parquets de Tunis et de Sousse ont eu à s'occuper pendant les années 1898 à 1908.

ANNEES	PARQUET DE TUNIS	PARQUET DE SOUSSE
1898	3.744	1.060
1899	3.776	1.118
1900	3.687	1.021
1901	4.103	939
1902	5.819	827
1903	6.126	732
1904	6.091	691
1905	6.105	883
1906	5.315	963
1907	6.219	1.046
1908	7.086	1.408

Il résulte de ces chiffres que la surveillance des agents de la police judiciaire est devenue de plus en plus active et l'on doit d'autant plus rendre hommage à leur dévouement et au zèle qu'ils déploient dans l'accomplissement de leurs fonctions que le nombre des étrangers s'est considérablement accru en Tunisie. Il faut noter aussi que l'augmentation des affaires résulte de la création des brigades mobiles.

La répression des crimes et des délits étant ainsi assurée par une bonne organisation de la police

judiciaire, on ne peut que repousser le principe de la responsabilité collective dont, à plusieurs reprises, on a demandé l'application en Tunisie. (1) D'ailleurs, pour montrer tout ce que son application peut avoir d'odieux, on ne saurait mieux faire que de citer l'opinion du magistrat éminent qu'est M. Berge, président du Tribunal civil de Tunis : « L'admission de la responsabilité collective des habitants d'une tribu ou d'un douar, en cas de crime ou de délit dont l'auteur est resté inconnu, a pour effet de rendre complètement impossible l'exercice de la police judiciaire aussi bien que l'administration du pays. En théorie, on est séduit par cette idée que jamais la collectivité ne se laissera condamner et qu'elle dénoncera le coupable, si bien que la société se sera acquiescé, par une mesure purement comminatoire, le concours dévoué d'une foule de juges d'instruction ou de commissaires de police volontaires, qui rendront ceux de la carrière à peu près inutiles. Mais la pratique est venue démentir cruellement ces espérances ; les particuliers n'ont pas toujours le moyen de savoir ce qui se passe dans leur région, même quand leur intérêt surexcite leur attention à cet égard ; et alors, pour se soustraire à la punition commune qui les frappera,

(1) Conf. Procès-Verbaux de la Conférence Consultative. Séance du 25 Novembre 1897, p. 39 ; séance du 26 Novembre 1897, p. 63.

ils s'entendront pour accuser n'importe qui, un passant, un infirme, un idiot sans défense, à moins qu'ils ne profitent de l'occasion pour se débarrasser d'un concurrent, d'un adversaire ou d'un ennemi. On voit aussi le pauvre diable qui s'avoue coupable et se fait payer par la collectivité responsable pour la délivrer en faisant quelques mois de prison.

« Quant aux officiers et agents de police judiciaire, ils se croisent les bras ; plus n'est besoin de surveiller, de mener péniblement des enquêtes difficiles, de s'épuiser en recherches ; à quoi bon ! la collectivité livrera un coupable quelconque ou paiera ; il n'y a qu'à attendre... »

... La France, quand elle est venue en Tunisie, s'est donnée pour tâche de réorganiser ce pays, de lui rendre la prospérité, d'en faire un champ fertile pour la colonisation française ; elle ne parviendra à réaliser ses desseins qu'en y établissant une justice régulière et énergique et non pas en recourant à des moyens qui ne sont autre chose que les expédients désespérés d'un gouvernement impuissant et incapable. » (1)

Le système de la responsabilité collective doit être condamné. D'ailleurs, les partisans des mesures exceptionnelles à appliquer aux populations indigènes sont de moins en moins nombreux. Une

(1) Note sur la Responsabilité collective. (Archives de la Direction de la Sûreté Publique).

bonne police judiciaire ; -- comme celle qui existe en Tunisie, — est suffisante pour la découverte et l'arrestation des criminels. Nous allons en trouver la preuve en étudiant l'organisation des brigades mobiles.

SECTION II. — L'Organisation et le Rôle des Brigades de Police mobile.

En décembre 1907, à la demande du Ministère de l'Intérieur, le Parlement votait les crédits nécessaires à la création de douze brigades mobiles de police, rattachées à la Direction de la Sûreté générale et chargées, d'après le projet de M. Hennion, directeur de cet important service, des recherches dans les départements, de la surveillance des nomades, des romanichels et de tous les vagabonds. Le 30 janvier 1908, le *Journal officiel de la République française* enregistrait le décret instituant ces brigades mobiles. Voici quelles en sont les principales dispositions : à la tête de chacune des douze circonscriptions créées, lesquelles comprennent de quatre à douze départements, se trouve un commissaire de police, dont le titre officiel est Commissaire Divisionnaire de la police mobile, chargé de la brigade des recherches. Il a sous ses ordres un commissaire sous-chef, un commissaire adjoint et de huit à douze inspecteurs. Les commissaires divi-

sionnaires sont en résidence dans les chefs-lieux de départements suivants : Paris, Lille, Caen, Nantes, Tours, Limoges, Bordeaux, Toulouse, Marseille, Lyon, Dijon, et Châlons-sur-Marne.

Les attributions et le but de cette police sont fixés par deux circulaires, l'une adressée par M. Clémenceau, ancien président du Conseil et ministre de l'Intérieur, l'autre aux procureurs généraux par M. Briand, ancien garde des Sceaux, actuellement président du Conseil, ministre de l'Intérieur et des Cultes.

« Le Gouvernement, dit M. Clémenceau, a voulu faire rechercher et poursuivre par des agents expérimentés, se déplaçant rapidement; investis d'une compétence étendue, les malfaiteurs de toutes catégories, auxquels l'extension et le perfectionnement des moyens de communication offrent de jour en jour des facilités plus grandes d'évasion et que, trop souvent, ne peuvent atteindre les polices locales, indépendantes les unes des autres, sans contact de commune à commune, enfermées dans d'étroites et infranchissables juridictions. Etablir entre ces polices le lien qui leur manque, continuer et prolonger leur action sur tout le territoire, et aussi remplacer à l'occasion celles qui font défaut en de nombreux endroits, voilà l'objet primordial de la récente création. » Et M. Clémenceau recommande spécialement aux préfets de ne jamais se servir des brigades mobiles de police pour des en-

quêtes revêtant un caractère administratif et surtout un caractère politique.

De son côté, M. Briand définit le rôle de la nouvelle institution en ces termes : « Elle recherche les crimes, les délits et contraventions, en rassemble les preuves, et en livre les auteurs aux tribunaux chargés de les punir. »

Or, cette définition est la même que celle de la police judiciaire (C. Inst. Cr. art. 8). On en doit donc conclure que les brigades mobiles sont chargées de coopérer à l'œuvre de la police judiciaire. Nulle confusion n'est possible à ce sujet ; leur rôle est nettement défini, leurs attributions catégoriquement précisées.

Cette nouvelle organisation, due à l'intelligente initiative de M. Hennion, a déjà rendu des services très importants en France. On lui doit l'arrestation de nombreux criminels, — comme celle des fameux bandits de la Drôme qui ont d'ailleurs expié tous leurs crimes ; — les chroniques judiciaires relatent de véritables prouesses, accomplies par les agents des brigades mobiles. Bref, la Direction de la Sûreté Générale a obtenu de ce système tous les résultats pratiques qu'elle s'en était promis.

Mais, — voici qui nous intéresse davantage —, la réorganisation policière métropolitaine que nous venons de signaler, n'est pas une nouveauté pour la Tunisie. En 1897, le Gouvernement tunisien avait conçu un plan de transformation de la police qu'il s'est attaché à réaliser, et l'organisation dont il a

doté la Régence est absolument identique à celle qui vient d'être réalisée en France.

L'origine des brigades mobiles en Tunisie remonte, en effet, au décret du 1^{er} mars 1899, créant une « brigade volante de sûreté ». Aux termes de ce décret, les commissaires et agents de police qui en font partie relèvent du Directeur de la Sûreté publique et sont chargés de *rechercher sur tout le territoire de la Tunisie les crimes, délits et contraventions*.

Plus tard, une autre brigade volante, uniquement composée d'agents cyclistes et commandée par un commissaire de police, fut créée.

Ces brigades mobiles, qui sont un puissant auxiliaire de la police judiciaire et qui rendent, au point de vue de la police rurale, des services très importants, ont été augmentées de cinq unités par le décret du 11 mars 1908 (1).

C'est particulièrement à M. Blanc, secrétaire-général adjoint du Gouvernement Tunisien, que l'on doit cette augmentation des forces de police ; et si elle n'a pu être faite plus tôt, on doit accuser la modestie des ressources budgétaires mises à la disposition de la Direction de la Sûreté Publique.

Le but de ces cinq nouvelles brigades régionales de police mobile est le même que celui de la brigade volante de sûreté. Relevant du Directeur de la Sûreté publique, elles sont chargées de seconder

(1) V Journal Officiel Tunisien du 16 mars 1908.

l'autorité judiciaire dans la recherche et la répression des crimes et des délits. A cet effet, le territoire de la Régence a été divisé en cinq circonscriptions comprenant chacune une brigade mobile.

Ces circonscriptions sont fixées ainsi qu'il suit :

Ressort du Tribunal de Tunis

<i>1^{re} Brigade.</i>	$\left\{ \begin{array}{l} \text{Contrôle civil de Grom-} \\ \text{balia} \end{array} \right.$	$\left\{ \begin{array}{l} \text{Caïdat du Cap Bon.} \end{array} \right.$
	$\left\{ \begin{array}{l} \text{Contrôle Civil de Tunis.} \end{array} \right.$	$\left\{ \begin{array}{l} \text{Caïdat de la Banlieue} \\ \text{de Tébourba, de Za-} \\ \text{ghouan.} \end{array} \right.$
<i>2^e Brigade.</i>	$\left\{ \begin{array}{l} \text{Contrôle Civil de Bizerte} \end{array} \right.$	$\left\{ \begin{array}{l} \text{Caïdats de Bizerte et} \\ \text{de Mateur.} \end{array} \right.$
<i>3^e Brigade.</i>	$\left\{ \begin{array}{l} \text{Contrôle Civil de Béja.} \\ \text{Contrôle Civil de Souk-} \\ \text{el-Arba} \end{array} \right.$	$\left\{ \begin{array}{l} \text{Caïdat de Béja.} \\ \text{Caïdats de Djendouba} \\ \text{Chiahia, Ouled Bou} \\ \text{Salem, Regha.} \end{array} \right.$
<i>4^e Brigade.</i>	$\left\{ \begin{array}{l} \text{Contrôle Civil de Maktar} \\ \text{Contrôle Civil du Kef .} \end{array} \right.$	$\left\{ \begin{array}{l} \text{Caïdats des Ouled-} \\ \text{Aoun et des Ouled-} \\ \text{Ayar.} \\ \text{Caïdats du Kef et de} \\ \text{Tadjerouine.} \end{array} \right.$

Ressort du Tribunal de Sousse

<i>4^e Brigade.</i>	{	Contrôle civil de Thala.	{	Caïdats des Fraichi- ches et des Mad- jeurs.
<i>5^e Brigade.</i>	{	Contrôle Civil de Kai- rouan.	{	Caïdats de Kairouan et des Djelass.
		Contrôle Civil de Gabès.		(Caidat de Gabès.
		Contrôle Civil de Gafsa.	{	Caïdats de Gafsa, des Hamama, de Tozeur et du Djerid.
		Contrôle Civil de Sfax.		Caïdats de Sfax et de la Skhira.
		Contrôle Civil de Sousse	{	Caïdats de Sousse, de Monastir, de Mahdia, de Djemmal, des Souassi.
		Territoire militaire . .		Caïdats du Nefzaoua, des Matmata et des Ourghamma.

La tâche de ces brigades est extrêmement labo-
rieuse et délicate, car elles doivent se tenir cons-
tamment en contact avec tous les postes de police
de leur circonscription et se transporter, souvent
en toute hâte, dans des endroits quelquefois très
éloignés du lieu où elles se trouvent.

Mais leurs visites fréquentes dans les postes iso-
lés est un encouragement et un véritable réconfort

pour ceux qui vivent pendant de longs mois dans des régions à peine peuplées, où ils ne voient d'autres figures humaines que celles de leurs administrés.

Cette organisation, a-t-on pu dire, « tisse sur la Régence un filet protecteur des mailles duquel les bandits ne pourront guère sortir ». Les heureux résultats qu'elle a donnés jusqu'à présent ont été appréciés par les colons et par les indigènes eux-mêmes, et nous sommes certain qu'elle contribuera puissamment à la disparition des voleurs de bétails. Dans les observations qu'il a formulées au sujet de la marche de la justice en 1908, le Procureur de la République de Tunis déclare : « Si la misère très grande qui a régné en Tunisie, dans les derniers mois de l'année 1910, a pu, dans une certaine mesure, inciter les indigènes à commettre quelques vols de médiocre importance, la raison majeure de l'augmentation des affaires dont le Parquet a eu à s'occuper provient de la création des brigades mobiles. Ces brigades rayonnant sur tous les points de la circonscription ont pu facilement recueillir les plaintes et découvrir les auteurs des crimes et délits qui, autrefois, quels que fussent le zèle et l'activité déployés par les officiers de police judiciaire et par leurs agents, demeuraient trop souvent impunis par suite de l'insuffisance des moyens d'investigation dont on pouvait disposer. »

En rapports constants avec les Contrôleurs civils

et les Caïds (1), les brigades mobiles peuvent facilement exécuter toutes les délégations, procéder à toutes les enquêtes et remplir toutes les missions judiciaires dont elles sont chargées. La collaboration loyale et confiante de ces brigades avec les autorités indigènes permettra d'assurer la sécurité publique au mieux des intérêts des populations, tout en simplifiant la tâche du service des Recherches, dont le rôle consiste à poursuivre l'information des affaires importantes déléguées par l'autorité judiciaire.

Nous terminons ce paragraphe en faisant remarquer que la mission de ces nouveaux rouages est plus large que celle qui a été attribuée par la législation française aux brigades similaires métropolitaines, puisqu'ils peuvent instrumenter pour toutes les infractions de droit commun, et qu'ils sont mis à la disposition des Parquets et des Contrôleurs civils pour toutes les missions judiciaires et de surveillance administrative qu'il pourrait paraître utile de leur confier.

Nous devons donc constater une fois de plus que le gouvernement tunisien ne ménage pas ses efforts pour essayer de résoudre cette question si complexe de la police rurale, en augmentant le nombre

(1) Conf. Note-Circulaire du Directeur de la Sûreté publique du 31 décembre 1908. (Archives de la Direction de la Sûreté publique. — N° C. 18).

et les pouvoirs des agents de la police judiciaire. Au surplus, cette question est étroitement liée à celle de la sécurité générale du pays.

SECTION III. — Des rapports de la Direction de la Sûreté publique avec les parquets.

Nous avons vu, au début de ce livre, que la Direction de la Sûreté publique comprend deux sortes de services bien distincts : les services administratifs et les services judiciaires. Ces derniers, à la tête desquels est placé un commissaire de police du cadre métropolitain, ont des attributions particulièrement importantes ; leur compétence s'étend à tous les rapports existant entre la Direction de la Sûreté et les parquets d'une part, et les commissaires et postes de police d'autre part.

La Direction de la Sûreté publique reçoit, par l'intermédiaire de ces services, toutes les affaires relatives à la police judiciaire. On peut citer, entre autres : les procès-verbaux dressés par les commissariats et nécessitant un supplément d'enquête ; les plaintes parvenues directement au parquet, soit lorsqu'il s'agit de simples renseignements à fournir, soit quant il y a lieu de procéder à une enquête judiciaire ; les recherches ou interventions dans l'intérêt des familles ; l'instruction des demandes d'assistance judiciaire ; la vérification de l'identité

des individus qui se trouvent sous le coup de poursuites (1) et se prétendent nés dans l'un des arrondissements judiciaires de Tunis ou de Sousse ; les renseignements à fournir au sujet des individus en instance de réhabilitation, des experts, des assesseurs aux assises, etc.

Les rapports de la Direction de la Sûreté avec les parquets sont donc nombreux et variés.

En outre, le parquet signale à la Direction de la Sûreté, aux fins utiles, les fautes professionnelles relevées à l'encontre de ses auxiliaires.

La Direction de la Sûreté reste en somme responsable vis-à-vis des parquets de la bonne marche des différents services de police, puisqu'en dehors des délégations adressées aux commissaires et chefs de poste de police, l'autorité judiciaire la saisit dans toutes les circonstances, soit sous forme de plis de service adressés au commissaire chargé des services judiciaires, soit directement, au moyen de dépêches confidentielles.

Le Procureur de la République, qui a pour mission de faire exécuter les ordonnances du juge d'instruction, use de son droit de délégation au

(1) Pour faciliter les recherches et connaître les antécédents des malfaiteurs, la Direction de la Sûreté a créé en 1897, les « sommiers judiciaires », par distinction du casier judiciaire. Ils sont constitués par des notes prises à chaque audience correctionnelle. C'est pour la police et les parquets une source de renseignements très appréciable.

moyen de commissions rogatoires. Il semble pourtant, au point de vue théorique, que cette compétence personnelle ne puisse être étendue par la théorie du mandat. Mais, au point de vue pratique, on entraverait, d'une manière presque absolue la marche de l'instruction, surtout en Tunisie, si l'on n'admettait d'autres délégations que celles qui sont autorisées par des textes formels. Aussi, les délégations transmises aux commissaires de police sont-elles justifiées. D'ailleurs, les perquisitions, l'audition des témoins, l'interrogatoire de l'inculpé sont des actes qui tendent à rassembler les preuves ; or, c'est bien là le rôle des officiers de police judiciaire. Ces délégations sont transmises à la Direction de la Sûreté publique, qui les fait exécuter. Notons que les autorités chargées de la police du territoire ont seules qualité pour procéder à des opérations judiciaires régulières et valables, notamment à des perquisitions chez un inculpé. (1)

Les individus arrêtés par mesure de police par les agents de la police doivent être présentés au parquet le jour même ou le lendemain de leur arrestation et ce, sous la responsabilité de la Sûreté publique.

Tels sont les points spéciaux que nous voulions préciser et sur lesquels, sous peine de dépasser

(1) Tribunal de l'Ouzara, Tunis, 28 septembre 1896. (Journal des Tribunaux, 96, 581).

les cadres de ce livre, nous ne pouvons nous étendre. Et nous croyons avoir suffisamment établi la contribution que la Direction de la Sûreté publique apporte à l'œuvre de la police judiciaire.

CHAPITRE III

La Police Sanitaire

Considérations générales et historiques

On pourra s'étonner de trouver dans cette étude un chapitre spécial sur la police sanitaire. Nous croyons cependant qu'il est utile, sinon nécessaire, d'examiner cette question. Le Gouvernement serait bien mal inspiré qui s'occuperait seulement d'assurer la sécurité des personnes et des propriétés contre les atteintes des malfaiteurs et qui négligerait de garantir aux citoyens, autant que faire se peut, l'hygiène et la santé publiques. Bien plus redoutables que tous les soldats de l'armée du crime, les maladies contagieuses constituent pour la population un danger permanent. Et le fait de se borner à prévenir et à réprimer les crimes et les délits, serait assurément insuffisant si l'on ne prenait soin d'en-

rayer les épidémies. Il est d'expérience que la prospérité d'un pays tient pour la plus grande part au souci qu'apportent les pouvoirs publics à protéger ses habitants contre les maladies. Aussi les gouvernements avisés se sont-ils efforcés d'empêcher de se produire les véritables hécatombes humaines dont certains pays ont été le théâtre.

Le développement rapide du commerce et la fréquence des communications entre la Tunisie et les contrées situées au nord de la Méditerranée, nécessitaient l'organisation d'un service parfaitement installé, à l'effet de lutter contre les fléaux terribles qui sévissent dans les pays orientaux. Aussi, le Gouvernement du Protectorat, marchant dans la voie du progrès, n'a t-il pas manqué de s'inspirer des mesures énergiques prises par la Métropole et les autres pays européens.

Nous croyons donc justifiée l'introduction, dans cet ouvrage, d'une question dont l'importance est incontestable.

*
* * *

Dans un sens large, la police sanitaire est cette branche de la police générale qui s'occupe plus particulièrement de tout ce qui intéresse l'hygiène et la santé publiques.

Mais, dans un sens restreint, on désigne sous le nom de « police sanitaire » ou « d'hygiène publique », l'ensemble des mesures prises par les pou-

voirs publics pour protéger la santé d'un groupe de citoyens ou de la population entière, et spécialement pour défendre les citoyens contre les maladies contagieuses, qu'elles naissent sur le territoire ou qu'elles viennent de l'étranger.

Nous excluons par là même tout ce qui a trait à la protection de la santé des animaux.

Ce qui caractérise l'hygiène publique et la sépare de l'hygiène privée, c'est qu'elle ne se préoccupe pas d'un individu, mais de la nation entière, ou du moins d'un groupe social. Or, il est avéré qu'en présence de l'entassement de plus en plus accentué de la population dans les grandes villes, l'hygiène privée la plus parfaite est insuffisante pour protéger la santé des individus qui en suivent les préceptes, et qu'au contraire l'influence d'une bonne organisation de l'hygiène publique est puissante pour diminuer la mortalité au sein des nations, pour arrêter surtout le développement de certaines maladies. Et cette affirmation acquiert une valeur et une force encore plus grandes, si l'on considère un pays comme la Tunisie, exposé à tout moment à être la proie d'un redoutable fléau, comme la peste, le choléra.

Les maladies ainsi visées sont celles qu'on a dénommées, à juste titre, les maladies évitables. Elles ont toutes ce caractère commun : ou d'être épidémiques, c'est-à-dire de se transmettre d'individu à individu, ou d'être endémiques, et d'avoir pour ori-

gine les mauvaises conditions hygiéniques d'un lieu donné. Dans les deux cas, certaines mesures, comme l'assainissement des maisons et des villes, ont une importance considérable pour arrêter le développement de la contagion.

Il est évident qu'il en pourra résulter des restrictions graves et parfois pénibles à la liberté individuelle ; mais de telles mesures sont alors plus que justifiées : elles s'imposent. (1)

Il faut combattre le fléau, en enrayer la propagation, afin de sauver les existences humaines menacées ; n'est-il pas juste alors, n'est-il pas nécessaire de prendre des mesures énergiques, dusseut-elles être préjudiciables à quelques-uns ? C'est-là l'application d'un principe élémentaire et fort connu dans la science du droit : l'intérêt particulier doit s'incliner devant l'intérêt général. Sans doute, il convient d'éviter les mesures vexatoires ; mais on ne doit pas hésiter à recourir aux procédés nécessaires, au besoin à la contrainte, sur les particuliers incapables par leur initiative individuelle de supprimer les causes générales d'insalubrité.

Ce devoir était particulièrement difficile à accomplir dans la Régence de Tunis. Il a fallu, en effet, triompher des résistances des indigènes, qui n'ac-

(1) V. Cours de M. Larnaude, professeur à la Faculté de Droit de Paris, année 1908-1909 : « Théorie générale des droits publics ».

ceptaient pas toujours les mesures de prophylaxie imposées par l'Administration. Mais, grâce à l'initiative louable du gouvernement tunisien, et surtout à celle du Secrétariat Général, nos protégés n'ont pas tardé à s'intéresser aux questions d'hygiène. D'aucuns ont prétendu que, dans l'application de ces mesures, on se heurterait aux préjugés religieux des musulmans. Ainsi, même aujourd'hui, on croit assez volontiers que la religion de Mahomet défend à ses adeptes la pratique de la vaccination. Heureusement, il n'en est rien ; et non seulement le Coran ne défend pas la vaccination, mais il recommande cette pratique. C'est d'ailleurs ce que pensent les professeurs de la Grande Mosquée de Tunis qui est réputé dans tout le monde musulman comme un foyer de lumière et de science islamique, (1)

Nous devons examiner maintenant comment l'hygiène publique est assurée en Tunisie.

Le premier document officiel qui s'occupe de cette question, est le décret du 20 Février 1885, modifié par le décret du 8 Mars 1893 sur la réglementation de la police sanitaire maritime. Il a été promulgué à la suite de l'épidémie cholérique qui sévissait, à cette époque, dans une partie de l'Europe. Il a été

(1) V. aussi l'ouvrage intitulé « El Fetaoui el Kâmilîa » du Cheikh Mostapha et Trabelsi, bach-mufti à Tripoli de Barbarie. Il a rapporté de l'ouvrage intitulé « Fetaoui-el-Bakja » le principe suivant : « La vaccination est prescrite par la loi religieuse. »

complété par un arrêté du Premier Ministre, en date du 21 Février 1885, divisant le littoral de la Régence en treize circonscriptions sanitaire. D'autres documents postérieurs se sont occupés de l'hygiène publique ; le décret du 3 Janvier 1889 institue un conseil central et des commissions régionales d'hygiène et de salubrité publiques ; le décret du 7 Septembre 1892 prescrit des mesures sanitaires contre le choléra ; celui du 28 Septembre 1892 réorganise le conseil sanitaire de la Régence ; l'arrêté du 12 Mars 1893 approuve les règlements qui déterminent les mesures sanitaires à appliquer aux provenances de choléra, de fièvre jaune et de peste dans les ports de la Méditerranée. (1)

On voit donc que la santé publique n'avait pas été un des moindres soucis de l'Administration.

Enfin, ces mesures administratives aboutirent à la création d'une Direction de la Santé et de l'Hygiène publiques, par décret du 26 Mai 1897, (2) et à l'institution d'un Comité supérieur de l'Assistance publique par décret du 1^{er} Avril 1900, institution qui a d'ailleurs été la conséquence de la constitution en Tunisie de sociétés de bienfaisance. En outre, le décret du 17 Juin 1907 a nommé le Directeur de la

(1) V. tous ces décrets dans Zeys « Code Annoté de la Tunisie », tome I, p. 474 et s.

(2) Zeys « Code Annoté », tome I, p. 487. Officiel, 1897, 275.

Sûreté publique membre de droit du Conseil central d'hygiène. (1)

Le décret du 26 Mai 1897, supprime la Direction de la Santé maritime et lui substitue, près de l'Administration générale du Gouvernement Tunisien, une Direction de la Santé à laquelle ressortissent les questions relatives à la santé et à l'hygiène publiques.

C'est l'application du même principe de centralisation que nous avons signalé lorsque nous avons étudié l'organisation de la Direction de la Sûreté publique.

Depuis lors, des prescriptions sérieuses ont été édictées pour régler la sortie et l'entrée des pèlerinages sur La Mecque, pour prévenir les maladies épidémiques et pour ordonner aux médecins et aux sages-femmes de prendre les précautions nécessaires au maintien de la santé publique.

Cependant, le 28 Octobre 1907, le directeur de l'Institut Pasteur de Tunis était appelé à examiner trois malades, et l'examen des cultures révélait l'existence de la peste ; le lendemain, un quatrième malade était reconnu ; ils furent isolés à l'ambulance de la Rabta, spécialement aménagée pour les recevoir.

(1) Zeys, op. cit. Suppl. de 1906-1907, p. 953, N° 3311 ; et « Officiel » 1907, 530. Conf. étiam. décret du 3 janv. 1889. — (Code 725).

Quelques jours plus tard, six cas de peste se déclarèrent parmi les recrues indigènes qui s'étaient embarquées à Gabès sur un vapeur venant de Marseille. Un de ces cas fut constaté à Tunis, un à Bizerte et les quatre autres à Hadjeb-el-Aïroum. Des mesures énergiques de prophylaxie furent prises dans ces localités ; au péril de sa vie, le docteur Conseil s'isola au fort de la Rabta pour soigner les malades atteints de la peste. Enfin, grâce au zèle déployé par les pouvoirs publics, on enraya le fléau ; les hangars, les quais et les terrains du port de Tunis furent désinfectés et dératisés, de même que les égouts de la ville.

L'acquisition d'un appareil Clayton permit la dératisation et la désinfection des navires de provenance suspecte. Tous les navires ancrés dans le port durent munir leurs amarres et cordages d'écrans protecteurs afin d'empêcher la descente des rats. Cette mesure est d'ailleurs toujours en vigueur.

L'épidémie ne fut donc pas très grave. Néanmoins, l'alerte fut vive. Au cours de l'enquête à laquelle elle s'était livrée, l'administration supérieure reconnut que la Tunisie était insuffisamment défendue contre la contagion ; elle songea alors à réorganiser la police sanitaire tant maritime que terrestre. Des travaux préparatoires auxquels elle s'est livrée, sont sortis deux documents très importants, le « règlement sanitaire » de la ville de Tunis, approuvé par le décret du 6 Juillet 1908, et le décret du 16 Février 1909,

règlementant la police sanitaire maritime. Nous les étudierons successivement.

SECTION I.

Le Règlement sanitaire du 5 Juillet 1908

Le Règlement sanitaire de la ville de Tunis a eu pour corollaire la création d'un bureau municipal d'hygiène, chargé d'en surveiller l'application. Nous n'exagérons pas en disant que cette application rencontre en Tunisie de nombreuses difficultés. La diversité des races et des coutumes rend souvent la solution plus délicate que dans les villes de la Métropole. Le Règlement sanitaire vient, en effet, imposer de nouvelles obligations à toute une ville où, jusqu'en 1908, les logements avaient été conçus sans grande préoccupation des règles hygiéniques. Il astreint en outre les indigènes à la production d'un certificat médical de décès. D'autre part, un décret du 30 Décembre 1908 a rendu obligatoires les déclarations des naissances et des décès pour tous les sujets de S. A. le Bey. Cela va enfin permettre de poursuivre l'étude de la mortalité infantile et des différents problèmes démographiques.

La tâche du bureau municipal d'hygiène est donc des plus délicates, mais il est suffisamment organisé pour la mener à bien. Ce bureau, à la tête duquel est placé un médecin, est installé à l'hôtel de ville. Il dirige le service de désinfection, recueille et

coordonne tous les renseignements relatifs à l'hygiène de la ville, dresse les statistiques, cartes et plans sanitaires, établit les dossiers hygiéniques des immeubles, propose à l'administration les mesures qu'il croit nécessaires, contrôle au point de vue scientifique l'eau d'alimentation, l'enlèvement et l'épuration des nuisances, vise les permis de construire ; il est consulté sur tous les projets présentant un caractère de salubrité. Enfin, il dirige un laboratoire chargé de surveiller la propagation de la peste chez les rats.

Le règlement sanitaire s'occupe, dans son titre I^{er}, de la salubrité de la voie publique dans ses rapports avec la salubrité de l'habitation, de celle des voies privées ; des articles minutieusement rédigés visent, dans leurs moindres détails, les chaussées et les trottoirs, les conduites d'eau, l'évacuation des eaux pluviales et ménagères et des matières de vidange ; tout cela est sanctionné par des mesures coercitives dont la seule lecture fera certainement réfléchir les propriétaires. Au sujet de la salubrité des habitations, aucune construction neuve ou modification de construction ne peut être entreprise dans l'étendue du territoire communal sans une autorisation préalable du président de la Municipalité.

Les caves et sous-sols, les rez-de-chaussées et les divers étages, les écuries, le chauffage et la ventilation, l'alimentation en eau, les cabinets d'aisance et les orifices d'évacuation, les fosses fixes ou mobiles sont des questions qui ont été tout particuliè-

rement l'objet de la sollicitude du législateur. Un chapitre spécial est consacré aux locaux destinés à la vente ou à la conservation des denrées alimentaires. Le règlement dit aussi dans quelles conditions les constructions doivent être entretenues.

Le titre II, relatif à la prophylaxie des maladies contagieuses, interdit aux nourrices, gardeuses, sevreuses, de prendre ou de conserver les enfants non vaccinés ; il décide dans quelles conditions le transport des malades atteints de maladies transmissibles, devra être effectué et prescrit l'isolement. Enfin, il s'occupe de la désinfection des locaux et objets contaminés.

Ce règlement, avec ses 115 articles, forme un véritable petit code. Assurément, il contient des choses excellentes ; s'il est strictement appliqué, il promet d'être fécond en résultats pratiques.

Dès sa constitution, le Bureau d'hygiène a commencé à établir le dossier sanitaire des immeubles. Ce dossier comprend une première feuille contenant : A/ un croquis du plan ; B/ des renseignements sur l'immeuble : l'époque de la construction, le nombre des logements , etc. ; C/ des indications détaillées sur chaque logement : hauteur des pièces, aération et éclairage, surface de chaque pièce et son affectation ; D/ le mode d'évacuation des nuisances, le nombre des cabinets d'aisances, les appareils des water-closets, leur aération, l'époque de vidange des fosses, etc. ; E/ l'alimentation en eau. Une seconde feuille contient les renseignements

sanitaires et démographiques ; mortalité, maladies infectieuses, nombre d'habitants, nationalité de chacun d'eux, etc...

Quand un immeuble est signalé comme insalubre, une visite sanitaire est faite et un rapport relate les causes d'insalubrité, les moyens d'y remédier et les améliorations ordonnées. Ce rapport est joint au dossier, ainsi que la correspondance échangée au sujet de cet immeuble. Ces pièces sont renfermées dans une chemise portant l'indication de l'immeuble et le nom du propriétaire ; elles constituent le casier sanitaire.

Tous ces dossiers sont rangés par rue.

L'ensemble forme le casier hygiénique de la rue ; il est classé dans une dernière chemise sur laquelle on dresse un plan de la rue avec les dispositions des immeubles, les canalisations d'eau, les embranchements et les regards d'égout ; on indique aussi les diverses constructions d'utilité publique, comme les fontaines, urinoirs, etc .. Enfin, on inscrit le total des renseignements démographiques et sanitaires des immeubles.

Ce travail très long ne peut être fait que lentement ; il est difficile de se procurer tous les renseignements que comportent ces dossiers, et beaucoup restent incomplets qui ne pourront être achevés que plus tard.

Voici comment il est procédé pour l'établissement de ces casiers : Dès qu'un décès se produit dans une maison, un dossier est ouvert, sur lequel

sont inscrits les renseignements donnés par le médecin de l'état-civil, d'après un questionnaire que porte chaque certificat de décès. Si le médecin de l'état-civil signale l'immeuble comme insalubre, le brigadier de la salubrité fait une enquête plus minutieuse et dresse un rapport. Les améliorations nécessaires sont ordonnées.

Chaque fois qu'un cas de maladie contagieuse est signalé, l'immeuble est visité par le service de salubrité publique qui recueille tous les renseignements utiles. Lorsqu'un immeuble est en construction, les plans remis à la municipalité servent à établir un dossier complet de cet immeuble.

En résumé, chaque fois qu'une action quelconque du bureau d'hygiène s'exerce sur un immeuble, un dossier est dressé avec les premiers renseignements recueillis.

L'administration, il faut le reconnaître, apporte le plus grand soin à l'application de cette nouvelle réglementation ; en juin 1909, c'est-à-dire six mois après la mise à exécution du règlement, plus de 2.500 dossiers étaient constitués. Le chiffre est éloquent et nous dispense d'explications plus complètes. (1)

Il n'est pas cependant sans intérêt de dire quelques mots du service de la désinfection placé sous

(1) Cette nouvelle réglementation fonctionne depuis longtemps à Paris ; elle est due à l'initiative de M. Paul Escudier et au Conseil Municipal de 1893.

le contrôle du bureau d'hygiène. Ce service est pourvu : 1^o d'un appareil au chloroformal de Trillat ; 2^o d'un appareil Clayton ; 3^o d'une étuve à vapeur sous pression, de Geneste et Herscher ; 4^o de fumigateurs Gonin ; 5^o de trois pulvérisateurs au sublimé ; 6^o de trois voitures hermétiques pour le transport de la literie ; 7^o de lessiveuses pour la désinfection du petit linge ; enfin de tout le petit matériel nécessaire (antiseptiques, fourneaux, vêtements, etc.)

Le personnel comprend un chef de la désinfection et trois employés. Dès qu'un cas de maladie contagieuse est signalé au bureau d'hygiène, le service de la désinfection se rend au domicile du malade, propose d'emporter à l'étuve les objets de literie souillés et met à la disposition de la famille des cuves contenant une dissolution de formocétone, après avoir expliqué la nécessité du séjour du petit linge dans cette cuve, avant d'être livré au blanchissage.

Cette désinfection au cours de la maladie, n'étant pas obligatoire, est rarement acceptée, et le service de salubrité est souvent obligé de se contenter de surveiller si les *excreta* du malade sont bien régulièrement détruits.

Dès que la maladie est terminée, aussi bien en cas de guérison qu'en cas de décès, le service désinfecte obligatoirement la chambre et emporte la literie à l'étuve. Le chef de bureau d'hygiène fixe le mode de désinfection à employer selon la maladie ou l'habitation. Autant que la construction de la pièce

le permet, la désinfection a lieu au formol ; en cas d'impossibilité, des vaporisations de sublimé sont pratiquées minutieusement. Les employés de la désinfection, avant d'entrer dans la pièce contaminée, revêtent un costume spécial en toile, qu'ils ajoutent aux objets à désinfecter, leur travail terminé. La literie, enveloppée dans les sacs, est placée dans les voitures ; le petit linge est immergé dans une lessiveuse contenant des antiseptiques. Enfin, d'autres mesures sont prises, qui empêchent toute propagation de la maladie contagieuse.

Quant à l'habitation arabe, elle est souvent si mal disposée qu'elle ne permet pas la désinfection au formol. La désinfection est acceptée assez facilement par la plus grande partie de la population.

L'article 6 du décret du 6 juillet 1908 prévoit le cas où les prescriptions du Président de la Municipalité ne seraient pas exécutées. C'est alors que la Commission sanitaire intervient. Cette commission, composée de dix membres, est présidée par le Secrétaire Général du Gouvernement Tunisien. Les propriétaires, usufruitiers ou usagers doivent être avisés, au moins quinze jours à l'avance, à la diligence du Président de la Municipalité et par lettre recommandée, de la réunion de la Commission sanitaire, et ils doivent produire, dans ce délai, leurs observations.

En cas d'urgence, ce délai peut être réduit.

L'exécution des décisions de la Commission est ordonnée par un arrêté du Président de la Muni-

païté et notifiée, par l'intermédiaire de la Direction de la Sûreté publique, qui fait dresser procès-verbal de la notification.

Toutefois, les intéressés sont à l'abri de l'arbitraire de l'administration ; ils ont toujours le droit de recourir aux tribunaux compétents, aux fins d'obtenir des dommages-intérêts, s'ils estiment que la décision de la Commission sanitaire a été prise sans droit ; mais les juridictions civiles ne peuvent ordonner, soit accessoirement à la demande, soit principalement, des mesures dont l'effet serait d'entraver l'exécution des décisions de la Commission sanitaire. Cette remarque est tellement judicieuse qu'il était à peine nécessaire de la faire.

En cas d'urgence, c'est-à-dire en cas d'épidémie ou d'un danger imminent pour la santé publique, le premier Ministre peut ordonner l'exécution immédiate des mesures prescrites par le règlement sanitaire. Mais l'urgence ne peut être déclarée qu'après avis du Conseil central d'hygiène et par un arrêté du Président de la Municipalité, ou à défaut, du premier ministre.

Toutefois, si les intéressés le demandent, il ne peut être procédé à l'exécution des mesures ordonnées par le premier ministre qu'après que tous les constats et états de lieux auront été faits régulièrement pour la conservation des droits des parties, qui sont réservés. Aux termes de l'article 8 « in fine » : « Lorsque parmi les intéressés il se trouvera des justiciables des tribunaux français, les constats

et états des lieux nécessaires seront faits par des experts nommés en référé par le président du tribunal civil. Lorsque tous les intéressés seront des sujets tnnisiens, la désignation des experts sera faite par le premier ministre ».

En exécution de l'art. 9 du décret du 6 juillet 1908, le premier ministre a pris, en date du 8 juillet 1908, un arrêté fixant la liste des maladies pour lesquelles la déclaration et la désinfection sont obligatoires et pour lesquelles l'isolement peut être requis par l'autorité municipale ; cet arrêté vise aussi les maladies pour lesquelles la déclaration n'est que facultative.

Doivent être déclarées les maladies suivantes : la fièvre jaune, le choléra et les maladies cholériques, la peste, la fièvre typhoïde, — que certains membres de l'Académie ne considèrent pas comme contagieuse, — le typhus exanthématique, la variole et la varioloïde, la scarlatine, la rougeole, la diphtérie, la méningite cérébro-spinale épidémique, la suette militaire, les infections puerpérales et l'ophtalmie des nouveaux-nés, lorsque le secret de l'accouchement n'a pas été réclamé.

Peuvent être déclarées : la grippe, l'érysipèle, la conjonctivité purulente et l'ophtalmie granuleuse, la tuberculose pulmonaire, la coqueluche, la pneumonie et la broncho-pneumonie, les oreillons, la lèpre, le teigne.

Quelques mots sur certaines de ces maladies ne sont pas inutiles. Ce n'est guère que pour mémoire

que l'on peut inscrire la *fièvre jaune* parmi les maladies dont les habitants de la Tunisie peuvent être atteints. Nous ne pensons pas qu'elle ait jamais fait son apparition dans l'Afrique du Nord. Cependant, l'arrêté précité ne l'a pas visée sans droit, car la facilité des moyens de communication et l'extention des relations maritimes pourraient en provoquer un jour la venue.

Le *choléra* est moins rare ; il peut être apporté par les caravanes et les indigènes qui reviennent de la Mecque.

La *peste* est plus menaçante ; on peut dire qu'elle sévit à l'état latent dans les Echelles du Levant ; nous en reparlerons quand nous étudierons la police sanitaire maritime.

Dans l'Afrique du Nord, la *fièvre typhoïde* frappe surtout les immigrants ; elle est moins sévère qu'en Europe mais elle n'en exerce pas moins de grands ravages. Le Bureau d'hygiène a enregistré pendant le 2^e Trimestre 1908, 117 cas de fièvre typhoïde, dont 37 décès. Elle frappe surtout les israélites et les Français, alors que les musulmans sont presque indemnes.

Le *typhus exanthématique* est plus connu ; certaines villes semblent « avoir le triste privilège de le connaître à l'état endémique » (1), au moins dans

(1) Dr Perrier « Etude sur la Désinfection publique dans l'Afrique du Nord », 1906.

certain quartier. A Tunis, le foyer principal était la vieille prison de la rue de l'Eglise, dont la démolition fut si souvent demandée. Aujourd'hui elle est désaffectée et désinfectée.

La maladie la plus fréquente en Tunisie est certainement la *variole* qui fait des ravages effrayants dans la Régence ; pour ne citer que Tunis, la mortalité générale est, en 1886, de 3.744 personnes ; en 1887, elle est de 3.685 ; en 1888, elle monte à 5.807. Il est mort cette année-là, à Tunis, 1645 personnes de la variole. En 1894, la petite vérole faisait encore 870 victimes à Tunis. (1) La variole est pourtant une maladie essentiellement évitable ; on est inexcusable de ne rien faire pour la conjurer. Comme le dit le docteur Perrier : « C'est une honte pour un pays civilisé d'avoir encore à compter avec cette maladie, lorsque on a sous la main un préservatif dont l'efficacité est démontrée depuis plus d'un siècle. » (2) Ce préservatif, c'est la vaccination.

Si elle était régulièrement pratiquée, dit M. le professeur Roger, elle entraînerait à tout jamais la disparition d'un des plus grands fléaux de l'humanité : le côté pratique ne mérite pas d'être discuté. (3)

(1) V. Dr Loir « La Vaccination obligatoire en Tunisie ». Extrait de la Revue Tunisienne. 1897.

(2) V. Dr Perrier. Etude sur la désinfection publique dans l'Afrique du Nord. p. 17. — 1906.

(3) H. Roger. « Introduction à l'étude de la Médecine » 1908, p. 656 et S.

En France, et dans beaucoup de pays d'Europe, la vaccination et la revaccination sont obligatoires, et cette obligation est le seul moyen par lequel on soit arrivé, comme en Allemagne, à faire disparaître cette maladie des statistiques de la mortalité.

Jusqu'à ces derniers temps, comme nous l'avons vu, la variole causait beaucoup de décès en Tunisie. Cet état de chose était dû aux résistances des musulmans et des Italiens à se laisser vacciner. Les chiffres suivants le prouvent.

En 1888, sur 1645 décès par variole, on compte 1.384 Arabes, 401 Juifs, 160 Européens. En 1894, sur une mortalité de 870 varioleux, on compte 712 musulmans, 30 Israélites, 128 Européens. (1)

Depuis trois ans, grâce au zèle des médecins municipaux et à leur propagande intelligente en faveur de la vaccine, la variole a beaucoup diminué. Pendant le deuxième semestre de l'année 1908, on n'a compté que 62 cas, alors que la même période de l'année précédente en avait vu près de 500. (2)

Les Italiens, victimes de leur répugnance à se laisser vacciner, ont fourni à eux seuls les 2/3 des malades. Dans les milieux et centres indigènes, des vaccinations et revaccinations ont été pratiquées avec succès. Enfin, dans une pensée de sage pré-

(1) Dr Loir, op. cit. p. 3.

(2) Archives de la Direction de la Sûreté publique. (Etat sanitaire de Tunis, dossier 4403).

voyance, les rédacteurs du décret du 16 février 1909, sur la police sanitaire maritime, ont décidé que « par mesure sanitaire spéciale, et en conformité des dispositions du décret du 2 mai 1903, les passagers de 3^e et 4^e classes qui débarquent en Tunisie sont considérés comme immigrants et sont assujétis à leur arrivée dans un port tunisien à la visite médicale et, si le médecin chargé du service le juge nécessaire, à la *vaccination antivariolique*. (1)

La *scarlatine* qui, jusqu'alors, était une maladie rare à Tunis, a fait au printemps de l'année 1908 une incursion assez sérieuse. Les Arabes, chez lesquels elle était à peu près inconnue ont été eux-même atteints. Cette maladie semble surtout frapper les Européens. La *diphtérie* est restée rare et bénigne. (2)

La *fièvre méditerranéenne* semble être la seule maladie dont l'augmentation est très sensible. La déclaration n'en étant pas obligatoire; il est difficile d'avoir une statistique exacte; les renseignements puisés dans les hôpitaux et chez les médecins, montrent qu'il est de toute nécessité de prendre des mesures pour remédier à cet état de choses. Au surplus, le gouvernement n'a pas manqué de se préoccuper de cette situation et des mesures seront

(1) Décret du 16 février 1909, art. 21.

(2) Archives de la Direction de la Sûreté publique. (Etat sanitaire de Tunis).

prises prochainement en vue de réglementer en Tunisie l'importation des chèvres maltaises, causes de la propagande de cette maladie.

Quant à la *tuberculose*, qui doit être considérée comme un produit de notre civilisation, l'arrêté du 8 juillet 1908 la range parmi les maladies dont la déclaration est facultative. C'est peut-être une erreur. (1) Cette maladie, l'un des fléaux de l'humanité, a occasionné, pendant le 2^e trimestre 1908, 374 décès ; les Arabes, à eux seuls, en comptent 277 ; les Israélites, au contraire, ne figurent dans ce chiffre que pour huit décès. La tuberculose frappe surtout le prolétariat indigène, à cause de sa misère, de son insouciance, de ses coutumes et surtout de ses déplorables conditions d'habitation.

En résumé, l'état sanitaire de Tunis s'est maintenu excellent pendant l'année 1908. Aucune épidémie ne s'est produite, et si l'on évalue la population de Tunis à 250.000 habitants, il est facile de voir que les maladies infectieuses sont presque toujours restées au-dessous du chiffre moyen de la plupart des villes de la Métropole.

Il est peut-être intéressant de signaler la procédure employée pour la déclaration des maladies épi-

(1) Presque tous les médecins que nous avons consulté à ce sujet sont d'avis qu'il y a là une lacune à combler. M. le docteur H. Duron, dans une note qu'il a bien voulu nous adresser en date du 10 septembre 1909, se dit partisan de la déclaration obligatoire.

démiques. Aussitôt que le Règlement de l'hygiène eût modifié la liste des maladies dont la déclaration est obligatoire, un carnet à souche a été envoyé à chaque médecin et à chaque sage-femme, accompagné d'une lettre circulaire les avertissant des nouvelles obligations qui leur incombaient. Ce carnet à souche est établi sous forme de cartes-lettres circulant en franchise et adressées au Président de la Municipalité. Afin d'éviter toute indiscretion pendant la circulation de ces lettres, chaque carnet porte un numéro d'ordre correspondant au nom du médecin traitant, et que connaît le chef du Bureau d'hygiène. De cette façon, la déclaration reste anonyme. La couverture de ce carnet à souche porte la liste des maladies contagieuses ; un numéro a été attribué à chaque maladie ; le médecin n'a qu'à le reproduire sur ses déclarations, en ajoutant l'adresse du malade. Une place est réservée pour les remarques étiologiques ou prophylactiques que le médecin croirait devoir faire. Pour essayer de classer les diverses affections typhiques et antityphiques existant à Tunis, il est prié d'indiquer le résultat de l'examen bactériologique, quand il a été pratiqué. Ces renseignements sont centralisés au Bureau d'hygiène qui les enregistre, dresse les cartes sanitaires et prend les mesures prophylactiques nécessaires.

En plus de ces déclarations des médecins, à la suite d'une entente avec la Direction de l'Enseignement, les institutrices signalent à leur Direction les cas de maladies contagieuses survenues chez leurs

élèves. Ces renseignements sont ensuite envoyés au Bureau d'hygiène. En outre, les médecins de l'état-civil et les agents de la salubrité publique, au cours de leurs tournées, recherchent, par des enquêtes discrètes, les cas de maladies contagieuses qui auraient échappé à la déclaration. Enfin, s'il arrive à la connaissance du service d'hygiène qu'un médecin ait omis à plusieurs reprises de faire ses déclarations, il est immédiatement invité à l'application du règlement, et rappel lui est fait des pénalités qu'il encourt. Grâce à toutes ces mesures, le Bureau d'hygiène a pu constater que la majorité des maladies épidémiques lui avait été déclarée.

Ce règlement sanitaire aurait pu risquer de n'être pas strictement appliqué si des pénalités n'avaient été prévues. Tant il est vrai que la crainte des amendes et de la prison est le commencement de l'obéissance aux prescriptions du législateur. Ces pénalités font l'objet des articles 14 et 15 du décret du 6 Juillet 1908. La peine d'emprisonnement peut aller jusqu'à 5 jours ; elle peut s'élever jusqu'à deux ans en cas de mauvaise foi du délinquant. « Dura Lex... »

Nous ne saurions terminer l'étude de ce sage règlement sans parler de l'organisation de l'assistance médicale en Tunisie. Ce service est assuré : 1^o par des médecins communaux dans les villes organisées en commune ; 2^o par des médecins de colonisation chargés de veiller à la santé publique dans des circonscriptions territoriales plus ou moins étendues ; 3^o dans les territoires du Sud, par des

médecins militaires qui reçoivent une indemnité du Gouvernement tunisien pour le service de la population civile.

Dans les localités de leur résidence, les médecins communaux et de la colonisation doivent gratuitement leurs soins et les secours de leur art à tous les indigents sans distinction de nationalité. Ils doivent enfin donner au moins deux fois par semaine, à leur domicile ou dans un local réservé à cet effet, des consultations gratuites à toutes les familles pourvues de certificats d'indigence. Des crédits sont mis à la disposition de ces médecins pour la délivrance des médicaments nécessaires à la population indigente.

Des dispositions ont été prises, dès 1909, pour assurer le bénéfice de l'assistance médicale aux populations trop éloignées des postes de médecins, ainsi qu'aux tribus nomades des territoires de parcours.

La population indigène a été empressée à se rendre aux consultations des médecins de colonisation ; aussi le Gouvernement a-t-il décidé de renouveler le plus souvent possible les tournées spéciales de ces hommes de l'art.

Le service des vaccinations est assuré normalement dans toute la Régence par les médecins de l'Administration et des Communes, qui sont pourvus de vaccin par l'Institut Pasteur de Tunis. Enfin, en ce qui concerne particulièrement le paludisme, des mesures ont été prises pour fournir aux débi-

tants de la Régie des provisions de quinine, qui doit être délivrée au public au prix de revient.

Il existe en Tunisie un certain nombre d'établissements d'assistance médicale. La ville de Tunis dispose actuellement d'un hôpital civil français, d'un hôpital indigène, spécialement affecté aux indigènes, d'un hôpital israélite et enfin d'un hôpital italien ; ce dernier établissement est administré sous la surveillance du Consul Général d'Italie. Dans l'intérieur de la Régence, il existe des infirmeries-dispensaires à Nabeul, Aïn-el-Asker, Ferryville, Medjez-el-Bab, Sfax, Sousse, Kairouan ; d'autres sont en construction ou le seront prochainement, notamment à Grombalia, Béja, Maktar, Le Kef, Monastir, Mahdia et Mateur. Des pavillons civils ont été construits à l'hôpital militaire de Bizerte pour recevoir de nombreux malades ; enfin, les civils sont acceptés sans distinction de nationalité dans les hôpitaux militaires de la Tunisie. Les frais de traitement des malades indigents sont assurés dans ces hôpitaux par le Gouvernement Tunisien.

Le Gouvernement s'est occupé, d'autre part, d'assurer dans les meilleures conditions possibles, le recrutement de ses médecins de colonisation. Grâce à cette institution, il a rendu à la population indigène un service des plus appréciables.

Enfin, notons la création de l'Institut Pasteur de Tunis, dont l'origine remonte au Laboratoire de Vinification créé par le décret du 7 septembre 1893.

Son appellation actuelle date du décret du 14 février 1900 ; il est doté de la personnalité civile.

Chaque année, l'Institut Pasteur soigne de nombreux cas de rage. Ce fléau suit en Tunisie une progression inquiétante. De 1894 à 1908, les cas de rage d'origine tunisienne traités à l'Institut Pasteur, se sont élevés de 69 à 374. Cette augmentation ne laisse pas que d'effrayer les pouvoirs publics et la population. Il appartient aux municipalités de veiller à l'application des règlements sur les chiens errants. De son côté, la Direction de la Sûreté Publique a ordonné à ses agents d'abattre tout chien suspect. Il suffit d'une répression énergique pour voir le fléau diminuer d'intensité. Ainsi, les cas de rage, qui étaient au nombre de 489 en 1906, se sont abaissés à 293 en 1907. La raison de cette décroissance doit être attribuée au fait que, devant l'augmentation des cas de rage en 1906, la Municipalité de Tunis s'est émue et a pris des mesures sévères. (1) La surveillance s'est relâchée en 1908, puisque le nombre des cas de rage a été de 374. Nous croyons donc qu'un effort est nécessaire ; lorsque la santé publique d'un pays est en jeu, des mesures énergiques s'imposent, fussent les intérêts individuels en souffrir.

(1) V. le journal *La Dépêche Tunisienne*, N° 6866, du 14 juin 1909. « Un appel aux Municipalités ». En outre : Archives de l'Institut Pasteur.

**SECTION II. — La Police sanitaire maritime
et le Décret du 16 février 1909.**

Le second document qui régit actuellement la législation sur la santé publique est le décret beylical du 16 février 1909, sur la police sanitaire maritime. Il abroge les décrets et les arrêtés qui sont contraires à ses dispositions, et spécialement les décrets du 20 février 1885, des 7 et 28 septembre 1892, du 17 mars 1895 et du 20 août 1902. Cependant, le titre « des droits sanitaires » du décret du 20 février 1885, reste provisoirement en vigueur.

On sait que ce décret a été pris à la suite de l'épidémie de peste qui s'était déclarée en 1907 dans la Régence. Il a donc pour objet de remanier la législation antérieure et d'édicter des mesures nouvelles à l'égard de tout navire susceptible de propager certaines maladies transmissibles ou dont les conditions hygiéniques sont jugées dangereuses par l'autorité sanitaire. Les maladies qui sont surtout visées, et qui donnent lieu à l'application de mesures sanitaires permanentes sont le choléra, la peste et la fièvre jaunée (1).

Le Gouvernement Tunisien a le droit de prendre sur son territoire toutes les mesures nécessaires pour garantir l'hygiène publique, de repousser tout

(1) Titre I. — Art. 1^{er}.

navire jugé dangereux, d'établir des lazarets qui peuvent lui sembler utiles et de prescrire des quarantaines. Il peut donc ordonner par décision ministérielle, aux voyageurs d'une provenance déterminée, une quarantaine d'une durée limitée dans un lazaret désigné. A cet égard, il possède un droit absolu, et il ne saurait encourir aucune responsabilité en refusant à un navire le droit de débarquer ses passagers, ni même en défendant à ceux-ci d'entrer dans le lazaret, alors surtout qu'en fait, les nécessités du service sanitaire et l'encombrement du lazaret ne lui laissent pas la possibilité d'y installer de nouveaux arrivants. En conséquence, l'action intentée par une compagnie de navigation et fondée sur le retard subi par un de ses navires, dans son voyage, par suite de l'exécution de ces mesures, doit être rejetée (1).

Le titre II du décret qui nous occupe traite de la patente de santé ; il la définit « un document qui a pour objet de mentionner l'état sanitaire du pays de provenance au point de vue de l'existence ou de la non-existence des maladies » citées plus haut.

La patente de santé doit indiquer le nom du navire, celui du capitaine, celui du médecin, la nature de la cargaison, l'effectif de l'équipage et le

(1) Dans ce sens : Tribunal de Tunis, 19 janvier 1887. « Journal des Tribunaux » 94, 564. — V. aussi Zeys « Code Annoté ». Tome I p. 474.

nombre des passagers, ainsi que l'état sanitaire du bord au moment du départ. Et l'article 2 ajoute : « Elle porte en toutes lettres la date et l'heure de sa délivrance ; elle n'est valable que si elle a été délivrée dans les quarante-huit heures qui ont précédé le départ du navire ». En effet, la patente de santé deviendrait inutile si elle n'était délivrée plusieurs jours avant le départ du navire ; des maladies transmissibles pourraient se déclarer dans cet intervalle, et la garantie exigée serait complètement illusoire.

La patente de santé est nette ou brute. Elle est nette lorsqu'elle constate l'absence de toute maladie pestilentielle dans le pays d'où vient le navire ; elle est brute quand la présence d'une maladie de cette nature y est signalée. La présentation de cette patente à l'arrivée dans un port de Tunisie est obligatoire en tout temps ; tous les navires sont soumis à cette prescription, quelle que soit leur provenance (1). Exception est faite pour les bateaux faisant le cabotage de port à port tunisien ; néanmoins, ils doivent être porteurs d'un permis de navigation.

(1) Art. 4 in fine : « Le capitaine d'un navire dépourvu d'une patente de santé ou ayant une patente irrégulière est passible à son arrivée dans un port tunisien, des pénalités édictées par l'art. 14 de la loi française du 3 mars 1822, sans préjudice des mesures auxquelles le navire peut être assujetti par le fait de sa provenance et des poursuites qui pourraient être engagées en cas de fraude. »

Dans la Régence de Tunis, la patente de de santé est délivrée gratuitement par l'autorité sanitaire « à tout capitaine qui en fait la demande, et après justification par ce capitaine du paiement des droits sanitaires et de port. » (Art. 5) Dans les pays étrangers, pour les navires français ou tunisiens, la patente de santé est délivrée par le consul de France ou, à défaut du consul, par l'autorité locale ; quant aux navires d'autre nationalité à destination de la Tunisie, la patente peut être délivrée par l'autorité locale ; mais le consul de France doit la viser et l'annoter s'il y a lieu. Dans tous les cas, la patente de santé doit être visée, dans chaque port d'escale étranger, par le consul de France ou, à son défaut, par l'autorité locale qui y indique l'état sanitaire du port ; dans les ports d'escale français et algériens, le visa émane de l'autorité locale. (1)

Dès qu'une maladie pestilentielle se manifeste dans un port tunisien, l'autorité sanitaire ou l'autorité médicale compétente doit aviser le Secrétariat Général du Gouvernement Tunisien.

Les articles 10 et 62 de notre décret s'occupent des mesures sanitaires qui doivent être prises tant

(1) Il est bien entendu qu'un navire ne peut avoir qu'une seule patente de santé, qui est celle délivrée au port de départ et qui est conservé jusqu'au port de destination. Elle ne peut être ni retenue ni remplacée par une autre. S'il n'en était pas ainsi, les prescriptions précédentes resteraient lettre morte.

au départ qu'à l'arrivée des navires. De ces mesures, nous ne retiendrons que celles qui concernent les navires venant de pays contaminés. Aux termes de l'art. 24 : « Est considéré comme indemne, bien que venant d'une circonscription contaminée, le navire qui n'a eu ni décès, ni cas de maladie pestilentielle à bord, soit avant le départ, soit pendant le départ, soit pendant la traversée, soit au moment de l'arrivée. Est considéré comme suspect le navire à bord duquel il y a eu un ou plusieurs cas confirmés ou suspects, au moment du départ ou pendant la traversée, mais aucun cas nouveau depuis sept jours. Est considéré comme infecté le navire qui présente à bord un ou plusieurs cas, confirmés ou suspects, d'une maladie pestilentielle, ou qui en a présenté depuis sept jours. Le navire à bord duquel a été constaté la présence de rats pesteux est assimilé au navire infecté. »

Suivent des mesures variant suivant qu'il s'agit d'un navire indemne, suspect, infecté de choléra ou de peste.

Les visites médicales, la désinfection, la surveillance sanitaire, auxquelles sont astreints les passagers et l'équipage pourront peut-être faire considérer notre décret comme un code draconien. Il n'importe ; on ne saurait trop prendre de précautions lorsqu'on se trouve en présence d'un fléau qui peut semer la mort dans tout un pays. De minutieuses prescriptions sont ordonnées en ce qui concerne la dératisation. On sait, en effet, qu'on a attribué la

transmissibilité de la peste aux puces des rats. La destruction de ces rongeurs s'impose donc.

Le décret du 16 janvier 1909 consacre un titre spécial au *pèlerinage de la Mecque*.

On n'ignore pas que le pèlerinage de La Mecque est l'une des prescriptions fondamentales de l'Islamisme. « Tout Musulman doit, une fois en sa vie, se rendre à La Mecque à une certaine époque de l'année pour y accomplir les rites prescrits à cette obligation. » (1).

Mais il est admis qu'on est dispensé du pèlerinage chaque fois que l'on ne possède pas les ressources nécessaires pour effectuer le voyage, qu'on ne peut supporter les fatigues, ou qu'on court un danger de mort dans les pays que l'on a à traverser. Néanmoins, on peut estimer à 100.000 le nombre des pèlerins qui se rendent chaque année à La Mecque. (2) La Tunisie en fournit environ un millier. (3) L'une des pratiques obligatoires à laquelle doivent se livrer les pèlerins consiste dans l'immolation de moutons en sacrifice (4). Jusqu'à ces der-

(1) O. Houdas « L'Islamisme » 1904, p. 155 et s.

(2) M'Hamed-bel-Kodja « Le Pèlerinage à La Mecque » Tunis, 1906, p. 37.

(3) En 1907, le nombre des pèlerins tunisiens fut de six cents. V. le « Rapport au Président de la République sur la situation de la Tunisie ». Année 1908, p. 30.

(4) V. procès-verbaux de la Conférence sanitaire internationale de Paris en 1903, p. 402.

nières années, ces animaux dépouillés de leur laine et de leur peau, étaient abandonnés sans être enterrés. Il en résultait la formation d'un immense charnier d'où se dégageait des odeurs fétides, où grouillait une verminé infecte et où pullulaient des myriades de microbes.

Ainsi s'expliquent les épidémies presque annuelles de la Mecque. La ville sainte n'est pas seulement un foyer d'épidémies cholériques : la peste a fait aussi ses ravages à Djeddah chaque année, depuis 1896 jusqu'en 1900. » En 1893, le nombre des pèlerins algériens et tunisiens débarqués à Djeddah a été de 9.085 ; et ceux qui ont été embarqués à Gambo de 5.165. Les Algériens et Tunisiens ont donc laissé au Hedjaz plus de 40 % des leurs. Encore les chiffres officiels de la mortalité de la Mecque et de Djeddah doivent-ils être majorés dans de fortes proportions, suivant un coefficient de 3, disent les uns, et de 5, disent les autres. » (1). Lors du pèlerinage de 1897, le nombre des victimes fut tel que les puissances s'émurent. Elles signèrent, en 1903, à la suite d'une conférence internationale dont les assises se tinrent à Paris, un règlement général

(1) Rapport au Président du Conseil sanitaire d'Alexandrie par un Directeur du Service de Santé à Suez, cité par M. le Professeur Proust, délégué de la France à la Conférence sanitaire internationale de Paris de 1903, à la 4^e séance (23 octobre 1903) Cf. Procès-verbaux de la Conférence sanitaire internationale de Paris, en 1903, p. 333 et s.

sanitaire international contre la peste et le choléra. Le pèlerinage à la Mecque est actuellement accompli suivant les mesures arrêtées par cette conférence qui a coordonné en un seul texte les conventions sanitaires précédentes signées à Venise en 1892, à Dresde en 1893, à Paris en 1894 et à Venise en 1897. Cependant, la Tunisie prenait des mesures préventives énergiques applicables aux provenances du choléra, de la fièvre jaune et de la peste. (1) Enfin, comme nous l'avons dit, le décret beylical du 16 février 1909 édicte de nouvelles prescriptions.

Aux termes de l'article 62: « Les pèlerins tunisiens ne pourront s'embarquer que dans le seul port de Tunis. Le capitaine d'un navire devant prendre des pèlerins, ou à défaut du capitaine, le propriétaire ou l'agent de tout navire à pèlerins, devra faire sa déclaration au Secrétariat général du Gouvernement au moins trois jours avant le départ. Si le navire complète seulement son chargement à Tunis, cette déclaration peut-être faite seulement au moins douze heures avant le départ du navire. Cette déclaration doit indiquer le jour projeté pour le départ et la destination du navire. »

(1) V. Arrêté du 12 Mars 1893, approuvant les annexes N° 1, N° 2, et N° 3 relatives aux mesures sanitaires applicables aux provenances du choléra, de la fièvre jaune et de la peste, et les tableaux annexés au dit arrêté « renfermant la nomenclature des effets, objets et marchandises de genre susceptible de transmettre les germes ». P. Zeys « Code Annoté », Tome I. (N° 730 à 734) p. 485 et s.

Cette prescription a pour but de permettre à l'autorité sanitaire de faire procéder à l'inspection et au mesurage du navire ; cette dernière opération n'a pas lieu si le capitaine est déjà pourvu d'un certificat de mesurage délivré par l'autorité compétente de son pays. Les articles 64 à 75 précisent les conditions dans lesquelles le voyage devra s'effectuer. Le navire doit être à vapeur et en état de faire le voyage, bien équipé, aménagé, aéré, pourvu d'un nombre suffisant d'embarcations ; il doit pouvoir loger les pèlerins dans l'entrepont ; des locaux d'isolement doivent exister pour les personnes présentant des symptômes de peste ou de choléra. L'art. 75 dit que « le capitaine devra prendre l'engagement de se conformer aux prescriptions de la Conférence sanitaire internationale de Paris en 1903, en ce qui concerne les mesures à prendre pendant la traversée à l'arrivée et au retour des pèlerins dans la mer Rouge. »

Pour que le navire puisse lever l'ancre, le capitaine doit posséder : 1^o une liste visée par l'autorité sanitaire et indiquant le nom, le sexe et le nombre total des pèlerins qu'il est autorisé à embarquer ; 2^o une patente d sânté constatant le nom, la nationalité et le tonnage du navire, le nom du capitaine, du médecin, le nombre exact des personnes embarquées, la nature de la cargaison, le lieu de départ.

Toutes ces mesures ont pour but de faire connaître au Gouvernement Tunisien si le voyage peut être effectué sans danger pour la santé publique ;

l'autorité sanitaire doit s'opposer à l'embarquement des pèlerins si le navire ne répond pas aux conditions précisées dans le décret.

Il y a lieu de nous occuper maintenant des autorités sanitaires.

La police sanitaire du littoral de la Tunisie est exercée par des agents relevant du Secrétaire général du Gouvernement Tunisien. En vertu de l'article 81, un arrêté du premier ministre a divisé le littoral de la Régence en vingt et une circonscriptions, à la tête de chacune desquelles se trouvent un ou plusieurs agents sanitaires (1), chargés d'assurer l'exécution du décret beylical de 1909, et placés sous l'autorité du directeur de la Santé. Ces agents sont tenus de s'opposer par tous les moyens en leur pouvoir aux infractions aux règlements sanitaires et constatent les contraventions par procès-verbal. Ainsi, les commissaires et agents de police peuvent être requis par eux.

Chaque mois, le directeur de la Santé adresse au Secrétariat Général du Gouvernement Tunisien un rapport faisant connaître l'état sanitaire des ports de la Régence ; il doit aussi l'avertir immédiatement de tout fait grave intéressant la santé publi-

(1) Ces circonscriptions sont les suivantes : Tunis, La Goulette, Porto-Farina, Bizerte, Tabarka, l'Île de la Galite, l'Île de Zambra, Sidi-Daoud, Kélibia, Nabeul, Hammamet, Sousse, Monastir, Mahdia, La Chebba, Sfax, l'Île de Djerba, La Skhira, Gabès, Zarzis et Cap Zebil.

que des différents ports tunisiens ou des pays étrangers en relations avec ceux-ci.

Enfin, il existe un Conseil sanitaire maritime pour toute la Régence de Tunis (1).

Il a pour mission d'éclairer l'autorité supérieure sur les questions qui intéressent la santé publique, « de lui donner des avis sur les mesures à prendre en cas d'invasion ou de menace de maladie pestilentielle, de veiller à l'exécution des règlements généraux et locaux relatifs à la police sanitaire et au besoin de signaler au Gouvernement les infractions ou ommissions ». Mais son rôle ne se borne pas là. En outre, il est consulté, en cas de difficulté sur les questions relatives au régime intérieur des stations sanitaires, aux choix des endroits affectés aux navires soumis à l'isolement et aux mesures extraordinaires à prendre.

Ce conseil, composé de membres de droit et de membres élus ou nommés, est présidé par le Résident général ou son délégué. Les membres de droit dont : le Secrétaire Général Adjoint du Gouvernement Tunisien, le Directeur de la Santé, le Président de la Municipalité de Tunis, le Directeur du Service de Santé de la Division d'occupation, le Directeur des douanes ou son délégué, le médecin en chef de la division navale, l'Inspecteur de la navigation et des pêches.

(1) Titre VIII, art. 87 et s.

Les autres membres du Conseil sanitaire maritime sont : deux membres de la Conférence Consultative choisis par leurs collègues, deux membres de la Chambre de Commerce nommés par elle, deux médecins civils nommés par le Gouvernement.

Les membres élus sont nommés pour quatre ans et renouvelables par moitié tous les deux ans.

Cette assemblée se réunit tous les trimestres, à moins d'évènement grave, auquel cas elle est convoquée d'urgence.

Ainsi que nous l'avons vu (Chapitre II, Section III), les agents sanitaires exercent les fonctions d'officiers de police judiciaire dans l'enceinte des stations sanitaires et locaux réservés. D'autre part, pendant la durée du fonctionnement des stations sanitaires, les agents chefs de station remplissent les fonctions d'officier de l'état-civil ; les registres spéciaux qui leur sont confiés à cet effet doivent, à la clôture de la station sanitaire, être déposés au Greffe du Tribunal dans le ressort duquel se trouve la dite station. Aux termes de l'art. 96, al. 2, « Pour l'établissement de ces actes, ils se conformeront autant que possible aux formalités requises pour les actes de l'état-civil français. Une expédition de chaque acte reçu devra être immédiatement transmise au Secrétariat Général par l'intermédiaire du Directeur de la Santé. »

Enfin, l'agent chef de station est compétent pour recevoir les testaments des personnes internées dans sa circonscription sanitaire. Toutefois, l'art. 99

décide que « le testament ainsi reçu deviendra caduc s'il n'est pas renouvelé par l'intéressé dans un délai de six mois à dater du jour où il a quitté la station sanitaire.

On voit donc que les attributions des autorités sanitaires sont très importantes. En qualité d'officiers de police judiciaire, les agents sanitaires sont les auxiliaires du Procureur de la République, et les circonstances peuvent les mettre en rapports étroits avec la Direction de la Sûreté Publique.

On comprend facilement pourquoi ces agents remplissent les fonctions d'officier de l'état-civil pendant la durée du fonctionnement des stations sanitaires. En effet, cette durée peut être de plusieurs jours, voire même plusieurs semaines. Or, aux termes de l'art. 55 du Code civil, les déclarations de naissance doivent être faites dans les trois jours de l'accouchement. En cas de décès, le médecin doit indiquer sur un registre-journal spécial (1) la nature de la maladie à laquelle le défunt a succombé, ainsi que la date de son inhumation. Si la cause du décès n'est pas bien déterminée, ou s'il y a indice de mort violente, avis doit en être donné immédiatement à la Direction de la Santé. En qualité d'officier de police judiciaire, et en cas de mort

(1) Ce livre-journal est tenu par les agents sanitaires ; il est côté et paraphé par la Direction de la Santé, et relate au jour le jour les faits et incidents intéressant la station sanitaire. (Art. 95.)

violente, le chef de la station sanitaire recueille toutes les dépositions et informations qui seraient susceptibles d'éclairer la justice.

Bien que le décret du 16 Février ne le dise pas, nous croyons que les sanctions prévues par les articles 50 et s. du Code Civil s'appliquent aux agents sanitaires investis des fonctions d'officier de l'état-civil.

Il ne suffisait pas de formuler des règles relativement aux mesures de police sanitaires de maritime. Il fallait encore en assurer l'observation. Tel est l'objet du titre X. Aux termes de l'art. 101. « Le Titre II de la loi française du 3 mars 1822, relative à la police sanitaire, reste applicable en Tunisie. » On sait que cette loi, qui est encore aujourd'hui la base du régime sanitaire de la Métropole, a été votée à la suite de l'apparition de la fièvre jaune sur les frontières de la Catalogne, en 1821. Dans ses articles 7 à 16, toujours en vigueur, la loi du 3 mars 1822 édicte des pénalités sévères. La violation des lois et règlements relatifs à la police sanitaire peut même être, dans certains cas, punie de mort si, d'ailleurs, elle a eu pour conséquence une invasion pestilentielle ; et la même peine est prononcée, dans tous les cas, contre l'agent faisant partie d'un cordon sanitaire qui aurait abandonné son poste ou violé sa consigne. Dans la pratique, les peines le plus fréquemment encourues sont celles de l'article 14, qui punit d'un emprisonnement de trois à

quinze jours et d'une amende de 5 à 50 francs les simples contraventions en matière sanitaire.

Tels sont, rapidement examinés, les instruments précieux dont est armé le gouvernement tunisien pour assurer dans la Régence la police sanitaire et s'opposer à l'invasion des redoutables fléaux que nous avons signalés.

Strictement appliqués, les décrets beylicaux du 6 juillet 1908 et du 16 février 1909 doivent offrir toutes les garanties désirables d'une hygiène publique satisfaisante.

M. Alapetite, Résident général de France, à l'initiative duquel est due cette législation, a bien mérité de la Tunisie, ainsi que ses principaux collaborateurs, MM. Roy et Blanc, secrétaires généraux du gouvernement tunisien, qui en poursuivent l'application avec le plus grand dévouement.

DEUXIÈME PARTIE

LE CONCOURS DE L'ARMÉE
AU MAINTIEN DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE

CHAPITRE I

Le rôle de l'Armée en Territoire civil

Avant l'organisation des contrôles civils en 1881, l'autorité militaire était chargée de l'administration de la Régence de Tunis. Le pays était divisé en territoires dirigés par des commandants auprès desquels fonctionnait un « bureau de renseignements ».

Nous avons vu (1) que, dans les premières années qui suivirent la signature du traité du Bardo, la police fut assurée par l'armée jusqu'au moment où fut organisée l'administration de la Tunisie. Actuellement, l'autorité militaire n'a plus que la surveillance des territoires du sud, occupés par des tribus nomades. Nous examinerons dans la suite com-

(1) V. Supra. Introduction, § 2, p. 48 et s.

ment est organisée cette police spécialement militaire.

Mais, en territoire civil, l'armée a aussi un rôle important, car elle concourt au maintien de l'ordre. Son action se manifeste par des fractions de troupes dites « *colonnes mobiles* » qui parcourent les régions où leur présence est jugée nécessaire.

Leur mise en mouvement et leur action peuvent être soit répressives, — s'il venait à éclater des troubles graves que les forces locales de police et de gendarmerie seraient impuissantes à prévenir ou à maîtriser, — soit préventives.

Dans le premier cas, leur effet serait immédiat ; elles devraient, même par la force, briser les résistances qui seraient apportées à l'exécution de la loi. Dans le second cas, leur effet est purement « moral » : l'autorité n'a d'autre but que de montrer de la troupe ; c'est une manifestation de force ; moyen excellent pour maintenir les indigènes dans le sentiment du devoir.

Les colonnes à action répressive sont organisées chaque fois que leur présence est nécessaire (ex. : événements d'avril 1906 dans la région de Thala). Celles à action préventive sont périodiques et circulent chaque année dans telles parties de la Régence où leur présence est jugée utile, après entente entre l'autorité civile et l'autorité militaire. (ex. : en 1907, dans la région du sud, à Gabès, Douz ; en 1908, dans la région de Thala, à Kasserine ; en 1909, à Thala, à Maktar, à la Sbeitla).

L'expression de « *colonnes mobiles* » indique le but de ces détachements. Ils doivent être légers, rapides, et, pourtant, suffisamment forts. Leur effectif et leur composition sont variables ; en principe, ils comprennent toujours du *canon*, en raison du grand effet moral qu'exerce cette arme sur les indigènes ; — on l'a constaté lors des événements du Maroc, qui ont obligé la France et l'Espagne à intervenir ; — le canon seul permet de briser rapidement les résistances en détruisant les obstacles que peuvent organiser et utiliser les rebelles (marabouts, murs, maisons en état de défense, etc). C'est, en général, de l'artillerie de montagne qui est adjointe à ces colonnes mobiles, afin de pouvoir passer partout ; c'est pourquoi l'autorité militaire conserve en Tunisie trois sections de montagne, celle de Gabès, d'Hamman-Lif et de Bizerte, bien que leur rendement au point de vue purement militaire soit presque nul.

La proportion d'infanterie varie entre une compagnie, au minimum, et un ou deux bataillons. Le type classique comporte un bataillon, c'est-à-dire cinq ou six cents hommes (à l'effectif de paix).

Pour ses opérations, la colonne a besoin d'être renseignée, de se garder et de se tenir en liaison constante avec des troupes voisines ou avec l'autorité. C'est pourquoi elle est toujours dotée d'une certaine portion de cavalerie, variable, selon les circonstances, d'un peloton (35 cavaliers) à un escadron (140 cavaliers).

Dans les cas très urgents, par exemple lors des événements de Thala en 1906, il faut surtout agir *très vite* ; la cavalerie, qui peut aisément couvrir en troupe 45 à 50 kilomètres par vingt-quatre heures, est alors appelée à opérer seule ; mais c'est l'exception, car la cavalerie n'est pas faite pour poursuivre les rebelles en terrain varié et difficile, ni pour combattre contre des tireurs embusqués derrière des obstacles.

L'organisation du réseau ferré tunisien permet d'ailleurs maintenant de transporter partout des troupes dans un temps relativement court. De leur point de débarquement au point où elles auraient à agir, elles auraient au maximum vingt-quatre heures de route. Il faudrait donc des circonstances bien extraordinaires pour que des troubles très graves, nécessitant l'intervention de la troupe, éclatent quelque part sans que l'autorité puisse disposer de vingt-quatre ou trente-six heures pour « parer le coup ».

Il suffit, dès que l'autorité est prévenue, de montrer la force, même dans des proportions réduites, pour éviter bien des à-coups. Ainsi, à Metlaoui et au Redeyef où, malgré la présence d'une population d'ouvriers mineurs indigènes de 3.500 à 4.000 hommes, *presque tous armés*, l'apparition d'un ou deux pelotons de spahis a toujours suffi pour calmer de très sérieuses effervescences ; dans ces deux centres, il suffit maintenant de montrer quelques cavaliers ou quelques tirailleurs de la garnison de Metlaoui (un peloton de cavalerie, soit 35 cavaliers,

une section d'infanterie, soit 40 fantassins) pour prévenir tout désordre. Pour ne citer qu'un exemple, lors des événements d'avril 1909 à Redeyeff, l'arrivée rapide de 12 spahis venant de Metlaoui, — sis à 42 kilomètres du Redeyeff, — a fait rentrer dans l'ordre 1.800 ouvriers kabyles et tripolitains, presque tous armés de revolvers. (1)

En temps de guerre, les conditions seraient, au point de vue de l'envoi et de l'organisation des colonnes mobiles, exactement les mêmes qu'en temps de paix.

Le principe est toujours le même : « agir très vite, frapper très fort ». La composition des colonnes, variable suivant les cas, est à déterminer en conséquence.

Ces détachements de service d'ordre peuvent ne pas être appelés à être toujours mobiles ; ils ont, dans certains cas, intérêt à stationner dans une région d'où ils rayonnent, suivant les besoins. C'est le procédé de conquête : s'établir solidement quelque part et faire « tâche d'huile ». C'est ainsi qu'ont opéré autrefois les troupes françaises en Tunisie : (Kairouan, Hadjeb-el-Aïoum, Fériana, Souk-el-Djamma, etc.) ; la même tactique a d'ailleurs été suivie au Maroc par les troupes françaises et espagnoles. Au surplus, c'est le rôle dévolu à nos garni-

(1) Renseignement communiqué par M. le Colonel Foucher, Chef du Service et du Personnel des Affaires indigènes à la Résidence Générale de la France à Tunis (Juin 1909).

sons normales, le rayonnement étant facilité par une organisation très judicieuse du réseau ferré, comme nous allons le voir.

Le plus ancien raccorde Tunis aux lignes algériennes par la vallée de la Medjerda ; il comprend 220 kilomètres de voie large ; plus tard, la ligne de Djedeïda-Bizerte (73 kilomètres), à voie normale, vint se souder à la première. Le réseau tunisien comprend également toutes les lignes à voie étroite mettant Tunis en communication avec Nabeul et Menzel-Bou-Zelfa, avec Sousse et Moknine, avec les centres agricoles du Mornag, Zaghouan et Pont-du-Fahs. De cette dernière station, les rails se sont allongés vers l'Est ; ils atteignent aujourd'hui le Kef, poussent jusqu'à Kalaat-es-Senam et Kalaat-Djerda, deux centres miniers très importants. Reliée à Tunis d'une part, à Kairouan, de l'autre, Sousse tend à devenir aussi un véritable centre de voies ferrées. Sa ligne de banlieue rejoint Mahdia, et sur le chemin de fer de Kairouan est venue s'embrancher la grande voie qui, par Kasserine, Fériana, Sbeitla, gagne les gisements phosphatiers d'Aïn-Moularès, à quelques pas de la frontière algérienne. De plus, se sont ouverts en 1906 les chantiers de la ligne des Nefza à Mateur et à Bizerte. Il existe aussi 34 kilomètres de voies ferrées reliant Tunis à La Goulette et à La Marsa ; mais ces lignes sont actuellement avantageusement remplacées par un chemin de fer électrique courant le long de la berge Nord du canal reliant Tunis à La Goulette.

Dans le Sud de la Régence, il n'y a que la voie ferrée de Sfax à Gafsa et aux gisements de phosphates de Metlaoui, soit 250 kilomètres. Elle est d'une utilité incontestable au point de vue de la sécurité publique. La jonction du réseau Nord et du réseau Sud permettra prochainement l'accroissement de ces voies ferrées par la construction des lignes Sousse-Sfax et Sfax-Gabès (1).

Cette organisation du réseau tunisien est bien comprise et fait le plus grand honneur à ceux qui l'ont conçue. Son importance au point de vue stratégique ne peut se discuter.

Les considérations qui précèdent sont d'ordre théorique. Or, il n'est pas sans intérêt de montrer leur application pratique et, pour ce faire, nous citerons l'exemple donné par les événements survenus à Thala en avril 1906, connus sous le nom d'*Affaire de Kasserine* (2).

Le 26 avril, au matin, une bande d'une centaine de Fraichiches, fanatisés depuis un mois environ par un marabout algérien, Amor ben Othman, pillent successivement plusieurs fermes aux environs de Kasserine, massacrent plusieurs colons, attaquent

(1) Sur tous ces points, Conf. G. Loth, « La Tunisie et l'œuvre du Protectorat français » 1906, p. 130 et s ; V. étiam : Eusèbe Vassel, « Le Chemin de fer et les phosphates de Gafsa » (Extrait de la revue tunisienne. 1902.)

(2) Pour de plus amples détails, Conf. Rapport au Président de la République, 1906, p. 16 à 19.

le « bordj » de la remonte, font prisonniers les trois cavaliers de la station de monte, volent les étalons et, le lendemain 27 avril, se dirigent sur Thala où ils trouvent le Contrôle civil organisé défensivement. Ils l'attaquent sans succès et laissent devant ses murs cinq morts, quatre blessés et quatre prisonniers, dont le marabout, chef du mouvement, et son lieutenant. Une heure après leur attaque infructueuse, la première des colonnes lancées contre eux faisait son apparition ; l'annonce de son approche avait suffi à disperser les assaillants et à ramener l'ordre.

Que s'était-il passé ?

Dans la soirée du 26, l'alerte avait été donnée. Le but poursuivi par l'autorité militaire était d'agir *vite* et de *localiser le mouvement* en coupant la retraite aux insurgés. Le très faible effectif de ces derniers rendait d'ailleurs inutile la mise en mouvement de troupes importantes.

Pour agir vite, on fit usage de la voie ferrée ; pour localiser le mouvement, on expédia plusieurs colonnes sur Thala, mais en leur faisant prendre des directions différentes. Une compagnie (120 hommes) du 3^e bataillon d'Afrique fut dirigée par voie ferrée du Kef sur Kalaat-Djerda et, de là, par voie de terre sur Thala, où elle arriva le 27 Avril à 5 heures du soir ; en outre, un escadron du 4^e chasseurs d'Afrique, embarqué à Tunis, débarqua à Kalaat-Djerda dans la nuit du 27 au 28 et arriva à Thala le 28 au matin.

La mission de ces deux troupes était d'occuper le théâtre des troubles, d'empêcher les insurgés de fuir par le Nord ou par l'Est.

D'autre part, un escadron du 4^e Spahis, embarqué à Sfax le 27 arriva le 28 au matin à Gafsa et se dirigea immédiatement sur Fériana ; il avait pour mission de se porter vers le Nord pour empêcher les insurgés de se dérober en gagnant le Sud. Enfin, un demi-escadron du 3^e Spahis, en garnison dans la province de Constantine, se porta dès le 27 sur la frontière pour prévenir la fuite des rebelles vers l'Ouest par l'Algérie.

Dès le 28, le mouvement fut localisé ; l'annonce de l'arrivée de ces troupes suffit pour ramener partout le calme ; les indigènes en furent très impressionnés. La région fut occupée et sillonnée en tous sens par les troupes, qui ne rejoignirent leur garnison que quinze jours après leur arrivée.

Cet exemple montre bien comment se conçoit et s'exécute une opération de police. L'effectif et la composition de la colonne sont proportionnés au but à atteindre ; ici, pas d'artillerie, peu d'infanterie, car les insurgés sont peu nombreux, mal armés, et à peine organisés. Au contraire, il y eut une forte proportion de cavalerie pour les cerner rapidement afin, qu'ils n'eussent pas le temps de provoquer dans d'autres régions des désordres plus graves et que leur action fût isolée et localisée.

Dans d'autres circonstances, d'autres dispositions seraient prises ; il n'y a pas de schéma invariable,

ni de formule : tout dépend des circonstances. Une seule chose est certaine, c'est le principe qui doit guider l'organisateur de ce genre d'opérations : agir vite, frapper fort.

Au sujet des événements de Kasserine et de quelques autres faits analogues, M. Maurice Colin, dans son rapport sur la situation de la Tunisie, a estimé que l'autorité militaire a été mal inspirée en supprimant en Tunisie toutes les garnisons de l'intérieur. « Sans doute, dit-il, l'armée doit avant tout défendre le pays contre toute agression venant de l'extérieur. Mais il ne faut pas que cette mission l'absorbe tout entière, au point de lui faire oublier complètement qu'elle est aussi chargée d'assurer la sécurité intérieure du pays. Dans ces dernières années on a réuni autour de Bizerte, à Tunis et le long de la côte, toutes les garnisons qu'on avait, après 1881, établies dans différents postes de l'intérieur. Hypnotisée par les nécessités de la défense contre l'ennemi extérieur, l'autorité militaire n'a pas prévu qu'elle ouvrait la porte à un autre danger dont les événements de Kasserine et de Metlaoui ont démontré la réalité et l'évidence. »

Commentant ce passage, un journal de la Métropole (1) dit : « Il importe que l'enseignement résultant de ces événements ne soit pas perdu. Il faut

(1) V. « La Presse Coloniale », Mardi 10 Décembre 1907, p. 2, colonne 3, 4 et 5.

rétablir dans un certain nombre de postes de l'intérieur les garnisons qui en avaient été retirées. La mutinerie du 17^e de ligne a permis de doter Gafsa d'une garnison. Mais il ne faudrait pas que ce soit là une garnison occasionnelle, et il est de toute nécessité que l'autorité se préoccupe d'installer à Gafsa une garnison permanente, aussi bien, du reste, que dans un certain nombre de postes judicieusement choisis parmi les anciennes garnisons. C'est ce que réclame impérieusement la nécessité de sauvegarder la sécurité intérieure de la Tunisie. Il est permis de croire que le ministre de la Guerre saura prendre les mesures indispensables pour répondre à cette nécessité. Au besoin, le Parlement ne manquerait pas de l'y inviter, s'il négligeait d'écouter les légitimes réclamations des colons tunisiens dont, avec raison, la Résidence générale n'a pas d'ailleurs manqué de se faire l'interprète. »

Aujourd'hui, le 17^e de ligne a totalement quitté Gafsa ; mais il a été remplacé par une compagnie du 4^e tirailleurs, qui détache une section à Metlaoui. D'ailleurs, ceci n'empêche pas que la faute commise, lors de la fameuse affaire de Fachoda, où on a dégarni l'intérieur, n'est pas encore suffisamment réparée.

La presse tunisienne elle-même a publié, à juste titre, de longs articles à ce sujet et demandé des mesures analogues.

Toutefois, il est certain que les esprits se sont alarmés trop facilement. Au surplus, on n'a été en

présence jusqu'ici que d'événements isolés, et il ne faut pas porter de faux jugements sur la population indigène, plus pacifique et plus souple que celle de l'Algérie. Les prédications de quelques fanatiques, ne peuvent provoquer de bien grands désordres. Si nous devons déplorer la mort de quelques colons dans l'affaire de Kasserine, notre indignation doit être bien moindre, en songeant à l'insécurité qui règne en Indochine (2), où les bandes du De Tham commettent des forfaits bien plus graves. La Tunisie n'a rien non plus à envier à l'Algérie, où les assassinats sont nombreux et où les diligences sont constamment attaquées.

D'ailleurs, l'autorité militaire, de concert avec l'autorité civile, a pris des mesures utiles pour prévenir et réprimer les actes contraires à la sécurité publique. Les « colonnes mobiles » d'une part, les « brigades mobiles » de l'autre, sont une sérieuse garantie de la sûreté générale du territoire ; cependant, il y a encore à faire dans cette voie, ainsi que nous l'avons signalé plus haut.

(1) V. L'article de M. Francis Mury, membre du Conseil Supérieur des colonies : « Le De Tham », dans « Le Mois Colonial et Maritime », N° 80 d'Octobre 1909, p. 330 et s.

CHAPITRE II

L'organisation de la Police dans les territoires du Sud

La sécurité et la surveillance politique sont assurées, dans les territoires du Sud, par le Service des Affaires indigènes (1). A cet effet, ce service, qui agit avec ses propres moyens, a organisé un système de police basé sur le contact permanent de ses officiers avec les populations soumises à leur surveillance.

(1) Nous avons utilisé, pour ce chapitre, les renseignements qu'a bien voulu nous communiquer M. le capitaine J. Le Bœuf, détaché aux Affaires indigènes à la Résidence Générale. Nous lui en exprimons ici toute notre gratitude.

Ce contact est obtenu par l'application des quatre principes suivants :

1^o Collaboration constante des officiers et des caïds ou khalifas dans l'exercice de la police judiciaire ;

2^o Visites fréquentes des collectivités par les officiers des affaires indigènes ;

3^o Stationnement presque permanent d'officiers sur des points éloignés des centres administratifs, pour y assurer l'exécution de travaux d'utilité publique ;

4^o Parcours continu du pays par des agents du Maghzen en tournées de service.

Ce système est complété par le service des agents secrets entretenus dans les collectivités, ou envoyés en mission en Tripolitaine. Des fonds secrets dénommés « Fonds de surveillance de la frontière Tripolitaine », mis par le Gouvernement tunisien à la disposition du Service des Affaires Indigènes, permettent d'assurer ce service, avec des ressources ne dépassant pas mille francs par an.

Reprenons ces quatre points :

I. — Police judiciaire

Nous savons que le décret du 4 mai 1900 (1) a attribué aux officiers du Service des Affaires indigènes les fonctions d'officiers de police judiciaire,

(2) V. Officiel tunisien. 1900-411.

auxiliaires du Procureur de la République. Ils doivent à ce titre de pouvoir apporter aux colons des territoires du Sud, dès que les circonstances le nécessitent, les garanties immédiates de la juridiction française.

La justice tunisienne ne leur a pas donné de pouvoirs, mais elle les a chargés d'exercer, dans certaines conditions, à titre de renseignements pour le Gouvernement Tunisien, et de concert avec les Caïds, la police judiciaire indigène.

A cet effet, ils procèdent à l'instruction complète des enquêtes sur les crimes ressortissant au tribunal de l'Ouzara, et ils contrôlent les enquêtes faites par les caïds et les khalifas pour les délits relevant des tribunaux régionaux. Dans ces deux cas, le résultat de leurs instructions est transmis, sous forme de rapports adressés au Gouvernement Tunisien, par l'intermédiaire de la Résidence générale.

Cette action judiciaire donne aux justiciables la garantie d'un contrôle local effectif et aux chefs indigènes un appui moral très apprécié. Elle constitue surtout un contact direct quotidien entre les officiers des Affaires indigènes et ceux des justiciables qu'un sentiment de mécontentement impressionne momentanément, soit à titre d'inculpés, soit à titre de plaignants.

Enfin, faisons remarquer que le décret du 4 mai 1900 prescrit qu'en cas de concurrence entre un officier de police judiciaire de l'ordre civil et un officier de police judiciaire appartenant à l'armée,

l'instruction doit être faite par le premier. C'est à juste titre que cette disposition a été introduite dans le décret, car la qualité d'officier de police judiciaire attribuée aux officiers des bureaux des Affaires indigènes constitue une exception ; or, en vertu d'un vieux principe : *Exceptio est strictissimæ interpretationis*.

II. — Visites fréquentes des Collectivités indigènes

En théorie, chaque tribu doit être visitée au moins une fois par mois par un officier des Affaires indigènes, qui règle sur place les questions qui peuvent l'être sans l'intervention des Chefs indigènes.

Dans la pratique, ce n'est pas une fois par mois, mais plusieurs fois par mois que toutes les fractions sont visitées par des officiers en tournée. (1) Leurs chevauchées à travers des régions presque exclusivement peuplées d'indigènes, sont d'une grande utilité au point de vue de la sécurité de nos territoires du Sud.

(1) V. Circulaire du 20 Mars 1884 prescrivant aux gouverneurs et caïds de subvenir aux besoins des officiers des bureaux des affaires indigènes en tournée (Zeys Tome I, p. 58) et Circulaire du 20 Octobre 1886, adressée par le Premier Ministre aux Caïds, relative aux fournitures à faire aux militaires français voyageant dans la Régence, (Officiel, 1886, 241).

III. — Stationnement d'Officiers sur les points éloignés des centres administratifs.

En dirigeant loin de leur centres de surveillance les travaux d'utilité publique, les officiers des Affaires indigènes s'efforcent de se concilier les sympathies des indigènes en s'intéressant aux détails de leur existence. Ils découvrent ainsi les causes de souffrance et de mécontentement à l'état latent et se rendent compte des aspirations légitimes dont la satisfaction est de nature à attirer à nous les populations. On comprend facilement toute l'importance de cette pratique qui permet à l'autorité supérieure de prévenir bien des actes regrettables. En effet, il se peut que des chefs de tribus exaspèrent leurs administrés par des procédés tyranniques, au point de leur faire prendre les armes. Il se peut aussi, qu'une grande misère, occasionnée par la sécheresse ou une crise commerciale quelconque, incite les indigènes à commettre des vols ou même des assassinats.

Les officiers se rendront compte de ces différents états de chose et pourront ainsi provoquer des mesures à l'effet de les faire cesser.

IV. — Parcours des Territoires par le Maghzen.

Cette connaissance de l'état d'âme des tribus permet de guider sûrement dans leurs investigations les agents du Maghzen qui, malgré leur faible effectif, sillonnent continuellement en tous sens, pour

l'exécution des multiples missions du service des Affaires indigènes, les territoires soumis à la surveillance de l'autorité militaire.

Les agents du Maghzen, dont il est question, ici ne sont pas des personnages analogues à ceux du Maghzen marocain. Aussi, afin de prévenir toute confusion, est-il bon de faire connaître succinctement l'organisation de cette force de police.

Le maghzen est une force auxiliaire de 250 cavaliers, mise à la disposition du service des Affaires indigènes, pour l'aider à assurer la sécurité sur les territoires soumis à la surveillance de l'autorité militaire.

Il relève hiérarchiquement du Résident général ; il est placé sous les ordres du commandant militaire des territoires du Sud et, dans chaque territoire ou annexe, sous le commandement du chef de bureau des Affaires indigènes.

Les agents du Maghzen doivent porter à la connaissance des officiers des Affaires indigènes dont ils dépendent, toutes les nouvelles qui leur parviennent, intéressant la police ou la sécurité du pays.

Cette organisation concourt heureusement au maintien de la sécurité dans le sud tunisien. Elle permet au gouvernement de prendre les mesures voulues pour assurer la police et la sécurité des routes et des marchés et surtout pour surveiller la contrebande de guerre. A ce dernier point de vue, elle est d'une nécessité absolue, car il y aurait un gros danger à laisser importer en Tunisie, soit par

voie de mer, soit par la frontière tripolitaine, des armes qui pourraient un jour se tourner contre nous. Les professionnels de ce genre de contrebande ne peuvent que très difficilement réussir leurs tentatives criminelles, dont la réalisation leur est d'un bon rapport.

Comment sont organisés les territoires du Sud de la Régence ? C'est ce qui nous reste maintenant à examiner.

Anciennement, le territoire militaire était divisé en trois postes, ceux de Kébili, de Médenine et de Matmata, comprenant respectivement les caïdats de Nefzaoua, de Ouerghemma et de Matmata. (1)

Depuis une circulaire du Résident Général, en date du 24 Décembre 1906, (2), les territoires du Sud de la Régence, soumis à la surveillance de l'autorité militaire, ont reçu l'organisation administrative suivante :

Le commandement militaire de Gabès, ainsi que les cercles de Médenine et de Kébili sont supprimés et il n'y a plus de commandants supérieurs à Médenine ni à Kébili. Il est créé un commandement militaire des territoire du Sud dont le chef-lieu est à Médenine. Le commandant militaire des territoires du Sud est le délégué du Résident Géné-

(1) V. Tableau général des Caïdats, Khalifaliks et Cheïkats par contrôles civils et Postes militaires, Zey 3, Code Annoté, T. I p. 101, N° 160.

(2) V. Zeys, Suppléments de 1906. 1907, 1908, p. 883.

ral dans ces territoires. Son commandement comprend : 1^o les bureaux des Affaires indigènes de Médenine, de Kébili et de Matmata, traités comme des Contrôles civils et dont l'action administrative s'étend sur la totalité du territoire du Caïdat auquel ils correspondent respectivement ; 2^o les annexes de Djarzis, de Ben Gardane et de Tatahouine, traitées comme des annexes des contrôles civils et dépendant du Chef du Bureau des Affaires indigènes de Médenine.

Cette organisation est exposée sommairement dans une note du Résident Général. (1)

On remarquera que cette circulaire résidentielle, ainsi d'ailleurs que tous les documents relatifs à cette matière depuis l'année 1900, se sert de l'expression « Affaires indigènes » et non du mot « renseignements ». Ainsi, les instructions du Général Commandant la Division d'Occupation, du 1^{er} juillet 1882 sont « relatives aux attributions des officiers de renseignements ». La circulaire du 20 mars 1884 prescrit aux Caïds de subvenir aux besoins des « Officiers du service des renseignements » en tournée. L'expression « Affaires indigènes » a une portée plus large et répond mieux à la mission confiée à ce service.

Ainsi, dans chaque territoire est un chef de bureau des affaires indigènes sous les ordres immédiats du

(1) Conf. Zeys, Suppléments de 1906, 1907, 1908, p. 884 (Note I).

commandant militaire des Territoires du Sud. A Médenine, le chef du territoire est néanmoins le chef du bureau des affaires indigènes. En somme, la situation est analogue à celle des contrôles civils, le chef du bureau des affaires indigènes correspondant au contrôleur civil pour tout le territoire et le chef de l'annexe correspondant au contrôleur civil suppléant dans les annexes.

Le commandant militaire des territoires du Sud, exerce sur les chefs de bureau et sur les chefs d'annexe une mission de contrôle et d'inspection ; aucune correspondance ne porte son adresse.

Ce rapide aperçu est suffisant pour montrer la façon dont est organisée la police dans les territoires du Sud. Mais cette police a surtout un but politique. Dans tous les cas, on n'en saurait nier l'importance. Au surplus, la présence de nos soldats dans ces régions est nécessaire pour que les populations indigènes n'oublient pas que c'est la France qui les protège et, partout, étend sur eux son autorité.

CONCLUSION

La sécurité nécessaire à la colonisation

La conclusion à laquelle nous sommes amené par tout ce qui précède, c'est que l'organisation de la police tunisienne a permis au Gouvernement tunisien de poursuivre la réalisation d'une œuvre considérable.

Et nous nous faisons un devoir de dire que le meilleur artisan de cette œuvre est, sans conteste, M. Roy, ministre plénipotentiaire, secrétaire général du Gouvernement Tunisien. Il faut reconnaître en lui l'homme qui a le mieux pénétré l'âme arabe et qui, par sa bienveillance et son habileté, a su aplanir les plus

grandes difficultés. Le plus bel éloge qu'on puisse faire de lui, c'est de proclamer bien haut que les indigènes l'écoutent et le vénèrent.

La politique très sage qu'il a pratiquée en Tunisie a été appréciée par tous les représentants du gouvernement de la République qui se sont succédés : MM. Massicault, Rouvier, Millet, Pichon et Alapetite.

Le Résident général actuel, M. Alapetite, trouve en lui un précieux collaborateur, et nous sommes heureux de pouvoir dire que cet homme de haute valeur a droit à la reconnaissance de tous.

Sous son autorité, la Direction de la Sûreté publique a opéré des réformes qui s'imposaient. Ces réformes, — dont nous avons révélé toute l'importance, — ont permis à la Tunisie de retrouver son ancienne prospérité.

Par la répression énergique des crimes de toute espèce, nos tribunaux ont fait régner sur tout le territoire la sécurité qui était nécessaire pour les entreprises de nos colons et de nos commerçants. Oui, cette sécurité a mis toutes les charrues au travail, si bien que l'on a pu dire qu'aujourd'hui on laboure avec une ardeur inconnue sous le gouvernement beylical.

La paix française qui règne en Tunisie a apporté des bienfaits inestimables. Les moindres règlements ont concouru au développement de la colonisation et, en s'efforçant de concilier tous les intérêts en présence, on a favorisé son essor.

Si, depuis l'occupation française, le prix moyen de la terre a quadruplé, et si cette plus-value tend à augmenter, c'est aux innovations du Gouvernement qu'on le doit et, en particulier à l'organisation de la police. Français, Européens, indigènes apprécient hautement les avantages qui découlent du maintien de l'ordre et de la sécurité; tous se rendent parfaitement compte des progrès accomplis et de l'heureuse influence qu'ils sont appelés à exercer sur l'avenir économique du pays.

D'ailleurs, la nature de la Tunisie, celle du sol et celle des hommes, réclame une discipline extérieure, une tutelle de tous les instants, sans lesquelles l'anarchie réapparaîtrait vite. Le Protectorat, qui est, par définition même, un régime d'association, a permis à la France d'assurer le travail par la sécurité.

Quelques attardés ne cessent de se lamenter sur le sort des indigènes et ne craignent pas

d'affirmer que la colonisation est incompatible avec leur bien-être. Oui certes, si, par bien-être on entend la stagnation perpétuelle dans les procédés ancestraux.

Bien au contraire, il faut détruire cette légende qui, dans certains milieux, tend à s'accréditer de plus en plus, et selon laquelle l'arabe est foncièrement réfractaire à toute marche en avant. Français et indigènes veulent pratiquer franchement une politique d'association, ce qui n'est pas la même chose que cette chimère de l'assimilation. La théorie barbare et stupide du refoulement des indigènes dans le désert n'a jamais été admise par la France. Le colon n'a jamais songé à chasser l'indigène ; il a réussi, au contraire, à s'en faire un auxiliaire ; surtout, il s'en est fait l'éducateur.

Tous deux se sont entendus pour aller la main dans la main ; également encouragés par le Gouvernement, ils se sont rendu compte que la bonne volonté pouvait venir à bout de bien des difficultés. Quel spectacle est plus beau que celui de deux races n'ayant ni la même langue, ni la même religion, ni les mêmes coutumes, vivant et travaillant, côte à côte, dans la paix et le bien-être !

Tout cela c'est au Gouvernement qu'on le doit, à la sécurité qu'il a su assurer, au travail qu'il a récompensé, à la civilisation qu'il a répandue.

C'est au ministre actuel des Affaires étrangères, M. Pichon, secondé par des administrateurs éminents comme MM. Alapetite, Dutasta, Gauthier, Roy, Blanc, Fleury, qu'il faut attribuer l'heureuse direction imprimée à l'administration du pays. C'est grâce à eux que la colonisation a pris un essor si étonnant.

Nous devons, également, rendre hommage aux colons, qui ont apporté en Tunisie leurs bras, leur intelligence, leurs capitaux ; aux indigènes, qui ont compris la mission de la France et sa généreuse intervention ; aux Européens et en particulier, aux Italiens qui, par la main-d'œuvre abondante de Siciliens, sont venus à l'aide du commerce et de l'industrie et se sont soumis à toutes les exigences que comportait la situation.

Cette situation, — qui provoque l'admiration des touristes qui visitent chaque année la Régence de Tanis, — était nécessaire aussi au bien-être de l'Algérie. Elle existe indubitable-

ment aujourd'hui, et ainsi se trouve réalisé le rêve de Jules Ferry.

Mais il faut bien se répéter que cet état de choses est dû à l'institution d'une police dépendant exclusivement de l'Etat et soumise à une seule impulsion. Et cette police, et celle-là seule, constitue désormais le modèle que nous devons suivre dans les tentatives progressives et réfléchies des agrandissements de notre patrimoine colonial.

Vu : *Le Président de thèse,*
PAUL LESEUR.

Vu : *Le Doyen,*
LYON-CAEN.

Vu et permis d'imprimer :

Le vice-recteur de l'Académie de Paris,
E. LIARD.

BIBLIOGRAPHIE

Ouvrages consultés et cités

ALGLAVE. — Les impôts au point de vue historique, économique et social (cours professé à la Faculté de droit de Paris, 1908-1909).

BARRION (Georges). — Contribution à l'étude de la question forestière en Tunisie. (Tunis, 1906).

BERTHÉLÉMY. — Traité de Droit administratif (4^e édition, 1906).

BERTILLON (Docteur). — L'Identification anthropométrique (Paris, 1893).

BOMPARD. — Législation de la Tunisie (Paris, Leroux, 1838)

BUTTE (Lucien). — Rapport sur le projet de réglementation de la prostitution (Paris, 1908).

CHAILLEY-BERT (J.). — L'Age de l'Agriculture (publication de l'union coloniale française, (Paris, Armand Colin, 1896).

COLIN (Maurice). — Rapport sur la situation de la Tunisie (1907).

COSSERON DE VILLENOISY (g^l). La France à Tunis (1891).

DALLOZ. — Jurisprudence générale.

DELORME. — La syphilis dans l'armée, quelques considérations sur sa prophylaxie (Bulletin de la Société française de prophyl. sanitaire et morale, 1907).

DUGUIT. — Manuel de droit public français (1907).

ENGELHARDT. — La Turquie et le Tanzimât ou Histoire des réformes de l'Empire ottoman (Paris, 1882).

FAUCON (Narcisse). La Tunisie avant et depuis l'occupation française (Paris 1893).

FIAUX (Louis). — La Police des mœurs (Paris, 1907).

FITOUSSI (Elie). — L'Etat Tunisien (thèse, Paris, 1901).

GIDE (Charles) — Cours d'économie politique (1909).

HÉLIE (F). — Traité de l'Instruction criminelle (1867, 2^e édition, 8 vol. in-8^o).

HOUDAS (O.). — L'Islamisme (Paris, 1904).

LARNAUDE. — Le Régime de la prostitution (extrait de la revue pénitentiaire et de droit pénal, juillet-octobre 1908).

LARNAUDE. — Théorie générale des droits publics (cours professé à la Faculté de droit de Paris, (année 1908-1909).

LESEUR. — Le Problème foncier dans les Colonies, le Domaine (cours professé à la Faculté de droit de Paris. Année 1908-1909).

LOIR (docteur). — La Vaccination obligatoire en Tunisie (extrait de la revue tunisienne 1897).

LOIR (docteur). — Les Conditions sanitaires et l'hygiène en Tunisie (Revue générale des sciences pures et appliquées, 1897).

LOTH (Gaston). — Le Peuplement italien en Tunisie et en Algérie (Paris, 1905).

LOTH (Gaston). — La Tunisie et l'œuvre du protectorat français. (Tunis, 1906).

M'HAMED-BEL-KHODJA. — Le Pèlerinage à la Mecque. (Tunis, 1906).

MONTAGNE (E.). — Histoire de la prostitution dans l'antiquité (1869, in-4°).

MORGAND. — Loi municipale (6^e édition).

MOSTAPHA-EL-TRABELSI. — El Fetaoui el Kamilia.

OVIDE. — Les Amours.

PARENT-DUCHATELET. — La prostitution à Paris. (Paris, 1900).

PERRIER (docteur). — Etude sur la désinfection publique dans l'Afrique du nord. (Tunis, 1906).

PEYSSNNEL. — Relation d'un voyage sur les côtes de Barbarie en 1724 et 1725.

RABUTEAUX. — De la prostitution en Europe depuis l'antiquité jusqu'à la fin du XVI^e siècle (1865, in-8°).

Rapport du Ministre des affaires étrangères au Président de la République sur la situation de la Tunisie.
(Années 1890, 1898 à 1908, 11 volumes).

REINACH (Joseph). — La République opportuniste. (Revue politique et littéraire, n° du 21 mai 1881).

ROGER (H.). — Introduction à l'étude de la médecine. (Paris, 1908).

SAURIN (Jules). — L'Invasion sicilienne et le peuplement français en Tunisie (1900, librairie coloniale).

SIREY. — Lois annotées.

Tunisie (la). — Histoire et description (Paris, Berger-Levrault et Cie, 1896, ouvrage publié par la Résidence générale).

VASSEL (Eusèbe). — Le chemin de fer et les phosphates de Gafsa. (Tunis, 1902)

VIOLARD (Emile). — Rapport à M. le Résident général sur la Tunisie du Nord. (Tunis, 1906).

ZEYS (Paul). — Code annoté de la Tunisie. (Nancy, Berger-Levrault et Cie, 1908).

Publications diverses. — Périodiques

Année politique (1882).

Bulletin de la Société amicale de prévoyance des commissaires municipaux, commissaires et inspecteurs spéciaux de France et de Tunisie.

Bulletin de la Société française de prophylaxie sanitaire et morale.

Bulletin de la Direction de l'agriculture, du commerce et de l'industrie (Tunis).

Bulletin de la Société générale des prisons.

Journal Officiel de la République française.

Journal Officiel Tunisien.

Journal des tribunaux de la Tunisie.

Journaux métropolitains : *La Presse Coloniale*.

— — — *La Dépêche Coloniale*.

— — — *Le Temps*.

Journaux tunisiens : *La Dépêche Tunisienne* :

— — — *La Dépêche Sfaxienne*.

— — — *Le Promeneur* (disparu).

— — — *La Volonté* (disparu).

Procès-verbaux de la Conférence consultative de Tunisie.

Procès-verbaux de la Conférence sanitaire internationale de Paris en 1903.

Le Mois Colonial et Maritime.

Revue générale des Sciences pures et appliquées.

Revue Tunisienne.

Revue Algérienne et Tunisienne.

Revue pénitentiaire et de droit pénal.

Revue des Deux-Mondes, etc., etc.

Archives : de la Direction de la Sûreté publique.

- des Parquets de Tunis et de Sousse.
- de l'Institut Pasteur de Tunis.
- du Service des Affaires indigènes. (Résidence générale).

TABLE DES MATIÈRES

Avant-propos.	7
-----------------------	---

INTRODUCTION

I. — La situation de la Tunisie avant l'établissement du Protectorat.	15
II. — L'établissement du Protectorat.	36
III. — La sécurité et les services de Police de 1881 au 17 avril 1897, date du décret instituant au- près du Gouvernement central une Direction de la Sûreté publique.	44

PREMIÈRE PARTIE

L'organisation et les modes d'action de la police tunisienne

Livre I. — La direction de la Sûreté publique. . . 81

CHAPITRE I. — Le Personnel 87

CHAPITRE II. — Le service anthropométrique. . . 109

CHAPITRE III. — Le budget de la Sûreté publique 119

Livre II. — Les Divers organismes qui composent la Direction de la Sûreté publique. Rapports de cette Direction avec le Gouvernement central et les Municipalités. 129

CHAPITRE I. — LA POLICE ADMINISTRATIVE 132

Section I. — La police générale 133

§ I. — Considérations générales 133

§ II. — Le régime des associations. 142

§ III. — La police des réunions publiques. . . 147

§ IV. — La réglementation des attroupements . 153

§ V. — Mesures relatives à l'introduction, au commerce, à la détention et au port des armes en Tunisie. 157

§ VI. — Mesures relatives au séjour des étrangers dans la Régence.— Extraditions. — Naturalisations	172
§ VII. — L'espionnage. — Mesures préventives et répressives.	201
§ VIII. — Réglementation de la profession de guide	205
§ IX. — Mesures relatives aux passeports. .	208
§ X. — L'alcoolisme. — La réglementation des débits de boissons et des cafés maures .	212
§ XI. — Le règlement sur les logeurs et fondeurs.	231
§ XII. — La réglementation des bureaux de placement	234
§ XIII. — Mesures relatives aux loteries et à la tenue des maisons de jeux de hasard. .	241
§ XIV. — La surveillance des fraudes et falsifications dans le commerce des denrées alimentaires. — Mesures prises pour prévenir les fraudes sur les vins	248
<i>Section II. — La police municipale.</i>	<i>250</i>
§ I. — La police des cimetières et les dispositions relatives aux sépultures	262
§ II. — Le service des fourrières	267

§ III. — Mesures relatives aux établissements insalubres et incommodes.	268
§ IV. — La police des mœurs et la réglemen- tation de la prostitution	272
§ V. — Réglementation des théâtres et cafés- concerts.	294
<i>Section III. — La police rurale</i>	<i>301</i>
§ I. — La sécurité des campagnes. -- Les délicts de pacage et la « béchara »	301
§ 2. — La police des forêts.	321
CHAPITRE II. — LA POLICE JUDICIAIRE.	325
<i>Section I. — L'œuvre de la police judiciaire</i>	<i>325</i>
<i>Section II. — L'organisation et le rôle des brigades de police mobile</i>	<i>344</i>
<i>Section III. — Des rapports de la Direction de la Sûreté publique avec les Parquets.</i>	<i>352</i>
CHAPITRE III. — LA POLICE SANITAIRE.	356
Considérations générales et historiques.	356
<i>Section I. — Le règlement sanitaire du 5 juillet 1908</i>	<i>364</i>
<i>Section II. — La police sanitaire maritime et le décret du 16 février 1909.</i>	<i>383</i>

DEUXIÈME PARTIE

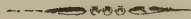
Le concours de l'armée au maintien de la sécurité publique.

CHAPITRE I. — Le rôle de l'armée en territoire civil	400
---	-----

CHAPITRE II. — L'organisation de la police dans les territoires du Sud	412
---	-----

CONCLUSION

La sécurité nécessaire à la colonisation	421
Bibliographie	427
Table des matières	433



Imprimerie spéciale de la Librairie

H. CHACORNAC

PARIS — 9, rue de l'Éperon — PARIS
